REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXII[e] ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME XXXVII. — 1[er] JANVIER 1862.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME TRENTE-SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1862

LA POÉSIE POLONAISE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

ET LE POÈTE ANONYME

« Dieu a voulu que le même esprit de civilisation qui s'est revêtu de toutes les pompes de la gloire, du succès et du bien-être à une des extrémités de l'Europe, fût forcé, à l'autre, de passer à travers toutes les épreuves du sacrifice, toutes les saintetés du dévouement et les inébranlables enthousiasmes du martyre. Il n'y a dans tout cela que diversité de formes et d'accidens extérieurs : dans le fond, c'est identiquement le même principe. Voilà pourquoi il y a communion incessante entre ceux qui le défendent au nord et ceux qui le font régner à l'occident. » (*Lettre du poète anonyme à M. Guizot*, 1847.)

I.

Les événemens qui, depuis le commencement de 1861, se déroulent en Pologne et qui portent un caractère si original, si difficile même à comprendre pour notre Occident, généralement sceptique et désillusionné, ont eu pour résultat, entre autres, d'attirer l'attention sur un écrivain mort il y a trois ans, et dont la renommée n'avait rayonné jusqu'ici que très faiblement en dehors de son pays. L'action du *poète anonyme de la Pologne* dans le mouvement national qui a éclaté sur les bords de la Vistule, l'influence manifeste qu'ont eue ses écrits sur l'esprit du peuple, tel qu'il s'est révélé dans l'agitation récente, ont été, si nous ne nous trompons, signalées pour la première fois dans la *Revue*. Spectacle étonnant en effet que cette ratification d'une pensée idéale, mys-

tique même, par la réalité vivante et palpable, que ce pouvoir moral et posthume exercé sur un peuple par un génie méditatif et solitaire, et parvenant peu à peu à imprégner ce peuple d'une conviction puissante, quoique abstraite, à le passionner pour une vérité d'autant plus haute et difficile qu'elle est en quelque sorte métaphysique et contraire aux instincts naturels des masses, à lui créer par là toute une politique et toute une tactique nouvelles, rarement usitées, nullement appréhendées, faites cependant pour déconcerter un adversaire puissant! Abstraction faite du sentiment de justice et de droit, si vivement engagé dans cette redoutable question polonaise, n'y a-t-il pas un intérêt d'un ordre élevé dans ce phénomène d'une poésie vivante et agissante, qui éclaire d'un jour nouveau des événemens tout contemporains, et qui, en prenant en quelque sorte une couleur tout actuelle, ne garde pas moins le caractère d'une des manifestations les plus saisissantes de la pensée moderne, marquée du sceau des grandes œuvres de l'art? Telle est la poésie de l'auteur de *la Comédie infernale*, de l'*Iridion* et des *Psaumes de l'Avenir*, de cet esprit puissant et peu connu dont la *Revue* a la première révélé autrefois quelques-unes des créations (1).

Pour ceux qui dans les œuvres d'un écrivain recherchent surtout l'homme, et qui aiment à saisir le génie dans son passage sur la terre, dans les joies et les douleurs de son existence humaine, la vie de l'écrivain polonais, racontée dans ses détails et dans ses péripéties, pourrait déjà, par elle-même, devenir le sujet d'une étude aussi curieuse qu'émouvante. Et d'abord ce nom même de *poète anonyme*, que l'auteur de l'*Iridion* a gardé pendant toute sa vie et qui lui est resté jusqu'après sa mort, n'a-t-il pas déjà de quoi faire penser qu'on est là en présence d'une situation peu ordinaire, peut-être aussi d'une souffrance qui n'est point vulgaire, et qui commande le respect? Nous n'en sommes plus à ces temps de modestie et d'innocence où le peintre ne s'accordait à lui-même qu'un petit coin dans son tableau et disparaissait dans son œuvre. De nos jours, l'artiste fait trop souvent de sa personnalité le point lumineux de toute composition. Et si ce n'était encore que le génie vraiment impérial qui se couronnât ainsi de sa propre main, si l'éclat n'était recherché que par ceux qui mériteraient au moins l'attention! Mais quel est le talent, si chétif qu'il soit, qui renoncerait aujourd'hui au

(1) La *Revue* a publié en traduction *la Comédie infernale*, *le Rêve de Césara* et *la Nuit de Noël*, du poète anonyme de la Pologne; voyez la *Revue* du 1er août et du 1er octobre 1846. Voyez aussi *le Dernier* et *Sur la Glose de sainte Thérèse* dans la *Revue* du 1er novembre 1861, où nous avons cru pouvoir imprimer le nom du poète, qui de son vivant n'avait jamais consenti à se faire connaître.

bruit, à la célébrité, même la plus éphémère, et où est le nom qui se refuserait au retentissement? Or voilà un génie incontestable, dont les accens ont remué une nation dans ses profondeurs les plus vives, un écrivain acclamé par tout un peuple, et qui se refusa pourtant toute sa vie à des hommages si sincèrement décernés, ne se laissa jamais arracher, même par les amis les plus intimes, l'aveu de ce qui faisait sa gloire, et garda jusqu'au bout une attitude de renoncement et d'abnégation. Encore une fois, tout cela n'est-il pas fait pour surprendre au milieu d'un siècle si porté à l'infatuation personnelle, si avide de succès, si âpre aux jouissances de la vanité? L'étonnement devient de l'émotion quand on sait vaguement que cet acte de renoncement obstiné fut en même temps un acte d'expiation douloureuse, que, par ce silence constamment gardé sur lui-même, l'auteur implorait en quelque sorte le silence sur un autre, et que ce fut là un fils qui immolait généreusement sa mémoire pour racheter celle d'un père coupable.

La réserve est un devoir à l'égard d'un homme qui voulut se cacher toute sa vie. Essayons pourtant de raviver cette figure par quelques-uns de ces traits généraux et pour ainsi dire impersonnels dont il se servait lui-même en retraçant certains héros de ses drames. Il ne leur assignait pas de date précise et ne leur donnait pas de nom de famille : c'étaient plutôt des symboles que des personnages. Le représenter ainsi lui-même, c'est peindre moins un portrait qu'un type. Qu'on se figure donc un homme d'une grande fortune et d'une famille ancienne, alliée même à des maisons régnantes, un homme qui comptait parmi ses ancêtres les chefs à jamais vénérés d'une guerre nationale, qui put même être longtemps fier d'un père cher à la nation et illustré dans les grandes batailles de l'empire. Un jour vint où ce père, intrépide devant le feu, se montra pusillanime dans la vie civile et dévia de la route que lui traçait le devoir, tel au moins que le comprenait alors la nation. Ce ne fut pas là une trahison, et encore moins lui doit-on assigner un intérêt sordide pour mobile : ce ne fut que la défaillance d'un caractère faible et dont la vanité avait donné prise aux séductions habiles des dominateurs; mais l'indignation publique n'en fut pas moins grande, elle rejaillit jusque sur le fils, à peine âgé de seize ans, qui reçut alors un de ces outrages sanglans dont rien ne peut consoler l'homme d'honneur et le gentilhomme. Ce ne furent là cependant que les commencemens d'épreuves plus rudes encore : trois ans plus tard, le fils infortuné devait retrouver dans son père un parjure et un transfuge, un homme accablé par les malédictions du pays et par les honneurs que déversait sur lui l'oppresseur triomphant d'une révolution.

Une âme orgueilleuse aurait peut-être cherché là le prétexte d'une décision extrême; elle aurait peut-être trouvé dans l'affront et la persécution, certes imméritès, une excuse pour accepter une situation qu'elle ne s'était point créée, et où la poussaient également l'animadversion des vaincus et la tentation du vainqueur. D'un autre côté, une âme sans scrupules, cédant aux faiblesses de ce siècle, rompue à cette doctrine si pompeuse et si délétère qui proclame la souveraineté du but et place les obligations envers une cause publique au-dessus de tout lien de famille, une telle âme aurait sans nul doute saisi cette occasion pour se faire une popularité aussi facile qu'éclatante et pour afficher une rupture qui n'aurait rencontré que des applaudissemens. Ce fils ne fut pourtant ni un Coriolan ni un Brutus : c'était un chrétien. Il prenait dans toute sa simplicité le simple commandement de Dieu : *Père et mère honoreras,* et il ne se crut jamais le droit de renier celui qui lui avait donné le jour, ni même de le juger; mais en même temps il se sentait aussi fortement le fils de sa nation; il partageait toutes les angoisses, toutes les espérances de son pays opprimé et meurtri, et, placé ainsi entre son père et sa patrie, il accepta avec résignation la lutte sans issue que ces deux sentimens, également sacrés, devaient se livrer sans relâche dans son âme. Il vécut presque toujours hors de son pays; il évitait par là un contact plus cuisant que dangereux, sans cependant pouvoir jamais se soustraire au bras impitoyable qui pesait sur lui et les siens. « J'ai toujours foulé, nous dit-il, la terre étrangère; je n'entendais que de loin les gémissemens des victimes, mais je sentais partout la main du bourreau. » C'est alors, et sur cette terre étrangère, qu'il devint poète; mais ce don du ciel, il ne l'accepta que comme un moyen de pénitence terrestre : en dotant sa nation de chefs-d'œuvre, il renonça pour toujours à cette récompense si douce aux poètes, et qui se nomme la célébrité. Il crut devoir expier une faute qui n'était pas la sienne en immolant une gloire personnelle des plus pures et des plus légitimes; il plaidait pour un autre par ce sacrifice silencieux, ou tout au plus par cette parole brève et timide, navrante cependant pour ceux qui en saisissaient le sens : « O ma patrie, ô mère trois fois assassinée! Ceux qui méritent peut-être le plus tes larmes sont ceux qui ne méritent pas ton pardon! » Il connut ainsi tous les tourmens du génie créateur sans en jamais goûter les joies et les enivremens; Érostrate au rebours, il passa toute sa vie à élever un temple et à faire oublier un nom.

Certes une telle existence a de quoi émouvoir, et dans un temps où les poètes rebutent si souvent par leurs douleurs factices et des plaies élargies à plaisir, on est consolé, — nous allions presque

dire : on est heureux — de voir une vraie et grande souffrance si dignement supportée. Ce qui nous semble mériter bien plus d'estime encore, c'est la grande vigueur morale que le *poète anonyme* déploya dans son œuvre expiatoire, c'est la droiture constante et la marche toujours ferme d'une conscience accablée pourtant d'un si lourd fardeau. C'est le propre et aussi l'écueil de tout travail de réhabilitation d'outre-passer la mesure et de donner dans l'excès; le fils des croisés qui voudra se concilier la révolution sera toujours le premier à se coiffer du bonnet phrygien. A qui du reste aurait-on plus aisément pardonné d'avoir embrassé les passions extrêmes et les idées exaltées qu'à ce fils qui voulait faire oublier un père, et qui avait de plus pris pour arme la poésie, c'est-à-dire la passion et l'exaltation mêmes? Il sut pourtant résister à cette dangereuse tentation, et celui qui avait tant besoin de gagner les faveurs de l'opinion l'a presque toujours bravée dans ses penchans et ses caprices : fidèle sans doute au sentiment national, mais refusant de subir les engouemens du jour, se mettant au contraire hardiment en travers du courant, au risque de recueillir une impopularité qui devait lui être doublement douloureuse. Qu'on veuille bien peser ce qu'un tel courage avait de grand et de méritoire dans une telle situation! Son début littéraire fut signalé par un défi intrépidement jeté aux rêveries humanitaires et socialistes qui avaient alors la vogue dans son pays, et plus tard il s'arma de toutes les foudres de sa poésie pour combattre une propagande démocratique dont il ne prévoyait que trop les funestes conséquences, mais qui à cette époque avait subjugué presque tous les esprits. Il heurta la nation non-seulement dans des prédilections politiques passagères, mais jusque dans ses sentimens les plus profonds et les plus enracinés, et il prêcha par exemple l'impuissance de la haine à un peuple subjugué, opprimé, rongé par le désespoir, proclamé mort, et qui voyait précisément dans cette haine toujours vivace la garantie de sa vitalité. Il glorifiait en outre l'idée d'un martyre sans combat et d'une résistance toute morale, idée peu faite pour être goûtée par les masses, et surtout, ce semble, par un peuple guerrier d'instinct et bouillant de sa nature. Il prêchait en général une théorie d'un mysticisme sublime, mais qui prêtait d'autant plus à la critique et à la suspicion qu'elle semblait côtoyer une résignation énervante, et pouvait être confondue avec elle. Encore longtemps après la mort du poète et à la veille même des derniers événemens de Varsovie, la démagogie effrénée ne s'est pas fait faute de railler la « couardise lyrique » du grand anonyme (1). Il ne se laissa pourtant jamais

(1) Mieroslawski. *Insurrection de Posen*, 2e édit. 1860.

décourager ni par la raillerie, ni par des invectives amères et cruelles. Il avait une foi profonde dans la vérité qu'il proclamait; pour le reste, il se fiait au temps, à la justice, et, — pourquoi ne le dirions-nous pas? — à cette parole inspirée dont il savait la puissance si irrésistible sur son peuple.

En effet, il est difficile pour un étranger de concevoir l'action immense, souveraine, qu'exerce la poésie sur cette malheureuse nation, et cela tient à ce qu'on a en général une idée très incomplète de la situation faite à ce pays par la domination étrangère, surtout dans la Pologne russe et sous l'empire de Nicolas. Nous ne parlons pas des persécutions sporadiques amenées par la découverte des conspirations aussi peu dangereuses que cruellement punies. Nous parlons de l'état ordinaire et de la vie de chaque jour. La foi tracassée et soupçonnée comme symptôme de mauvaises dispositions; point d'universités ni d'établissemens scientifiques, les écoles livrées entièrement à la langue étrangère et régies par des officiers ou sous-officiers venus du fond de la Russie; une censure aussi ombrageuse que craintive, surveillant toute pensée, toute parole; l'administration, la justice gérées par des étrangers parlant un idiome généralement incompris et plus généralement encore détesté; les mœurs, les coutumes du pays violemment déracinées; tout souvenir du passé détruit ou sévèrement puni; la police toujours aux aguets, la menace et le châtiment sans cesse suspendus sur les têtes; en un mot, le repos nulle part et la mort partout! Dans un tel état, la vie morale, qui, quoi qu'on puisse dire, n'est autre que la vie nationale, ne trouve de refuge que dans la religion et dans la poésie.

Ce n'est pas le moment d'apprécier le rôle que joue la religion au milieu de cette nation; quant à la poésie, on peut dire, sans crainte d'exagérer, qu'elle y partage avec le catholicisme la direction des âmes, si parfois même elle n'empiète pas sur lui. Les œuvres d'imagination ne constituent pas en Pologne, comme dans l'Occident, le charme de l'esprit; on ne les lit pas dans des salons et on ne les discute pas en toute liberté de parole. Importé du dehors par le Juif et acheté au poids de l'or dans le sens rigoureux du mot, tel poème est dévoré dans le mystère, dans la nuit, au milieu d'amis éprouvés de longue date et qui ont juré le secret; les portes sont verrouillées, les volets clos, un fidèle est aposté dans la rue pour donner au besoin l'alarme. Après des lectures ainsi plusieurs fois répétées, haletantes, fiévreuses, les pages sont livrées aux flammes; mais les vers se sont incrustés dans les mémoires, et rien ne les fera plus oublier. C'est ainsi que la pauvre jeunesse entend le langage brûlant de ses poètes, le seul qui lui parle de patrie, de

liberté, d'espoir, d'avenir, de vertu et de combat. Ce n'est même que par *le sieur Thadée* ou par *les Aïeux* de Mickiewicz que la plupart apprennent l'histoire de leur temps. Un écrivain polonais a fait la remarque, profonde de vérité, que l'histoire ne saurait peut-être montrer que deux peuples qui aient reçu une éducation exclusivement poétique : la Grèce dans les temps anciens et la Pologne au XIX[e] siècle. Une telle éducation est-elle en tout irréprochable? est-elle à l'abri de dangers très graves pour l'homme et le citoyen? Nous sommes loin de le prétendre; mais ce qui est hors de doute, c'est qu'elle y est la seule réelle, hélas! la seule possible, et elle explique la souveraineté que le génie poétique exerce dans ce pays.

Cette souveraineté a pourtant ses soucis comme toute autre; elle a même ses angoisses et ses remords, et Mickiewicz a admirablement symbolisé la grandeur et les misères de la mission du poète en Pologne dans la fameuse scène du banquet de *Wallenrod*. On se rappelle peut-être le sujet de ce conte célèbre. Wallenrod a été arraché enfant à sa patrie et élevé au milieu des ennemis de sa nation, il est parvenu à la plus haute des positions et aurait peut-être oublié ses origines; mais il avait auprès de lui un vieillard aveugle, un pauvre *waïdelote*, pour lui rappeler toujours sa naissance et ranimer sa haine. Ce vieillard arrive maintenant au milieu même d'un banquet, et là, en présence des vainqueurs et dans une langue par eux incomprise, il fait résonner encore une fois aux oreilles de son élève les souvenirs d'enfance, les sermens jurés, le devoir à accomplir. Voilà bien le rôle glorieux du poète polonais dans les générations récentes; mais ce qu'un tel rôle a parfois de cruel et de terrible est aussi indiqué dans la suite de cette scène pathétique, lorsque Wallenrod, subjugué, fasciné par les paroles du chanteur, lui renouvelle sa promesse et le rend en même temps responsable des calamités qui viendront. — Tu veux donc la lutte? lui dit-il; tu pousses aux combats? Soit; que le sang qui va couler retombe sur ta tête!

« Oh! je vous connais, vous autres! lui crie-t-il. — Tout chant du waïdelote est un présage de malheur, comme la nuit le hurlement des chiens! La mort, la dévastation, voilà ce que vous aimez à chanter; *à nous, vous laissez la gloire et le supplice*. Dès le berceau, votre chant perfide enroule le sein de l'enfant de ses anneaux de serpent et lui verse dans l'âme le plus cruel des poisons : *le désir stupide de la gloire et l'amour de la patrie*. C'est ce chant qui poursuit toujours le jeune homme comme le spectre d'un ennemi trépassé; il apparaît souvent au milieu du festin pour mêler le sang aux coupes de la joie! *Je les ai écoutés, ces chants, je les ai trop écoutés!* Le sort en est jeté. Va, tu l'emportes! *Ce sera la mort du disciple et le triomphe du poète!* »

Là est en effet le côté sombre et alarmant du pouvoir exercé dans ce pays par la parole inspirée, et il ne s'agit pas seulement de la responsabilité morale encourue par l'écrivain pour les croyances qu'il propage : il s'agit tout d'abord du fait matériel de la publication et des suites qu'il entraîne pour la sûreté des personnes. Qu'on se figure les tourmens d'un poète à l'âme loyale et à la conscience droite, que le génie et bien plus encore le sentiment du devoir poussent, d'une part, à entretenir par des paroles toujours nouvelles le feu sacré dans les cœurs, et qui, d'autre part, frémit à l'idée que ces pages, écrites à l'abri des persécutions, formeront les preuves d'un délit toujours cruellement puni, seront cause de plus d'un supplice, de plus d'une mort peut-être! Un jour par exemple le jeune Lévitoux fut emmené dans la citadelle de Varsovie pour avoir été trouvé possesseur d'un exemplaire des *Aïeux;* exaspéré par les tortures, craignant surtout de tomber en délire et de trahir alors les noms de ses compagnons qu'on lui demandait, le pauvre prisonnier attira la veilleuse de ses mains enchaînées, la plaça sous son lit de sangle et se brûla vif (1). Si habitué que fût le pays à des souffrances, à des catastrophes de tout genre, cet horrible trépas d'un enfant de dix-sept ans ne laissa pas de l'émouvoir profondément; mais celui qui en souffrit peut-être le plus, ce fut un poète, ce fut Mickiewicz : l'idée d'avoir été involontairement la cause d'un pareil supplice l'obséda longtemps, et bien des années après cet événement il n'y pouvait songer sans frisson. Le *poète anonyme* ne resta pas, lui non plus, à l'abri de pareils *succès* littéraires. Il avait publié à Paris un petit poème, *la Tentation,* où se trouve à la fin le seul cri d'âme qu'il se soit jamais permis sur sa situation personnelle, et où généralement on crut même entrevoir le récit figuré d'un événement réel, d'une rencontre entre le poète et l'empereur Nicolas. Les étudians de Lithuanie résolurent de réimprimer ce poème, qui parut en effet dans le feuilleton d'un journal du pays, avec l'*imprimatur* du censeur, qui n'avait rien compris au manuscrit. L'alerte vint bientôt de Saint-Pétersbourg; une enquête fut ordonnée, et plusieurs centaines de jeunes gens durent s'acheminer vers la Sibérie. C'était la fleur de la jeunesse, et la désolation des familles fut immense. La douleur de l'écrivain anonyme dut être grande alors, et combien lui pesa sans doute dans un tel moment la sécurité relative dont il jouissait, surtout quand il pensait à quelle haute protection il la devait!

Dans des conditions si difficiles, si alarmantes pour une conscience

(1) La *Revue* a parlé de l'incident; voyez, dans la livraison du 1er avril 1848, l'étude sur *la Propagande démocratique en Pologne,* de M. Alex. Thomas.

délicate et scrupuleuse, le *poète anonyme* trouvait un certain soulagement à pouvoir se donner le témoignage de ne pas écrire en vue de la gloire, de ne pas sacrifier à un goût frivole, aux fantaisies de l'art pour l'art. L'auteur de l'*Iridion* et des *Psaumes* ne chanta jamais que la patrie; il ne s'adressa qu'à la pensée morale, politique, nationale, religieuse de ses auditeurs, à « l'âme polonaise, » comme on dit dans le pays; mais il cherchait encore un autre moyen pour alléger le poids de la responsabilité qui l'étouffait, moyen bizarre et pourtant aisé à comprendre pour quiconque connaît toutes les subtilités ingénieuses d'un cœur généreux et endolori. S'il publiait ses poèmes, cédant en quelque sorte à une voix impérieuse, il ne faisait rien cependant pour les propager, pour étendre le cercle de leur influence, pour augmenter ou multiplier les éditions; bien au contraire, il s'ingéniait à en rétrécir le nombre, à en paralyser la diffusion : spectacle contradictoire d'un écrivain qui veut agir sur l'opinion et qui diminue en même temps à plaisir les moyens de cette action! Il s'était formé à ce sujet une croyance presque fataliste qu'il laissa entrevoir dans une circonstance curieuse. Son petit poème de *Resurrecturis* avait paru d'abord dans la *Revue de Posen*, recueil grave et estimable sans doute, mais que sa gravité même et de plus ses tendances très conservatrices, ainsi que le lieu de la publication, empêchaient d'être répandu. Un ami du poète retira cette œuvre du recueil et en fit faire à Paris une édition à quelques milliers d'exemplaires. Ce n'était pas un jeune étudiant de Lithuanie, enthousiaste et étourdi, qui avait eu l'idée de cette réimpression; c'était un esprit grave, un vieux général, homme très réfléchi et pesant mûrement ses actions. Les plaintes du poète n'en furent pas moins d'une amertume extrême. « Mais les vérités salutaires contenues dans le *Resurrecturis*, lui disait-on, auraient été presque perdues pour la nation dans le recueil inabordable? » — « Non, fut la réponse caractéristique. L'âme qui avait besoin de ces paroles les aurait trouvées aussi bien là qu'ailleurs : elle y aurait été guidée par le destin, *par la fatalité*; pourquoi faire passer à la ronde une coupe d'amertume? »

Et cette poésie, pour ne parler que d'elle, pour ne rien dire de l'immense correspondance que l'écrivain entretenait de tous côtés, dont il n'a paru que des extraits, et qui de longtemps sans doute ne pourra voir le jour, cette poésie, quelle est-elle? On a souvent accusé la poésie polonaise en général, et surtout celle de l'auteur de l'*Iridion*, d'être trop obscure et symbolique, de parler en énigmes et dans un style allégorique, de manquer en un mot de cette sérénité et de cette transparence qui sont les premières conditions de l'art pur. L'art, pour être vrai et vivant, doit toujours

se ressentir du milieu moral où il se développe, et pour juger impartialement la poésie polonaise, il ne faut jamais perdre de vue l'état moral de la Pologne elle-même. Dans un pays depuis si longtemps accablé par la douleur, les œuvres de l'imagination seront nécessairement sombres et nuageuses. Là où l'oppression a enseigné aux hommes à se comprendre à demi-mot, le langage de l'inspiration se contentera parfois de signes. Cela devient une habitude, nous dirons presque une nécessité esthétique. Il faut bien le répéter, les œuvres d'imagination ne se lisent pas en Pologne comme en Occident : elles se lisent en cachette, au milieu de dangers très réels; elles doivent s'incruster dans la mémoire; elles doivent constituer pour des mois, pour des années entières, la nourriture de l'âme. Une telle poésie doit cacher des profondeurs que la pensée puisse lentement explorer. Le messager reçu dans le mystère doit dire des choses mystérieuses, mystiques même, et le moins qu'on puisse demander à des livres qui arrivent comme des feuilles sibyllines, c'est de parler le langage des oracles. On ne se plaint pas de ce langage, on le comprend même très vite, on s'y accoutume, comme on s'accoutume à voir dans les ténèbres. De toutes les œuvres du *poète anonyme* d'ailleurs, la seule peut-être qui ait eu réellement ce caractère énigmatique est *la Comédie infernale;* tout le reste fut saisi par l'intelligence nationale dès le premier moment. Poésie étrange née de la situation faite à la Pologne par ses malheurs et par ses souffrances, et qui, après la poésie de Goethe, est peut-être dans notre temps celle qui a scruté le plus profondément le mystère de la vie et de l'âme!

II.

C'est en 1835 que parut *la Comédie infernale,* la première œuvre qui fixa les regards sur le *poète anonyme,* et cette date même n'est pas un des côtés les moins originaux de cette vigoureuse création. Le poème, en effet, semblait un défi jeté aux tendances générales du siècle, une protestation solennelle contre les aspirations contemporaines. Qu'on se rappelle un instant cette époque, le bouillonnement général alors des idées, des croyances et des passions. La révolution de juillet venait d'imprimer au monde un mouvement qui ne s'était point arrêté encore. La jeunesse rêvait presque universellement la république; des esprits religieusement émus appelaient l'Évangile lui-même à l'appui de la démocratie; des sectes étranges et mystérieuses prenaient en main la cause des déshérités de la fortune, accusaient l'organisation vicieuse de l'état social et revendiquaient pour chacun un droit jusqu'ici ignoré et plein de

tentations, le droit au bonheur. Le *novus rerum ordo* de Virgile devint alors le cri de plus d'une âme, et quoi d'étonnant que ce cri fût surtout entendu et répété par la souffrance et la poésie, c'est-à-dire par les deux choses du monde les moins portées de tout temps à se contenter de ce qui existe? Or la Pologne supportait alors des maux immenses, indicibles, et il ne fallait peut-être rien moins que la conviction d'un prochain et universel bouleversement, d'une entière rénovation de l'humanité, pour inspirer encore à sa poésie des accens de foi et d'espérance. Aussi la muse de Mickiewicz, si abattue et découragée naguère dans le célèbre *Chant de la Mère*, à la veille même du combat de 1830, acquit-elle bientôt après une sérénité de vues et une fierté d'allures qui formaient, il est vrai, le contraste le plus étrange avec la réalité décevante, mais qui puisaient précisément leur force dans la prévision d'une ère nouvelle. Ces mêmes croyances inspiraient un autre poète à l'esprit ardent et fiévreux, à l'imagination vive et aux colères plus vives encore, Slowaçki. Il n'y eut pas même jusqu'au chantre doux et mélodieux des ondines et des steppes, Bohdan Zaleski, qui ne se laissât emporter à ce moment par l'esprit prophétique. Le pressentiment, la certitude d'une transformation politique, sociale et religieuse du genre humain éclate dans toutes ces œuvres inspirées que les poètes polonais d'alors envoyaient du sein de l'exil à leur patrie désolée comme autant de bonnes nouvelles.

Au milieu de ce concert unanime en l'honneur d'une régénération prochaine retentit tout à coup une voix sinistre. Un auteur anonyme reprit le thème alors si populaire, — le procès du passé et de l'avenir, la lutte suprême du monde ancien et du monde nouveau, — et l'on vit dans son drame un comte Henri, dernier défenseur d'un ordre de choses arrivé à son dernier jour, succomber sans appel, sinon sans éclat, devant Pancrace, le représentant énergique et le vengeur des opprimés et des déshérités de nos temps. Le thème était bien connu, mais le tableau se trouvait combiné et peint de telle sorte qu'il ne fallait pas précisément être doué de l'âme de Caton, qu'il suffisait de l'avoir tout simplement humaine pour se plaire dans la *cause vaincue*, pour reculer au moins devant le conflit et redouter le triomphe. De triomphe, à proprement parler, le drame n'en proclamait aucun : l'adversaire, heureux pour un instant, s'affaissait subitement en s'avouant vaincu à son tour, le combat ne finissait que faute de combattans, et ce fut précisément cette fin qui n'est pas une solution, qui n'est pas même une issue, qui ajouta encore à l'horreur du tableau. Dans cette *Comédie infernale* en effet, rien ne reste debout sur le sol bouleversé, l'horizon est fermé de toutes parts. La croix seule paraît au dénoûment, flamboyante et san-

glante, mais en symbole de châtiment plutôt que de rédemption; elle ne semble descendre sur la terre que comme la marque funéraire d'une tombe aussi immense que l'univers.

Si étrange, si contraire aux aspirations et aux espérances de l'époque que parût cette œuvre, elle ne s'imposa pas moins aux esprits par une sorte de fascination provocatrice. Dans une scène très belle du drame, on voit le chef incarné de la démocratie attiré irrésistiblement vers son grand adversaire, curieux de le connaître, avide de son entretien, impatient de pénétrer sa pensée. Cette même attraction mystérieuse, le poème « aristocratique » semblait l'exercer sur le public d'alors, passablement imbu des idées de Pancrace; on revenait sans cesse à cette étrange figure du comte Henri, avec un empressement craintif qui participait à la fois de la répulsion et de la sympathie. Le vrai problème, disons-le, l'énigme du drame était l'adversaire de Pancrace, le champion du passé, le défenseur de la société mourante. On avait peine à comprendre cet ennemi de la démocratie qui lui semblait pourtant attaché par plus d'une affinité secrète et invincible, cet ami des nobles et des riches qui les estimait si peu et les accablait même de dédain, ce martyr sans enthousiasme et ce confesseur sans foi. Il a fallu l'expérience d'une révolution, les épreuves douloureuses de 1848, pour faire comprendre le héros mystérieux du *poète anonyme*, et, on peut le dire, ce n'est qu'aux lueurs d'un incendie qui avait embrasé toute l'Europe qu'apparut pour la première fois, dans toute sa vérité palpable et saisissante, le défenseur sceptique d'un monde qui périt.

Essayons de nous retracer ici cette figure, réunissons ses traits principaux et caractéristiques. On peut les trouver aussi bien dans *la Comédie infernale* que dans *le Fragment* où l'auteur avait repris le même sujet dans une phase différente, fragment demeuré malheureusement à l'état d'ébauche, et qui n'a reçu qu'une publication posthume. Ceux-là se tromperaient étrangement qui prendraient au mot la position faite à l'adversaire de la démocratie par la fatalité des temps et des passions, et qui ne voudraient voir dans le comte Henri que l'aristocrate aux préjugés étroits et aux vues timides. Il y a eu des nuits étoilées, nous dit-il lui-même, « où son âme se supposait assez d'haleine pour parcourir tous ces mondes suspendus dans l'infini azuré et pour parvenir jusqu'au seuil de Dieu sans être essoufflée. » Dans un grand épisode du *Fragment*, qui porte le titre d'*Un Songe*, apparaissent devant les yeux du héros tous les maux et toutes les misères de notre siècle : les armées dressées à l'art de combattre l'indépendance des peuples et d'étouffer la liberté des citoyens; la police suspendant au-dessus de tous son œil vigilant comme la voûte immense et mouvante d'un

cachot, et ramassant tout, jusqu'à l'épingle, « car l'épingle pourrait grandir et devenir une arme dans la main de l'opprimé; » les travailleurs affamés, étiolés, entassés dans des caveaux souterrains et meurtriers : la lampe attachée au front, cyclopes étranges, ils percent sans relâche des têtes d'aiguille avec des doigts amollis comme la cire, et soupirent en vain après le soleil; — des nations enterrées vivantes, frappant de leurs chaînes les murs de leur sépulcre, tandis que des prêtres bien assermentés à la servitude leur recommandent de mourir en silence et de ne point troubler le repos et les plaisirs des puissans de la terre... Un autre grand épisode du même *Fragment* laisse défiler les siècles passés dans un symbolisme ingénieux et d'après cet ordre magique qu'aime tant à développer la philosophie de l'histoire : on y voit la liberté se dégageant d'époque en époque, grandissant avec tout peuple et avec toute évolution nouvelle de l'humanité. La signification de ces deux tableaux est évidente. Le comte Henri a partagé toutes les saintes colères ainsi que toutes les généreuses aspirations du siècle. Nous l'entendons éclater en imprécations contre les brigands couronnés, contre ces prêtres qui enseignent la mort dans l'esclavage, ces banquiers et marchands « qui trafiqueraient même des clous par lesquels les pieds du Christ furent attachés à la croix, et qui ont de la peine à admettre que Dieu ait pu créer le monde sans l'aide du capital. » Nous le voyons s'affilier à des sociétés secrètes, « à ceux qui *aspirent* et *conspirent*, qui travaillent dans les ténèbres à l'œuvre de l'avenir. » L'impudence croissante du vice et de l'opprobre ne lui avait semblé que le signe le plus certain de leur ruine prochaine, et le moment lui avait paru bien peu éloigné où la justice régnerait sur la terre, où les nations allaient reconquérir leur indépendance, l'homme sa dignité, où la femme elle-même sortirait de l'état de dégradation dans lequel la maintenait une loi sans justice et sans amour.

C'est pourtant le même homme qui apparaît bientôt comme l'adversaire résolu de la cause du peuple, comme le défenseur intraitable d'un ordre de choses tant de fois maudit! Quand ses invocations à la liberté et à l'humanité lui auront été répétées par des chœurs immenses et frémissans, le prophète inspiré de l'avenir deviendra le soldat décidé du passé, ne connaissant que sa consigne et repoussant toute transaction. Il appellera alors en aide toutes les forces auparavant vouées aux gémonies, et aura recours aux armes et aux principes d'un autre âge. Autrefois il avait eu certes en bien peu d'estime les avantages de la naissance et les privilèges des positions acquises; aujourd'hui il se redressera dans son orgueil de gentilhomme, il en appellera à l'histoire et à l'ouvrage

consacré par les siècles. Autrefois il ne parlait de Dieu que dans ce langage vague et humanitaire qu'affectionne tant notre spéculation panthéiste, ou bien mieux il s'adressait dans ses prières à la *mère Nature;* aujourd'hui il prendra pour cri de guerre les noms de *Jésus* et de *Marie*, et choisira pour dernière défense une tour féodale écroulée qui porte le nom de *la sainte Trinité*. Il se cramponnera d'une main convulsive aux débris d'une génération qui s'en va, et éclatera d'un rire infernal au mot, jadis magique, de progrès. « Le progrès, répondra-t-il au chef populaire, le bonheur du genre humain! Moi aussi, j'y ai cru autrefois!... Encore aujourd'hui... Tiens, prends ma tête, pourvu que... Rêves inutiles, qui les accomplira?... Adam est mort dans le désert, nous ne reviendrons pas au paradis... Jadis une entente... peut-être... *Mais ce n'est plus de cela qu'il s'agit; aujourd'hui il s'agit de l'état sauvage!...* » Ce n'est pas cependant qu'il ait un espoir quelconque dans l'issue heureuse de la lutte, ce n'est pas même qu'il ait une foi dans la justice absolue de sa cause. Si l'ordre nouveau ne lui inspire que de l'horreur, il n'en a pas plus appris à estimer la cause qu'il défend. *Les uns, je les hais; les autres, je les méprise:* tel est l'aveu qui lui échappe devant le chef même du parti ennemi. Quel aveu, quelle position, et surtout quel changement étrange!

Pas aussi étrange toutefois que cela peut paraître au premier aspect, et la seule chose qui, au fond, pourrait étonner dans cette création émouvante, c'est qu'elle ait si bien deviné dès 1835 la situation qui nous devait être faite en 1848. Cette poésie en effet ne ressemble-t-elle pas d'une manière singulière à une réalité récente, et n'est-ce pas là l'histoire à peu près de nous tous? Nous tous, n'avons-nous pas été bercés un jour de ces rêves enchanteurs de progrès infini, et ne nous sommes-nous pas associés d'action ou de vœux à tous ceux qui *aspiraient*, *conspiraient*, et qui travaillaient dans les ténèbres à l'édifice de l'avenir? Il fut un temps où toute doctrine nouvelle trouvait auprès de nous un accueil empressé, toute utopie un bienveillant sourire. L'infaillibilité du nombre était devenue pour nous un dogme, l'organisation du travail nous plaisait par moment, le socialisme pouvait avoir du bon, et l'homme vraiment libéral était assez près d'admettre la femme libre. Puis vint un jour où tous ces esprits longtemps évoqués ou flattés se dressèrent subitement, impérieux, menaçans, nous sommant de tenir nos promesses et nos rêves, où la grande populace se ruait à la félicité dont nous l'avions leurrée, — et nous reculâmes d'épouvante. Alors, pour sauver la société menacée, nous fîmes appel à ce Dieu personnel, incarné, secourable, un peu trop oublié jusque-là; nous nous saisîmes même des armes rouillées depuis des siècles

et nous nous abritâmes derrière les restes de trônes et d'autels qui jonchaient encore la terre. Au socialisme de l'avenir nous opposâmes un socialisme du passé; nous nous éprîmes d'une vénération subite pour les souvenirs, les institutions et les abus même de la féodalité; nous n'avions qu'un sourire quand on nous parlait de progrès. « Le progrès! — disions-nous comme le comte Henri, — nous aussi nous y avons cru autrefois; mais ce n'est plus de cela qu'il s'agit: aujourd'hui il s'agit de l'état sauvage! » Hélas! dans cette lutte sainte et juste, nous nous trouvâmes à côté de bien étranges auxiliaires et sous des drapeaux bien étranges parfois, et avec les prétentions iniques des masses barbares nous confondîmes plus d'une revendication légitime des peuples civilisés. Nous rangions volontiers les Bem, les Dembinski et jusqu'aux Charles-Albert parmi les ennemis de la civilisation, et combien de nos contemporains ne saluèrent-ils pas dans Nicolas un grand pontife de l'ordre et dans Ferdinand II un roi selon le Seigneur! Toute révolte contre l'oppression nous parut alors odieuse, tout cri de liberté nous faisait peur, et nous pouvions bien faire l'aveu bouffonnement tragique de Falstaff, d'être devenus *lâches par conscience!* Aucune humiliation n'a été épargnée à notre orgueil, aucune palinodie à notre ancienne foi, aucun trouble, aucun remords à notre sentiment intime... En vérité, nous sommes bien faits maintenant pour comprendre le héros du *poète anonyme*, pour le plaindre aussi, — il est si doux de s'apitoyer sur soi-même.

Il ne faut pas trop s'attendrir cependant; gardons plutôt cette sévère impartialité que l'auteur a su conserver envers le comte Henri. La chute n'a pas été imméritée, et le poète le reconnaît dans une apostrophe à son héros dont chaque parole a son sens:

« Des étoiles entourent ta tête, — lui dit-il; — à tes pieds sont les flots de la mer; sur les flots de la mer, un arc-en-ciel s'ouvre devant toi et disperse les nuages. Tout ce que ta vue embrasse est à toi; les rivages, les villes, les hommes t'appartiennent; tu es le maître du ciel; rien ne semble égaler ta gloire.

« Aux oreilles qui t'écoutent, tu procures d'ineffables jouissances. Tu enlaces les cœurs et les délies comme une guirlande, caprice de tes doigts. Tu fais couler des larmes et tu les sèches par un sourire, et de nouveau tu chasses ce sourire pour un instant, pour quelques heures, souvent pour toujours... Mais toi, qu'éprouves-tu? que crées-tu? que penses-tu? De toi jaillit la source de la beauté, mais tu n'es pas la beauté.

« Malheur à toi, malheur! L'enfant qui pleure sur le sein de sa mère, la fleur des champs qui ignore ses propres parfums, ont plus de mérite que toi devant le Seigneur.

« D'où viens-tu, ombre éphémère, toi qui annonces la lumière et ne la connais pas, toi qui ne l'as jamais vue et ne la verras jamais? Qui donc t'a

créé par colère ou par ironie? Qui t'a donné cette vie si misérable et si trompeuse que tu puisses jouer à l'ange à l'instant même où tu vas succomber, ramper comme un reptile et t'étouffer dans la vase? La femme et toi, vous avez une même origine.

« Mais tu souffres aussi, quoique ta douleur ne crée rien et ne serve à rien. Les gémissemens du dernier des malheureux sont comptés parmi les accens des harpes célestes, ton désespoir, tes soupirs tombent à terre, et Satan les ramasse, les ajoute avec joie à ses mensonges et à ses illusions. »

Il est aisé de comprendre le sens de cette apostrophe. Certes le comte Henri aspirait à l'idéal, et il a traversé de poignantes douleurs; mais cet idéal, il n'a pas essayé de le reproduire en lui-même, et il n'a su tirer que vanité et endurcissement de ses souffrances. Il a eu un faux enthousiasme et un enthousiasme à faux; il a plutôt recherché des émotions qu'éprouvé des sentimens vrais : « la femme et lui ont la même origine. » Il a manqué de naïveté et de spontanéité. L'orgueil avait envahi son âme, et, tout en croyant aimer et adorer l'humanité, il n'a aimé et adoré que lui-même et ses pensées... *Paix aux hommes de bonne volonté!* s'écrie l'ange gardien au début même du drame, et c'est là plutôt un avertissement qu'une bénédiction. Qu'on note en passant ces paroles : *de bonne volonté*. C'est le premier mot comme ce sera le dernier de la poésie généreuse de l'auteur anonyme; ces paroles sont ici au frontispice de sa *Comédie infernale*, comme elles seront plus tard le titre du dernier de ses *Psaumes*. Or c'est cette *bonne volonté* que le poète ne reconnaît pas à son comte Henri, rêveur humanitaire ou défenseur de l'ordre, et dans cette expression il comprend la bonne foi, la sincérité, l'intention pure et droite, « la force tranquille et aimante, contre laquelle l'enfer ne prévaudra jamais. » C'est de cette source trouble et froide de la fausse exaltation qu'il fait découler tous les malheurs de son héros, les misères de l'homme et du citoyen, les déchiremens de la vie intime et de la vie publique.

Au commencement du drame, nous assistons à une scène de fiançailles. Après avoir longtemps vécu en solitaire, avec sa pensée et ses rêves, le comte Henri « *descend* aux vœux terrestres » et contracte un mariage. On croirait un moment que le visionnaire a fini par comprendre la véritable vocation de la vie et les douceurs qu'elle tient en réserve, qu'il goûtera le bonheur d'un amour honnête et durable, qu'il fondera une famille; mais quelques paroles éloquentes dans leur brièveté dissipent bientôt toute illusion. Avec le sens droit d'une âme aimante, la jeune fiancée dit au mari : « Je te serai une épouse fidèle, comme ma mère me l'a prescrit, comme mon cœur me le dicte. » Et celui-ci de s'écrier : « Tu seras mon *chant* pour l'éternité! » La femme parle le langage de la société;

lui, il répond avec l'accent de la poésie! Elle est fatiguée du bal bruyant qui forme un contraste si pénible avec les douces émotions de son cœur, et elle tombe presque en défaillance; mais le comte l'a trouvée si belle dans son épuisement et sa pâleur, qu'il la prie de retourner à la danse. « Moi, je resterai et je te regarderai, comme j'ai regardé souvent dans ma pensée des anges glissans. » Elle lui jure qu'elle n'en a plus la force; il insiste, il supplie, et il est obéi!... C'est par de tels traits que le poète marque dès l'abord ce caractère. Aussi n'est-on plus étonné de retrouver bientôt le comte Henri errant dans les montagnes par des nuits sombres et poursuivant de nouveau ses fantômes d'autrefois. « Depuis mon mariage, dit-il, j'ai dormi du sommeil des engourdis, du sommeil des goinfres, du sommeil du fabricant allemand auprès de sa femelle allemande. » Sa femme est née pour le foyer et le jardinet, « mais non pour lui; » ce n'est pas celle qu'il avait *rêvée*. Les accens d'une grande douleur ne lui manquent certes pas, non plus que les images puissantes; mais quel sentiment plus profond et même plus poétique dans ces simples paroles de la jeune femme : « Hier j'ai été à confesse, et je me suis rappelé tous mes péchés, et je n'ai pu rien trouver qui ait dû t'offenser! »

Un fils naît de cette union, et le père n'est pas présent à la cérémonie du baptême au moment où son enfant reçoit un nom et entre dans la cité humaine. La mère s'avance chancelante, l'œil hagard et troublé par le délire; elle s'écrie, à la stupéfaction des assistans : « Je te bénis, George, je te bénis, mon enfant! Sois poète pour que ton père t'aime, pour qu'il ne te renie pas un jour! Tu mériteras bien de ton père, et tu lui plairas, et alors il pardonnera à ta mère... Je te maudis, si tu ne deviens pas poète!... » Elle est folle, et on l'emmène dans une maison d'aliénés. A cette nouvelle foudroyante, l'âme du mari se déchire et éclate en sanglots, en remords. « Celle à qui j'ai promis la fidélité et le bonheur, je l'ai jetée de son vivant dans un séjour de damnés. J'ai détruit tout ce que j'ai touché, et je me détruirai moi-même. L'enfer m'a-t-il vomi pour que je sois son image sur la terre?... Sur quel oreiller va-t-elle aujourd'hui reposer sa tête? Quels sons vont l'entourer cette nuit? Les cris et les hurlemens des possédés!... » Il poursuivrait encore longtemps peut-être ce monologue, si une voix sardonique et mystérieuse ne lui criait tout à coup : *Tu composes un drame!...* Cette folie de la femme est d'une invention magistrale, et c'est avec un art qui semble dérobé au génie de Shakspeare qu'on voit appliquer ici la justice poétique au héros du drame. Il trouvait sa femme trop pratique, dormant tranquillement à des heures réglées et ne quittant jamais la terre. Eh bien! elle quit-

tera cette terre et n'aura plus qu'un sommeil agité; le sens des réalités lui échappera, et elle perdra la raison! Il était rêveur, elle deviendra lunatique; elle pratiquera avec bonne foi l'exaltation, et aux élans poétiques du mari elle répondra par le délire : « Tu ne me mépriseras plus, Henri, lui dit-elle en le revoyant dans la maison d'aliénés. Je suis pleine d'inspirations maintenant, *mon âme a quitté le cœur et est remontée à la tête*. Regarde-moi, ne t'ai-je pas égalé? Je saurai maintenant comprendre tout, l'exprimer, le chanter : la mer, les étoiles, la tempête, la bataille... Oui, la bataille! Il faut que tu me mènes à une bataille; je regarderai et je décrirai... les cadavres, le drap mortuaire, le sang, la vague, la rosée et le cercueil... Que je suis heureuse! » Ces discours incohérens, dont chaque mot porte cependant, sont entrecoupés par intervalle de cris plus incohérens encore, partant de tous côtés. Ce sont les cris des aliénés qui habitent les autres cellules de la maison. Qu'on se garde bien de ne voir en tout cela que la recherche puérile d'un effet scénique. Ces voix ont une signification profonde; cette symphonie de la démence a sa *clé* dominante : la folle poésie de la femme est traversée à dessein par ces cris qui sont les signes précurseurs du prochain délire de la société entière; à travers le malheur domestique, on entrevoit déjà d'ici le malheur du monde.

UNE VOIX D'EN HAUT. — Vous avez enchaîné Dieu. L'un est déjà mort sur la croix; moi je suis le second Dieu et également dans la main des bourreaux.

UNE VOIX D'EN BAS. — A l'échafaud les têtes des rois et des nobles! Par moi commence la liberté des peuples.

UNE VOIX DU CÔTÉ GAUCHE. — La comète luit déjà au ciel, le jour du jugement terrible approche.

UNE VOIX D'EN BAS. — J'ai tué de ma main trois rois, dix restent encore, ainsi que cent prêtres qui chantent la messe.

« N'est-ce pas que ces gens-là ont l'esprit affreusement dérangé? » dit la femme en écoutant ces vociférations d'enfer. « Ils ne savent pas ce qu'ils disent, poursuit-elle; mais moi je vais t'annoncer ce qui arriverait, si Dieu devenait fou. » *Si Dieu devenait fou!* L'expression est d'une brutalité, mais aussi d'une énergie sans égale, qui ne se dément pas dans le développement de cette étrange pensée.

« .....Mais moi je te dirai ce qui arriverait, si Dieu devenait fou. (Elle le prend par la main.) Tous les mondes s'élèvent dans l'espace ou roulent dans l'abîme. Chaque créature, chaque vermisseau crie : *Je suis Dieu!* et ils meurent tous les uns après les autres, et les comètes et les soleils s'éteignent aussi. Jésus-Christ ne nous sauvera plus; à deux mains il a pris sa

croix et l'a jetée dans l'abîme. Entends-tu cette croix, espoir de millions de malheureux, tomber d'étoile en étoile? Elle se brise enfin et couvre de ses débris l'univers tout entier. La très sainte Vierge seule prie encore, et les étoiles ses servantes lui sont encore fidèles; mais elle ira aussi où va le monde entier. »

Entre ces scènes de la vie privée si vigoureusement esquissées et celles de la vie publique qui se dérouleront bientôt vient se placer dans le poème comme une idylle mélancolique : c'est une suite d'épisodes entre le père et l'enfant, le veuf et l'orphelin. Rarement imagination de poète a créé une figure d'une grâce aussi pure et d'un symbolisme aussi profond que ce petit George. Les vœux de la pauvre mère n'ont été que trop exaucés : son fils est poète comme le comte, plus que lui encore, car il ne recherche pas les émotions, elles naissent spontanément dans son cœur; son âme vibre comme une harpe, les images tourbillonnent malgré lui dans son cerveau et « lui font mal à la tête. » Il récite des chansons douces et harmonieuses, il dit les savoir de sa mère, qu'il n'a pourtant jamais connue, et il assure entendre parfois des voix célestes; mais il est chétif à l'extrême malgré une grande puissance nerveuse. Arrivé à l'âge de dix ans, l'enfant dépérit, devient aveugle, et ne regarde plus qu'en lui-même. On devine aisément que le poète a voulu personnifier dans George ces natures chastes et contemplatives, telles que l'on en rencontre souvent au milieu des sociétés agitées et dans des temps difficiles, âmes naïves et délicates, à la pensée haute et au sens raffiné, mais craintives et renfermées en elles-mêmes, aveugles aux choses de la terre, ne comprenant rien à ces vulgarités du monde, qui en sont pourtant les nécessités. Le petit George a l'instinct religieux très prononcé; il voudrait toujours prier, il rapporte toute chose à Dieu. Ne nous trompons pas cependant : ce n'est pas là la foi, ce n'est que le besoin de croire, c'est plutôt le désir que la certitude. La piété de l'enfant procède encore trop de la poésie du père, et l'auteur l'indique par un trait ingénieux. Le comte mène son fils au cimetière; George s'agenouille devant la tombe de sa mère et récite l'*Ave :* « Salut, Marie pleine de grâce divine, reine des cieux, maîtresse de tout ce qui s'épanouit sur la terre, dans les champs, au bord des fleuves... » Le père l'arrête et le reprend. Il recommence : « Salut, Marie pleine de grâce, le Seigneur est avec vous, vous êtes bénie entre tous les anges, et que chacun d'eux, quand vous passez, arrache un rayon de ses ailes et le jette sous vos pieds!... » Qui ne connaît ce penchant à suppléer à la foi par la poésie, à orner les paroles de l'Évangile et à enjoliver le Golgotha! Est-ce bien là de la religion? C'est une religion qui pourra procurer des jouissances intimes et des ravissemens mystérieux : elle ne don-

nera pas des dogmes à l'esprit ni des règles à la conscience, et ce n'est pas en elle qu'une société qui s'ébranle trouvera un appui. Dans la guerre sociale qui éclate bientôt, le petit George meurt d'une balle égarée.

Nous voici tout à coup en effet au milieu des horreurs de la révolution sociale. La transition est brusque et violente; c'est une *surprise* dans le drame, comme elle le fut un peu aussi dans l'histoire. Le comte, désabusé par l'âge et la douleur, guéri de ses chimères sur le progrès du genre humain, a pris en main la défense de la société menacée, et cela n'a plus besoin de commentaires. Qu'on remarque toutefois que, dans cette nouvelle transformation, le héros ne garde pas moins le vice originaire de sa nature, le péché capital qui consiste à courir après les impressions au lieu de chercher la vérité, à se creuser l'imagination au lieu de scruter sa conscience. Cette guerre civile, il ne la regarde pas seulement comme un devoir poignant et fatal; il se surprend parfois à en goûter la sauvage poésie, à se représenter d'avance les champs de bataille et les torrens de sang. C'est *la sublime horreur du canon* admirée au point de vue opposé. Son orgueil, latent jusque-là, éclate ici avec des lueurs sinistres. Il se plaît dans son rôle de titan, et on est souvent porté à se demander s'il ne s'exagère pas maintenant à plaisir la perversité de la nature humaine, comme il s'en est exagéré autrefois la perfectibilité indéfinie. Les dangers qui menacent la civilisation sont pourtant grands et réels, et la dissolution sociale est peinte avec des couleurs effrayantes. Il faut lire dans *la Comédie infernale* cette nouvelle *nuit de Walpürgis* à laquelle assiste de loin le comte Henri. Il faut lire ces saturnales de la tourbe affamée de meurtre et de pillage, dans laquelle notre héros distingue de vieilles connaissances, d'anciens compagnons de la « grande œuvre de l'avenir! » Il faut parcourir tous ces tableaux de misère et de carnage au milieu desquels se détache une scène capitale, l'entrevue du comte Henri avec le chef des révoltés.

La plèbe aura beau haïr et maudire toute supériorité sociale, celle-ci n'en exercera pas moins sur elle une attraction mystérieuse et inquiétante. Dans la toile ingénieuse de Paul Delaroche, le Stuart décapité impose évidemment à Cromwell du fond de son cercueil; il lui impose jusque par sa main blanche, longue et effilée, si adroitement rapprochée du poing rude et osseux du chef puritain. Rien d'étonnant donc si Pancrace éprouve le désir invincible de voir son aristocratique adversaire, de lui parler, s'il a même parfois la velléité de le sauver; mais pourquoi le comte, de son côté, ressent-il une attraction égale et se prête-t-il à une entrevue dont il prévoit bien l'inutilité? Hélas! ce qui le pousse, c'est l'entraînement qui

nous fait parfois ouvrir une tombe pour y contempler un visage déformé, repoussant, et autrefois chéri. Dans ce miroir brisé, pour employer l'expression poétique de Shakspeare, le comte veut contempler sa propre image, si étrangement défigurée. Chose triste et bien faite pour désespérer : dans cette dispute du comte et de Pancrace, il n'y a de juste et de fondé que les griefs réciproques; aucune étincelle de vérité ne jaillit du contact de ces deux pôles négatifs. « Vous tous, dit Pancrace, vieillis, pourris, repus, pleins de mangeaille et de boisson et de vers rongeurs, faites place à ceux qui sont jeunes, affamés et robustes. — Je te connais aussi, toi et ton monde, répond le comte; j'ai visité pendant la nuit ton camp, j'ai vu la danse des fous de cette foule dont les têtes te servent de marchepied. J'ai reconnu tous les crimes du vieux monde habillés à neuf, entonnant une chanson nouvelle, et qui finira par le refrain séculaire : de la chair, de l'or et du sang! — Tes ancêtres étaient des bandits, dit l'un. — Les tiens étaient des esclaves, » répond l'autre. Les adversaires se séparent, la lutte recommence, plus acharnée et plus implacable, et au moment suprême, quand le dernier bastion croule, le comte se donne la mort en s'élançant du haut de la tour. Il avait déjà bien avant entendu l'arrêt du ciel, qui le condamnait « pour n'avoir rien aimé, rien estimé que soi-même et ses pensées, » et c'est son propre fils qui lui avait expliqué ces voix venues d'en haut. La fin de Pancrace est plus subite; elle est imprévue, non préparée, et par cela même profondément significative. A peine arrivé triomphant sur le haut des remparts, le chef victorieux s'affaisse tout à coup et sans cause apparente; il chancelle et expire, indiquant seulement de la main une croix sanglante qui paraît au ciel, et proférant ces seuls mots : *Galilæe, vicisti!...*

Ce qui désole le plus dans *la Comédie infernale,* nous l'avons dit, c'est précisément cette fin sans solution, ce triomphe universel du néant qui a englouti tous les principaux acteurs du drame, le comte, sa femme, Pancrace, et jusqu'au pauvre George. Faut-il donc désespérer à jamais? Ou bien est-ce parmi les acteurs de second rang qu'il faudra chercher une figure, une ombre à laquelle pourraient s'attacher un intérêt, une espérance? J'entrevois surtout le jeune Léonard, le disciple chéri de Pancrace, l'enthousiaste sincère qui a partagé toutes les haines, toutes les idées du maître, mais qui ne s'est pas souillé de sang, et, soit hasard, soit instinct, soit bonheur, n'a pas de crimes à se reprocher. Le rôle conciliateur est-il réservé à Léonard, type de la génération naissante qui a assisté à nos luttes, vu nos misères, partagé nos folies, mais qui est restée pure de nos horreurs? Le rôle de cette génération sera dans tous les cas immense; elle aura beaucoup à oublier et beaucoup à apprendre. Elle

aura surtout à bien peser ces paroles adressées à notre héros tragique par son bon génie : « Tu veux saluer le soleil nouveau, et tu fixes pour cela tes yeux sur le point le plus haut du ciel. *Regarde plutôt à tes horizons!* » — *Regardons à nos horizons!* mesurons bien et cultivons le champ laissé à notre action individuelle, remontons du connu à l'inconnu, de nous-mêmes au genre humain, et qui sait si nous ne nous retrouverons pas en face du dieu perdu?

Quoi qu'il en soit, il est certain, hélas! que nous ne sommes pas au bout de nos épreuves, et que la *comédie infernale* sera encore pour longtemps le *drame de l'avenir.* Les dangers que court la société nous feront encore plus d'une fois préférer l'ordre établi à l'ordre moral, et nous nous surprendrons en plus d'une occurrence à invoquer les fantômes du moyen âge dans la crainte du spectre rouge, à jouer aux fils des croisés sans être même enfans de la croix, et à nous proclamer papistes sans être catholiques.

A vrai dire, et pris dans un sens plus général, le problème que développe *la Comédie infernale* n'est nullement restreint au temps présent; il a déjà traversé plus d'une phase et trouvé son expression dans plus d'un chef-d'œuvre. Le problème n'est autre que la lutte de l'*idéal* et de la *société*, la situation faite à l'homme qui, portant dans sa conscience un type rêvé de justice et de bonheur, veut le retrouver dans le monde qui l'entoure ou le lui imposer. Déjà le moyen âge avait essayé de formuler poétiquement ce problème dans la création du Perceval, ce héros à l'âme pure et aux hautes aspirations, qui prend les premiers passans pour des anges, cherche à travers des épreuves et des luttes sans nombre une cité idéale, et finit par la trouver (ce qui est très conforme au génie ascétique de l'époque) dans un ordre monastique et mystérieux, au milieu de ces *templistes*, gardiens du Saint-Graal, dont il devient le roi. Mais c'est surtout Shakspeare qui a créé dans Hamlet le type éternellement tragique de l'homme placé entre l'idéal et la société, de l'homme tel que l'ont fait la renaissance et la réforme : avec une immense étendue de connaissances sans nulle puissance intérieure pour la gouverner, avec le don précieux de regarder toute chose sous ses divers aspects sans une certitude instinctive et naïve, avec cette conscience chatouilleuse et sensible, devenue par cela même plus hésitante, plus incertaine devant le bien comme devant le mal, enfin avec cette imagination excitée et exubérante, qui ne supplée que trop souvent par le factice à l'absence de volonté ou de force.

Magnifique est l'idée qu'Hamlet se fait de l'homme dans l'abstraction de sa *philosophie;* il le trouve « si semblable à Dieu, si grand, si sublime! » Combien peu conforme à cet idéal lui paraît en même temps la société au milieu de laquelle il est appelé à vivre! Qu'il

sait bien railler et flétrir les fourbes et les méchans qui règnent et gouvernent, « les politiques qui voudraient tromper jusqu'au bon Dieu, » et que son âme est pleine de tristesse indignée contre « les fléaux et les injures du monde, les injustices de l'oppresseur, l'outrage de l'honneur superbe, les délais des lois, l'insolence des magistrats et les mépris que des gens infâmes font subir au mérite patient!... » Ses nobles inspirations, ses intérêts les plus chers, enfin des sommations venues de l'autre monde, tout l'engage et le pousse à entreprendre une œuvre de réparation. La tâche est pour lui en quelque sorte une question personnelle : il a un père à venger et un trône à reconquérir; mais, placé en face de cette tâche, il faiblit, il hésite, il se perd. Sa conscience raffinée lui suggère en même temps les scrupules les plus subtils, ainsi que les cruautés les plus perfides, et, après avoir tout pesé et scruté, il arrive à l'étrange conclusion que « rien par soi-même n'est ni bon ni mauvais, et que notre *penser* seul le fait tel! » Il se rejette dans l'imagination, et noie toute action dans des monologues profonds et brillans. Il se compose un drame, se donne lui-même en spectacle et jouit de son succès en artiste; il choisit les moyens les plus ingénieux pour l'objet le plus simple, et oublie le but pour les moyens. A force d'avoir voulu tout prévoir et ne laisser rien ni au hasard ni au remords, il finit par devenir le jouet des plus fortuites circonstances, et par commettre des crimes aussi atroces qu'inutiles. Il épargne l'ennemi et frappe les seuls êtres qui l'avaient aimé ou ceux qui ne lui avaient fait aucun tort, et se juge lui-même par ces paroles douloureuses, qui témoignent à la fois de son désir du bien et de son impuissance à l'accomplir : « Le monde a déraillé; honte et malédiction que ce soit moi qui aie été appelé à le redresser!... »

Le héros de *la Comédie infernale* rappelle par plus d'un trait le prince de Danemark : il a la même sensibilité et la même imagination; il aime à faire des monologues et à se composer un drame; aux aspirations généreuses et élevées il joint la faiblesse et l'impuissance, et sa conscience, raffinée à l'excès, finit par s'endurcir et se prêter aux actions les plus cruelles. On pourrait découvrir plus d'un ressort commun à ces deux œuvres, et la justice poétique entre autres qui venge l'exaltation *voulue* du comte Henri par la démence de sa femme est presque la même qui punit le jeu feint d'Hamlet par la folie trop réelle d'Ophélia. Qu'on ne se méprenne pas pourtant : si le caractère est resté le même, la situation s'est aggravée et est devenue beaucoup plus désolante. Le héros du poète polonais ne rappelle pas seulement le type inventé par Shakspeare : il le continue, il le continue dans les conditions nouvelles et bien plus navrantes encore créées par les catastrophes contemporaines. Certes

il est douloureux de vouloir, d'entrevoir même le bien, et de se sentir impuissant contre le mal; le prince de Danemark a éprouvé ces terribles angoisses; mais il a été réservé à l'homme de nos jours de subir un tourment bien plus affreux, — celui d'aspirer vers le bien, et non-seulement d'être contraint à tolérer le mal, mais même à le défendre — par la crainte du pire, par l'appréhension de l'abîme et du néant! Hamlet défendant le règne des imbéciles et des fripons, des Polonius et des Osric, Hamlet faisant de sa poitrine et de son cœur un rempart au trône du brigand couronné Clodius, et tout cela pour échapper à la logique avinée des *fossoyeurs*, qui trouvent que « la plus haute noblesse devrait appartenir aux tanneurs et aux croque-morts : » à coup sûr l'ironie est amère, satanique! C'est pourtant là le rôle dévolu au comte Henri, le combat auquel est appelé quelquefois l'homme libéral du XIX[e] siècle. La lutte est bien autrement triste et décevante qu'elle ne l'a été dans des temps encore assez rapprochés des nôtres, car dans cette lutte nous nous surprenons à manquer non-seulement de foi, mais souvent même de bonne foi, et le drame devient d'autant plus poignant que, pour être tragique et *infernal*, il n'en ressemble pas moins parfois à une *comédie*.

III.

Une chose frappe surtout dans l'ensemble de l'œuvre du *poète anonyme :* la marche en quelque sorte *descendante* de son esprit des questions universelles, embrassant toute l'humanité, à des questions nationales et psychologiques. Le phénomène est d'autant plus surprenant que ce n'est pas là la marche ordinaire du génie poétique. Prenez Dante, Shakspeare ou Goethe; ils s'élèvent tous graduellement du spécial au général, du fini à l'infini, de la *Vita nuova* au chant du *Paradis*, du drame historique et national et de *Roméo* aux conceptions vastes et profondes de *Macbeth* et d'*Hamlet*, de *Werther* et de *Goetz von Berlichingen* aux secondes parties de *Faust* et de *Wilhelm Meister*. Sans sortir des régions de la poésie polonaise, la carrière de Miękiewicz offre au plus haut degré le spectacle d'un développement toujours ascendant. Il débute par des ballades et des romances empruntées aux traditions et aux légendes populaires, c'est-à-dire à ce qu'il y a de plus inhérent au sol natal, de plus circonscrit par l'horizon domestique. Il s'élève ensuite au conte de *Grazyna*, où se reflètent les souvenirs d'un passé féodal, et au *Wallenrod*, où se laisse voir le présent de la nation avec toutes ses préoccupations fiévreuses; on y entend déjà le tocsin de 1830. Ensuite *le Sieur Thadée* représente la vie nationale dans l'ensemble

de ses mœurs, souvenirs et coutumes, dans les détails les plus minutieux et les plus intimes de son existence, et ce n'est qu'alors que le poète, dans ses *Pèlerins* et dans le Konrad des *Aïeux*, aborde les problèmes de l'avenir. C'est tout le contraire chez le *poète anonyme*. A l'âge de vingt-trois ans et au début même de sa carrière, il s'élance du premier vol au plus haut degré de la spéculation, enveloppe d'un seul regard la société tout entière; mais cette sphère une fois parcourue, ou plutôt traversée, il n'a garde d'y retourner: il replie à dessein ses ailes et se trace des cercles de plus en plus étroits, et le choix des genres successivement adoptés par le poète est comme une image de ce développement intérieur. Pour ses premières œuvres, il affectionne le drame allégorique, la forme la plus vaste et la plus libre que puisse trouver l'inspiration; puis il s'astreint au *conte*, au conte fantastique, il est vrai, ou plutôt visionnaire, mais déjà bien plus uni et régulier que l'allégorie dramatique, et il finit par arriver, en dernier lieu, à l'expression la plus concentrée et la plus individuelle, à un lyrisme mesuré et sévère.

On pourrait sans doute chercher à expliquer ce phénomène d'un développement si différent chez Miękiewicz et chez le *poète anonyme* par des circonstances purement extérieures, en se rappelant que Miękiewicz avait longtemps vécu dans son pays et n'était arrivé que graduellement à une position pour ainsi dire cosmopolite, tandis que le *poète anonyme* avait été de bonne heure violemment jeté dans les contrées, les idées et les préoccupations de l'Occident, et n'est revenu que par l'effort de la pensée et de la volonté aux sentimens et aux besoins de la patrie. Il y a cependant une cause bien plus profonde et plus inhérente à ce phénomène. Une question morale prime ici la question historique ou littéraire, et le développement *concentrique* du génie du poète répond à l'idée principale qu'il s'était formée sur les devoirs du présent, sur la mission de l'homme et des nations dans l'époque critique que nous traversons. *La Comédie infernale* a été plutôt un adieu qu'un salut, adressé par le poète aux inspirations humanitaires; elle a été une protestation énergique contre la fatale illusion du siècle, qui croit pouvoir régénérer l'humanité sans avoir d'abord régénéré l'homme, et établir le droit universel sans avoir d'abord affermi l'individu dans ses devoirs. Le beau précepte que « pour saluer le soleil levant il fallait surtout regarder aux horizons, » le poète était résolu à le pratiquer. Il *regarda à ses horizons*; il s'efforça de reconnaître de plus en plus le champ laissé à son action et à sa bonne volonté, de définir toujours plus rigoureusement la mission de l'individu dans le milieu où il se trouve placé, et c'est ainsi qu'en rétrécissant successivement les cercles il arriva à un point, à l'âme

humaine, à l'*âme polonaise*, selon le mot national, « à ce point imperceptible qui a en même temps une périphérie infinie, puisqu'elle contient Dieu. »

Au premier aspect pourtant, la seconde œuvre qui suivit de bien près *la Comédie infernale* (1836) lui ressemble à plus d'un égard. Au point de vue de la forme, c'est encore une allégorie dramatique, aux scènes changeantes, hardiment esquissées et entrecoupées de digressions lyriques. Quant au sujet, il représente aussi la chute d'un monde, l'écroulement d'une société. Toutefois ce qui distingue dès l'abord l'*Iridion* de *la Comédie infernale*, c'est que le drame ne s'y joue plus dans l'avenir; il s'accomplit dans un passé bien connu et déterminé. Avec une rare intelligence des grandes conceptions, le poète s'est placé au nœud même de ces trois élémens : — l'élément classique, l'élément barbare et l'élément chrétien, — dont le tissu, providentiellement combiné et développé par les siècles, a formé la civilisation moderne. Le triple nom que porte le héros du poème, — Iridion, Sigurd, Hieronymus, — indique déjà ce point d'intersection dans l'histoire de l'humanité où se trouve fixé le drame. Est-ce grâce à ce fond historique en général que cette seconde œuvre a sur la première l'avantage d'un dessin plus ferme et plus plastique? Ne doit-on pas l'attribuer bien plutôt au monde spécial choisi cette fois par le poète, à ce monde antique dont le génie, pris même dans l'époque du déclin, semble avoir le don de prêter à tout ce qu'il touche de la clarté et de la transparence? Il est certain, dans tous les cas, que cette seconde composition a plus de relief et d'ordonnance harmonieuse que *la Comédie infernale*; les figures n'y sont plus de simples symboles, elles ont des traits marqués du burin le plus ferme, elles ont un grand cachet d'individualité; les caractères sont largement développés. Cependant ce qui distingue le plus ce poème, comparé à *la Comédie infernale*, c'est qu'au lieu d'une tendance humanitaire et cosmopolite il a une portée patriotique : il vise à une situation spéciale faite à la Pologne depuis son démembrement, et qu'il ne faut pas oublier.

L'histoire connaît sans doute plus d'un pays qui a rongé avec désespoir les chaînes de la domination étrangère, elle connaît même des nations qui, comme la Grèce de nos jours, se sont réveillées dans toute l'énergie du sentiment patriotique après des siècles d'oppression; mais à l'exception de l'Espagne sous le joug des Maures, elle n'offre peut-être pas une nation qui, autant que la Pologne, ait lutté contre son assujettissement. Un siècle s'est écoulé depuis le partage de la Pologne, et combien de soulèvemens ne compte-t-elle pas déjà dans ses annales, combien d'efforts toujours domptés et toujours renaissans! Et quelle amertume aussi ne dut

point s'amonceler dans des cœurs meurtris et obstinés à battre! N'oublions pas surtout que la plupart des générations nées après le partage n'ont point connu dans sa réalité vivace cette patrie pour laquelle elles combattaient sans cesse, que la patrie n'était pour elles qu'un souvenir douloureux, le souvenir d'un grand grief, d'un crime resté impuni et appelant la vengeance. Notons aussi qu'au démembrement matériel avait répondu un démembrement moral, un mouvement d'émigration qui se renouvelait après chaque catastrophe, et qui avait sa seule raison dans un sentiment permanent de protestation contre l'œuvre des envahisseurs. De là est sortie toute une situation étrange, en dehors des règles ordinaires de la vie d'un peuple, une situation constamment tendue, fièvreuse, délétère, et qui minait à plus d'un égard la moralité de la nation, qui menaçait de pervertir chez elle le sens du droit et du juste. Ce n'est pas seulement par ce qu'elle se permet contre l'opprimé que la domination étrangère est odieuse; elle l'est encore bien plus peut-être par ce que l'opprimé se croit permis contre elle.

L'existence faite à la Pologne par le triple joug se résumait, à l'intérieur, dans la nécessité de simuler et de dissimuler, dans la ruse élevée à la hauteur d'un devoir civique, dans l'art de tromper les maîtres devenu une vertu. A l'extérieur, pour les enfans rejetés dans l'exil, elle créait la mission de lutter contre l'ennemi sur tous les champs de bataille et par toutes les voies. Le seul exemple de Bem suffit pour faire entrevoir le péril que peut courir le sentiment intime d'une nation dans une pareille lutte à outrance. Que le soldat glorieux d'Ostrolenka et de la Transylvanie ait embrassé la foi de Mahomet dans l'unique espoir de guerroyer encore contre les Russes, certes cela peut démontrer à quelle éclipse de sens moral est sujette parfois l'âme la plus héroïque; mais que le renégat illustre n'ait rien perdu pour cela de son prestige auprès de la nation la plus fervente dans sa foi et dont toute l'histoire ne fut qu'un combat sans relâche contre l'islamisme, que le paysan de Posen ait continué à entendre et à saluer dans le son des cloches de son église le nom toujours magique et vénéré de « Bem, » ceci est tout autrement grave et montre de quels sentimens la nation est animée pour ceux qui l'aiment. Et que dire de ces idées d'un panslavisme vengeur qui commençaient à germer et à égarer les esprits précisément à l'heure où le *poète anonyme* méditait sa seconde œuvre? Que dire de cette doctrine étrange, satanique, qui prêchait le suicide pour pouvoir donner la mort, qui recommandait la servitude volontaire, l'accord avec le plus cruel, mais aussi le plus fort des adversaires, pour se venger des moins coupables, et se complaisait dans l'espoir de préparer un nouvel Attila à ce monde resté spectateur impassible de la crucifi-

cation d'un peuple?... Aux heureux de la terre, à ceux qui jouissent d'une patrie indépendante et libre, il est difficile, il est presque impossible de comprendre tout l'enfer de tentations, de supplices, qui se résume pour un peuple subjugué dans ce seul mot : l'esclavage; mais le *poète anonyme* comprit cet enfer et en frémit. En se plongeant dans les profondeurs de « l'âme polonaise, » il y rencontra tout d'abord ce courant d'idées sombres, farouches, « et il eut froid. » Il eut peur de ce sentiment national qui ne se nourrissait que de haine contre les dominateurs; il eut peur de cet amour de la patrie plus fort que la mort, mais qui n'avait que des pensées de mort. Il voulut donner un avertissement à son peuple, et il écrivit l'*Iridion*.

La douleur patriotique née de l'oppression étrangère, le *poète anonyme* la représenta dans tout ce qu'elle pouvait avoir de plus beau et de plus légitime. Quoi de plus émouvant en effet, de plus attrayant pour notre imagination que le souvenir de l'Hellade, terre classique de l'art, de la poésie, de la liberté et de cet amour de la patrie qui enfanta tant de héros et tant d'actions illustres? Quoi de plus justifié aussi que le ressentiment d'un descendant de Thémistocle et de Miltiade contre « le peuple né d'une louve, » contre ce Romain arrivé jadis à Corinthe comme ami et libérateur, puis devenu le maître cruel et orgueilleux de la Grèce et du monde entier? Le drame nous montre le génie hellénique méditant une grande œuvre de vengeance après des siècles d'assujettissement et d'opprobre. L'action est placée à l'époque des Caracalla et des Héliogabale, au temps du plus profond abaissement de l'empire, lorsque Rome n'avait plus de grand que sa monstruosité, et semblait donner une prise facile à toute tentative courageuse. Ainsi rehaussée par l'éclat d'un passé magnifique, justifiée par les griefs les plus fondés, favorisée par les circonstances les plus propices, l'entreprise d'Iridion porte encore en elle une autre garantie de succès : elle n'est pas éclose subitement de la pensée et de la volonté d'un seul âge, elle est le fruit d'un long et douloureux travail; elle a été préparée de bien loin par une génération qui s'était résignée d'avance à semer sans récolter et à ne vivre que dans ses successeurs. C'est là la pensée profonde du *prologue*, où se dessinent deux personnages qui sont destinés à mourir avant que le véritable drame n'ait commencé, mais qui donneront le jour au futur héros, au *fils de la vengeance*.

Amphiloque, Hellène de race illustre et qui comptait Philopœmen parmi ses ancêtres, avait ressenti toutes les douleurs de son peuple subjugué; « esclave par sa nation, il fut par son esprit un vengeur. » Avec la clairvoyance de la haine, nous dirions presque de la haine d'émigré, il avait aperçu à l'horizon encore serein le point

noir d'où devait un jour venir la tempête, et pressenti dans la race barbare des Germains les destructeurs futurs de la ville éternelle. Il se rendit dans la Chersonèse cimbrique, « dans la terre aux torrens argentés » et au milieu de ces peuples scandinaves, non pas pour les entraîner vers l'ennemi commun, mais pour y trouver une épouse : un oracle lui avait prédit que d'une telle alliance naîtrait le malheur de Rome. L'opposition du génie hellénique cultivé jusqu'au raffinement et du génie germain inculte et héroïque est indiquée brièvement, mais avec un art supérieur. Le Grec fixe son choix sur la plus pure des vierges, sur Grimhilde, la fille du roi Sigurd, la grande-prêtresse d'Odin : c'est l'Othello civilisé charmant une Desdemona barbare. « Je ne connais pas ta patrie, lui dit-elle, tes ennemis, je ne les connais pas; le pays où tu me mènes, je ne l'ai jamais vu, même dans mes songes. Et pourtant j'irai, ô malheureuse, ô vierge déshonorée, j'irai frappée de la malédiction d'Odin. » Une réelle grandeur empreint cette scène où Grimhilde vient s'asseoir pour la dernière fois sur la pierre sacrée et chanter son dernier chant dans la forêt sainte du dieu du Nord, au milieu des chefs de hordes, des seigneurs des champs, des rois de la mer et de leurs matelots. Inspirée, les yeux plongés dans l'espace infini, elle pressent les siècles qui viendront, entend le marteau de Thor réduisant en poussière les casques et les boucliers, les crânes et les poitrines des hommes; elle voit ses frères, ses peuples abandonner « la terre aux torrens argentés » et se précipiter sur une ville immense, une ville à sept collines, dont elle essaie en vain de trouver le nom : ce nom la suffoque et ne peut s'échapper de sa poitrine torturée. Alors le Grec s'avance hors des rangs de la foule haletante; à la stupéfaction et à l'indignation de tous, il franchit la terrible enceinte, et, penché sur la prêtresse, il lui dit : « Par le nom de *Roma*, nom de tes ennemis et des miens, je te rappelle à la vie! — Lève-toi, Grimhilde. » Puis il se tourne vers la foule, et trois fois il crie *Roma!* La jeune fille se lève, répète après lui le nom mystérieux, et elle suit l'étranger comme l'épouse suit l'époux...

C'est de cette union si étrangement assortie par le destin, c'est de ces deux époux établis dans une île de la mer ionienne où tout rappelle le passé, que naissent deux enfans, gages d'amour, gages surtout de vengeance, deux enfans qu'Amphiloque, au retour de ses expéditions dans les archipels voisins, bénissait pendant leur sommeil en leur disant : « Souvenez-vous de haïr Rome! Devenus grands, que chacun de vous la poursuive de sa malédiction : toi, par le fer et la flamme; toi, par l'inspiration et toutes les perfidies de la femme. » Le prologue finit par le tableau émouvant de la mort de Grimhilde.

Bien des années ont passé, et nous voici à Rome. Amphiloque y a transporté les cendres de sa femme, ses pénates et sa haine. Il est mort, lui aussi, et il a légué sa pensée à son fils, beau comme un demi-dieu, « mais pâle de tout le sang romain qui manquait à ses joues. » Il lui a laissé pour conseil, pour directeur et pour ami Masinissa, vieillard qu'il avait rencontré autrefois au pays des Gétules un jour qu'il s'était égaré à la poursuite d'un tigre; c'est le *waïdelote* du Wallenrod classique. L'œuvre de l'Hellène a mûri, et Iridion dispose de forces immenses destinées à être employées contre la ville maudite. Par son père, il tient à l'Hellade et à toute l'Asie si profondément hellénisée; par sa mère, à ces Germains qui commencent à affluer en Italie et à remplir les rangs des cohortes et des légions. Il a pour lui le monde antique et le monde moderne; il a même pour lui les Romains, — non pas ces affranchis abjects que le vainqueur de Numance avait déjà répudiés avec mépris et qui forment maintenant le *senatus populusque*, mais les vrais Romains, les descendans légitimes des anciens patriciens. Il y a une très belle scène où un misérable du nom de Sporus vient assassiner Iridion sur l'ordre du bouffon d'Héliogabale; mais il avait faim, et dans le palais d'Amphiloque on lui a donné à manger; il avait soif, et on lui a présenté du vin; il a entendu ses frères les gladiateurs bénir le nom du Grec, — et il livre à Iridion son secret et sa personne. Iridion est frappé du langage de l'esclave : « Les restes d'une grandeur passée brillent sur ce front comme le rayon à travers une lampe funéraire... — Ton nom? — Sporus, mais autrefois Scipio; je t'amènerai un Verrès, un Cassius, un Sylla, tous gladiateurs comme moi, » — et le fils d'Amphiloque se pâme de joie. Tout cela ne lui suffit point encore; il lui faut une vengeance plus raffinée; il veut surtout s'assurer contre le *fatum* de la ville éternelle. S'il parvenait à gagner contre l'empire l'empereur lui-même! S'il pouvait faire que le successeur d'Auguste devînt l'instrument de sa vengeance, et que le dernier des césars détruisît de sa propre main le dernier des Romains!... Cela serait-il si impossible? Néron n'a-t-il pas déjà essayé de brûler la ville, et celui qui occupe maintenant son trône, le fol enfant du fou Caracalla, n'est-il pas encore plus insensé que Néron, même plus artiste que lui? Déjà du reste le Grec a prise sur le césar : Héliogabale est tombé amoureux d'Elsinoé, celle qu'Amphiloque a sacrée dès l'enfance afin de poursuivre son œuvre « par les inspirations et toutes les perfidies de la femme. »

Le drame s'ouvre précisément par les adieux d'Iridion à sa sœur, qu'on va emmener au palais des césars. Le poète possède au suprême degré cet art si difficile de créer des caractères féminins, et son œuvre contient toute une galerie de ces figures d'une origina-

lité profonde et émouvante. Quant à la fille d'Amphiloque, elle a été élevée depuis son enfance dans l'idée d'être la victime expiatoire de la honte de ses pères et de la souffrance de milliers de nations; elle a reçu les enseignemens de Masinissa, et les volontés de son frère sont une loi pour elle. Pourtant, au moment fatal où sa destinée doit s'accomplir, son âme se révolte, et elle éclate en lamentations d'Antigone sur son sort, sur sa jeunesse condamnée et sur sa beauté vouée à la profanation. Iridion reste inébranlable et « défie toute tentation de la pitié. » Il conduit Elsinoé auprès de la statue de leur père.

« Autrefois, lui dit-il, le sacrifice de la vie d'un homme suffisait aux nations; aujourd'hui c'est l'honneur qu'il faut sacrifier... Femme, écoute-moi comme un mourant, comme si tu ne devais plus entendre ma voix. Tu entreras dans la maison d'un homme exécré, tu vivras au milieu des maudits, tu livreras ton corps au fils de l'opprobre; mais que ton esprit demeure pur et libre! Que jamais le césar ne s'endorme sur ton sein, qu'il n'entende parler que de prétoriens appelant aux armes, de patriciens conspirant sans cesse, de peuples brisant les portes du palais! Et lentement, jour par jour, goutte par goutte, enivre-le de folie et de rage, bois toute la vie de son cœur... Et maintenant lève-toi, incline la tête. Conçue dans le désir de la vengeance, grandie par l'espoir de cette vengeance, destinée à l'opprobre et à la perdition, je te voue aux dieux infernaux, aux mânes d'Amphiloque le Grec! »

Il a été donné parfois à la poésie de rendre l'histoire vraisemblable, et c'est ainsi par exemple que le Richard III des chroniques ne devient possible pour notre intelligence, acceptable pour l'imagination, que dans la tragédie de Shakspeare. Le *poète anonyme* a réussi de même à nous faire croire à la réalité, à l'existence d'un de ces césars de Rome qui, malgré Tacite et Suétone, nous sembleront toujours des énigmes inexplicables. C'est par un art ingénieux et profond que l'auteur est arrivé à démêler tous les élémens de cet être bizarre et fantasque qui s'appelle Héliogabale. Né sous le ciel brûlant de l'Asie, le fils de Caracalla devint grand-prêtre d'Émèse à l'âge de quatorze ans, et connut toutes les voluptés sanguinaires du culte de Mithra. A seize ans, il fut césar, maître du monde, et, placé sur cette hauteur vertigineuse, le jeune homme épuisa vite tous les sentimens et toutes les sensations. C'est un enfant aux instincts de vieillard décrépit; il n'a plus de passion; son âme n'est plus traversée que par le feu follet de la lubricité. Des mondes ne pourraient remplir l'ennui de son cœur; c'est le vide incarné. Du faîte de sa puissance, son regard ne voit qu'une chose, l'abîme où sont tombés tant de ses prédécesseurs; la pensée de la mort le poursuit partout, et ce qu'il redoute le plus en elle, c'est de livrer au peuple ses membres blancs comme la neige, car il est artiste à sa

manière; il est amoureux de ses formes divines, et s'il doit un jour mourir, il veut que « son sang coule sur des diamans avant d'arriver à l'Érèbe. » Il a fait préparer une grande cour pour s'y précipiter de son palais au moment du danger suprême.

On comprend maintenant les calculs que peut fonder Iridion sur une telle âme, dès qu'elle sera secouée, torturée par un bras vigoureux comme le marteau de Thor, souple comme le serpent, blanc comme le lis, — et Elsinoé sait bien son rôle. Devant cet enfant exténué de l'Asie, elle se retrouve la vierge forte qu'a portée le sein de Grimhilde, la *valkirie* scandinave, aux regards superbes et aux suprêmes dédains. Que lui parle-t-il, le césar, de ses divinités de la lumière, et du génie de la nuit, et de ses sacrifices admirés par les premiers pontifes de l'Orient? La fille des glaces et des neiges méprise les dieux efféminés qui se noient dans les fumées de l'encens, bercés par le son des flûtes et arrosés du sang des biches et des enfans nouvellement nés! Il est bien autre, son dieu à elle, le dieu de sa mère, l'Odin fait de chêne et d'acier, qui, tranquille sous les pluies, le givre et les vents, tient dans sa main une coupe fumante du sang des héros, et regarde les mers du Nord se brisant à ses pieds! Que lui parle-t-il de partager ses magnificences, sa grandeur et sa puissance infinie? On sait bien comment finissent les césars : le premier centurion venu peut d'un moment à l'autre enfoncer sa dague dans le cou de cygne du fils de Caracalla et jeter aux orties cette majesté divine! Son plus proche parent, Alexandre Severus, ne conspire-t-il pas déjà contre lui dans son propre palais, et les cohortes ne se sont-elles pas ameutées aux portes mêmes de la capitale? Avant de prétendre faire palpiter dans ses bras le corps chaste d'une vierge d'Odin, qu'il essaie de ne pas trembler devant le dernier de ses eunuques et de ses prétoriens; elle n'a pas de nuit de bonheur pour celui qui n'a pas de lendemain! Héliogabale écume de désir, de dépit, de rage et de peur, — de peur surtout. Oui, c'est vrai, il est entouré de piéges et d'embûches; il sera écrasé, et il n'est donné à personne de le sauver... — Si, répond la valkirie : dans sa pitié pour le maître misérable du monde, elle a prié ses dieux tout-puissans, et ces dieux lui ont révélé celui qui pourra assurer pour jamais le trône du césar; mais elle ne le nommera pas, à quoi bon? L'empereur n'aura pas le courage de faire appel à l'homme de la destinée; il craindra ses eunuques! — Elle se laisse pourtant arracher à la fin le nom du sauveur : c'est le fils d'Amphiloque, c'est son frère. Héliogabale fait mander Iridion.

Le palais des césars s'ouvre donc devant le descendant de Philopœmen, et ce n'est pas en *græculus* qu'il y entre, ainsi que l'avaient fait tant de ses frères, en poète timide, en rhéteur rampant

ou en amuseur méprisé : il vient en maître qui dictera ses volontés et jettera un regard insolent à la foule hideuse qui encombre l'*aula*. Il lui est facile d'augmenter encore les terreurs d'Héliogabale, de lui présenter sa situation comme désespérée, la trahison couvant partout et l'émeute près d'éclater sous ses pas; mais, après avoir ainsi mis le comble aux frayeurs de l'enfant couronné, il change brusquement de ton et lui dit de prendre courage, *car dans cette guerre éternelle entre l'homme et la ville la victoire ne restera-t-elle pas enfin à l'homme?* Et alors il lui développe toute une philosophie de l'histoire étrange, infernale : il lui montre Rome sans cesse en lutte avec ses empereurs, leur rendant tout gouvernement impossible, rêvant toujours la république, et se vengeant de ses maîtres par l'opposition stoïque ou par la méchanceté spirituelle, soudoyant les émeutes des prétoriens. Rome a conspiré sans cesse et massacré ses césars : eh bien! que César soit à son tour le conspirateur, qu'il frappe mortellement sa mortelle ennemie! Il ne s'agit pas ici d'Alexandre Severus, de telle cohorte ou de tel sénateur : il s'agit du grand et implacable persécuteur, de cette cité de tout temps acharnée contre les successeurs d'Auguste; il s'agit de la ville éternelle, — pas plus éternelle cependant que Babylone ou Jérusalem. Que le fils de Caracalla ait une volonté ferme, qu'il devienne ce que quelques héros seulement ont osé être, qu'il devienne destructeur, et laisse la ville toujours rebelle en héritage aux serpens et aux scorpions! La source du mal une fois tarie, il retournera au pays où il est né, « là où les hommes parlent librement aux étoiles, » sous ce beau et radieux ciel de l'Asie, et il y fondera un nouvel empire. Délivré de nuits sans sommeil, pontife et césar à la fois, ressemblant aux demi-dieux égyptiens, il passera des jours heureux au milieu des vapeurs odorantes de l'aloès et de la myrrhe; les grands noms du passé s'éteindront devant le sien, et il n'y aura plus ni sénateurs ni légistes rêvant la république et osant se moquer de Mithra ou rire des manches pendantes du costume oriental de l'empereur... La perspective est d'une horreur sublime, faite pour embraser le cerveau d'un fils de Caracalla; mais ce qu'il y a de saisissant dans cette scène fantastique, c'est qu'elle a un côté réel, qu'elle décèle une pensée qui germera dans l'avenir et deviendra une fatalité historique. Les temps arriveront en effet où les césars se retireront peu à peu de la ville baignée par le Tibre, où ils sacrifieront Rome pour sauver l'empire, où enfin Constantin transportera en Orient la capitale de l'univers, et il est curieux de voir ainsi dans cette scène la vengeance et la folie pressentir l'œuvre future des siècles. Quant à l'exécution de ce plan destructeur, que César se repose en toute confiance sur le fils d'Amphiloque. Il laissera péné-

trer dans la ville les troupes ameutées et qui sont en marche pour acclamer Alexandre Severus; il fera avancer contre elles les prétoriens restés fidèles, et pendant que ces deux armées s'entr'égorgeront, il lâchera les esclaves, les gladiateurs, les barbares, et « les confesseurs du prophète nazaréen. » La mêlée sera grandiose, la dévastation générale, et il en sortira la ruine de Rome et la paix des successeurs d'Auguste. Héliogabale est fasciné par cette poésie du néant; le frère d'Elsinoé lui paraît un Prométhée qui a su ravir le feu du ciel. Il le nomme préfet du prétoire, remet en ses mains les insignes du commandement et lui confie la fortune des césars.

L'unique et grave souci d'Iridion n'est plus que du côté des chrétiens, ces « confesseurs du prophète nazaréen, » dont on vient d'entendre pour la première fois prononcer le nom, mais qui ont été depuis longtemps l'objet de la sollicitude du fils de la vengeance, car Masinissa lui avait prédit que du sein de ces sectaires pourrait venir le seul danger d'une seconde renaissance de Rome. A part même cette sinistre prévision, la société chrétienne doit nécessairement entrer dans les calculs de celui qui veut réunir tous les élémens de l'empire pour les déchaîner contre l'empire lui-même. Obscure, méprisée, persécutée et menant une vie souterraine, la communauté nouvelle ne s'est pas moins recrutée de tout ce que le monde d'alors recélait de vivace, aussi bien parmi les Romains que parmi les Barbares; elle a grandi, elle est devenue une force imposante. Déjà Alexandre Severus a dû compter avec elle; il s'est fait chrétien. Le fils d'Amphiloque, lui aussi, s'est affilié à ces adorateurs d'un Dieu crucifié; il s'est fait baptiser. Iridion pour les Grecs, Sigurd pour les Germains, pour eux il s'appelle Hiéronymus; mais c'est seulement un signe extérieur et un nom qu'il leur a empruntés. Il n'a rien compris à leurs dogmes mystiques, et leur doctrine de résignation et de pardon ne fait que l'irriter; il reconnaît vaguement que de là naîtra pour lui la plus dangereuse des résistances. Il ne désespère pourtant pas d'enchaîner cet élément rebelle. Il prend confiance en voyant poindre dans l'âme des plus jeunes, au milieu des sentimens de charité et de pardon, de secrètes et involontaires malédictions contre les bourreaux.

Après la Rome du Forum et des palais, c'est ici la Rome des catacombes. L'histoire et la poésie se sont plu maintes fois à opposer ainsi l'empire du Christ à l'empire des césars, la pureté des chrétiens primitifs à la corruption abjecte du paganisme expirant, et elles en ont tiré une glorification du vrai Dieu qui, pour être éclatante, ne manquait pas moins d'équité. La comparaison ne serait équitable en effet que si en face du monde nouveau dans toute la plénitude de sa vigoureuse jeunesse et dans la pureté de ses ori-

gines on plaçait le monde antique dans ce qu'il a eu de vrai et de bon, dans la beauté de son époque virile. L'avantage n'en resterait pas moins à coup sûr à la loi nouvelle, il serait même bien plus grand encore; mais les proportions n'auraient point été faussées à plaisir. Auprès d'un cadavre, tout être animé triomphera à peu de frais. Quoi qu'il en soit, l'auteur anonyme s'est gardé de commettre une telle injustice. La conception de cette figure symbolique de l'Iridion, idéal de l'Hellade ancienne et héroïque, a permis au poète de faire pour ainsi dire violence aux temps, de rapprocher des époques éloignées, et de placer en face du christianisme, plein de séve et de vie, le génie classique dans la plus belle de ses manifestations. Du paganisme de cet âge de décadence, le poète n'a pris que la seule chose grande qui relève l'ère néfaste des césars : le grand esprit de législation qui, sous le plus inique des régimes, rassemblait les assises du code futur, de ce droit romain réservé à un avenir si glorieux. Avec un rare bonheur, le poète a su faire du célèbre légiste Ulpien le représentant vigoureux de l'ancienne vertu romaine en même temps que l'antagoniste décidé des Nazaréens. L'âme de Caton habite le sein de ce confident d'Alexandre Severus, pour l'avénement duquel il conspire en vrai fils de la belle antiquité. Imbu de la philosophie stoïcienne, portant dans son cœur l'image de la cité autrefois si glorieuse et libre, Ulpien ne croit pas cependant le retour à la république possible : c'était déjà trop tard même aux jours de Cassius; il supplie seulement les dieux de donner à Rome un maître qui rajeunisse l'empire décrépit, dût-on voir dans sa main, au lieu de la branche d'olivier, la hache des licteurs. Mais qu'on ne lui parle pas de la foi à un Dieu crucifié, et qu'on n'y cherche pas surtout un moyen de force nouvelle! On ne réédifiera jamais la ville éternelle qu'à l'aide des choses sur lesquelles elle s'était élevée jadis : « les rits mystérieux des ancêtres et leur inflexible audace. »

Ce n'est pas là toutefois la négation suprême de la doctrine du Sauveur. Cette négation, le poète l'a incarnée dans cette figure de Masinissa, qui est peut-être la conception la plus profonde et la plus originale du drame. Le conseiller d'Iridion n'est point un simple *waïdelote;* c'est le génie même du mal, c'est le Satan en personne, — mais le Satan ingénieusement réduit aux proportions antiques, tel qu'aurait pu l'imaginer une mythologie toujours amoureuse de la beauté et de la sérénité, même dans les plus lugubres de ses créations. Masinissa n'a ni l'ironie amère et désespérante de Méphistophélès, ni la fureur immense de l'ange déchu de Milton : c'est un vieillard majestueux et grave. Ne cherchez pas en lui cette « négation éternelle et infinie » que Goethe a prêtée au

mal : sa haine est au contraire bien déterminée, et pour ainsi dire toute plastique. Le christianisme lui répugne par ce qu'il devait avoir de profondément blessant pour tout esprit vraiment antique, par l'absence apparente d'énergie virile et de formes gracieuses. La doctrine de soumission et de résignation que prêchent sans cesse les confesseurs de la croix lui paraît indigne d'un esprit mâle et d'un homme libre; il la nomme une lâcheté, et il n'y a pas jusqu'à cette réhabilitation de la femme, un des bienfaits immenses de l'Évangile, qui ne révolte tous ses instincts. « Ils adorent une fille, dit-il, un être dont l'enfance est éternelle et la vieillesse précoce; des débris de la volupté ils ont créé je ne sais quel couple mystérieux, et ils se sont prosternés devant la femme, devant l'esclave du mari!... » Ainsi, peu fait pour inspirer des actions vigoureuses, l'idéal chrétien lui semble de plus essentiellement *laid*. « Ils sont tout adoration pour ce corps crucifié, pour ces traits qu'ils imaginent si beaux dans ce qu'ils nomment le triomphe de l'amour!... *Ils ne l'ont pas connu,* ils ne l'ont pas vu, quand il agonisait en proie aux hideurs de la souffrance, quand il s'affaissait sous la douleur, couvert de sang et les cheveux en désordre sous le vent qui soufflait sur sa tête!... » C'est bien là le beau naturalisme du monde ancien protestant contre le spiritualisme moderne, qui exalte l'esprit aux dépens de la forme. Qu'on observe un instant tout ce groupe antique que le poète a mis en opposition avec l'esprit chrétien, on aura une juste idée du grand sentiment d'équité et de poésie qui a présidé à cette composition.

Impartial dans ses peintures du monde antique, l'auteur ne l'est pas moins dans le tableau de la société chrétienne des premiers temps. Il s'est bien gardé de lui prêter cette placidité béate et ce détachement de toute passion humaine que lui attribue si volontiers une science banale et toute de convention. Dans l'église primitive telle que la représente le drame, l'Esprit seul est grand et infaillible, l'homme est faible comme toujours, sujet aux tentations et aux chutes. Ce n'est pas que la société chrétienne ne compte des caractères sublimes d'abnégation et de sainteté, d'une fermeté inébranlable et d'une pureté évangélique, tels que l'évêque Victor, ce serviteur selon Dieu, ce chef admirable de la communauté religieuse; mais à côté de Victor et de ceux qui réalisent comme lui l'idéal chrétien dans toute sa pureté, on voit aussi des fidèles moins résignés, aigris par la douleur, et aspirant au soleil, à la vie. « Ils sont des hommes, ils souffrent comme des hommes, ils espèrent comme des hommes; il faut une base terrestre à leurs actions, et ils voudraient arracher la croix des entrailles de la terre et la planter sur le Forum romain. » Remarquez surtout ce Simon de Corinthe,

figure épisodique, mais dessinée à grands traits, comme sait le faire le *poète anonyme*. Il a aimé autrefois; un jour, un seul, le séparait encore du bonheur, quand un centurion vint lui arracher sa fiancée pour la jeter dans le cirque Flavien. Un crâne, c'est tout ce que lui a laissé la dent du tigre! Depuis, il a embrassé la croix avec ferveur, un ascétisme brûlant a épuré son âme de toute pensée de vengeance; mais il a profondément médité sur la passion divine, il a ressenti un amour immense au souvenir du Golgotha... « Et puisque Dieu lui-même, pour sauver le monde, a pris un corps, pourquoi son épouse, son église, pour sauver ce monde, ne saurait-elle prendre un corps? Jusqu'à présent elle n'a été que par l'esprit; mais où est son temple, où est sa maison, où est sa puissance? » — « Arriver en un seul jour, — s'écrie-t-il dans une de ses extases solitaires, — à posséder le monde, non celui qui étincelle sous l'or, qui gémit dans les fers, mais ce monde immense, ce monde des âmes, et y régner en ton nom, ô Dieu! » Vous voyez déjà d'ici le spirituel méditant le règne sur le temporel, et dans les visions de Simon vous pouvez distinguer l'ambition future des Grégoire et des Dominique. Sur des esprits disposés de la sorte, l'action d'Iridion ne laisse pas d'avoir une grande prise, et il est écouté quand, au lieu de « la victoire à la face du Seigneur » que promet Victor, il leur parle, lui, « d'une lutte et d'un triomphe qui sont de ce monde et plus près de nous. »

Avant tout cependant le fils d'Amphiloque doit gagner à sa cause Cornelia Metella, la vierge sainte que les chrétiens adorent. Le poète a réuni toutes les grâces autour de cette noble victime, et le fils de la vengeance lui-même se sent troublé par le charme divin qu'elle exhale autour d'elle; mais Masinissa la lui a désignée comme l'instrument principal et indispensable de son œuvre. Pour associer le christianisme à son travail destructeur, pour incarner, lui a-t-il dit, en des passions humaines « une force qui n'est pas de ce monde, » il lui faut une femme. Ils adorent une vierge, ces Nazaréens! Eh bien! qu'il choisisse donc la plus pure et la plus sainte parmi leurs femmes, qu'il l'enflamme de ses idées et qu'il la jette parmi eux! Avec une perspicacité satanique, le terrible vieillard a entrevu le danger que court le cœur féminin dans le mysticisme chrétien, la pente de tout amour extatique à se matérialiser par l'excès même de son raffinement, et il a tracé à son élève sa ligne de conduite : « Loue son Dieu, adore chacune de ses plaies, parle avec attendrissement des clous qui ont percé ses membres,... et puis détache sa pensée du crucifié et fais qu'elle la repose sur toi... Lui, il est loin, il a été sur la terre, il ne reviendra plus : toi, tu vis, tu existes, tu es à ses côtés, — tu deviendras son dieu!... Quand sa tête s'appuiera sur ta poitrine, quand son sein tressaillera comme le sein d'une es-

clave, l'âme s'oubliera dans les ardeurs du corps, — et alors, ô mon fils, mon esprit sera avec toi, tu auras alors des serviteurs dans les catacombes! » La lutte qui s'engage entre Iridion et Cornelia, entre l'idéal de la beauté classique et le spiritualisme ascétique du cœur chrétien, est un des épisodes les plus émouvans et les plus passionnés du drame. Le fils d'Amphiloque fait éclater devant la sainte toute la violence de son amour et de sa haine, il l'embrase de son souffle ardent, et il lui explique en même temps tout le passé odieux de Rome, il lui crie d'aimer, de vivre et de venger le Sauveur. La chrétienne résiste, mais elle est fascinée; pour la première fois elle a peur des morts qui l'entourent, elle fait un effort pour s'élancer vers le Christ, pour fuir ce Grec qui lui apparaît toujours comme un prophète, comme un archange. Enfin arrive le moment décisif. Devant le tombeau des martyrs, prenant les saints ossemens pour témoins, le Grec arrache le voile de Cornelia, perdue dans la prière, et flétrit d'un impur baiser le front chaste de la vierge, qui croit reconnaître en lui l'envoyé du ciel.

Maître de Cornelia, Iridion court à l'*Eloïm*, le lieu le plus saint des catacombes, là où sont assemblés tous les fidèles. Couvert de son armure et le glaive dans la main, il déclare aux justes que le temps de la résignation est passé, que la mesure est comblée. Le moment est suprême : la division est dans la ville, le fils de l'impudicité chancelle sur son trône, les prétoriens ont détourné de lui leurs cœurs; le peuple, troublé comme la mer, ne sait à quel vent se livrer. Dans toute l'Asie, les légions se soulèvent : aux abords du Rhin, les Germains se révoltent, le césar et Alexandre Severus se préparent à leur dernier combat; mais qu'importe aux chrétiens le vainqueur? Quel qu'il soit, n'aura-t-il pas sur les lèvres un blasphème contre le Christ? Tels sont les signes qui ont été prédits : qu'on les reconnaisse donc, qu'on ait une volonté ferme et qu'on soit libre!... Mais qui lui a confié le soin de conduire le peuple de Dieu? lui demandent les récalcitrans. Qui se lèvera pour dire que c'est le Seigneur qui l'a armé? Simon de Corinthe se lève; c'est lui qui témoignera de la mission d'Iridion. Il supplie ses frères de ne pas laisser échapper ce moment propice. De cette minute, qui ne reviendra plus, qu'on fasse jaillir l'étincelle de vie, car c'est en elle, en elle seule, que dorment en germe les siècles futurs... A ce moment, Cornelia accourt, éperdue, inspirée, et criant : Aux armes! Le témoignage de la chrétienne finit par entraîner les vacillans. Les barbares baptisés sont surtout heureux de trouver le Messie dans le petit-fils de Sigurd; les jeunes, les forts, ceux qui sentent et qui vivent lui jurent d'être exacts au rendez-vous; les vieux, les purs, les saints résistent et supplient. La confusion est à son

comble; la terre tremble, et la communauté se disperse de toutes parts, les uns acclamant le *vengeur*, les autres criant anathème et miséricorde. La scène reste vide, et dans l'*Éloïm* ainsi délaissé des chrétiens apparaît Masinissa au milieu des esprits infernaux qui chantent victoire. Ici, et pour cette seule fois, le génie du mal semble sortir du cadre que lui a ingénieusement tracé le poète : pour cette seule fois, il prend les proportions démesurées du Satan chrétien et trahit la haine immense de Lucifer; mais aussi le spectacle qu'il vient de voir était bien fait pour gonfler son orgueil. Il a vu la première scission survenir dans cette communauté chrétienne fondée sur la paix, l'union et l'amour, et cette scission lui apparaît comme le présage de tous les schismes futurs, des persécutions au nom de la foi et des guerres religieuses qui déchireront dans les siècles à venir l'humanité, que le Christ a voulu racheter. Son âme se dilate à cette espérance, et il jette le défi au Christ, à *l'ennemi :*

« Ennemi! tu sais que l'esprit des hommes s'est égaré depuis le premier printemps du monde. Dorénavant il ne se passera pas de jour où, disputant de ta nature et de ta substance, ils n'éveillent de stériles querelles!

« En ton nom, ils vont se lever et détruire, massacrer et brûler; en ton nom, ils vont, extatiques abrutis, s'enfermer, se taire et pourrir.

« Et ils te crucifieront sans cesse dans leur sagesse comme dans leur ignorance, dans leur raison comme dans leur folie, dans les prières de leur sommeillante humilité comme dans le blasphème de leur orgueil!

« Au sommet de ton ciel, tu videras, toi, la coupe d'amertume jusqu'à ce que tu les maudisses à leur tour!

« Au sommet de ton ciel, au milieu de ta toute-puissance et de ta gloire, tu sauras enfin la douleur, tu sauras ce que c'est que notre enfer! »

Le dénoûment approche, et Iridion redouble d'activité. Envoyé par le césar pour traiter avec les troupes révoltées qui sont en marche sur la ville et auxquelles est venu se joindre Severus, il les irrite à dessein et rend tout accommodement impossible. Revenu à Rome, il dispose les prétoriens pour les mener au combat contre les envahisseurs, et en même temps il apprête les esclaves, les gladiateurs, les barbares, pour qu'ils tombent sur les deux partis, massacrent et incendient la ville dès qu'ils l'auront vu apparaître à la tête des chrétiens. Il retourne encore chez Héliogabale pour lui arracher le dernier signe du pouvoir, l'anneau impérial où se trouve gravé le génie de Rome. Possesseur de ce talisman, il ne songe plus au fils de Caracalla; mais un autre a pensé à l'enfant couronné :

« Elsinoé. — Et lui, que deviendra-t-il?

« Iridion. — Que m'importe sa vie ou sa mort? Ce qu'il a été (montrant la bague), le voici dans ma main; ce qui reste de lui ne vaut pas une pensée de moi.

« ELSINOÉ. — Alors approche-toi, plus près encore; entends-tu ma voix siffler?...

« IRIDION. — Qu'as-tu, ma sœur, que veux-tu de moi? Ta main tremble dans la mienne, et à travers mon armure je sens les battemens de ton cœur.

« ELSINOÉ.—Que les yeux sous lesquels je me suis fanée s'éteignent! que les deux bras qui ont enlacé mon cou retombent comme des vipères écrasées! que les lèvres qui une fois ont osé toucher les miennes se consument au milieu des flammes!...

« IRIDION. — Il périra. »

Enfin le moment de l'exécution est là. Tous ont tenu leur parole; les Nazaréens seuls n'arrivent pas... Qu'attendent-ils? Simon a pourtant juré d'être à trois heures à la tête des siens; tout l'espoir du vengeur est en eux. L'angoisse d'Iridion est extrême; « c'est l'angoisse de Prométhée quand un nuage seulement le séparait de la flamme qu'il devait ravir. — Pourquoi te taire? Parle-moi, Masinissa; vive mon Hellade! — Je me tais, répond le vieillard, parce que l'heure marquée pour leur arrivée vient de passer sur nos têtes, et que chaque plume de son aile bruissait à mon oreille comme un rire moqueur. » Le fils d'Amphiloque sent que le travail de toute sa vie lui échappe; il se précipite de son palais vers le lieu où sont les chrétiens, l'épée à la main, la tête nue : pour vaincre, il a assez de son glaive; pour mourir, il n'a pas besoin de casque!... On se doute bien de ce qui s'est passé dans les catacombes. Le saint évêque Victor a arrêté sur le seuil d'*Eloïm* tous les hommes armés qui marchaient sur la ville. Quand Iridion pénètre dans le sanctuaire, tous les esprits ont déjà tourné. Simon seul persiste dans la révolte, et il est excommunié. Cornelia, elle aussi, ne cesse de reconnaître dans le fils d'Amphiloque l'envoyé du ciel, de crier: Aux armes! et autour de cette âme égarée Victor et Iridion se livrent le dernier combat. Exorcisée par l'évêque, touchée par la croix, elle s'affaisse enfin et meurt en reniant l'esprit malin. Iridion lance une dernière imprécation aux lâches dont toute la foi était la parole d'une femme, et il sort pour combattre sans l'espoir de vaincre. La victoire n'est plus possible en effet, la défection des chrétiens a tout fait manquer; les prétoriens n'ont pas résisté aux troupes de Severus; les gladiateurs, les esclaves et les barbares, ayant en vain attendu le signal, se sont rués sans plan et sans direction, et ont été repoussés. Le fils d'Amphiloque vendra pourtant encore cher sa défaite; il réunira tous ceux qui lui sont dévoués, combattra encore longtemps et repoussera avec dédain le pardon que lui apportera Ulpien au nom du nouveau maître. Dans cette longue et admirable scène entre le héros et Ulpien vient retentir de nouveau et se résumer avec éclat le débat entre l'Hellade et Rome, entre le génie de

la belle liberté antique et celui de la dure domination. Les négociations sont rompues, et la lutte recommence; mais l'issue n'est plus douteuse. Héliogabale a été tué, Elsinoé s'est donné la mort; Rome reste debout, et Alexandre Severus est proclamé empereur. Le triomphe de Severus, cet homme qui, dans les vertus antiques comme dans les vertus chrétiennes, ne dépasse pas le niveau moyen, est une des profondes leçons que contient le drame, et c'est à dessein que le poète a donné au fils de Mammée un caractère effacé. Dans une lutte grandiose de deux principes titaniques, la victoire ne reste trop souvent qu'à la médiocrité. Heureux encore si cette médiocrité est honnête, et Alexandre Severus l'est en réalité.

Pour Iridion, le moment arrive où, épuisé de forces, délaissé même des plus fidèles, rassasié d'amertume, il monte sur le bûcher pour finir ses jours. A ce moment apparaît Masinissa, qui s'était éclipsé depuis la défection des chrétiens. Il le prend dans ses bras, l'enlève et le dépose sur une montagne près de la mer. De là encore le héros peut voir Rome entière immobile, « montrant ses marbres au soleil comme les dents blanches du tigre. » Alors le premier doute vient au fils d'Amphiloque sur la légitimité de son œuvre; alors il se demande pour la première fois si le Dieu de Cornelia n'était point le plus grand de tous, si les Nazaréens ne possédaient pas l'unique vérité du monde?... « Les Nazaréens? lui répond en ricanant Masinissa, oui, tu leur dois bien des obligations pour le passé comme pour les temps futurs!... Ta mère Grimhilde n'a point menti, ses prédictions s'accompliront : les peuples du Nord sillonneront encore cette Italie en la couvrant de sang et de cendres; mais sais-tu alors qui leur arrachera la ville maudite des mains de tes frères? sais-tu qui saisira au vol la pourpre tombante des césars? C'est le Nazaréen! En lui sera la perfidie du sénat, en lui vivra la cruauté du peuple tyran, comme un éternel héritage; son cœur sera inflexible comme celui du premier Caton : seulement il aura quelquefois la parole douce et efféminée. Et les guerriers du Nord tomberont en enfance à ses pieds, et pour la seconde fois il déifiera Rome devant toutes les nations de la terre! — Comment! s'écrie le Grec avec un accent déchirant, après Rome il y aura encore une Rome? La ville maudite sera donc éternelle? » Et c'est cette annonce que le confident d'Amphiloque a réservée au fils de Grimhilde pour l'heure de sa mort!... —Ne désespère point, lui dit Masinissa, un jour viendra où l'ombre de la croix pèsera sur les nations comme une chaleur torride, où *lui* aussi il étendra en vain les bras pour serrer contre son sein ceux qui l'abandonneront. Les uns après les autres ils se lèveront et diront : *Nous ne voulons plus te servir*. Alors on entendra à toutes les portes de cette ville des gémissemens et des plaintes, et le génie

de Rome couvrira sa face, et ses pleurs seront infinis; l'humiliation sera aussi grande que grand a été l'orgueil. » Le cœur d'Iridion recommence à battre, ses yeux se raniment : « Oh! voir ce jour de châtiment et de vengeance, jouir du spectacle de l'*urbs* ainsi avilie! » — Soit, répond le maître; il arrachera son élève à la vie terrestre, il l'endormira sur le sein du néant et de l'oubli pour ne le réveiller qu'après bien des siècles, au jour désiré,

« Lorsque sur le Forum il n'y aura plus que poussière, — lorsque sur le cirque il n'y aura plus que décombres, — lorsque sur le Capitole il n'y aura plus que honte! »

Le drame antique est fini, et l'*épilogue* nous transporte dans les temps modernes, dans la Rome de nos jours. Iridion a dormi pendant des siècles du sommeil d'Épiménide; ni les jours terribles d'Alaric et d'Attila, ni le renouvellement de l'empire par Karl le Grand, ni les éclats du tribun Rienzi n'ont pu arracher le fils d'Amphiloque à sa léthargie, « et les saints maîtres du Vatican ont glissé l'un après l'autre comme des ombres devant cette ombre; » mais de nos jours il s'est réveillé. Masinissa a tenu sa parole; il place de nouveau son élève en face de cette Rome « entourée de lierre rampant et d'un peuple rampant. » Le *fils des siècles* traverse maintenant le Forum désert et promène ses regards autour de la cité désolée, « dont chaque ruine est pour lui une récompense. »

« Sous les portiques d'une basilique se tiennent deux vieillards revêtus d'un manteau de pourpre; quelques moines les saluent du nom de princes de l'église et de pères; sur leur visage, on lit l'indigence de la pensée. Ils montent dans une voiture traînée par deux chevaux noirs et maladifs; derrière eux est un serviteur tenant une lanterne pareille à celle que la veuve suspend au-dessus de son enfant mourant de faim; sur les panneaux de cette voiture, on voit des restes de dorure. Les roues gémissantes ont passé, et avec elles les deux têtes blanches et penchées ont disparu.

« Ce sont les successeurs des césars! C'est le char de la fortune et des triomphateurs! » dit le guide.

« Et le fils de la Grèce regarde et bat des mains! »

Si saisissant que soit ce tableau final, si bien qu'il semble répondre aux préoccupations et aux passions du moment même que nous traversons, on aurait tort cependant d'y voir la pensée intime du drame, on aurait tort surtout de ne pas remarquer la transformation subie par le héros, car si Rome n'est plus reconnaissable, le fils d'Amphiloque, lui aussi, a bien changé pendant le long sommeil des siècles. Il ne hait plus la croix, « dont le sort lui paraît triste comme autrefois celui de son Hellade; » sous les rayons de la lune, il a senti que le signe de la rédemption est saint à jamais, il l'a en-

touré de ses bras, et *Masinissa s'est éloigné pas à pas...* Là gît en effet la tendance du poème; elle éclate surtout dans cette voix du ciel qui envoie Iridion vers la Pologne pour y subir une seconde et glorieuse épreuve.

« Va, lui crie la voix du ciel, va vers le nord au nom du Christ, va et ne t'arrête que dans le pays des tombes et des croix! Tu le reconnaîtras au silence de ses guerriers et à la tristesse de ses petits enfans; tu le reconnaîtras aux chaumières incendiées du pauvre, au palais renversé de l'exilé; tu le reconnaîtras aux gémissemens de mes anges qui y passent la nuit. *Va habiter parmi les nouveaux frères que je te donne! Là sera ta seconde épreuve!* Pour la seconde fois tu verras l'objet de ton amour agoniser, transpercé, et tu ne pourras mourir, et les angoisses de milliers d'âmes s'incarneront en toi!

« Va et aie foi dans mon nom! Ne songe point à ta gloire, mais au bien de ceux que je te confie. Sois calme devant l'orgueil, l'oppression et le mépris des injustes. Ils passeront, mais ma pensée et toi, vous ne passerez pas!

« Et après un long martyre j'allumerai mon aube au-dessus de vous, je vous donnerai ce que j'ai donné à mes anges il y a des siècles, le bonheur! ce que j'ai promis aux hommes du sommet du Golgotha, la liberté!

« Va et agis! Alors même que ton cœur se dessécherait dans ta poitrine, alors même que tu douterais de tes frères, alors même que tu désespérerais de mon secours, agis, agis sans cesse et sans repos! Et tu survivras à tous les vains, à tous les heureux, à tous les illustres; tu ressusciteras non plus d'un stérile sommeil, mais du travail des siècles, et tu deviendras un des fils libres du ciel! »

Tel est ce poème dramatique d'*Iridion* dans son ensemble original et puissant. Qu'une telle œuvre ait été jusqu'ici à peu près inconnue de l'Occident, — si avide pourtant de connaître et de goûter les productions littéraires de tous les peuples, si près de réaliser cette « littérature universelle » (*Weltlitteratur*) qui fut le rêve du vieux Goethe, — cela prouve combien durement pesait encore naguère sur la patrie du *poète anonyme* l'oubli du monde; cela prouverait peut-être aussi combien la jouissance facile des productions légères et vides d'idées nous a rendus méfians pour toute œuvre sérieuse. Ce n'est pas dans tous les cas pour ceux qui prétendent pénétrer le sens de *Faust* et de *Manfred* que l'*Iridion* peut présenter la moindre des obscurités. Il est au moins certain que la Pologne a bien vite saisi l'idée dominante du poème et a démêlé facilement la signification profonde de cette allégorie. Le drame de l'auteur anonyme lui disait en effet que la douleur patriotique ne crée rien, quand elle n'est que la négation et la haine. Il lui disait de plus que l'ennemi peut retrouver une force de vie nouvelle et de rajeunissement là même où une vengeance peu scru-

puleuse ne rechercherait contre lui que des armes mortelles, que Rome a rencontré une seconde ère de grandeur dans le christianisme, dont Iridion a cru pouvoir faire l'instrument de sa haine, ainsi qu'en rencontra une pareille l'ordre teutonique dans la réforme, ainsi que la rencontrera peut-être encore la Russie dans la civilisation matérialiste de notre siècle. Ce que la Pologne comprit surtout, ce fut cette voix mystérieuse qui envoyait Iridion vers le nord pour y subir une seconde épreuve, qui envoyait « au pays des tombes et des croix » cet idéal du patriotisme hellénique, du patriotisme le plus énergique et le plus beau qu'ait connu l'humanité, mais qui l'envoyait en même temps transformé, épuré de tout sentiment haineux et païen, illuminé par la foi chrétienne et soulevant la croix dans ses bras. La pensée nationale du *Wallenrod* subit ainsi une transfiguration morale et complète dans cette création de l'*Iridion*, après avoir eu sa transition dans la figure si admirable et significative du Robak dans *le Sieur Thadée*. Et, qu'on veuille bien le remarquer, cette épuration successive du sentiment patriotique dans la poésie ne s'accomplissait pas dans des temps relativement apaisés et recueillis : elle coïncidait avec une période de poignantes souffrances; c'était l'époque des plus dures et des plus implacables persécutions qui aient marqué le règne de l'empereur Nicolas. L'année même où paraissait l'*Iridion* voyait s'ouvrir une adjudication assurément fort nouvelle dans les annales du monde : on mettait aux enchères publiques, à Varsovie et dans les principales villes du pays, le transport de milliers d'enfans polonais dans les steppes et aux monts Oural. Certes, si le sentiment de la haine nationale a jamais été permis aux poètes, c'était bien à ceux qui s'inspiraient de tant de souffrances infligées à une nation malheureuse, et c'est l'originale grandeur du *poète anonyme* d'avoir élevé précisément à une telle époque une protestation si énergique contre toute idée de vengeance, d'avoir placé l'*éternel amour* non-seulement, comme Dante, aux portes de la cité des douleurs, mais au plus profond même des cercles de l'enfer!...

IV.

La haine est impuissante, la vengeance ne crée rien; pour triompher de l'ennemi, il ne suffit pas d'avoir des griefs légitimes, il faut encore le primer par la supériorité morale. — Tel fut l'enseignement que le *poète anonyme* donna à sa nation subjuguée... Mais comment arriver à cette supériorité? comment s'y maintenir? — Par le dévouement, répondait le poète, par le sacrifice! Attendre la délivrance, non pas du *mal* qu'on pourrait souhaiter ou faire à l'op-

presseur, mais du *bien* qu'on développerait dans son propre sein; s'en rapporter à Dieu pour le moment de la justice définitive, et renoncer à tout travail de dissimulation et de conspiration, qui ne fait que ternir le caractère national et obscurcir la pureté de l'*âme polonaise;* persévérer dans sa croyance malgré toutes les épreuves, *défier le ciel par la foi qu'on a en lui*, et dans les grandes occasions témoigner de sa vie en recevant la mort sans la donner, en allant au supplice comme les premiers chrétiens, la croix en main et la confession sur la lèvre, — c'est ainsi que le patriote inspiré comprenait ces devoirs de la servitude polonaise qu'il résumait par le mot de *sacrifice*. Autour de cette pensée rouleront désormais toutes les œuvres de l'auteur de l'*Iridion;* elle les éclairera de ses rayons, elle en sera l'âme même. L'écrivain anonyme passa toute sa vie à développer cette doctrine sous les formes les plus variées, dans les créations les plus diverses; on la retrouve dans *la Tentation* comme dans *le Rêve de Cesara*, dans *la Nuit de Noël* comme dans *le Jour présent*, dans *le Dernier* comme dans *l'Aurore*, les *Psaumes de l'Avenir* et le *Resurrecturis*.

Assurément, et abstraction faite du talent qui éclate dans ces diverses œuvres, il y a quelque chose d'imposant rien que dans cette persévérance à prêcher une idée aussi en dehors des procédés ordinaires du temps où nous vivons. Il fallait de plus un grand courage et une foi non moins grande pour tenter de convertir à une telle doctrine un des peuples les plus bouillans et les plus fougueux de l'univers. Aussi quel art, quelle passion n'employa-t-il pas pour persuader à la nation les vérités dont il se sentait pénétré! Que la Pologne fût une fois affermie dans cette croyance au martyre pur et fécond, et le poète ne craignait plus pour elle ni les revers de la fortune ni les tentations du désespoir; il acceptait même avec joie tout ce qui la séparait des vivans, tout ce qui la rendait étrangère aux heureux de ce monde. Qu'importe à la Pologne que d'autres la déclarent « aussi obstinée qu'impuissante, » qu'ils lui crient de s'arranger pour mourir au plus vite et ne plus les importuner par le râle de son agonie? Les temps viendront où ces raffinés et ces endurcis la supplieront de se lever et de marcher! En attendant, il faut subir avec calme jusqu'à ces outrages prodigués au malheur, regarder fièrement en haut « comme une orpheline seule a le droit de regarder, » et à l'orgueil insultant opposer une dignité silencieuse. « L'ange de l'orgueil avant sa chute, dit-il quelque part, avait une sœur dans le ciel, qui y est restée, — et elle se nomme *la dignité!* »

Cette idée de sacrifice et de dévouement, le poète ne se bornait pas à la prêcher pour le présent et l'avenir : il voulut l'étendre jus-

qu'au passé de son peuple, la lui présenter comme l'âme même de toute son existence séculaire. Avec autant d'art que de conviction, il s'efforçait de prouver que la Pologne a de tout temps réalisé l'idéal d'une nation chrétienne, toujours désintéressée pour elle-même, toujours dévouée à l'humanité, et il en trouvait la preuve jusque dans les calamités qui ont fini par accabler le pays. Là est le seul côté contestable de sa généreuse doctrine; là même, à certains égards, est ce qu'elle a de dangereux. On ne peut nier que l'histoire de Pologne ne porte en elle un grand cachet de générosité chevaleresque et de sacrifice. Ce peuple a toujours défendu le christianisme contre ses plus dangereux ennemis, ne demandant rien à l'Europe en échange des services rendus, ne prétendant à aucun salaire, ne s'étonnant même pas de l'ingratitude. Notons aussi que l'histoire de ce pays n'a jamais connu ces cruautés, ces régicides, ces révolutions de palais et ces guerres de religion qui ont ensanglanté les annales de tant de peuples, et que la Pologne a toujours donné un asile généreux à toutes les victimes de la persécution : c'est dans son sein que se réfugiaient les Juifs, les émigrés des guerres des hussites, de la réforme et de trente ans, et ils y ont trouvé non-seulement la tolérance la plus large, mais même la faculté étrange de se régir d'après leurs lois propres. Il faut bien le dire toutefois, plus d'un de ces mérites tenait d'un défaut autant que d'une qualité, et a été plutôt l'effet d'une générosité irréfléchie que le résultat d'une volonté ferme et raisonnée. C'est une vertu en définitive, si l'on veut, mais une vertu singulièrement favorisée par l'imprévoyance et l'insouciance de l'esprit national. Si donc le penseur ne peut accepter sans réserve cette glorification d'un peuple dans tout son passé, il protestera bien plus énergiquement encore contre l'extension de cette idée aux temps mêmes de la décadence, contre cette image du *Christ des nations* à laquelle l'auteur de *l'Aurore* et des *Psaumes* a donné un développement si étrange. La Pologne, selon l'auteur anonyme, n'a pas seulement été crucifiée comme le Christ pour ressusciter comme lui, elle est morte aussi volontairement pour racheter les péchés des autres nations, elle est morte pure de toute faute et de tout reproche!... Est-il besoin de réfuter une telle doctrine? Outre ce qu'elle a de profondément orgueilleux et peut-être même d'irréligieux, elle blesse la vérité historique et cache plus d'un poison pour ceux-là mêmes dont elle est destinée à raviver la foi.

Malheureusement la Pologne n'a que faire de prétendre expier les fautes des autres nations; elle ne plie déjà que trop sous le fardeau de ses propres fautes. Elle n'a pas le droit de se proclamer innocente de ses calamités : elle y a contribué pour la plus grande

part; elle fut coupable d'une inertie immense, d'une insouciance frivole, d'un laisser-aller honteux. Tout cela ne justifie en rien sans doute le meurtre commis sur elle, et ce meurtre est d'autant plus odieux qu'il fut consommé au moment où la Pologne commençait à se relever, à sortir de sa torpeur anarchique, au moment où elle se donnait cette constitution du 3 mai 1791 qui sera son éternelle défense contre le dénigrement; mais ce généreux effort même, ainsi que toutes les tentatives qui l'ont suivi depuis plus d'un demi-siècle, prouve que la Pologne avait beaucoup à réparer, beaucoup à apprendre et à oublier. Ce n'est pas en s'aveuglant sur ses anciens travers, c'est au contraire en s'éclairant sincèrement sur les fautes commises, et en les condamnant, qu'elle est parvenue à se sauver du désastre et à se concilier les sympathies de tous les esprits honnêtes. Puisque la Pologne et ses poètes aiment tant à invoquer la Bible et à parler du peuple de Dieu, il serait peut-être utile de rappeler que le peuple d'Israël a précisément laissé dans le livre des livres l'exemple de ses trois grands prophètes, dont la réunion forme un ensemble *complet* d'une poésie inspirée par un patriotisme ardent. C'est d'abord Isaïe, qui flétrit les fautes de la nation et prédit le châtiment; c'est ensuite Jérémie, qui, le joug une fois apesanti, pleure sur les ruines de la cité jadis si puissante; c'est enfin Ézéchiel, qui, dans la captivité de Babylone, a des extases sublimes et voit rebâtir la ville et le temple. Or les Jérémies n'ont certes pas manqué à la Pologne, non plus que les Ézéchiels; mais ce qui lui a manqué jusqu'à présent, c'est un Isaïe à la langue de feu, c'est un Dante courageux et impitoyable qui lui ait dit hardiment des vérités douloureuses, mais salutaires, qui ait osé sonder ses plaies au lieu de les caresser...

C'est surtout dans le poème de *l'Aurore* (1843) que l'auteur anonyme a déposé ses vues sur le passé et l'avenir de sa nation dans toute l'exaltation de ses généreuses erreurs, et ce poème a de plus cet intérêt, qu'il est comme le monument d'une passion du cœur; c'est la seule œuvre où l'auteur ait donné place à des épanchemens intimes, à un sentiment personnel, épanchemens d'ailleurs qui n'ont rien de vulgaire, qui prennent au contraire une forme des plus poétiques et des plus élevées. De même que Dante fait de Béatrix le symbole de sa foi, la figure de la théologie, le *poète anonyme* fait de sa bien-aimée comme l'image et l'idéal de ses patriotiques aspirations. Il le dit expressément : il a passé par l'enfer comme Dante, et comme lui il a eu pour guide une dame de grâce et de miséricorde,... « une Béatrix aussi belle que l'autre, *mais bien plus chrétienne*, car elle n'a pas choisi le ciel pour demeure, pour abri contre les souffrances d'ici-bas; elle est restée avec son frère

sur la terre. » Ils se sont rencontrés, tristes et sombres, dans des sphères élevées, « comme deux nuages noirs qui, se rencontrant dans les airs, déversent des torrens de pleurs, mais font aussi jaillir l'éclair qui perce la voûte du ciel et laisse entrevoir la demeure flamboyante de Dieu. » C'est donc cette Béatrix qui est la confidente de toutes ses pensées sur la patrie; c'est à elle qu'il raconte toutes ses émotions, tous ses pressentimens; sa nation et sa maîtresse se confondent dans cette suite de *canzone* intitulée *l'Aurore*. Le poème commence par la description d'une de ces belles nuits d'Italie qui ont déjà éveillé tant d'émotions profondes. Perdu dans une douce extase, le couple amoureux aspire les suaves fraîcheurs de l'air et regarde l'immense voûte étoilée. Quel calme! quelle paix divine! L'univers est comme une harpe immense... Un chant grandiose s'élève, le chant de l'accord, de l'harmonie des sphères... Mais dans cet accord un ton ne manque-t-il pas? Dans ce faisceau de lumière un rayon n'est-il point brisé? « O ma sœur, dis le ton échappé à la harpe de la vie; indique l'étoile éclipsée, mais certes non éteinte; prononce, prononce ce nom : *Pologne!* Dieu nous écoute peut-être à une telle heure, et il recueillera de tes lèvres ce ton perdu, le renfermera de nouveau dans son hymne splendide... Ah! ta bouche tremble, et ta poitrine oppressée peut à peine laisser échapper un soupir... Dieu te comprendra, ma sœur; Dieu sait bien que le soupir, c'est aujourd'hui le seul nom de ta patrie! » Ce n'est là que le point de départ de cette série de chants où le poète peint avec une pathétique inspiration les malheurs du présent, les gloires du passé, les espérances de l'avenir. « Nous sommes nés orphelins, dit-il à sa bien-aimée en parlant des générations actuelles; enfans posthumes, nous avons eu pour berceau la tombe même de notre mère; le doux regard maternel n'a jamais illuminé nos sourires innocens; ce n'est point sur un sein palpitant, mais sur la pierre froide des cimetières que se reposèrent nos jeunes têtes. »

Une des plus belles de ces *canzone* est celle où le poète évoque de leurs tombeaux les anciens sénateurs et les héros de la Pologne, les capitaines illustres et les rois glorieux. Couverts de leurs armures d'acier et de leurs casques rouillés, ils se dressent en un cortége immense, et devant cette *grande diète des ombres* le poète, d'abord découragé, accusant presque les aïeux d'avoir dépensé l'héritage de leurs enfans, puis ranimé à l'espérance par la voix d'un des héros les plus purs de la patrie, Étienne Czarniecki, — le poète, disons-nous, reprend cette idée favorite du « Christ des nations. » Ce n'est pas seulement la Pologne qu'il voit, c'est l'humanité entière qu'il embrasse. Ici, comme dans plus d'une de ses œuvres, l'écrivain se complaît à comparer notre époque à celle qui a précédé l'ère

chrétienne, et les analogies ne lui manquent point. Alors comme aujourd'hui, des guerres sociales avaient bouleversé le sol et ruiné les institutions antiques; alors comme aujourd'hui, un césar apparut, un génie de guerre et de gouvernement, qui arrêta la société sur l'abîme, rétablit l'ordre matériel et inaugura une époque de grand épanouissement pour une civilisation matérialiste. Alors comme aujourd'hui, le malaise était général; l'humanité souffrait dans son âme et pressentait un grand changement moral. Un homme vint enfin pour enseigner à ses semblables une loi inconnue d'amour, pour abolir l'esclavage, pour prêcher la fraternité entre les individus. Il fut crucifié, mais il ressuscita, et sa loi régna sur la terre. Cette loi règne encore aujourd'hui; malheureusement, si la doctrine divine du Sauveur a changé et amélioré les relations entre les individus, elle n'a pas pénétré les rapports entre les nations : celles-ci se régissent toujours par le droit ancien, le droit païen, celui de la conquête et de l'oppression. Un seul peuple n'a pas suivi cet exemple; son histoire est restée pure de toute injustice internationale; il a toujours pratiqué la loi du Christ dans les affaires de ce monde, il n'a jamais subjugué ni lésé aucun de ses voisins, il n'usa de sa puissance que pour protéger les faibles, pour se dévouer au salut des autres, et ce peuple a été crucifié comme le fut le Sauveur. Les dernières *canzone* célèbrent la résurrection de ce martyr, et avec elle un nouveau règne d'amour entre les nations, la fraternité des peuples couronnant et réalisant la fraternité des hommes enseignée par le Christ. Comme émotion profonde, comme richesse d'images, comme pureté de formes, l'auteur anonyme n'a rien écrit qui ait surpassé ce poème de *l'Aurore*, et il semblait y dire un éternel adieu à la poésie quand, enivré par cette vision d'un avenir magnifique et prochain, il s'écriait dans la strophe finale, que tant de cœurs répétèrent alors avec enthousiasme : « Toute notre âme, ô ma sœur, nous l'avons épanchée dans cet hymne; trève maintenant à la lyre, et trève à la parole! Que des enfans s'amusent encore à fredonner : d'autres voies sont ouvertes devant nous; *périssez, mes chants, et levez-vous, mes actions!* »

Illusion de poète que partageait de plus alors une grande partie de la nation, et qui ne tarda pas à être suivie d'une déception amère! Le cri n'était pas moins l'expression d'un pressentiment vrai. Des voies nouvelles devaient en effet s'ouvrir bientôt devant l'auteur anonyme, et nous touchons ici à la dernière période de l'activité poétique de l'écrivain, la plus mêlée aux événemens du jour et la plus douloureuse de toutes, car elle fut liée à une catastrophe terrible, à un grand malheur national.

Émue et charmée par les accens du *poète anonyme*, la Pologne

fut d'abord pourtant loin de le suivre dans les régions épurées de vie morale qu'il lui indiquait. Pour ses aspirations, elle en était encore aux illusions du comte Henri dans sa jeunesse, et Pancrace même se dessinait à l'horizon sans l'effrayer trop. La révolution de 1831 avait eu pour effet de jeter des milliers de Polonais dans cette France alors profondément remuée par des passions républicaines. L'émigration s'était abreuvée largement à cette source bouillante et trouble, et une propagande démocratique, qui a eu ses héros, qui a eu même ses martyrs, mais surtout ses adeptes aveugles, imbus de toutes les doctrines de la terreur, avait conquis bientôt une influence immense sur le pays. Que ce mouvement eût des mobiles généreux, un désir impatient de délivrer la patrie, un intérêt vif, quoique peu éclairé, pour la cause des paysans, certes nous sommes loin de vouloir le nier; mais il est également hors de doute que la déclamation creuse et surtout la manie enfantine de singer le radicalisme de l'Occident y eurent la plus grande part. C'est ainsi par exemple que les démocrates polonais imitèrent leurs frères de France dans leur haine contre le catholicisme, et sapèrent les idées religieuses de la nation au moment même où l'empereur Nicolas, bien plus avisé que ces patriotes exaltés, renouvelait contre l'église polonaise les plus rigoureuses persécutions. Les esprits forts, les coryphées de la propagande ne se firent pas même faute d'afficher les doctrines les plus matérialistes et de proclamer une incrédulité cynique. « Ils voulaient la résurrection d'un peuple, devait dire plus tard à ce sujet le *poète anonyme*, et ils ne croyaient même pas à l'immortalité de l'âme! » Mais ce fut surtout en prêchant la haine contre la noblesse, signalée comme « la classe corrompue et pourrie, ennemie du peuple et obstacle éternel à tout progrès, » que la démocratie polonaise montra à quel point l'esprit d'imitation avait étouffé en elle, non-seulement tout sens d'équité, mais jusqu'à la notion de la plus évidente des réalités, car s'il y a quelque chose d'évident au monde, c'est que la noblesse polonaise ne ressemble en rien à celle de tout autre pays d'Occident. Elle en diffère déjà par le nombre : elle n'est point une classe, mais toute une population. Dans le passé, elle a été le seul élément en qui ait pu se développer dans toute sa plénitude la conscience de la nationalité : dans le présent, c'est encore elle, c'est-à-dire la classe des propriétaires, qui porte principalement dans son sein la tradition historique aussi bien que le vif sentiment de l'avenir. Elle constitue la force morale et intelligente du pays, elle est tout simplement son tiers-état (la Pologne n'en a pas encore d'autre), et au lieu d'être opposée aux principes modernes, elle ne penche que trop vers les idées extrêmes. Prêcher la destruction de cette noblesse, c'était tout simplement, comme l'a dit avec

justesse le *poète anonyme*, « vouloir se suicider, puis, après s'être suicidé, vouloir agir et vaincre ! » C'est pourtant ce que recommandait la propagande démocratique ; elle invitait le peuple à délivrer la patrie, à se lever comme un seul homme, à se défaire au premier moment de l'insurrection de tout propriétaire *suspect*, à se partager les terres de la noblesse, qui n'aurait droit à la vie nationale qu'autant qu'elle deviendrait peuple elle-même. Ce qu'il y a de tragiquement bizarre dans toute cette œuvre déplorable, c'est que ses apôtres aussi bien que ses adeptes dans le pays furent eux-mêmes des hommes de la noblesse, car la propagande démocratique n'avait nulle action sur les paysans, ni par ses publications, ni même par ses émissaires ; elle s'adressait aux propriétaires, aux gentilshommes, et c'est parmi eux qu'elle trouvait un accueil empressé et qu'elle organisait une vaste conspiration, prête à éclater au signal donné. Que la noblesse du pays acceptât alors si bénévolement et presque si universellement un mot d'ordre venu de Paris, et qui était pour elle le signal de la spoliation et de la mort, cela prouve certes de sa part un grand défaut d'intelligence politique, cela prouve peut-être aussi dans quel profond désespoir la domination étrangère avait jeté le pays ; mais cela devrait prouver surtout combien injustes et cruelles furent alors, comme le sont encore aujourd'hui, les déclamations des radicaux de l'Occident contre l'esprit aristocratique et égoïste de cette pauvre noblesse polonaise, généreuse jusqu'à accepter le communisme, dévouée à la patrie jusqu'à souscrire à son suicide, et que les puissances du Nord lors du partage, ainsi que Nicolas en 1831, dénonçaient à leur tour comme *jacobine*.

Il est difficile de concevoir la rapidité et l'extension de ce mouvement démocratique qui emportait alors la Pologne, et dont le dénoûment ne pouvait être, pour tout esprit un peu clairvoyant, qu'une insurrection impuissante aggravée d'un déchirement social horrible. Spectacle émouvant que celui de la situation faite au poète anonyme dans ces événemens ! On ne saurait nier que sa poésie, belle et magnanime entre toutes, n'ait pourtant péché en général, surtout dans les compositions qui suivirent l'*Iridion*, par un excès d'optimisme spirituel ; elle oubliait trop les conditions de ce monde, elle évangélisait et *angélisait* les hommes, sans beaucoup penser à leur condition et à leurs devoirs de citoyens, et l'influence de ces œuvres est encore aujourd'hui, à plus d'un égard, énervante sur les jeunes esprits. Eh bien ! le poète devait être rappelé de ces sphères éthérées et nuageuses par la plus cruelle des réalités, et l'espace de deux ans sépara seulement les enivremens extatiques de *l'Aurore* des lamentations déchirantes des *Psaumes de l'Avenir* (1845). Le

« Christ des nations, » qu'on avait proclamé prêt à ressusciter et à porter une vie nouvelle au genre humain, il fallait maintenant le préserver du suicide; le peuple qu'on avait glorifié comme devant enseigner au monde la grande loi de l'amour, il fallait maintenant l'empêcher de commettre le crime de Caïn!... Le poète ne recula pas devant ce devoir douloureux, et, si l'on tient compte de sa situation personnelle et de l'état général des esprits alors, ce fut de sa part un grand acte de courage civique; il y déploya tout ce que son cœur possédait de feu, d'éloquence, de larmes et de raison. Les deux premiers hymnes se tenaient encore dans les sphères de l'*avenir*, et représentaient à la nation l'idéal qu'elle avait mission de réaliser; mais dès le troisième psaume le poète abordait la question brûlante du moment, prenait corps à corps la propagande néfaste et prononçait hardiment ce mot du « massacre de la noblesse, » qui était dans la logique de la nouvelle doctrine aussi bien que dans celle des événemens. A ces *conventionnels* de convention, qui invoquaient toujours les « actes vigoureux » de la terreur, il criait que ce n'était pas une action qu'un massacre puéril, et qu'on ne se régénérait pas par la destruction, qu'il n'y avait qu'une seule loi vraie de salut public pour la nation : « la noblesse polonaise avec le peuple de la Pologne. » Après avoir ainsi rappelé les éternels principes de justice et d'humanité, le poète prend la défense de cette noblesse polonaise si décriée par le radicalisme aveugle. N'est-ce pas elle « dont la poitrine fleurit toujours en cicatrices? » N'est-ce pas elle qui s'est de tout temps offerte en holocauste sur l'autel de la patrie? Qui donc a toujours combattu et toujours souffert? Qui, dans la grande diète de 1791, a ouvert au peuple les portes dorées de l'avenir? N'est-ce pas cette race maudite de la noblesse, race qui n'a jamais connu de trêve avec l'oppresseur, qui fut moissonnée sur tout champ de bataille, et qui a peuplé la Sibérie?...

« Partout, partout sur ce globe, je vois les traces de mes frères, et vous ne les effacerez pas par vos paroles! Ce sont eux qu'a persécutés le monde, ce sont eux qu'a torturés le bourreau, ce sont eux qui errent dans les neiges polaires, qui encombrent les cachots de la citadelle!

« Sur les hauteurs arides des Alpes, sur les azurs ondoyans de la Méditerranée, sur les Apennins de l'Italie, sur les sommets des *sierras* d'Espagne, sur les plaines vastes de la Germanie, sur les glaces des pays moscovites, sur les champs de la France amie, sur toute terre, sur tout flot, ils ont répandu la semence de la patrie future, semence divine, sang des martyrs, et vous êtes les fils de ces douleurs! »

Ce n'est rien que la persécution pour le *poète anonyme;* le mal terrible, c'est l'obscurcissement de la vérité, c'est l'altération du

sentiment de la vie dans l'âme nationale sous l'influence d'idées funestes. « Ah! l'esclavage distille un venin qui décompose jusqu'à l'âme! dit-il: ce n'est rien que la Sibérie, ce n'est rien que le knout et les tortures qui brisent le corps; mais l'esprit de la nation, quand il est empoisonné, voilà bien la plus poignante des douleurs! » Et le poète conjure sa patrie de repousser ces maximes perverses, ces inspirations de la démence. « Permis aux démagogues de hurler, permis aux jésuites de chuchoter qu'un but élevé et mystérieux peut justifier des moyens infâmes, que le règne de Dieu peut sortir de l'enfer, que le bonheur de tous vaut le meurtre de quelques-uns, et que l'amour peut naître d'une œuvre de haine... Non, non! *on n'édifie rien avec de la boue, et la plus haute sagesse, c'est la vertu!* »

Ainsi continuait le patriote inspiré, invoquant les souvenirs les plus glorieux du passé pour le salut du présent, passant des éclats de la colère aux accens de la pitié, et mettant toutes les richesses de sa fantaisie au service du bon sens. Ce fut une voix dans le désert; elle se perdit sans écho, au milieu de la prostration des gens clairvoyans et du silence dédaigneux du parti de l'action. Ainsi que cela n'arrive que trop souvent dans les temps d'effervescence générale, l'auteur ne fut point jugé, ni même discuté, il fut classé: on le rangea parmi les ennemis du progrès, parmi les adversaires du peuple, et tout fut dit alors. Il se trouva pourtant un homme pour donner la réplique au chantre des *Psaumes*, pour défendre l'honneur de la propagande ainsi dénoncée, pour « venger le peuple outragé, » et cet homme était, lui aussi, un poète, un ami naguère encore cher à l'auteur anonyme. Esprit ardent et chagrin, rongé par un mysticisme sombre et bien plus encore par un orgueil jaloux à l'excès, envieux jusqu'au dénigrement, joignant du reste à une imagination splendide une puissance de parole que personne n'a égalée, pas même Miękiewicz, Jules Slowaçki entra tout à coup en lice, et apporta à la propagande, qui lui était restée jusqu'alors étrangère, l'appui de son talent superbe. Colère, raillerie, allusions déguisées et emportemens fougueux, souffrances vraies et douleurs factices, il fit usage de toutes ces armes, toujours brillantes et parfois empoisonnées, dans sa *Réplique à l'auteur des Psaumes*.

Résumons brièvement cette *Réplique*, qui est un des élémens importans de ce débat caractéristique. Slowaçki en appelait de l'auteur des *Psaumes* aux visions mêmes de *l'Aurore*, à ce cri final invoquant les « actions, » en même temps qu'il raillait cruellement les doctrines séraphiques du *noble* rêveur. L'arme à double tranchant reluit dès le début. « A t'en croire, *mon gentilhomme*, ce serait donc

notre vertu à nous que d'endurer patiemment l'esclavage? Tu transformes notre triste existence dans cette vallée de pleurs en une vie de purs esprits dans la lune argentée; d'une voix d'enfant, tu cries: L'action, l'action, l'action!... la nation se dresse, et voilà que tu trembles tout à coup, quand apparaît la face du peuple, et que du buisson qui s'embrase commence à retentir la voix de Dieu? » — Autrefois, poursuit Slowaçki, les élus de la grande poésie étaient toujours les premiers à proclamer les vérités nouvelles et à entraîner les masses au combat. Aujourd'hui quoi! voilà un grand seigneur, un grand *chanteur*, qui se pose en prophète du peuple, mais en prophète *fashionable*, à la mode du beau monde! Dans son char poétique, il a placé le Christ comme Ovide son Phaéton, et il parcourt avec des chevaux couleur de rose les espaces vaporeux d'un idéal inoffensif. Quand l'univers se consume dans la souffrance, quand monte la marée des actions, le voilà qui se met en travers comme une borne, défend au siècle de marcher, et de sa poitrine agitée par la peur il ne peut plus pousser que ce cri rauque : « Au nom du *dieu rouge*, qui que tu sois, ne tue pas la noblesse! » La noblesse, mais où la trouver? A quel signe la reconnaître? — Dans une strophe célèbre, Slowaçki, qui plus d'une fois s'est souvenu de sa noble origine, nie que la noblesse polonaise existe encore, et ne fait qu'une exception injurieuse pour le prince Czartoryski, en lui attribuant des ambitions dynastiques : — misérable accusation que lançaient toujours au patriote éprouvé d'ingrats compagnons d'exil.

« Autrefois vous étiez nombreux en effet; autrefois il y a eu des centaines de milliers de vos nobles, nobles par le cœur et par l'attitude! De nos jours je n'ai connu qu'un seul gentilhomme, le pays entier n'en a pas vu d'autre. Lui seul, par le supplice du cœur, par les intentions, sinon par le succès, par une tristesse grande, silencieuse et fière, par une main toujours pleine de dons, par une gloire sourde, antique, il fut un gentilhomme et eut le droit de se dire tel... Aujourd'hui lui-même, le seul, l'unique, il a abandonné vos rangs; lui-même ne tient plus à sa dignité : *il est allé pourrir parmi les rois;* il n'est plus, et vous n'êtes plus! »

C'est d'ailleurs l'éternelle tactique des révolutionnaires de présenter leurs programmes sous les dehors les plus inoffensifs, et Slowaçki n'a garde de négliger ce moyen. Il demande hardiment au poète « où donc il a entendu parler de massacre, » qui donc a menacé du couteau? Visions de cerveau troublé que tout cela, hallucination d'une fantaisie effrayée! « Une note plaintive de l'Ukraine a peut-être passé par les airs, une *dumka* célébrant les luttes anciennes des Zaporogues, — *et tu as eu peur, fils de noble!* — Ou bien encore un beau matin un rayon de soleil est entré dans la chambre

du *psalmiste*, a percé les rideaux cramoisis du lit somptueux, et le *seigneur poète*, brusquement réveillé, a cru voir rouge, — *et tu as eu peur, fils de noble!* » Le refrain ironique revient ainsi plus d'une fois et aboutit à ces paroles, dont on comprendra aisément la cruauté venimeuse : « Tu dois respect à tes parens; or le peuple polonais, c'est ton père, tu n'en as point d'autre. *Crains-le!* » Pourtant Slowaçki, en défendant la démagogie de toute pensée vengeresse, a soin de ne point trop nous tranquilliser; il rassemble au contraire tous les traits de son imagination fougueuse pour peindre l'état de misère et de souffrance dans lequel gémit la société : l'abaissement des caractères, l'éclipse profonde de la justice, les horreurs de la tyrannie, l'insolence du riche, l'agonie du pauvre. Pour redresser le monde moral sorti de son orbite, pour arracher l'humanité à cet abîme de honte et d'opprobre, qui sait ce que jugera nécessaire l'*Esprit*, « l'éternel révolutionnaire, qui torture les corps et délivre les âmes? » Le soleil se lève toujours dans des nuages de pourpre, et toute aurore a été sanglante!

La réplique de Slowaçki n'avait pas encore eu le temps de percer dans le public, que déjà les événemens s'étaient chargés de donner à l'auteur des *Psaumes* une réponse bien autrement sérieuse. L'insurrection préparée de longue main par la propagande avait enfin éclaté, et elle se montra aussi impuissante contre l'ennemi que meurtrière pour la nation. Ce fut surtout en Galicie que le désastre éclata dans toute sa grandeur et sous une forme tout à fait nouvelle. Là une bureaucratie aussi violente que perfide s'était bien gardée de prévenir l'explosion : elle avait au contraire alimenté lentement le feu souterrain et s'était donné le temps de finir l'éducation des paysans, si heureusement commencée par la propagande. Puisque les propriétaires étaient décidément, et de leur aveu même, les ennemis farouches du peuple, ne valait-il pas mieux en finir tout de suite par une justice terrible, que le gouvernement paternel serait tout prêt à seconder, en payant même chaque tête de noble d'une bonne somme de florins, et en facilitant encore la chose par une *suspension des commandemens de Dieu pour quinze jours?* Que la cour de Vienne ait reconnu de la sorte les services que lui avait autrefois rendus la nation de Sobieski, c'est là une de ces immenses ingratitudes qui, pour ne plus étonner de sa part, n'ont pas moins laissé un souvenir profond. Et qui en voudra aux Polonais de voir dans les calamités qui depuis cette date néfaste de 1846 ont successivement accablé la maison de Habsbourg le juste châtiment de l'un des plus grands crimes enregistrés par l'histoire? L'effet des massacres de Tarnow et de Rzeszow fut immense en Pologne, et le découragement tel que ne le connut

jamais ce pays, même après les plus grands désastres. Disons-le sans détours : la Pologne saigne encore aujourd'hui de cette plaie de Tarnow et de Rzeszow; les massacres de Galicie pèsent encore sur elle comme un souvenir et comme une appréhension; ils l'ont rendue immobile pendant quinze ans, et à l'heure même qu'il est ils ne cessent de paralyser son action.

La jacquerie de 1846 fut suivie d'une prostration des âmes qui se traduisit par un silence morne dans la sphère de la pensée. Ce silence dura longtemps, et ne fut interrompu pour un moment que par ce phénomène caractéristique de la *Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich* (1), où le marquis Wielopolski, devenu depuis si fameux, posa pour la première fois sans ménagement, avec un désespoir concentré, la question de l'anéantissement volontaire dans le sein d'un panslavisme vengeur. On se doutera facilement de quel poids étouffant les événemens de 1846 durent accabler l'âme du *poète anonyme*. Il ne recouvra la parole qu'au bout de deux ans, et il commença alors une nouvelle série de *Psaumes*, où il s'efforça de verser du baume dans les plaies encore saignantes et de rallumer l'espoir dans les cœurs meurtris. Il devait une réponse à Slowaçki, et il la fit avec mesure, avec force pourtant, mais aussi avec tristesse. Le reproche de lâcheté que lui avait fait Slowaçki pesait surtout au descendant des chevaliers de Bar. « C'est donc la peur, dis-tu, qui a parlé par moi, alors que je pressentais que nous allions vers les ténèbres et non vers la lumière, et que le peuple pourrait bien se déshonorer? Tu dis vrai : il y a un certain courage dont, pour ma part, je ne m'enorgueillirai jamais. Moi, je tremble devant le supplice de mes semblables; je n'aime point à pousser dans l'abîme. A la vue de l'opprobre, une *frayeur divine* s'empare de mon cœur; les assassins ne me seront jamais des frères : j'aime le sabre, je rougis du couteau! » Puis l'auteur anonyme élève le débat et discute toutes les théories destructives de Slowaçki, notamment celle de « l'*Esprit*, éternellement révolutionnaire et torturant les corps pour délivrer les âmes. » Il fait appel à la régénération par l'amour, par un développement continu. « Et c'est là aussi un grand péché, ô poète, dit-il ingénieusement, de ne parler toujours que de l'Esprit, *et d'oublier qu'il procède du Père et du Fils*, » de faire abstraction des générations passées et de renier le travail douloureux des siècles.

La solution de continuité entre les époques qui ont précédé et suivi la révolution, la rupture de toutes les traditions, l'absence de racines dans les entrailles de l'histoire, qui fait dessécher ou tom-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1846.

ber cet arbre de la vie nouvelle que nous ne cessons d'arroser de nos larmes et de notre sang, tout cela a été plus d'une fois remarqué et déploré de nos jours, surtout après que la catastrophe de février nous eut amenés à scruter plus profondément le problème de notre existence moderne et à rechercher les causes intimes du malaise moral dans lequel nous nous débattons. Ces vérités n'étaient pas si généralement aperçues lorsque le poète les exposait dans ses *Psaumes*, et dans tous les cas il savait leur donner une forme ingénieuse et émouvante qui n'était qu'à lui. Il voyait en outre le gouffre s'élargir de plus en plus entre les classes supérieures et intelligentes et les classes inférieures, les unes condamnées à reculer pour conserver, les autres ne pouvant espérer de conquêtes qu'en marchant en avant vers l'inconnu, et il pressentait le conflit possible, imminent, entre les deux grandes factions européennes; mais dans ce conflit même il trouvait de la place pour l'espoir : il espérait dans sa patrie. Il croyait la Pologne destinée à contre-balancer, par la nature de ses instincts et l'influence de ses actes, « les atroces lâchetés du parti rétrograde aussi bien que les épouvantables fureurs du parti radical. » C'est ainsi que l'auteur des *Psaumes* revenait après un long détour, et par-dessus même le gouffre sanglant de Tarnow, aux visions radieuses de *l'Aurore*, et qu'il s'écriait, après comme avant le massacre : « O ma patrie, regarde et espère; *l'amour sans bornes, c'est la vie sans fin!...* » On jugera comme on voudra ces espérances du poète; mais on s'inclinera toujours devant la foi et la charité qui ont pu inspirer de telles paroles après de telles épreuves.

Au moment où paraissaient ces nouveaux *Psaumes*, la révolution de février éclatait, et bientôt elle eut son contre-coup jusque dans la capitale de l'Autriche. Le *poète anonyme* suivait les événemens sans en méconnaître certes la gravité, mais sans se faire la moindre illusion. Fidèle à son système, il concevait l'époque présente comme l'enfantement douloureux d'une seconde ère chrétienne, comme préparant « une nouvelle éruption du christianisme, » pour parler le langage de M. de Maistre; il voyait même dans le cataclysme de 1848 l'annonce du jugement de Dieu « sur les deux mille ans qu'a vécu la chrétienté, » et d'une *palingénésie* selon l'Évangile; mais dans l'avenir le plus rapproché il ne distinguait que des malheurs. Les nations lui semblaient aussi peu sages que les gouvernemens. « Il n'y a pas de privilége devant vous, ô Seigneur; peuples aussi bien que rois, dès qu'ils vous deviennent infidèles, sont également destinés à déchoir, — puisque vos anges mêmes sont déchus par myriades! » Dès les premiers jours de la révolution de 1848, il prédit les horreurs de juin dans un tableau fatidique. Ses pressentimens

allèrent bien plus loin encore, et il crut pouvoir annoncer le moment prochain où l'Occident, sapé dans ses bases et troublé dans sa foi à la liberté, croirait à la vérité « de celui qui est resté seul inébranlé sur le rocher de Pétersbourg. » Ce sera alors, affirmait le poète, la dernière et la plus cruelle épreuve pour la Pologne crucifiée, et il conjurait sa patrie de garder dans ce moment suprême sa religion intacte, de conserver dans toute sa pureté cette « âme polonaise, » qui sera tentée par les deux forces opposées et également brutales : le panslavisme des tsars et le radicalisme de l'Europe. Il y a quelque chose d'étrangement émouvant dans le début même du célèbre psaume de *la bonne volonté*, où le fils d'une nation saignante encore d'un massacre, comptée pour morte, dépouillée de tous les biens de la terre, où le fils d'une telle nation s'écrie : « *Vous nous avez tout accordé, ô Seigneur,* tout ce que vous pouviez nous donner du trésor éternel de la grâce!... Alors même que nous fûmes descendus dans la tombe, vous nous avez maintenus vivans dans les grandes luttes du monde; nous n'étions plus, et nous fûmes pourtant présens à toute action glorieuse, sur tout champ de bataille, avec notre aigle d'argent et notre lame d'acier; vous nous avez ôté la terre, vous nous avez abaissé le ciel, et votre cœur immense nous a couverts partout; cadavres en apparence, nous fûmes des esprits en réalité. » Pour cette Pologne, à laquelle le Seigneur a tout accordé, le poète ne demande plus qu'une dernière grâce : une volonté pure et sincère au milieu de l'ébranlement du monde, une volonté qui sache n'avoir recours qu'aux actions saintes aujourd'hui que viennent les tentations extrêmes... « Aujourd'hui que votre jugement a commencé dans les cieux sur les deux mille ans qu'a vécu la chrétienté, accordez-nous, ô Seigneur, dans ce moment suprême, de nous ressusciter nous-mêmes par des actions saintes! » Cette prière revient à des intervalles divers dans le psaume majestueux, dont le rhythme coule lent et grave comme les accords de l'orgue; elle revient au moment le moins attendu, et cependant toujours admirablement préparée, amenée par l'enchaînement musical de la pensée plutôt que par son développement logique, rappelant la contexture d'une *fugue* de Bach et en produisant l'effet magique. Un tableau merveilleux de sentiment catholique clôt cet hymne. On sait le culte qu'a toujours porté la Pologne à la mère du Christ. Le poète représente la reine céleste de Pologne plaidant aujourd'hui devant son fils pour ses sujets fidèles, et tendant vers lui deux calices, dont l'un contient le sang du Sauveur, et l'autre le sang du peuple martyr.

« Regardez-la, ô Seigneur! Entourée d'un cortége d'âmes, elle monte vers vous à travers les immensités. Toutes les étoiles se sont penchées vers

elle; toutes les forces qui tourbillonnent dans l'univers se sont amollies sous le charme d'un attendrissement soudain. Elle monte portée par les ombres pâles de nos martyrs; elle traverse l'azur et les voies lactées, elle passe au-delà des soleils, elle monte toujours plus haut et toujours plus blanchissante.

« Regardez-la, ô Seigneur! La voilà maintenant agenouillée au pied de votre trône, au milieu des séraphins. Sur son front brille la couronne polonaise, et son manteau bleu balaie les espaces tissus de rayons. Les sphères se sont arrêtées et attendent. Elle prie à voix basse; derrière elle pleurent les ombres de nos pères, et de ses deux mains elle lève deux calices...

« C'est votre propre sang, ô Seigneur, qu'elle vous présente ainsi dans le calice qu'elle tient haut dans sa main droite, et dans l'autre, qui est plus bas, — plus bas, — vous reconnaissez, ô Seigneur, le sang de ses sujets fidèles, le sang de ceux qui sont crucifiés sur mille croix, le sang qui coule sans cesse sous un triple glaive et sur trois terres qui ne sont qu'une patrie!... — Au nom du saint calice qui déborde d'amour, elle implore votre miséricorde pour l'autre qui est plus bas, — plus bas, — et elle prie pour nous, Père, Fils, Esprit!

« Elle prie pour nous, et nous prions avec elle, que vous daigniez nous accorder la grâce des grâces. Ce n'est pas l'espérance que nous vous demandons, ô Dieu! elle tombe sur nous comme une pluie de fleurs, — ni la mort de nos oppresseurs, leur fin est écrite sur le nuage de demain; — ce n'est pas de franchir le seuil de la mort : il est franchi, ô Seigneur; — ce ne sont pas des armes puissantes : les tempêtes nous les apportent; — ni des secours : le champ de l'action est ouvert devant nous aujourd'hui. Mais aujourd'hui que votre jugement a commencé dans les cieux sur les deux mille ans qu'a vécu la chrétienté, accordez-nous, ô Seigneur, une volonté pure, accordez-nous une volonté sainte, Père, Fils, Esprit! »

L'hymne de *la bonne volonté* fut le dernier des *Psaumes* du poète; on peut dire même qu'il fut le dernier de ses chants. Une seule fois encore il éleva la voix dans cette petite composition de *Resurrecturis*, où il semblait vouloir résumer, comme dans un accord final, ses idées sur le sacrifice et les recommander à la nation; puis il se tut. La nation se tut comme lui; elle roula longtemps dans son esprit les pensées de l'*Iridion*, de *l'Aurore* et des *Psaumes*, et s'en imprégna; elle entra dans une carrière de labeurs pénibles et obscurs qui lui seront peut-être comptés un jour, mais qui pour le moment ne firent qu'épaissir autour d'elle les ténèbres de l'oubli. De grands événemens passèrent sans changer en rien son sort; la guerre de Crimée même ne la rappela pas sur la scène de l'action, et au milieu de tant de peuples qui faisaient retentir leur nom ou le recouvraient, elle resta longtemps ignorée, elle devint *anonyme* comme son poète. Pendant ce temps, l'auteur des *Psaumes* se mourait à l'étranger, et il n'y eut pas jusqu'à cette fin prématurée

qui ne portât le cachet de la destinée tragique qui a pesé de son poids de plomb sur toute cette existence douloureuse. Un vieillard, un ancien et brave soldat venait de s'éteindre au milieu de l'indifférence de ses compatriotes, qui ne fut elle-même que de la générosité, et si la nation daigna attacher une pensée à cet événement, ce ne fut que celle du répit que cette mort pourrait donner à la vie d'un fils resté, lui, fidèle à la patrie; mais le lien fatal qui unissait ces deux existences ne devait pas se rompre même alors : une violente maladie emporta subitement le poète trois mois après qu'il eut perdu son père. Il mourut ici même, à Paris, le 24 février 1859, et le silence seul vint s'asseoir sur sa tombe. Pour emprunter l'expression pittoresque d'un écrivain polonais célèbre, « un grand génie s'en allait au ciel, et dans son vol il ne frôla pas la terre, même de son ombre... »

Le silence régna de même, et longtemps encore, sur une autre tombe bien plus grande, et qui s'appelait la Pologne; mais un jour, il y a de cela plus d'un an, les trois monarques du Nord convinrent de cette *entrevue de Varsovie* qu'à tort ou à raison l'opinion libérale de l'Europe regardait comme le point de départ d'une nouvelle sainte-alliance : on disait cette entrevue dirigée contre l'Italie et les tendances générales de l'Occident. A cette nouvelle, la Pologne frémit; la nation ensevelie si longtemps dans sa douleur et dans son travail intérieur secoua son linceul et sortit tout à coup de son inaction. Et sait-on bien quel fut le signal de cette agitation polonaise qui depuis n'a cessé de croître? Ce fut une messe funèbre, célébrée à la même date dans toutes les églises du pays pour le repos de l'âme des trois poètes : Mickiewicz, l'auteur des *Psaumes* et Slowacki. Une pieuse pensée d'amour et de concorde réunissait ainsi devant Dieu et dans un deuil commun les deux grands adversaires qui furent longtemps amis, et plaçait au-dessus d'eux leur maître à tous, l'immortel *waïdelote*. Puis vint un jour où le peuple de Varsovie se leva; il se leva sans armes, ne portant dans ses mains que son drapeau et sa croix; il ne donna pas la mort, mais il la reçut, et quand le dominateur, épouvanté d'une attitude si nouvelle, lui demanda ce qu'il voulait, il répondit : La patrie!... L'âme du chanteur de *Resurrecturis* dut tressaillir; l'idéal qu'il avait rêvé devenait une réalité, et sa poésie, restée si longtemps *anonyme*, tout un peuple la signait de son nom.

JULIAN KLACZKO.

CONFIDENCES

D'UNE AME LIBÉRALE

LETTRES INÉDITES ET JOURNAL INTIME DE SISMONDI.

Les meilleures pensées d'un écrivain ne sont pas toujours celles qu'il livre volontairement à la foule; l'esprit a ses délicatesses et ses pudeurs. Un jour, au sujet d'un tableau, le fougueux critique du XVIIIe siècle essaie de caractériser l'inspiration dans les arts, et maintes idées hardies, lumineuses, maints éclairs d'un spiritualisme imprévu illuminent tout à coup le papier où galope sa plume. Étonné lui-même de ce qu'il vient d'écrire, il en a presque honte, et comme c'est à un confident qu'il s'adresse, il ajoute aussitôt : « Si vous avez quelque soin de la réputation de votre ami et que vous ne vouliez pas qu'on le prenne pour un fou, je vous prie de ne pas confier cette page à tout le monde. C'est pourtant une de ces pages du moment qui tiennent à un certain tour de tête qu'on n'a qu'une fois. » Puisque Diderot a éprouvé ce scrupule, on comprend que des esprits moins impétueux, même parmi ceux qui se consacrent le plus loyalement au service du public, dérobent à ce client indiscret toute une part de leur vie spirituelle. Il y a, en un mot, le domaine des secrètes pensées comme il y a le domaine des pensées publiques. L'intelligence poursuit aux yeux de tous sa route régulière et prévue; le cœur a sa vie à part et ses révolutions cachées. Parlez tout haut de ce qui intéresse les sociétés humaines, renouvelez l'étude de l'histoire, attaquez les problèmes de l'écono-

mie politique, soyez un écrivain sérieux, austère, abondant, attentif à tout ce qui peut servir le progrès général : tandis que ces qualités excellentes se déploient sans donner un caractère très vif à votre physionomie, il se peut que le travail intérieur de votre âme, ces éclairs dont vous ne dites rien, ces *tours de tête* que vous cachez avec scrupule, révèlent un jour chez vous un penseur plein de charme et d'originalité.

On aime beaucoup aujourd'hui ces publications de lettres inédites qui nous font pénétrer familièrement dans les replis d'une âme illustre ou dans les mystères d'une société choisie. A notre riche littérature de mémoires expressément composés par des personnages mêlés au drame public, à cette littérature sans égale qui, de Villehardoin à Chateaubriand, embrasse toutes les périodes de notre histoire et qui s'enrichit encore sous nos yeux, les Anglais, jaloux de notre prééminence sur ce point, ont opposé leur curieuse fabrication de *mémoires* involontaires et posthumes, pure collection de lettres, de notes, de *papers* rassemblés après la mort de celui qui les traça, publiés avec ou sans son aveu, et destinés à mettre en lumière tout le détail d'une grande existence. Une fois l'exemple donné, ce fut bientôt une habitude prise. Les deux pays qui, avec l'Angleterre, représentent la vie intellectuelle de l'Europe, n'eurent garde de demeurer en arrière. Ce genre nouveau d'ailleurs répondait si bien à l'esprit de notre âge, ces indiscrétions fournissaient souvent de si vives lumières à la pénétrante curiosité de la critique moderne! Aussi, depuis un demi-siècle, que de correspondances particulières mises au jour en France et en Allemagne! On en formerait aisément toute une bibliothèque, bibliothèque assez mélangée, on peut le croire, et qui, attirant les curieux, éloignerait souvent les délicats. Là plus qu'ailleurs se confondent le bien et le mal, le piquant et l'ennuyeux, les témoignages historiques et les insipides bavardages. Là aussi, à côté des révélations permises il y a les indiscrétions coupables. La première loi de toutes ces publications posthumes à notre avis, c'est celle que le bon goût indique aussi bien que la loyauté : ne rien imprimer à la hâte, attendre qu'une génération ait passé, c'est-à-dire, en d'autres termes, éviter le pire des charlatanismes, celui qui fait métier de scandales. L'éditeur n'a plus ensuite que deux questions à se faire. — Les détails que renferment ces lettres jettent-ils quelque jour nouveau sur une époque? Nous font-elles connaître sur le développement secret d'une âme des détails qui intéressent la philosophie? Intérêt historique ou intérêt moral, si l'on ne trouve ni l'un ni l'autre dans les papiers que vous avez la fantaisie d'exhumer, gardez-vous de toucher inutilement à la cendre des morts!

Parmi les recueils de lettres qui, répondant à ces deux conditions, nous donnent un commentaire de la vie des peuples ou de la vie de la conscience, nous ne cachons pas nos préférences pour ces derniers. Les plus belles correspondances, les plus nobles journaux intimes qu'ait vu publier notre siècle, sont ceux qui nous font assister aux *élévations* de quelque grande âme. Il est doux de trouver l'homme meilleur que ne le montraient ses écrits. Lorsque Goethe, dans ses lettres à Schiller ou dans ses entretiens avec Eckermann, nous donne tant de preuves de cette chaleur de cœur, de cette sympathie prime-sautière et ardente que certains critiques s'obstinent encore à lui refuser, parce qu'elles s'associaient, chez ce puissant génie, à la pleine possession de soi-même; lorsque les lettres intimes du grand théologien Schleiermacher nous font pénétrer plus avant dans cette âme si profonde et si subtilement complexe; lorsque les confidences heureusement retrouvées de Maine de Biran nous révèlent un travail si noblement religieux, un sentiment si vif de l'invisible et du surnaturel chez ce sévère enfant du XVIII[e] siècle, de telles conquêtes valent mieux assurément que la découverte d'un million de petits faits puérilement consignés par le marquis de Dangeau, l'abbé Le Dieu ou l'avocat Barbier.

Ces exemples, et d'autres encore, nous sont venus à la pensée pendant que nous parcourions maintes lettres de Sismondi, les unes inédites pour la plupart, précieux dépôt que conserve la bibliothèque du Musée-Fabre à Montpellier, les autres recueillies déjà par des mains pieuses et publiées à Genève il y a quatre ans, mais qui semblent avoir passé inaperçues (1). En étudiant l'histoire de la comtesse d'Albany, nous avons eu occasion de faire quelques emprunts aux lettres inédites du Musée-Fabre, car c'est à la veuve de Charles-Édouard, à l'amie d'Alfieri, que ces lettres sont adressées, et c'est par M. Fabre que la ville de Montpellier les possède. Ces emprunts devaient être faits avec discrétion; nous étions tenus de choisir ce qui se rapportait à notre histoire, sous peine de ralentir le récit et de substituer un sujet à un autre. Aujourd'hui nous n'avons plus à nous occuper de la comtesse d'Albany; ce n'est plus la *reine de Florence* que nous cherchons dans les lettres de Sismondi, c'est Sismondi lui-même. Or ces curieuses pages, si on les joint à celles qui ont été imprimées à Genève en 1857, nous révèlent, ce semble, un Sismondi tout nouveau, ou du moins un Sismondi que les esprits pénétrans ont pu soupçonner çà et là dans ses œuvres, mais que certainement personne ne connaissait. Grave,

(1) *J. C. L. de Sismondi. — Fragmens de son Journal et Correspondance*, 1 vol in-8°, Genève 1857.

austère, dévoué au service de l'humanité, un des meilleurs disciples du XVIIIe siècle, un disciple souvent supérieur à son maître, puisqu'il n'en avait ni les petitesses d'esprit ni les irrévérences, tel nous apparaissait Sismondi dans ses savantes histoires comme dans ses traités d'économie sociale; savait-on qu'il y avait en lui une âme tendre, aimante, délicate, initiée à toutes les grâces de la charité, je veux dire à ses joies les plus exquises et à ses plus touchans scrupules? Savait-on que ce grave érudit goûtait avec délices l'instruction fine et suave que donne la société des femmes? Savait-on que ce républicain genevois était Français au fond de l'âme, que ce protestant grondeur avait parfois des tendresses subites, comme Alexandre Vinet, pour certaines choses du catholicisme, que ce disciple de Voltaire, ce continuateur de Rousseau, cet ami de Bonstetten, s'était élevé, en dehors de tout esprit de secte, à un christianisme aussi pur qu'efficace?

Sismondi, à l'âge de vingt-cinq ans, c'est-à-dire au début de cette période où nos deux recueils de lettres vont nous découvrir chez lui des transformations décisives, fit un jour un rêve singulier, qui le peint très exactement à cette date. Les circonstances de ce rêve l'avaient tellement frappé qu'il voulut les consigner sans retard; ce fut l'occasion et le commencement de ce journal récemment publié à Genève. Je transcris ses paroles : « 9 octobre 1798. — J'ai eu cette nuit un songe qui m'a donné assez d'émotion : je voulais, en me levant, l'écrire tout de suite; à présent qu'il s'est passé quelques heures depuis mon lever, l'impression est affaiblie, et peut-être ne me le rappellerais-je pas bien. J'étais à Genève, je crois, en tiers avec ma sœur et Mme Ant... Je ne sais comment j'amenai celle-ci à dire avec franchise ce qu'elle pensait de moi; elle me trouvait, ce me semble, des vertus et de la rudesse, du caractère et des connaissances, mais peu d'esprit, des sentimens, mais point de grâces. Je rendis hautement justice à son discernement, lorsqu'elle ajouta : « J'ai encore un reproche impardonnable à vous faire, c'est d'avoir abandonné ma patrie et d'avoir voulu renoncer au caractère de citoyen genevois. » Je me défendais d'abord en représentant que la société n'était formée que pour l'utilité commune des citoyens, que dès qu'elle cessait d'avoir cette utilité pour but et qu'elle faisait succéder l'oppression et la tyrannie au règne de la justice, le lien social était brisé, et chaque homme avait droit de se choisir une nouvelle patrie; mais elle a répliqué avec tant de chaleur en faisant parler les droits sacrés de la patrie, le lien indissoluble qui lui attache ses enfans, la résignation, la constance et le courage avec lesquels ils doivent en partager les malheurs, lui en diminuer le poids, qu'elle m'a communiqué tout son enthousiasme.

Je rougissais, comme si je reconnaissais ma faute; cependant j'alléguais ma sensibilité extrême pour elle. Je ne pouvais, disais-je, supporter de voir sa chute, son avilissement surpassait ce que pouvait souffrir ma constance; mais qu'elle eût besoin de moi, et du bout du monde j'étais prêt à retourner à elle; qu'elle eût essayé de se défendre contre les Français, qu'elle tentât encore à présent de secouer leur joug, et j'aurais couru, j'aurais volé, je volerais encore... Je disais tout cela avec tant de chaleur, même d'enthousiasme et d'éloquence, que je me suis réveillé; mais l'impression profonde que m'a faite cette conversation s'est conservée toute la matinée. » Ainsi des vertus mêlées de rudesse, du savoir sans esprit, des sentimens et nulles grâces, avec cela un patriotisme généreux, mais farouche, le patriotisme d'un homme tout prêt à renier son pays plutôt qu'à souffrir de sa chute, voilà les principaux traits du caractère de Sismondi à l'heure de la jeunesse. Suivez-le maintenant dans les phases diverses que nous représentent ses lettres et son journal, ce sera, vous le verrez, toute une série de métamorphoses.

J'ai parlé de l'amour ardent et farouche qu'il portait à sa république natale; il ne tardera pas à ressentir une affection aussi passionnée pour la France. Nous sommes en 1798; or, quand Sismondi écrivait la page qu'on vient de lire, il n'avait que trop de raisons pour redouter et maudire l'influence des idées françaises. La biographie de Sismondi a été tracée par le burin magistral de M. Mignet, et je n'aurai garde d'y toucher; je me garderai bien aussi d'ajouter aucun détail à l'espèce de mémoire de famille publié récemment par Mlle de Montgolfier : qu'on me permette seulement de résumer les faits en quelques lignes pour l'intelligence de ce qui va suivre.

Né à Genève en 1773, Jean-Charles-Léonard Simonde de Sismondi avait assisté dès l'âge de vingt ans à l'invasion de la terreur révolutionnaire dans la cité de Calvin. Il avait vu confisquer, ou à peu près, le patrimoine de sa famille; maisons, terres, argenterie, bijoux, tout avait été pillé par les nouveaux maîtres ou frappé d'impôts destructeurs. Lui-même, jeté en prison avec son père dès le commencement de la révolution, il avait failli périr un peu plus tard sous la baïonnette d'un sans-culotte en voulant sauver un proscrit. Aux premiers jours de calme, M. et Mme de Sismondi vendent leur domaine mutilé et vont chercher un asile en Toscane, dans le pays d'où leurs ancêtres étaient sortis au moyen âge; c'est Charles, bien jeune encore, qui les a décidés à se diriger vers l'Italie; c'est lui qui cherche un domaine, qui l'achète, qui en surveille l'exploitation, préludant ainsi par la pratique à ses curieuses études

sur l'agriculture toscane. Il était là depuis quelques mois, dans ce joli domaine de Valchiusa, quand il entendit en songe une de ses compatriotes lui reprocher amèrement d'avoir abandonné son pays. C'était sa conscience qui se tourmentait elle-même. Il retourna bientôt dans la ville qu'il devait illustrer, sauf à se partager plus tard entre ses deux patries, la Toscane et la Suisse. Voici donc le colon de Valchiusa redevenu citoyen de Genève. Bientôt, présenté à Mme de Staël, engagé d'un pas sûr dans les hautes sphères de l'étude, célèbre dès le premier jour par sa belle *Histoire des Républiques italiennes*, il va entrer décidément en rapport avec cette France dont il n'a vu d'abord que les accès de délire. Notons ici les différentes phases. Le premier appel vint de Paris; la critique littéraire de 1810 reconnut un des siens dans le peintre savant et habile de l'Italie du moyen âge. On sait que le gouvernement impérial avait institué des prix décennaux pour les meilleures productions dans toutes les branches des sciences et des lettres : l'*Histoire des Républiques italiennes* n'obtint pas le prix, qui fut décerné à l'*Histoire de l'anarchie de Pologne;* Sismondi, honoré seulement de la mention, avait pourtant la première place parmi les vivans, puisque Rulhières était mort. Nos lettres inédites contiennent quelques détails à ce sujet. Je cite ce passage, parce que nous avons là le point de départ des relations de Sismondi avec la société française; je le cite aussi à cause des jugemens littéraires qu'il renferme. Ajoutons que ce premier succès de Sismondi semble avoir passé inaperçu : Marie-Joseph Chénier n'en dit rien dans son *Tableau de la Littérature*, quoiqu'il accorde une attention très sérieuse à l'*Histoire des Républiques italiennes* (1). Les biographes les mieux informés ont gardé le même silence : ni M. Mignet dans sa belle notice, ni Mlle de Montgolfier dans ses touchans mémoires, n'ont rappelé ce premier triomphe dont Sismondi, on va le voir, paraît si naïvement heureux.

« Florence, 14 août 1810.

« .....Je ne vois ici que le *Journal de l'Empire*, en sorte que je n'entends qu'un seul parti dans la querelle qu'ont excitée les prix décennaux. Il y a en effet de quoi faire un beau tapage et mettre en mouvement toutes les prétentions de tous ceux qui depuis dix ans se sont distingués dans tous les genres. Pour ma part, je suis très content, je me sens flatté par la mention

(1) A vrai dire, il n'en pouvait parler que dans un appendice, ce *Tableau de la littérature* étant un rapport composé par Chénier à l'occasion du concours. Les débats assez compliqués qui précédèrent le vote peuvent se lire tout au long dans le volume des *Mémoires de l'Institut* publié sous ce titre particulier : *Rapports et discussions de toutes les classes de l'Institut de France sur les ouvrages admis au concours pour les prix décennaux*. Paris, novembre 1810.

honorable fort au-delà de mes espérances. Je ne croyais pas, à la vérité, que Rulhières, mort depuis dix-sept ans, pût concourir pour un prix donné aux ouvrages des dix dernières années; mais dès l'instant qu'on prend l'époque de la publication, non celle de la composition, personne, ce me semble, ne pouvait lui disputer le premier succès. Peut-être y a-t-il trop d'esprit dans son histoire et plus qu'il n'appartient au genre, peut-être son introduction, trop longue avant que l'intérêt commence, ne met-elle point cependant encore suffisamment au fait, peut-être y a-t-il quelque chose de maladroit aussi bien que d'injuste dans son excessive partialité, car l'on est frappé de la passion qui le domine longtemps avant qu'il l'ait justifiée, et l'on se tient en garde contre un sentiment qu'il aurait pu vous faire plus tôt partager; mais la force du talent ou plutôt du génie de l'auteur vous entraîne enfin malgré vous : l'intérêt de roman, l'intérêt le plus vif que la fiction puisse exciter et qui se trouve ici confondu avec l'intérêt historique, s'empare de vous dans le second et le troisième volume et ne nous permet plus de poser le livre. L'amertume de caractère et d'esprit qui donne de la vivacité à toutes les couleurs et du mordant à toutes les expressions fait un effet d'autant plus profond qu'en général cette qualité, propre aux gens secs et moqueurs, détruit l'enthousiasme à sa source, tandis que l'*Histoire de Pologne* est tellement chevaleresque, la nation et ses chefs sont présentés avec un caractère si héroïque, que le cœur est sans cesse remué par les sentimens les plus nobles. Rulhières a eu le propre du génie; il a réuni les qualités qui en général s'excluent l'une l'autre, celles d'un esprit sec et celles d'un cœur chaud.

« Je vois que les journaux accusent le jury d'avoir couronné ceux qui ont gagné ses suffrages par une cour assidue. Ce n'est pas ainsi du moins qu'il s'est conduit pour l'histoire. Il a couronné un mort, il a donné ensuite la première place à un absent, inconnu à tous ses membres. Je n'avais pas même accompagné d'une lettre l'envoi de mon livre. Il leur est arrivé sous bande, sans que pas un sût de quelle nation j'étais ou dans quel lieu je demeurais, et parmi ceux qui ont été nommés ensuite, deux au moins, par leurs relations nombreuses et par le rang qu'ils occupent, pouvaient s'attendre à rencontrer plus de faveur. J'ai un véritable chagrin que ce jury, auquel je dois tant de reconnaissance, ait donné prise contre lui à de si amers persiflages en couronnant l'ouvrage de Saint-Lambert. »

Trois ans après, au commencement du mois de janvier 1813, cet *absent*, qui n'est plus un inconnu, arrive enfin à Paris. Grâce à l'amitié que lui portent Mme de Staël et Benjamin Constant, grâce aux recommandations de la comtesse d'Albany, il est admis à la fois dans la haute société libérale issue de 89 et dans cette aristocratie plus que décimée qui conserve encore ses vieilles traditions d'esprit et de politesse. Quelle sera sa première impression? Il faut bien le dire, une sorte de désappointement. Avant de subir le charme de ce monde d'élite, il n'y verra d'abord qu'une réputation usurpée. « Cette simplicité qui appartient si exclusivement au vrai

mérite, qui donne seule le sentiment du vrai, qui vous ramène aux impressions des sons justes après que l'oreille a souvent été fatiguée par une musique discordante, cette simplicité me paraît aussi rare à Paris que dans les petites villes. » Voilà son premier mot sur la société parisienne dans une lettre à M[me] d'Albany, et quelques jours après, faisant allusion à la timidité de sa sœur, à la crainte que lui inspiraient tous ces salons célèbres, il écrivait à sa mère : « Que je voudrais que nous pussions persuader à ma sœur de jouer le jeu qu'elle a, d'en tirer tout le parti qu'il y a moyen d'en tirer! Elle se fait toujours illusion sur la perfection d'un autre monde. C'est à Paris même, et au centre de sa meilleure société, que je répète que la distance entre toutes les sociétés n'est point incommensurable. » N'oubliez pas que les dissipations de la vie mondaine dérangent les habitudes méditatives de Sismondi, qu'il n'a plus le temps de se recueillir en lui-même et de résumer ses impressions. Rappelez-vous aussi que l'outrecuidance et la légèreté de certaines coteries académiques répugnaient à sa nature loyale. « ..... Quant à mes livres, écrit-il à sa mère, ils n'en ont pas lu une ligne. Ce sont des hommes dans la tête desquels rien de nouveau ne peut entrer. La place qu'ils occupent à l'Institut leur fait croire qu'ils sont au pinacle, et ils considèrent les livres qu'on leur envoie comme un hommage qu'on leur doit et qui ne les engage à rien. » Sismondi n'était pas un vaniteux vulgaire; sa mère et sa sœur l'avaient accoutumé aux plus sévères critiques. Esprit franc, il préférait une franche parole à ces félicitations banales qui prouvent qu'on n'a point lu. Bref, pour des raisons fort différentes, sa première impression est mauvaise, et lui, l'austère libéral, l'ardent novateur en toutes choses, c'est seulement parmi les vieillards qu'il retrouve son idéal de la France. Le tableau est curieux.

« Paris, 1[er] mars 1813.

« ..... Combien je suis touché de votre aimable souvenir! Combien je suis reconnaissant de ce que vous montrez quelque désir de me voir en Toscane! Au milieu de ce monde si brillant, au milieu de cette société qu'on regarde comme la plus aimable de l'univers, j'en forme chaque jour le désir. J'ai besoin d'aller me reposer auprès de ma mère d'un mouvement qui est trop rapide pour moi, j'ai besoin d'aller rapprendre de vous à repasser sur mes impressions, à méditer sur ce que je vois et ce que je sens, à tirer enfin par la réflexion quelque parti de la vie. C'est une opération que je néglige ici d'une manière qui m'étonne et m'humilie ensuite. On me demande souvent quelle impression me fait Paris, et je ne sais que répondre, car je ne généralise point mes idées, et je ne me demande presque jamais compte de mes impressions. Après tout, elles n'ont pas été bien vives, je ne trouve pas une bien grande différence de ce que je vois ici à ce que je vois

partout. Ce qui est précisément chose à voir est ce dont je me soucie le moins. J'ai visité quelques monumens, quelques cabinets, pour l'acquit de ma conscience plus que pour mon plaisir, et j'en suis toujours revenu avec une fatigue qui passait de beaucoup la jouissance. J'ai peu vu jusqu'à présent le théâtre, l'heure des dîners et des soirées rend impossible d'en profiter; mais les spectacles que j'ai vus ne m'ont pas donné des jouissances si vives que de me faire faire beaucoup d'efforts pour en voir davantage. C'est donc dans la société presque uniquement que j'ai trouvé le charme de Paris, et ce charme va croissant à mesure qu'on remonte à des sociétés plus âgées. Je suis confondu du nombre d'hommes et de femmes qui approchent de quatre-vingts ans, dont l'amabilité est infiniment supérieure à celle des jeunes gens. Mme de Boufflers (mère de M. de Sabran) est loin encore de cet âge; sa vivacité cependant, sa mobilité, son jugement sont du bon ancien temps et n'ont rien à faire avec les mœurs du jour. C'est elle qui devait me mener chez Mme de Coislin... Avec elle encore j'ai vu Mme de Saint-Julien, qui à quatre-vingt-six ans a la vivacité de la première jeunesse, Mme de Groslier, qui passe au moins soixante-dix, et qui fait le centre de la société de Chateaubriand. Je suis encore en relations avec Mme de Tessé, la plus aimable et la plus éclairée des vieilles que j'ai trouvées ici; avec M. Morellet, qui passe quatre-vingt-six ans; avec M. Dupont, qui en a bien soixante-quinze, et dont la vivacité, la chaleur, l'éloquence ne trouvent pas de rivaux dans la génération actuelle; avec les deux Suard, que je ne mets pas au même rang, quoique l'esprit de l'un tout au moins soit fort aimable. Après avoir considéré ces monumens d'une civilisation qui se détruit, on est tout étonné, lorsqu'on passe à une autre génération, de la différence de ton, d'amabilité, de manières. Les femmes sont toujours gracieuses et prévenantes, — cela tient à leur essence; — mais dans les hommes on voit diminuer avec les années l'instruction comme la politesse. Leur intérêt est tout tourné sur eux-mêmes. Avancer, faire son chemin est tellement le premier mobile de leur vie, qu'on ne peut douter qu'ils n'y sacrifient tout développement de leur âme comme tout sentiment plus libéral. Dans votre précédente lettre, vous appeliez ceci la *cloaca massima*. L'image n'est d'abord que trop juste au physique. Comme je me suis trouvé ici en hiver, dans le temps des boues, et que je vais beaucoup à pied, je ne saurais exprimer quel profond dégoût m'inspirait la saleté universelle. L'image des rues me poursuivait dans les maisons et me gâtait toutes les choses physiques; rien ne me paraissait pouvoir être propre dans une ville si indignement abandonnée à la souillure. Au moral, je ne trouve point qu'on ait ici le sentiment d'un méchant peuple, les vices ne me semblent point s'y montrer fort à découvert, et l'opinion publique en général est protectrice de la morale; mais il y a un genre de crimes tout au moins qu'on dit très commun dans toutes les classes, parce qu'il est puissamment encouragé, et qui fait trembler, c'est l'espionnage. »

Ces traits sont assez vifs. Espionnage dans toutes les classes, chez les générations nouvelles un désir d'avancement auquel on sacrifie tout principe, la vie de l'esprit et du cœur conservée seulement

parmi les vieillards, voilà, sans parler des désagrémens de la *cloaca massima* (le mot est d'Alfieri, et Mme d'Albany, qui nous aimait peu, n'oublie pas de le souffler à Sismondi), voilà, dis-je, ce qui a tout d'abord frappé le grave enfant de Genève. Peu à peu cependant il va subir le charme, et, l'aurait-on cru d'un si sévère penseur? ce seront les femmes qui pour lui deviendront les magiciennes. Quelques semaines ont suffi pour le convertir. Quelle variété dans les conversations de ces brillans cénacles! que d'idées neuves et vives! comme la pensée y maintient ses droits, y poursuit son chemin, même sous une forme frivole en apparence et malgré le joug du despotisme! Le contraste que je signale ici, d'un mois à l'autre, dans la correspondance de Sismondi, devient plus saisissant encore, si l'on songe aux préoccupations qui dominaient alors tous les esprits. Au moment où il est initié aux secrets du monde parisien, une lutte gigantesque tient l'Europe en suspens. Il n'est pas certes indifférent aux émotions publiques, puisque je trouve ces mots dans sa première lettre datée de Paris : « Quelle époque que celle-ci! quels événemens par delà toute croyance! quel avenir inexplicable! » Et cependant la grande question pour lui, à en juger par ses lettres, c'est l'opinion qu'il doit se faire de la société française, séduisante et périlleuse énigme, problème qui l'attire et qui le trouble. Il cède enfin, il est pris, le charme a triomphé. A l'heure où commencent les terribles batailles qui préludent aux journées de Dresde et de Leipzig, Sismondi esquisse en souriant ces gracieux portraits de femmes.

« Je serai bien heureux de parler avec vous de Paris. Vous vous en êtes séparée sans regrets, parce qu'à présent vous préférez à tout le repos et le calme, mais vous avez toujours cette vivacité de curiosité, apanage nécessaire d'un esprit actif et étendu. Je vous rendrai compte le mieux que je saurai des gens de lettres. A présent il n'y en a plus aucun, de ceux qui peuvent inspirer une curiosité vive, que je ne connaisse, au moins légèrement; mais, je crois vous l'avoir dit, aucune société d'hommes n'est égale pour moi à la société des femmes : c'est celle-là que je recherche avec ardeur, et qui me fait trouver Paris si agréable. Ce mélange parfait du meilleur ton, de la plus pure élégance dans les manières, avec une instruction variée, la vivacité des impressions, la délicatesse des sentimens, tout cela n'appartient qu'à votre sexe et ne se trouve au suprême degré que dans la meilleure société de France. Tout excite l'intérêt, tout éveille la curiosité, la conversation est toujours variée, et cependant ces égards constans qu'inspire la différence des sexes empêchent le choc des amours-propres opposés, contiennent les prétentions déplacées, et donnent un liant, une douceur à ces idées neuves et profondes, qu'on est étonné de voir manier avec tant de facilité. J'avais commencé par être introduit ici dans le faubourg Saint-Honoré, et j'avais déjà trouvé beaucoup d'agrément dans la société de Mmes de Pastoret, Rémusat, Vintimiglie et Jaucourt, mais depuis je me suis

lié davantage dans le faubourg Saint-Germain; on a la bonté de m'admettre dans la coterie tout à fait intime de Mmes de Duras, de Lévi, de Bérenger (Châtillon), de La Tour du Pin et Adrien de Montmorency, et c'est là surtout que j'ai appris tout le charme de l'amabilité française... Dans le même monde, mais dans un âge un peu plus jeune, je vois aussi souvent Mme de Chabot, la femme de celui que vous avez vu il y a trois mois, et qui est à présent à Rome. Elle est bien reconnue aujourd'hui pour la femme la plus aimable, la plus spirituelle et la plus sage en même temps de sa génération. Son amie Mme de Maillé est encore une femme fort distinguée. Je ne finirais pas si je voulais nommer toutes celles dont la conversation a de l'attrait pour moi; mais, avant tous ces noms, j'aurais dû mettre mon amie Mme de Dolomieu, qui, née en Alsace, élevée à Brunswick et vivant à Paris, réunit le charme des deux nations, la sensibilité enthousiaste des Allemandes et la grâce française... »

Tout cela n'est rien encore : revenu à Genève au mois de juillet 1813, Sismondi laisse échapper des accens de regrets qui ressemblent à des cris de douleur. Décidément ces fêtes de l'esprit l'ont enivré, ces débauches de conversation lui ont tourné la tête. Est-ce bien lui qui parle? Écoutez.

« Je me suis trop amusé, j'ai trop joui, j'ai trop vécu en peu de temps. Après cinq mois d'une existence si animée, d'un festin continuel de l'esprit, tout me paraît fade et décoloré. Je ne pense qu'à la société que j'ai quittée, je vis de souvenirs, et je comprends mieux que je n'eusse jamais fait ces regrets si vifs de mon illustre amie, qui lui faisaient trouver un désert si triste dans son exil. J'ai conservé quelques correspondances à Paris, et ma pensée y est beaucoup plus que je ne voudrais et que je ne devrais; mais qu'est-ce qu'une lettre de loin en loin à côté de conversations de tous les jours et quelquefois de douze heures de causerie par jour? C'était une folie que de vivre ainsi, je le sais bien. Comment travaillerait-on? comment fixerait-on sa pensée, si l'on donnait tout au monde? Je me trouve bien jeune. bien faible, pour mon âge, de m'y être livré avec tant de passion; je sens bien que c'est un carnaval qui doit être suivi tout au moins par de longs intervalles de sagesse; mais... mais j'aimerais bien recommencer. »

On demandera peut-être ce qui enchantait Sismondi, non-seulement dans la société libérale du faubourg Saint-Honoré, mais chez la vieille aristocratie de la rive gauche de la Seine. Il nous le dit lui-même dans son journal : « Quand je parle de liberté, je m'entends parfaitement avec tout le faubourg Saint-Germain, les Montmorency, les Châtillon, les Duras. Il y a là du moins le vieux sentiment de l'honneur qui reposait sur l'indépendance. C'est aussi de la liberté. » On entrevoit ici tout un système libéral, celui que M. de Tocqueville a indiqué avec une si lumineuse clairvoyance, et qui tourmente après lui les meilleurs esprits de nos jours. M. de Tocqueville, issu de la société aristocratique, mais frappé de l'irrésis-

tible force qui entraîne le monde vers la démocratie, étudie loyalement, chrétiennement, avec une sorte de terreur religieuse, cette révolution formidable, et demande à la démocratie de l'avenir de respecter la liberté individuelle, de ne pas écraser le roseau pensant, de ne pas étouffer sous sa masse la pauvre petite flamme vacillante de l'honneur et de la dignité. Vingt ans auparavant, Sismondi, nature anti-aristocratique malgré l'ancienneté de sa race, esprit hostile à tous les priviléges et préoccupé avant tout de la diffusion générale du droit et des lumières, allait demander à l'aristocratie le sentiment de l'honneur comme une des sauvegardes de la liberté. Ce n'est pas un accident fortuit que la rencontre de ces deux hommes : à une certaine hauteur, les dissidences s'évanouissent. Sismondi et Tocqueville habitaient les mêmes sphères. Les questions de gouvernement n'étaient pas chez eux de pures matières à spéculation, mais des questions vivantes. De là, chez l'un et l'autre, même largeur, même clairvoyance, parce qu'il y a le même sentiment du danger. Sismondi, cherchant la liberté, sait bien que le parti de l'ancien régime était loin de la posséder tout entière; il sait bien que cette liberté était un privilége, et que le grand problème des temps modernes est de concilier le droit individuel avec le droit commun. Aussi, malgré les liens qui l'attachent aux Duras, aux Châtillon, aux Montmorency, dès que la France de 89 est menacée dans la personne de l'empereur, il redevient un homme des nouvelles races. Bien plus, le voilà Français. C'est la France, il vient d'en avoir l'intuition pendant ces cinq mois d'enchantement, c'est la France qui a été donnée au monde moderne pour l'arracher à sa torpeur, pour le faire sortir de l'ornière, pour l'obliger à vivre, à marcher, à désirer le mieux. L'abaissement de la France, c'est l'abaissement de la civilisation libérale dans l'univers. Pendant toute la campagne de 1813, on voit que Sismondi a la fièvre. « Dans cette attente continuelle de malheurs publics et privés, j'ai toujours le bouillonnement d'une curiosité douloureuse en recevant et en ouvrant mes lettres. Quand elles ne sont pleines que de littérature, comme une que je reçus hier sur la question de juger si Macpherson était l'auteur ou le traducteur des poésies dites d'Ossian, ce n'est pas sans un mouvement d'impatience que je les lis. C'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui! » Si pourtant un sujet purement littéraire lui dérobe quelques heures, ce sera toujours pour le ramener à cette France nouvelle dont la magie le transporte. Mme d'Albany lui a fait lire *la Princesse de Clèves :* œuvre exquise, lui écrit Sismondi; mais si elle est bien supérieure aux romans de nos jours par la noblesse du récit, par la distribution du sujet, combien elle leur est inférieure par le dialogue! « Il y a quelque chose de formaliste

et d'empesé dans les propos que l'auteur prête à chaque personnage. Il me semble que de tous les arts, celui qui a fait le plus de progrès, c'est celui de la conversation. Je crois qu'on cause mieux aujourd'hui qu'on ne faisait au temps de Louis XIV... » Lorsque Sismondi, comparant ainsi les romans de Mmes de Souza, de Duras, de Staël, avec celui de Mme de La Fayette, tire de ce rapprochement la conclusion qu'on vient de lire, il commet sans doute une erreur de goût, mais que cette erreur est curieuse et instructive! Non certes, on ne causait pas mieux sous Napoléon que sous Louis XIV; on causait de choses plus graves et d'intérêts plus pressans. Il y avait moins d'élégance et plus de vie. La conversation n'était plus un délassement, c'était une affaire. L'art était moins habile, la passion plus ardente. Disons tout d'un seul mot : entre 1668 et 1813 il y a le XVIIIe siècle et la révolution. « La révolution! n'y avons-nous rien gagné? » s'écrie Chateaubriand à peu près vers ce temps-là, dans une page célèbre de ses *Réflexions politiques*, et il montre combien la nation est devenue plus sérieuse, combien les profondeurs de l'âme ont été remuées, et que de grands intérêts occupent aujourd'hui l'esprit des hommes, au lieu de ces frivolités qui remplissaient autrefois la causerie des salons. Sismondi sent bien tout cela; même dans les hôtels aristocratiques, il sent passer le souffle vivifiant de la révolution, et à mesure que cette révolution est frappée, à chaque défaite de la France, à chaque victoire de l'Europe, on le voit devenir de plus en plus Français. Le 2 février 1814, à l'heure où l'invasion commence et où tant de peuples vont se trouver face à face, il écrit encore ces mots : « Quant aux nations, je n'estime hautement que l'anglaise... Après celle-là, qui me semble hors de pair, entre toutes les autres, c'est la française que je préfère; je souffre pour elle lorsqu'elle souffre, et encore que je ne sois point Français, mon orgueil se révolte quand son honneur même est compromis. » Écoutez-le trois mois après, au lendemain de nos désastres : son cœur éclate de douleur et d'amour. Cette France que foule le pied de l'étranger, il la revendique comme sa patrie.

« Pescia, 1er mai 1814.

« J'évitais de toutes mes forces d'être confondu avec la nation dont je parle la langue pendant ses triomphes, mais je sens vivement dans ses revers combien je lui suis attaché, combien je souffre de sa souffrance, combien je suis humilié de son humiliation. L'indépendance du gouvernement et les droits politiques font les peuples; la langue et l'origine commune font les nations. Je fais donc partie, que je le veuille ou non, du peuple genevois et de la nation française, comme un Toscan appartient à la nation italienne, comme un Prussien à la nation allemande, comme un Américain à la nation anglaise. Mille intérêts communs, mille souvenirs d'enfance, mille rapports

d'opinion lient ceux qui parlent une même langue, qui possèdent une même littérature, qui défendent un même honneur national. Je souffre donc au dedans de moi, sans même songer à mes amis, de la seule pensée que les Français n'auront leurs propres lois, une liberté, un gouvernement à eux, que sous le bon plaisir des étrangers, que leur défaite est un anéantissement total qui les laisse à la merci de leurs ennemis, quelque généreux qu'ils soient. Je ne suis pas bien sûr que Mme de Staël partage ce sentiment, mais je réponds de l'impression que recevront ses amis, dont les vœux étaient auparavant si pleinement d'accord avec les vôtres, madame, avec les siens et avec les miens. Les femmes, plus passionnées que nous dans tous les partis qu'elles embrassent, sont d'autre part beaucoup moins susceptibles de cet esprit national; l'obéissance les révolte moins, et comme ce n'est pas leur vertu, mais la nôtre qui paraît compromise par des défaites suivies d'une absolue dépendance, elles s'en sentent moins que nous humiliées... »

C'est à la fin de cette même lettre que, se tournant tout à coup vers l'ami de Mme d'Albany, si hostile à la révolution et à tout ce qui en sort, il lui jette cordialement ce patriotique appel : « M. Fabre ne se sent-il pas redevenir Français dans ce moment-ci ? »

Quant à lui, il était décidément des nôtres. On sait le rôle qu'il joua pendant les cent-jours. Au moment où l'acte additionnel excitait tant de défiances, Sismondi s'efforçait de contenir les passions dans l'espoir d'affermir plus sûrement la liberté naissante. Il prenait acte des garanties accordées par l'empereur ou plutôt conquises sur lui par la volonté populaire; il prouvait que la responsabilité des ministres, l'indépendance d'une magistrature inamovible et d'un jury recruté chez le peuple, enfin la liberté de la presse, sauvegarde de tous les droits, assuraient à la France cette émancipation politique et civile cherchée depuis vingt-cinq ans à travers tant d'épreuves. Son *Examen de la constitution française*, publié dans *le Moniteur*, était à la fois un vigoureux plaidoyer en faveur de l'œuvre à laquelle Benjamin Constant venait d'attacher son nom et un manifeste destiné à l'éducation libérale de la France. On savait ces détails, on savait aussi que Napoléon, étonné peut-être d'avoir trouvé un tel défenseur, avait voulu voir et remercier Sismondi; ce qu'on ne connaissait pas aussi bien, c'est l'entretien de l'empereur et du publiciste genevois. Or, si nos lettres inédites du Musée-Fabre sont muettes sur ce point, Mlle de Montgolfier, qui a eu entre les mains la correspondance de Sismondi avec sa mère, nous fournit ici des renseignemens que l'histoire doit recueillir.

C'est le 3 mai 1815 que Sismondi, mandé par l'empereur, fut reçu à l'Élysée-Bourbon. Le maître, déployant ces séductions qui avaient fasciné tant d'esprits, l'écrivain, respectueux, mais austère et ne se dévouant qu'aux idées, se promenèrent longtemps ensemble

sous les ombrages du parc. On pense bien qu'aucune des paroles de l'empereur ne fut perdue; le soir même, Sismondi les notait pour sa mère. Il fut question d'abord des ouvrages de l'historien, du publiciste, de l'économiste; l'empereur les avait lus tous, dès longtemps, avec beaucoup d'intérêt. — Le dernier, répondait modestement Sismondi, avait du moins le mérite de l'opportunité; cette défense de l'acte additionnel était l'œuvre d'une conviction sincère, car il avait été sérieusement affligé des clameurs que soulevait la constitution. « Cela passera, dit l'empereur. Mon décret sur les municipalités et les présidens de collége fera bien. D'ailleurs, voilà les Français! Je l'ai toujours dit, ils ne sont pas mûrs à ces idées. Ils me contestent le droit de dissoudre des assemblées qu'ils trouveraient tout simple que je renvoyasse la baïonnette en avant. »

Au milieu de ces ardentes paroles, Sismondi demeurait calme, considérant comme un devoir de faire comprendre à Napoléon l'absolue nécessité de son changement de conduite. Il s'agissait bien de coups d'état! La France désormais était jalouse de ses droits, trop jalouse peut-être; « ce qui m'afflige, — disait-il, et chaque mot était une leçon, — c'est qu'ils ne sachent pas voir que le système de votre majesté est nécessairement changé. Représentant de la révolution, vous voilà devenu associé de toute idée libérale, car la parti de la liberté, ici comme dans le reste de l'Europe, est votre unique allié. — C'est indubitable, s'écrie l'empereur; les populations et moi, nous le savons de reste. C'est ce qui me rend le peuple favorable. Jamais mon gouvernement n'a dévié du système de la révolution, non, des principes comme vous les entendiez, *vous autres!...* J'avais d'autres vues, de grands projets alors... D'ailleurs, moi, je suis pour l'application. Égalité devant la loi, nivellement des impôts, abord de tous à toutes places, j'ai donné tout cela. Le paysan en jouit, voilà pourquoi je suis son homme... Oui, populaire en dépit des idéalistes! Les Français, extrêmes en tout, défians, soupçonneux, emportés dès qu'il s'agit de théories, vous jugent tout cela avec la *furia francese*. L'Anglais est plus réfléchi, plus calme. J'ai vu bon nombre d'entre eux à l'île d'Elbe : gauches, mauvaise tournure, ne sachant pas entrer dans mon salon; mais sous l'écorce on trouvait un homme, des idées justes, profondes, du bon sens au moins... » Il croyait Sismondi, à titre de libéral, plus favorable à l'Angleterre qu'il ne l'était en réalité; celui-ci depuis les derniers événemens, ne proclamait plus le peuple anglais le peuple *hors de pair*, et réservait ses sympathies aux hommes de Champaubert et de Montmirail. L'empereur sent cela, et tout à coup : « Belle nation! s'écrie-t-il, noble, sensible, généreuse, toujours prête aux grandes entreprises! Par exemple, quoi de plus beau que

mon retour? Eh bien! je n'y ai d'autre mérite que d'avoir deviné ce peuple. » On se figure aisément combien de telles paroles éveillent la curiosité de l'historien. Ce sont presque des confidences, il ose les souhaiter plus complètes, il jette un mot, il interroge... « Oui, oui! répond l'impétueux causeur, on a supposé des intrigues, une conspiration! Bast! pas un mot de vrai dans tout cela. Je n'étais pas homme à compromettre mon secret en le communiquant. J'avais vu que tout était prêt pour l'explosion... Les paysans accouraient au-devant de moi; ils me suivaient avec leurs femmes, leurs enfans, tous chantant des rimes improvisées pour la circonstance, dans lesquelles ils traitaient assez mal le sénat. A Digne, la municipalité, peu favorable, se conduisit bien. Du reste, je n'avais eu qu'à paraître; maître absolu de la ville, j'y pouvais faire pendre cent personnes, si c'eût été mon bon plaisir. »

Tout en jetant ces paroles que Sismondi recueillait si avidement, l'empereur interrogeait à son tour. Il savait que l'ami de Benjamin Constant voyait à Paris beaucoup de personnages considérables et dans des camps très divers; il appréciait en lui un observateur pénétrant, un témoin désintéressé. Ce ne fut pas, on peut le croire, une conversation banale que celle-là. Que de conquêtes morales il pouvait faire à l'aide d'une seule conquête! Et que d'efforts, que de combats avec lui-même, pendant qu'il assiégeait cette âme si haute et si simple! Les notes ingénues tracées par Sismondi nous permettent d'entrevoir toute la scène; lorsque l'empereur, rentrant au palais, mit fin à l'entretien, d'un mouvement brusque il essuya son front couvert de sueur, comme dans le feu d'une bataille.

Voilà donc Sismondi devenu Français de cœur et d'âme sans cesser d'être fidèle à la république de ses pères, car ce qui l'attache à la France, on l'a vu, ce sont les dangers et les espérances de la civilisation. Il est de ceux qui, au-dessus de la patrie terrestre, en ont encore une autre, la région des principes, l'ordre divin de la liberté politique et de la justice sociale. Ainsi mêlé à nos épreuves, attaché à notre pays par le charme d'une société qui le fascine, et plus encore par les grands intérêts que nous représentons dans le monde, par ces intérêts que nous pouvons sauver ou perdre, selon que nous suivons nos inspirations généreuses ou que nous cédons à nos vices, on ne s'étonnera pas que Sismondi ait perpétuellement les yeux fixés sur nous, on ne sera pas surpris que notre littérature, notre philosophie, nos transformations morales, nos révolutions politiques, soient l'objet constant de ses méditations, et quelles méditations? non pas celles du sage contemplant des choses lointaines et ne cherchant que les joies de la raison pure, mais celles de l'homme engagé dans la lutte et qui souffre parce qu'il aime.

Citons d'abord ses jugemens sur la littérature; les lettres inédites du musée de Montpellier comme la correspondance publiée à Genève nous fournissent çà et là de curieuses révélations. Tantôt il s'agit de certains épisodes de l'histoire contemporaine, tantôt c'est la personne même de Sismondi qui est en jeu, et nous assistons au développement caché de sa vie morale. Un des premiers événemens littéraires de la restauration, ce fut la publication d'*Adolphe*. On sait que Benjamin Constant, après les cent-jours, forcé de quitter la France pour éviter le sort de Ney et de Labédoyère (il était aussi coupable qu'eux, disaient les journaux royalistes dans leurs dénonciations furieuses), on sait, dis-je, que Benjamin Constant, réfugié à Londres, y employa ses loisirs à publier son roman d'*Adolphe*, commencé depuis plusieurs années. Si jamais étude de la vie intime a prêté aux commentaires des esprits curieux, c'est bien ce délicat et douloureux chef-d'œuvre. Que de questions à faire! que de voiles à soulever! Adolphe, nous le connaissons trop, c'est Benjamin; mais qui est Ellénore? Aujourd'hui même, après que les lettres de Benjamin Constant à M[me] de Charrière ont été mises au jour par M. Gaullieur et commentées par M. Sainte-Beuve, les juges les plus fins n'osent répondre. Sismondi, en 1816, sous le coup de sa première impression, écrit sans hésiter le commentaire qu'on va lire. La lettre est datée de Pescia, 16 octobre 1816, et adressée à M[me] d'Albany, qui lui avait fait passer le curieux volume à titre de nouveauté seulement, car elle l'estimait peu.

« J'ai gardé bien longtemps, madame, le petit roman que vous avez eu la bonté de me prêter. Quinze jours auraient pu suffire pour en lire quinze fois autant; mais je savais que j'allais avoir une occasion sûre pour vous le renvoyer, celle des dames Allen qui vous le remettront, et que vous accueillîtes avec votre bonté ordinaire à leur premier passage à Florence, lorsqu'elles vous furent présentées par M[me] de Staël. J'ai profité de ce retard pour lire deux fois *Adolphe*. Vous trouverez que c'est beaucoup pour un ouvrage dont vous faites assez peu de cas, et dans lequel, à la vérité, on ne prend d'intérêt bien vif à personne; mais l'analyse de tous les sentimens du cœur humain est si admirable, il y a tant de vérité dans la faiblesse du héros, tant d'esprit dans les observations, de pureté et de vigueur dans le style, que le livre se fait lire avec un plaisir infini. Je crois bien que j'en ressens plus encore parce que je reconnais l'auteur à chaque page, et que jamais confession n'offrit à mes yeux un portrait plus ressemblant. Il fait comprendre tous ses défauts, mais il ne les excuse pas, et il ne semble point avoir la pensée de les faire aimer. Il est très possible qu'autrefois il ait été plus réellement amoureux qu'il ne se peint dans son livre; mais quand je l'ai connu, il était tel qu'*Adolphe* et, avec tout aussi peu d'amour, non moins orageux, non moins amer, non moins occupé de flatter ensuite et de tromper de nouveau par un sentiment de bonté celle qu'il avait dé-

chirée. Il a évidemment voulu éloigner le portrait d'Ellénore de toute ressemblance; il a tout changé pour elle, patrie, condition, figure, esprit. Ni les circonstances de la vie, ni celles de la personne n'ont aucune identité. Il en résulte qu'à quelques égards elle se montre dans le cours du roman tout autre qu'il ne l'a annoncée; mais à l'impétuosité et à l'exigence dans les relations d'amour on ne peut la méconnaître. Cette apparente intimité, cette domination passionnée pendant laquelle ils se déchiraient par tout ce que la colère et la haine peuvent dicter de plus injurieux, est leur histoire à l'un et à l'autre. Cette ressemblance seule est trop frappante pour ne pas rendre inutiles tous les autres déguisemens.

« L'auteur n'avait point les mêmes raisons pour dissimuler les personnages secondaires. Aussi peut-on leur mettre des noms en passant. Le père de Benjamin était exactement tel qu'il l'a dépeint. La femme âgée avec laquelle il a vécu dans sa jeunesse, qu'il a beaucoup aimée et qu'il a vue mourir, est une Mme de Charrière, auteur de quelques jolis romans (1). L'amie officieuse qui, prétendant le réconcilier avec Ellénore, les brouille davantage, est Mme Récamier. Le comte de P... est de pure invention, et en effet, quoiqu'il semble d'abord un personnage important, l'auteur s'est dispensé de lui donner aucune physionomie et ne lui fait non plus jouer aucun rôle. »

Ainsi pour l'hôte de Coppet, pour le témoin qui a assisté malgré lui à tant d'explications douloureuses, et qui, malgré son respect pour Mme de Staël, lui reproche si souvent dans ses lettres des imprudences de conduite et de langage, l'incertitude n'est pas possible. Cette Ellénore, il la connaît bien; que de fois il l'a vue s'agiter dans sa souffrance, que de fois il l'a entendue crier! L'auteur a beau déguiser toutes les circonstances sociales ainsi que toutes les qualités de la personne, il laisse au modèle un trait principal, celui qu'il a voulu expressément mettre en lumière, celui sans lequel le roman n'existerait pas, l'impétuosité des sentimens, et ce seul trait suffit pour rétablir la ressemblance. Voilà bien la lutte de la passion elle-même avec le cœur devenu incapable d'aimer. Ce témoignage de Sismondi est grave; n'oublions pas cependant que des juges placés à distance ont pu démêler plus finement les mille complications du récit. Même après la lettre qu'on vient de lire, les paroles de M. Sainte-Beuve restent vraies : « On peut dire de l'Ellénore de Benjamin Constant comme de cette Vénus de l'antiquité, qu'elle est encore moins un portrait particulier qu'un composé de bien des traits, un abrégé de bien des portraits dont chacun a contribué pour

(1) Est-il nécessaire, à propos de ces romans, de rappeler aux lecteurs de la *Revue* quelques-unes des plus fines études de M. Sainte-Beuve : *Madame de Charrière* (livraison du 15 mars 1839), *Benjamin Constant et Madame de Charrière, ou la Jeunesse de Benjamin Constant racontée par lui-même* (15 avril 1844); *Un dernier Mot sur Benjamin Constant* (1er novembre 1845)?

sa part. Mme de Charrière fut peut-être la première à lui faire entendre, même en l'étouffant, ce genre de reproche et de plainte, à lui faire comprendre cette souffrance qui tient à l'inégalité d'un nœud. »

Mais ce n'est pas sur ces questions de personnes que nous avons voulu arrêter l'esprit du lecteur; un intérêt plus élevé nous appelle. En rapprochant de cette lettre sur *Adolphe* les paroles que Sismondi adressait vingt et un ans plus tard à Mlle de Sainte-Aulaire, on est frappé du changement de ton. Sismondi, en 1816, ne voyait qu'un reproche à faire à l'œuvre de Benjamin Constant, c'est qu'on ne pouvait s'intéresser bien vivement ni à l'un ni à l'autre des deux personnages; en 1837, ayant relu *Adolphe,* ce sont des griefs tout différens qu'il exprime : « Il est singulier que nous nous soyons remis en même temps à relire *Adolphe*. J'en ai été fort mécontent. Quand je l'ai lu la première fois, les habitudes de l'esprit de Mme de Staël et de sa société avaient plus d'empire sur moi. J'avais une vraie amitié pour Benjamin Constant, je conserve beaucoup d'affection pour sa mémoire; mais ce livre m'a en quelque sorte humilié en lui, comme vous dites. On dirait que l'auteur ignore le sentiment de la vertu et du devoir. Et ce n'est pas lui seul qui semble incapable de voir la lumière; on dirait que toute sa génération, que le monde dans lequel il a vécu avait perdu avec lui le plus précieux des sens, le sens moral. »

Que s'est-il passé dans le cœur de Sismondi pendant ces vingt années? On ne peut pas dire qu'un tel changement de langage tienne seulement à la disparition de cette société, à la mort de ces personnages prestigieux dont il a si longtemps subi le charme. Il n'était pas tellement ébloui qu'il ne sût distinguer le bien du mal. Déjà en 1809, admis depuis plus de sept années aux réunions intimes de Coppet, il écrivait dans son journal que, parfaitement d'accord avec Mme de Staël pour les principes politiques, il ne pouvait partager de même les sentimens qui chez elle accompagnent ces principes, la trouvant « haineuse et méprisante » dans tous ses jugemens. « La puissance, ajoute-t-il, semble donner à tout le monde le même travers d'esprit. Celle de sa réputation, qui s'est toujours plus confirmée, lui a fait contracter plusieurs des défauts de Bonaparte. Elle est, comme lui, intolérante de toute opposition, insultante dans la dispute, et très disposée à dire aux gens des choses piquantes, sans colère et seulement pour jouir de sa supériorité. » Il ajoutait trois ans plus tard : « Genève est devenue chaque année plus triste et plus déserte pour Mme de Staël; elle en a de l'humeur, elle juge avec une extrême sévérité, et elle ne met presque rien de son cru pour réparer tout cela; il m'arrive très sou-

vent de m'ennuyer chez elle... La vanité, qui la blessait, me blesse aussi; elle répète avec complaisance les mots flatteurs qu'on a dits sur elle, comme si elle ne devait pas être blâsée là-dessus, et lorsque l'on parle de la réputation d'un autre, elle a toujours soin de ramener la sienne avec un empressement tout à fait maladroit. J'ai infiniment plus de jouissances de société parmi les Genevois... » Enfin, cette même année 1812, bien avant que la lecture d'*Adolphe* lui eût rappelé ses souvenirs de Coppet, il écrivait à M[me] d'Albany à propos des lettres de M[lle] de Lespinasse :

« C'est une lecture singulière; quelquefois je me sens rebuté par la monotonie de la passion, souvent je suis blessé du manque de délicatesse d'une femme qui, au moment où M. de Mora meurt pour elle, partage son cœur entre lui et M. de Guibert, et qui fait ensuite toutes les avances à un homme qui ne l'aime pas. Souvent ce reproche d'indélicatesse s'étend sur toute la société, et M. de Guibert, qui garde copie de lettres qu'on lui redemande et qu'il vend, et sa veuve, qui publie ensuite ces copies... Mais malgré mille défauts c'est une lecture attachante et une singulière étude du cœur humain. *J'ai vu de près, j'ai suivi dans toutes ses crises une passion presque semblable, non moins emportée, non moins malheureuse;* l'amante, de la même manière, s'obstinait à se tromper après avoir été mille fois détrompée : elle parlait sans cesse de mourir et ne mourait point, elle menaçait chaque jour de se tuer, et elle vit encore. Un rapprochement que je faisais à chaque page augmentait pour moi l'intérêt de cette correspondance, mais c'est en m'inspirant une grande aversion pour les passions lorsqu'elles arrivent à un certain degré d'impétuosité, et une grande pitié pour ceux qui se croient des héros d'amour parce qu'ils exaltent sans cesse leurs sentimens, au lieu de chercher à les dominer. »

Certes, en s'exprimant de la sorte, Sismondi montre assez qu'il ne s'aveugle pas sur le compte de ses brillans amis; il est loin cependant de parler en 1812 comme il le fera vingt ans plus tard, et l'on voit que les habitudes de l'esprit de M[me] de Staël et de sa société, — je répète ses paroles, — exerçaient alors sur lui un bien autre empire. Que s'est-il donc passé dans cette période? Une transformation religieuse s'est accomplie insensiblement chez ce noble esprit. Son stoïcisme moral et ses études si profondément humaines le préparaient dès longtemps à des méditations plus hautes. Est-il possible de travailler sérieusement à l'œuvre du progrès sans être bientôt saisi de ces problèmes qui sont l'âme de toute religion? Il aurait la vue bien courte, celui qui aimerait l'humanité sans se préoccuper de la destinée de l'homme, et qui, songeant au lendemain d'ici-bas, oublierait de penser à l'immortel avenir. C'est ainsi que Sismondi avait été ramené au sentiment le plus vif des choses religieuses par ses études d'histoire et de philosophie sociale. Protes-

tant philosophe, il ne se piquait pas d'orthodoxie; je crois pourtant que sa religion, au milieu même des révoltes de son esprit, était tout autrement vivante que celle de Mme de Staël et de Benjamin Constant (1). Ce n'étaient pas seulement les aspirations d'une belle intelligence; le cœur, sans lequel il n'est point de vie chrétienne, y avait sa large part et le disposait à comprendre peu à peu bien des choses que repoussait d'abord le premier mouvement de sa pensée. Marié en 1819 à la belle-sœur du célèbre légiste et orateur sir James Mackintosh, il avait trouvé dans sa compagne l'âme la plus tendre et la plus pieuse. Un rayon de cette bonté, une flamme de ce mysticisme naturel qui féconde en nous le sentiment du divin finit par pénétrer, sous cette douce influence, dans le sévère esprit du penseur. Miss Jessie Allen, sans nulle prétention, à son insu peut-être, avait conduit le philosophe en des chemins enchantés qu'il ne soupçonnait pas; rien de plus curieux à suivre que les émotions diverses de ce rare esprit, son étonnement d'abord, ses résistances secrètes, ses éclairs de joie par momens, enfin tout un travail intérieur qui, en ouvrant le cœur à l'amour, laisse subsister intacts les devoirs et les droits de la raison.

« Nous avons parlé ce soir de l'efficacité de la prière : ma femme Jessie est persuadée qu'on ne peut prendre l'habitude de prier tous les jours sans devenir meilleur. Je lui opposais des faits et la dureté de cœur des dévots dans les religions autres que la sienne; mais Jessie fait ce que font toutes les femmes et bien des hommes aussi : elle commence par mettre dans sa religion tout ce qu'il y a de mieux dans une belle âme comme la sienne; puis elle croit que c'est le caractère de la religion en général, et que toutes les religions y participent. Elle oublie qu'en prenant le genre humain entier, ceux qui font entrer des vérités bienfaisantes dans leur religion ne sont pas un contre cent, tandis que les quatre-vingt-dix-neuf autres ont sanctifié par leur religion des doctrines exécrables, qu'ils n'auraient jamais pu admettre, s'ils n'avaient pas soumis leur raison à la raison, ou plutôt à la folie d'autres hommes. »

(1) En retraçant ces transformations d'une âme qui sont aussi les transformations d'une époque, loin de nous la pensée de méconnaître ce que l'élite du XIXe siècle, en religion comme en politique, doit à Mme de Staël! Le XIXe siècle peut répéter les paroles que Sismondi adressait à sa mère en 1817, après l'enterrement de son amie : « C'en est donc fait de ce séjour où j'ai tant vécu, où je me croyais si bien chez moi! c'en est fait de cette société vivifiante, de cette lanterne magique du monde que j'ai vu s'éclairer là pour la première fois, et où j'ai tant appris de choses! Ma vie est douloureusement changée. Personne peut-être à qui je dusse plus qu'à *elle*..... Que j'ai souffert le jour de l'enterrement! Un discours du ministre de Coppet sur la bière, en présence d'Albertine (Mme de Broglie) et de Mlle Randall, à genoux toutes deux devant le cercueil, avait commencé à m'amollir le cœur, à me faire mesurer toute l'étendue de ma perte, et je n'ai pu retenir mes larmes. »

Ainsi commence une des pages de ce journal; la même pensée s'y reproduira plus d'une fois, l'horreur du fanatisme, le mépris de l'hypocrisie ne s'effaceront jamais dans cette âme éprise du vrai et du juste, et cependant à travers ces saintes colères, à travers ces mouvemens de généreuse révolte qui l'éloignent des cultes établis, on sent naître et grandir une inspiration véritablement religieuse. Il a beau dire en maintes rencontres qu'il lui est impossible d'admettre l'idée de la Providence telle que les chrétiens l'entendent, que sa raison se refuse à concevoir un Dieu attentif aux prières des hommes, attentif du moins à leurs formules de foi plutôt qu'à leur conduite; il a beau dire que la sainteté « n'est qu'un égoïsme exalté par la considération du moi éternel de préférence au moi mortel : » il éprouvera bientôt, lui aussi, le besoin de vivre de la vie de l'âme, et d'entrer en communication avec celui que les plus grands esprits comme les plus humbles ont appelé notre père.

C'est d'abord un sentiment de piété filiale qui éveille en lui ces nouveaux désirs. Le 20 juin 1824, il écrivit ces mots dans son journal : « ... Je lis avec ma femme d'anciennes lettres de ma mère de 1806. Elles ont pour moi un intérêt prodigieux et qui n'est presque pas triste : faire ainsi revivre ma mère, entendre encore une fois sa voix et ses conseils;... mais, bon Dieu, que reste-t-il de tant d'amour? Serait-il possible qu'elle fût encore quelque part, songeant à moi, veillant sur moi, mettant, comme elle faisait alors, tout son bonheur dans le mien, et jouissant de l'amour que je lui garde?... Que je voudrais le croire, c'est-à-dire le comprendre! » Vouloir comprendre une chose, c'est déjà la posséder à demi, car d'où viendrait ce désir, s'il n'y avait en nous la substance d'une vérité, confuse encore, que l'esprit est impatient d'apercevoir sans voile et sans ombre? Cette foi à une providence paternelle, cette croyance à un ordre supérieur qui réserve à l'âme des destinées agrandies, on la voit se dégager peu à peu des doutes qui l'obscurcissaient dans l'intelligence du loyal penseur. L'immortalité est incompréhensible, dira quelque physiologiste, adorateur fanatique de son scalpel; la mort est bien plus incompréhensible encore, répond Sismondi, et il écrit cette note : « Comment la mort est-elle possible? Elle est aussi surprenante, aussi inconcevable que l'immortalité! Tous ces sentimens, toute cette vie ne peuvent pas avoir été destinés à l'anéantissement. » Excellentes paroles, mais ce n'est rien encore; celui qui, n'admettant que des lois éternelles, repoussait l'idée de la Providence libre ouvre enfin les yeux à une vérité plus haute, et, tourmenté du désir de vaincre les difficultés philosophiques de la question, il écrit cette curieuse page : « Il m'est venu aujourd'hui comme un trait de lumière. Je reconnais jusqu'à présent

que les événemens terrestres étaient guidés par deux lois, celle de la matière, loi de nécessité, et celle des intelligences, loi de liberté. Or tout être animé, même l'insecte le plus insignifiant, peut, par un acte de sa volonté, interrompre la loi de nécessité qui régit la matière, et il agit à son tour sur les intelligences, sans gêner pour cela leur liberté : qu'est-ce qui empêche donc les intelligences ou l'intelligence supérieure à l'homme d'agir au milieu de la nature, d'exercer à son tour sur l'homme une action matérielle, comme peut le faire l'intelligence inférieure à l'homme, sans pour cela troubler la liberté? Ce troisième système d'action, auquel le monde serait soumis, expliquerait non-seulement les miracles, mais la Providence et les prières; elle réconcilierait ce qui m'avait toujours paru une contradiction, l'action de la Divinité et la liberté de l'homme. » C'est à propos d'une de ces pensées spiritualistes, mystiques même, apparues tout à coup comme un éclair, que Diderot écrivait à son ami : « Gardez-moi le secret, on me croirait fou. » Sismondi ajoute simplement : « Il reste bien du louche dans cette idée, mais il vaut la peine de l'approfondir. »

Certes l'homme qui exprimait son amour de la vérité religieuse avec une ingénuité si touchante, l'homme qui se préoccupait si naïvement des moyens de la découvrir et d'en donner la preuve, avait rompu depuis longtemps avec la routine voltairienne. Ses amis cependant n'avaient pas le secret de ses pensées, et ce travail intérieur s'accomplissait silencieusement. Aussi, chaque fois qu'une occasion publique en laissait voir quelque chose au dehors, la surprise était grande. Sismondi en 1826 publie à Paris, dans la *Revue Encyclopédique*, trois articles importans sur les progrès religieux du XIXe siècle; aussitôt le vieux Bonstetten, l'aimable, le frivole, l'incorrigible Bonstetten, est persuadé que Sismondi a renié ses croyances libérales, et comme cette conversion attristerait sa vieillesse toujours plus jeune et plus moqueuse, il s'abstient de lire jusqu'au bout l'ouvrage de son ami. « M. de Bonstetten, écrit Sismondi, s'est arrêté dans la lecture de mes *Progrès religieux*, parce qu'il a cru voir que je tournais au méthodisme. Il est curieux de constater à quel point tous ces débris de la secte de Voltaire ont horreur du seul nom de religion. » Ainsi, parce qu'il développait dans tous les sens son libéralisme fécond, parce que la libre méditation des choses humaines le ramenait à ces croyances dont l'avait éloigné un dogmatisme hautain, parce qu'il soupçonnait d'instinct quelques-unes des vérités si nettement établies plus tard sur l'alliance nécessaire de la religion et de la liberté, on le croyait infidèle à ses principes. C'était le moment au contraire où il les appliquait avec le plus de vigueur. Nous savons aujourd'hui, surtout par l'enseignement de

M. de Tocqueville, que ce n'est point le despotisme, mais la liberté, qui a besoin de religion; avant que ce noble écrivain nous eût donné son tableau de la démocratie en Amérique, bien des idées libérales étaient lettre close pour les esprits les plus libéraux. Sismondi fut un des premiers à concevoir ces nouveaux principes bien vaguement encore, bien imparfaitement; cela seul a suffi pour dérouter ses amis et le faire accuser de méthodisme.

Étrange méthodiste qui n'a qu'une haine dans le cœur, la haine de l'intolérance! On lit dans son journal ces graves paroles, datées de 1835 : « Je sens désormais les traces profondes de l'âge, je sais que je suis un vieillard, je sais que je n'ai plus longtemps à vivre, et cette idée ne me trouble point. Ma confiance dans la parfaite bonté de Dieu comme en sa justice s'affermit tous les jours. Je deviens plus religieux, mais c'est d'une religion toute à moi, c'est d'une religion qui prend le christianisme tel que les hommes l'ont perfectionné et le perfectionnent encore, non tel que l'esprit sacerdotal l'a transmis. Son autorité est dans la raison et l'amour. Plus j'avance et plus je sens de répugnance pour l'esprit sacerdotal... Cette année de ma vie me l'a montré hostile à la raison et à la charité chez les méthodistes, chez les calvinistes, chez les anglicans. Nous avons été nourris de haines religieuses. N'est-ce pas une honte qu'il faille mettre ces deux mots ensemble? » Voilà le christianisme de Sismondi, christianisme assez semblable à celui de Channing, de Théodore Parker, de tous ces vaillans apôtres qui se sont donné la mission d'associer la morale évangélique avec les généreux principes de la société moderne, ces principes n'étant qu'un produit de la semence divine contenue dans l'Évangile. Que ce christianisme soit jugé imparfait, insuffisant, c'est le droit de la controverse, et je ne cacherai pas que tel est mon avis; il est manifeste cependant qu'il y a là un immense progrès moral chez un homme issu de l'esprit du XVIII[e] siècle, et que ce progrès eût été plus décisif encore, si les défenseurs ou les représentans de la religion n'avaient pas offusqué maintes fois la pure lumière à laquelle aspirait cette belle âme.

Quand il rencontre des natures aimantes, dans quelque communion que ce soit, il est heureux de les pouvoir aimer. Qu'importe la différence des dogmes? il est de la religion du dévouement et du cœur. La sainteté, dont il a mal parlé naguère, lui apparaîtra toute rayonnante chez certains catholiques italiens, martyrs de la foi politique consolés par la foi religieuse. Il comprendra la beauté d'une église qui produit des vertus si fortes et si douces, il portera envie à ceux qui peuvent y soumettre leur raison, comme on porte envie à l'imagination du poète, à l'enthousiasme du héros. Envier les choses sublimes, n'est-ce pas les égaler? Sismondi, le grave, l'aus-

tère Sismondi, est comme un frère de Silvio Pellico, de Maroncelli, d'Oroboni, de Gonfalonieri, de l'abbé Louis de Brême, de toutes ces pieuses victimes, de tous ces héros admirables dont le catholicisme italien a fait don à la cause de l'indépendance italienne. Il y a une lettre de lui où son émotion éclate avec une singulière vigueur. Admiration, respect, amour, en même temps regret de ne pouvoir se réunir par la foi aux hommes dont la foi le ravit, voilà les sentimens qui remplissent son cœur et y renouvellent l'exécration de la tyrannie. Citons cette lettre tout entière; elle est datée du village de Chêne, 20 février 1833.

« Je ne voulais pas vous répondre, ma chère Eulalie, avant d'avoir réussi à me procurer ce mémoire de Silvio Pellico dont M[me] de Broglie d'abord, et ensuite vous, m'aviez parlé avec tant d'admiration et d'attendrissement. Je l'ai enfin reçu il y a deux jours, je l'ai achevé ce matin, et j'en suis encore si ébranlé que ma pensée ne peut pas s'attacher à autre chose, que tout travail m'est impossible, que dans la nuit je me réveillais sans cesse avec son nom sur mes lèvres, et je repassais avec horreur comme avec enthousiasme ces dix années de triomphe d'une belle âme sur la perversité humaine. Je vous ai souvent parlé de la beauté du vrai caractère italien, de l'amour qu'il était fait pour exciter; je suis bien aise que celui de Pellico se soit ainsi révélé tout entier à vous avec cette tendresse qui se reflète sur tous les objets, cette simplicité, cette naïveté qu'on ne trouve qu'en Italie. Je suis bien aise que vous ayez vu, non pas un, mais plusieurs de ces caractères angéliques, qu'on doit aimer avec passion quand on les connaît, car Oroboni et Maroncelli ont des âmes comme celle de Pellico, et Maroncelli est à Paris, se traînant sur des béquilles avec une santé ruinée, pauvre et obligé de travailler pour vivre. Je l'y ai vu il y a onze mois, et je sens un profond remords de ne l'avoir pas mieux vu, de ne l'avoir pas écouté, consolé, aimé; il me semble que j'ai été auprès d'un saint qui rayonnait la bonté et le pardon des offenses sur moi, et que je n'en ai pas profité, que j'ai fermé mon âme à cette douce communication. Nous ne sommes pas de même religion, eux et moi; je ne veux pas dire seulement qu'ils sont catholiques et moi protestant, je veux dire qu'ils sont de la religion des poètes, des cœurs brûlant d'amour et d'enthousiasme, des imaginations puissantes, qui, se créant un Dieu à leur image, le rapprochent d'eux et en font leur ami et leur consolateur habituel : je suis de la religion des logiciens, plus froids, plus raisonneurs; je m'élève à Dieu par cet univers qu'il a créé, par les lois générales qui le régissent. La sagesse et la bonté sont ceux de ses attributs qui me frappent le plus, mais sans anthropomorphisme, sans faire son intelligence plus que son corps à l'image de l'homme, sans lui attribuer par conséquent de la tendresse à mon égard, au lieu de la bienfaisance universelle. Ces deux religions ne peuvent pas controverser l'une avec l'autre, elles tiennent à deux organisations différentes. Je ne puis pas plus croire et aimer à la manière de Pellico que je ne puis être poète comme lui; mais en pensant aux souffrances qu'il a éprouvées, je sens du

soulagement à réfléchir qu'il avait une âme ainsi constituée, qu'il y trouvait une consolation dont j'aurais été privé. Mais vous, chère Eulalie, comment pouvez-vous conclure de ce livre qu'il ne faut pas de révolution en Autriche? Ah! c'est là que je l'appelle de tous mes vœux, non pas seulement pour faire faire amende honorable à genoux, aux yeux de l'Europe, à cette âme de boue sèche de l'empereur, qui, sans passions, sans colère, s'acharne à maintenir les minutieuses oppressions de détail des condamnés, comme il compte les boutons des uniformes de ses soldats, — mais aussi et surtout pour la dégradation profonde de l'humanité, lorsque des hommes bons et honnêtes, comme Pellico en a trouvé un grand nombre, se font un devoir d'exécuter des ordres atroces. Cette perversion de l'entendement et du cœur ne disparaîtra jamais devant les réformes, c'est une révolution qu'il faut à l'Autriche pour y opérer une cure radicale; c'est une révolution, justement parce que le peuple est bon et moral et s'arrêtera devant les excès, tandis que l'esprit faux et étroit de l'empereur, qui n'a point de cœur, et l'esprit machiavélique de Metternich, qui a un cœur mauvais, emploient constamment toutes les forces de l'Autriche au service du principe du mal. Quoique j'aime les Allemands, je regrette de vous voir au milieu d'eux... Je m'afflige de l'impression que vous recevez de cette bonhomie presque universelle de Vienne, de cette gaieté de la société, de cette manière dont la vie s'y dissipe doucement. On s'y réconcilie, sans s'en rendre compte, avec un ordre mauvais en soi, foncièrement mauvais, et qui doit crouler. »

A qui donc Sismondi adresse-t-il ces véhémentes paroles contre l'Autriche? A la fille de l'ambassadeur de France en Autriche. Il avait connu chez M. le duc de Broglie la famille de M. le marquis de Sainte-Aulaire, l'éminent diplomate, le spirituel historien de la fronde, et, âgé déjà de cinquante ans et plus, il s'était pris d'une affection toute paternelle pour l'une de ses filles. Mlle Eulalie de Sainte-Aulaire, à en juger par les lettres de Sismondi, était, dès l'âge de seize ou dix-sept ans, un esprit singulièrement sérieux, avec tout le charme et toute la vivacité de la jeunesse. Ame inspirée, enthousiaste du bien et du vrai, les plus difficiles études ne l'effrayaient pas. Or l'ardent penseur libéral était devenu en quelque sorte son directeur intellectuel. On voit par cette correspondance qu'aucune des grandes questions sociales, aucun des grands intérêts du genre humain n'échappent à la curiosité de cette généreuse enfant; philosophie, religion, économie politique, droits des nations opprimées, moyens de répandre les lumières, d'accroître le bien-être et la moralité du peuple, elle s'intéresse à tout, elle veut tout connaître et tout approfondir. Sismondi la dirige, l'encourage, rectifie ses erreurs, et, pour la mettre en garde contre les vaines théories, l'accoutume aux études précises, aux observations pratiques. Un jour, pendant qu'elle habite Vienne avec son père, Sismondi lui demande quelques renseignemens sur la condition des paysans en

Autriche; la consultation ne se fait pas attendre, et ce n'était pas sans doute une œuvre banale, puisque le rigide maître s'écrie avec effusion : « Vous avez répondu parfaitement à ma demande; vous avez confirmé ce que je savais, mais vous y avez ajouté des faits nouveaux, des faits bien choisis. J'appelle votre esprit si juste à plus de recherches encore, à plus de méditations sur l'économie politique. C'est une belle science, et une science qui sied aux femmes, car c'est la théorie de la bienfaisance universelle... » Puis, après avoir conseillé à son élève de ne pas chercher cette science dans les livres, de se défier des principes établis prématurément, et que l'expérience vient démentir chaque jour; après lui avoir parlé de certaines institutions, de certaines coutumes condamnées à tort par le dernier demi-siècle, et dont on peut voir les heureux effets dans les pays qui les ont conservées, il ajoute gaiement : « Si je disais cela aux Français, ils croiraient que j'abandonne les opinions auxquelles ma vie a été consacrée; si je le disais aux Autrichiens, ils croiraient que j'adopte leur système... Ils se tromperaient fort tous les deux. Et s'ils savaient que j'adresse ces réflexions à une jeune et jolie demoiselle, ils croiraient plus sûrement encore que je radote; mais cette jolie personne a une tête faite pour les fortes réflexions. D'ailleurs je commence à croire que les femmes seules sont capables d'étudier aujourd'hui; les hommes qui ont du talent, et surtout du style, sont si pressés d'enseigner, qu'ils n'ont plus le temps d'apprendre. Ils ont lu aujourd'hui, ils écrivent demain un article de journal : c'est le plus long crédit qu'ils veuillent accorder à la renommée. »

Rien de plus intéressant pour l'étude des pensées intimes de Sismondi que cette correspondance avec celle qu'il appelle sans cesse *sa gentille amie, sa gentille correspondante, son enfant, son compagnon d'étude, le philosophe Eulalie.* « Ma chère Eulalie, lui dit-il un jour, vous voyez que je m'affermis dans l'habitude de vous écrire comme à un vieux philosophe; mais cela ne m'empêche pas de vous aimer comme une jeune fille, et comme la fille de mon amie la plus chère. » Heureux d'avoir une telle confidente, il s'abandonne sans scrupule à tous les épanchemens de son esprit. Plus de raideur, plus de formalisme; on assiste à ses émotions les plus secrètes. Cette fois ce sont surtout des émotions politiques, et comment en serait-il autrement? La correspondance du maître et de la gracieuse élève s'ouvre en 1830, au moment du procès des ministres, et va se continuer à travers les rudes assauts que subit la monarchie de juillet. Sismondi, le vieux libéral, est Français du fond du cœur. Représentez-vous ses angoisses, lorsque, de sa solitude de Chêne ou de Pescia, il apprend les nouvelles de Paris par les voix

tumultueuses de la presse. S'il était au milieu de la bataille, bien des choses lui seraient expliquées, et peut-être jugerait-il les hommes avec une sévérité moins âpre. Dans sa retraite silencieuse, il s'est formé du gouvernement de 1830 un idéal politique sans tache; malheur à ses amis de la veille le jour où la réalité ne répondra pas à ses rêves! il les dénoncera comme les représentans infidèles de la plus noble des causes, il les interpellera comme un tribun de la gauche, comme un soldat de la presse irritée. Et à qui enverra-t-il ces véhémentes paroles? A une jeune fille qui vit au milieu même des chefs de la résistance. Il espère, on le dirait du moins, que sa voix, sans bruit et sans scandale, arrivera ainsi plus sûrement jusqu'à ceux qu'il veut toucher; mais surtout si des insurrections terribles ont provoqué une répression sans pitié, si dans l'ivresse de la lutte on a fait trop bon marché de la vie humaine, Sismondi, atteint ici dans sa foi, dans sa religion de l'humanité, supplie la « gentille correspondante » de parler et d'agir avec lui, de faire agir sa mère, de rappeler la charité aux vainqueurs.

« Oh! mon Eulalie, que de sang! que de morts! quelle tache pour la France, pour notre siècle, pour la liberté, pour ceux qui se disent les honnêtes gens!... Réunissons-nous tous, mon amie, pour rappeler, pour rendre plus sacré le respect que l'homme doit à la vie de l'homme. Agissons de toutes nos forces, de toute notre conscience, pour bien faire sentir l'amplitude de ce commandement : « Tu ne tueras point. » Que votre mère exerce sa douce et persuasive influence religieuse... Que tout ce qui écrit, que tout ce qui parle s'attache à prêcher la bienveillance, la charité, car jamais dans aucun temps la vie de l'homme n'a été jouée avec plus de légèreté. Une réaction des deux philosophies qui se disputent les écoles, la matérialiste et la panthéiste, se fait sentir dans la politique. L'une et l'autre ôtent également à l'individu son importance en lui ôtant son avenir. A qui ne songe point à l'âme, la mort n'est qu'un accident d'un instant. L'homme n'est plus pour l'homme qu'un obstacle dont il se débarrasse sans un moment de remords. Et nous avons tout récemment fait de belles phrases sur l'abolition de la peine de mort! »

Malgré l'exagération de ces paroles, comment ne point admirer cette chaleur d'âme, ce libéralisme cordial et tout nourri de charité? Le libéralisme, non pas celui des lèvres, mais celui du cœur, le libéralisme en vue du perfectionnement individuel et du progrès moral des sociétés, en un mot le libéralisme devenu une foi religieuse, voilà le secret des émotions, des incertitudes, des contradictions mêmes de Sismondi. Partout où la liberté est en péril, il le sent aussitôt, et, blessé dans sa foi, il éclate en protestations véhémentes. Que l'église catholique ou le clergé protestant se montre sur tel ou tel point hostile à cette grande cause, on verra éclater



sa colère. Il a béni le catholicisme, quand il l'a vu produire des Silvio Pellico et des Maroncelli; s'il voit reparaître chez ses docteurs la haine de la liberté, il lancera non-seulement contre eux, mais contre l'église tout entière, des imprécations terribles. Il ne ménage pas plus ses coreligionnaires. « Je suis toujours frappé, dit-il, de voir combien tout ce culte anglais est peu spontané, comme il s'attache aux paroles d'autrui, aux formes, et se détache de la vie morale. » Et ailleurs : « ..... Je suis sorti précipitamment de l'église pour n'avoir à parler avec personne de l'indignation que le pasteur avait excitée en moi en prêchant sur les peines éternelles. Je suis déterminé à ne plus entrer dans une église anglaise, pour ne pas m'exposer à entendre de pareils blasphèmes, à ne jamais contribuer à répandre ce que les Anglais appellent leur réforme, car à côté d'elle le papisme est une religion de miséricorde et de grâce... » Philosophe chrétien et exigeant beaucoup des hommes qui prétendent représenter le christianisme, Sismondi, dans l'explosion de ses colères, semble renier parfois la religion qui l'inspire. Un jour, la gentille correspondante le croit décidément séparé de la religion du Christ, et comme elle connaît bien la beauté de son âme, comme elle est heureuse d'avoir un tel maître, un maître si bon, si charitable, si prompt à souffrir de toutes les souffrances de l'humanité, elle voudrait le ramener au christianisme; elle le prêche indirectement, elle lui parle d'une âme qu'elle vénère, d'une âme remplie des vertus les plus hautes et à laquelle il manque seulement d'être chrétienne, ou plutôt qui est chrétienne sans le savoir, sans le vouloir. Sismondi a compris, et il répond sans hésiter :

« Je ne puis pas, mon amie, laisser passer sans la relever une citation de votre dernière lettre :

Elle a trop de vertu pour n'être pas chrétienne.

L'âme dont vous dites cela n'accepte ni l'éloge ni le reproche. J'aime à croire que le vers de Voltaire vous a entraînée, et que dans l'habitude de votre pensée vous ne refusez le nom de chrétien à aucun de ceux qui se le donnent à eux-mêmes, combien qu'ils diffèrent de vous. C'est une des conséquences de la variété infinie des formes de l'esprit humain que l'interprétation du même livre ou du même symbole réveille dans des individus divers des idées absolument différentes. Dans votre église, vous avez voulu les ramener toutes à l'unité par la soumission à une autorité vivante et toujours vigilante, et vous n'y avez pas réussi. Je connais assez de catholiques profondément religieux pour savoir que, malgré leur ferme volonté d'être unis, ils diffèrent encore dans leur foi. Je n'aurais pas besoin de sortir de chez vous pour en trouver des exemples. Dans notre église, nous avons renoncé à l'unité. Admettant le libre examen, nous savons que la foi différera autant que les intelligences. Nous admettons que la réunion dans un même

culte suffit pour établir que ces âmes si diverses sont rappelées par les mêmes besoins vers les mêmes espérances. Nous retrouvant dans la même église, nous étant joints à la même prière, nous nous reconnaissons comme frères et comme chrétiens, quoiqu'il y ait peut-être une différence infinie entre nos croyances. Peut-être à l'assemblée où j'étais ce matin y avait-il quelque orthodoxe calviniste aussi affermi que Mme de B... dans la doctrine de la prédestination, de la rédemption, par le seul sacrifice de Jésus-Christ, peut-être quelque rationaliste qui n'admet ni l'inspiration des saintes Écritures, ni leur authenticité, et qui ne voit dans le christianisme que le travail successif des hommes les plus vertueux et les plus éclairés de tous les âges, pour formuler tout ce que la race humaine a pu apprendre de ses rapports avec le Dieu qui l'a créée et de ses devoirs envers elle-même. Qu'importe? Tous deux se disent chrétiens, et je le crois, je les reçois comme frères, et j'ai du plaisir à m'associer à eux dans un hommage public de reconnaissance et d'amour à l'être qui nous a donné l'existence et qui l'a douée de tant de biens... »

Il est permis de croire que cette réponse n'aura pas satisfait complétement les religieux désirs de Mlle de Sainte-Aulaire; ce qui est certain toutefois, c'est que ce dissentiment sur des matières si graves n'a gêné en rien la correspondance du vieux maître et de sa gentille élève. Sismondi est toujours aussi empressé d'écrire à sa confidente, toujours aussi heureux des lettres qu'il reçoit de sa main; il continue à s'entretenir avec elle des pensées les plus hautes, et de 1830 à 1842, c'est-à-dire jusqu'à la veille de sa mort, une de ses joies les mieux senties, on peut le dire, a été d'enseigner à ce noble esprit son libéralisme idéal.

Voyez ici un épisode qui montre bien la séve puissante de l'historien libéral et l'influence multiple de sa vie. Au moment où Mlle de Sainte-Aulaire croyait nécessaire de ramener Sismondi au christianisme, Sismondi ramenait lui-même aux sentimens chrétiens une jeune femme, une jeune Italienne que l'église de son temps et les malheurs de son pays avaient jetée dans le désespoir. Nous n'avons aucun renseignement particulier sur Mlle Bianca Milesi, devenue plus tard Mme Mojon; mais les lettres de Sismondi nous suffisent pour recomposer cette vive physionomie. C'était, on le devine aisément, une âme ardente, amoureuse de la justice, passionnée pour l'indépendance italienne, et qui, voyant les plus nobles de ses frères punis comme des criminels pour leur vertu patriotique, voyant l'église faire cause commune avec les tyrans et les bourreaux de l'Italie, avait fini par nier la Providence. Ce fut Sismondi qui lui rendit la foi. Sans éteindre chez elle le foyer des désirs enthousiastes, il sut l'accoutumer à la résignation, il lui fit comprendre que les progrès des choses humaines ne se mesurent pas au battement de nos cœurs, que ce monde est un monde d'épreuves, que la justice marche à pas lents, mais que son heure vient toujours; il lui montra enfin, au

milieu même de ces désordres qui tiennent à notre liberté mal conduite, l'action perpétuellement présente d'un Dieu juste et bon,... *absolvitque Deum*. Une telle prédication est digne de remarque chez un homme qui, pendant bien des années, avait refusé d'admettre cette forme de la vie divine, et qui, en 1826, à la suite d'une conversation avec une Anglaise, écrivait dans son journal : « Les idées religieuses de cette dame, se rapportant à une intervention continuelle de la Providence et à l'étude de la foi plutôt que de la conduite, sont de la nature qui s'accorde le moins avec les miennes. » Le stoïcien, depuis cette époque, avait trouvé dans le christianisme une foi plus consolante, et c'est ce christianisme qu'il prêchait avec ferveur aux âmes désespérées. « Autrefois, — lui écrit Mme Bianca Mojon (août 1834), — lorsque je vivais dans l'ordre d'idées dont je suis sortie grâce à vous, le désespoir m'était permis; mais à présent que je reconnais une Providence, ce désespoir serait illogique et indigne du philosophe chrétien votre élève. Que de veilles, que d'amères et vaines angoisses m'ont coûtées les misères du genre humain! Je ne puis me rappeler sans frémir les conclusions irréligieuses que j'en tirais alors; maintenant je suis rassurée... » Sismondi était donc un maître qui formait des philosophes chrétiens, ramenant à Dieu et au fils de Dieu les âmes qu'éloignait le fanatisme.

Ce grave et doux maître était consulté souvent sur les choses les plus intimes de l'âme. A lire ses écrits, si moraux sans doute, mais si rigides et quelquefois si raides, on ne se douterait pas que c'était une conscience pleine de délicatesses et de scrupules; il était cependant attentif aux moindres nuances, jusqu'à goûter les laborieuses subtilités des casuistes. N'est-ce pas lui qui écrivait un jour : « Ceux qui croient que la moralité ne consiste qu'en quelques préceptes vite épuisés me semblent des observateurs bien superficiels. Plus au contraire on l'étudie, plus on voit le champ s'élargir. On peut s'en convaincre en lisant les milliers de livres écrits sur des cas de conscience dans l'église catholique. Le secret du confessionnal, la nécessité d'accorder enfin l'absolution et de maintenir le pouvoir sacerdotal, ont certainement fait dévier les casuistes et créer avec leur aide ce qu'on a appelé la morale jésuitique; toutefois de grands progrès ont été faits par eux dans cette noble science, et nous leur devons peut-être plus qu'à la Bible elle-même l'établissement du système de moralité chrétienne.» Il fallait que Sismondi fût bien attaché à cette religieuse étude des cas de conscience pour adresser de telles paroles, — à qui? personne ne le devinerait sans doute, — à l'ardent pasteur américain, à l'esprit le plus ferme, mais le plus simple, le plus large, le plus étranger aux finesses de l'analyse, l'illustre Channing. C'était donc, je

le répète, un directeur de conscience, et rien de plus touchant que ses consultations sur l'exercice de la charité. Mme Bianca Mojon, son amie, éprouve certains scrupules en faisant l'aumône, car elle a porté dans son christianisme philosophique les habitudes d'esprit qu'elle tient de son éducation italienne. Donne-t-elle assez? quelle est la vraie mesure? quel est le point juste où se concilient la science et la charité, la raison et l'amour? Voilà les questions que l'âme en peine adresse à Sismondi.

— Dures questions! répond le bienfaisant casuiste; elles me déchirent le cœur. En face de cette misère des pauvres qui nous poursuit comme un remords, nous sentons notre impuissance à y porter remède. Donnât-on tout ce qu'on possède, on ne ferait que déplacer le problème, et en obéissant à l'aveugle au devoir impérieux de l'aumône, on s'expose à violer des devoirs plus impérieux encore envers sa propre famille. « Il y aurait donc une limite à tracer entre ce qu'on doit à autrui, ce qu'on doit à soi-même et aux siens; mais qui a le droit de dire : Cette limite est là? et quelle autorité humaine pourrait satisfaire la conscience? Ce qui me reste de plus positif de mes réflexions souvent douloureuses sur ce sujet, c'est une grande défiance des théories, un grand repoussement pour tous les principes absolus, une grande crainte que la science, prise pour règle de la charité, ne dessèche le cœur. Que de fois n'avons-nous pas entendu dire que l'aumône donnée individuellement est jetée au hasard, qu'elle tombe sur des indignes, qu'elle encourage la fainéantise! Et tout cela est vrai. Et pourtant combien n'a pas de prix ce double mouvement du cœur de celui qui donne et de celui qui reçoit! Si nous chargions les hôpitaux, les bureaux de bienfaisance, de distribuer toutes ces aumônes, nous nous priverions de la joie du bienfait et de la reconnaissance, de ce contentement des bonnes actions qu'il faut entretenir chaque jour, si l'on veut qu'il donne une bonne habitude à l'âme. La charité d'ailleurs perd son caractère en s'unissant à la pratique administrative, elle devient dure et défiante. Les chefs d'hôpitaux se sentent appelés à défendre les dons des bienfaiteurs contre les fraudes des pauvres : ils en ont beaucoup vu, ils les soupçonnent toujours... »

Puis, après avoir exposé tous les aspects du problème de la misère, après avoir réfuté les raisonnemens funestes qu'une science mal inspirée, ou, si l'on veut, une demi-science, oppose à la charité instinctive, après avoir appelé de tous ses vœux une science plus haute, plus complète, qui répandrait plus également les biens de la terre, il affirme pourtant que cette science, si elle doit naître, sera toujours *courte par quelque endroit*, et que nous tenterions en vain de nous substituer à la Providence. « C'est pour cela, dit-il, que, par système du moins, je ne voudrais exclure aucune forme

de charité. Je voudrais pouvoir donner aux hospices, aux dispensaires, aux écoles, je voudrais pouvoir aider libéralement les grandes infortunes, pouvoir remettre à flot, par un don, par un prêt fait à temps, l'homme qui chancelle entre l'industrie et la ruine; mais je voudrais en même temps distribuer, sou par sou, au mendiant que je rencontre, un secours qui peut-être dans ce moment le sauve d'une atroce souffrance. Je ne dirais point que je ne donne jamais aux enfans, jamais aux valides, jamais à ceux dont je connais le vice, car peut-être, dans le moment où je refuse avec ma règle, la faim, qui n'a point de règle, est sur eux! » Excellentes paroles, vraiment philosophiques et vraiment chrétiennes, touchans scrupules où se retrouve encore l'inspiration de toute sa carrière, je veux dire l'amour de la liberté en toutes choses, le respect de la spontanéité humaine, l'horreur de ces formules tyranniques ou de ces habitudes passives qui tarissent les sources de la vie.

Cette charité dont Sismondi parle si bien, il la pratique, nous le voyons par ses lettres, envers tous ceux qui souffrent. Nulle douleur, particulière ou collective, ne le trouve indifférent. Historien des choses passées, il a toujours les yeux ouverts sur le présent ou l'avenir, et il devient aussitôt, *clamante conscientia*, l'avocat de toutes les infortunes. On a entendu ses cris au sujet de nos émeutes de 1834, on sait par sa correspondance avec Mlle de Sainte-Aulaire combien était ardente et sincère sa sollicitude pour la France, et ses lettres à Mme Mojon le montrent dévoué à la cause italienne. C'est par Mme Mojon qu'il est en rapports avec les réfugiés de Rome ou de Naples, par elle qu'il leur adresse ses conseils, ses encouragemens, et aussi, quand il le faut, ses chaleureuses remontrances. Son dévouement à cette cause ne l'aveugle pas sur une partie des hommes qui la soutiennent. C'est bien l'homme qui a dit : « Je suis libéral, je suis républicain, je ne serai jamais démocrate. » Après l'échauffourée de Savoie en 1834, il écrit à Mme Mojon : « Ce Mazzini, que vous m'aviez recommandé autrefois, a été le principal moteur de cette malencontreuse tentative. Sans doute il a bien de l'esprit, bien de l'âme, mais je voudrais encore moins de son gouvernement que des plus mauvais qui existent. Ses principes absolus, à mes yeux, sont tous faux; le but qu'il se propose est contraire à toute liberté, et ses moyens sont tour à tour imprudens et coupables... » Mais, si un vrai libéral italien engage loin de sa patrie une vie de labeurs et de luttes dont profitera le bien public, avec quel empressement il lui tend sa loyale main! Notre collaborateur et ami M. Charles de Mazade rappelait dernièrement ici même, dans une remarquable étude, l'accueil fait à Rossi par nos démocrates français, lorsque M. Guizot et M. le duc de Broglie chargèrent l'éminent

publiciste de fonder en France l'enseignement du droit constitutionnel; or les lettres de Sismondi à Mme Bianca Mojon contiennent à ce sujet quelques lignes où éclatent son esprit et son cœur. « Quand Genève a accueilli Rossi, étranger de langue, de mœurs, de religion, quand elle l'a fait citoyen, législateur, député à la diète, elle a agi comme une grande nation qui reconnaît les lettres de noblesse du génie; quand les Français, avant d'admettre l'homme qui n'a peut-être point d'égal dans la philosophie et la législation à professer dans leur université, lui demandent son lieu de naissance, ils ne montrent que l'esprit étroit et jaloux d'une petite bourgeoisie dans une petite ville. » Ne sont-ce pas là des paroles à la Rossi? n'y sent-on pas la raison armée de mépris, et une secrète indignation formulée comme une sentence?

A côté des lettres à Mlle de Sainte-Aulaire et des lettres à Mme Mojon, les unes consacrées surtout à la France, les autres à l'Italie, le recueil publié à Genève renferme une troisième série de confidences qu'anime aussi l'intérêt le plus vif: ce sont les pages adressées au célèbre pasteur américain William Channing. J'ai déjà dit que le christianisme de Channing et celui de Sismondi étaient le même ou à peu près; on pense bien que les questions religieuses et morales formeront le principal sujet de leurs entretiens. J'y trouve çà et là, en réponse aux questions de Channing, des paroles bien amères sur la France de 1830, sur le roi, sur le ministère, sur les chambres, sur la nation elle-même, et par instans une sorte de découragement. « Attendons, s'écrie-t-il: dans quelque temps, l'énergie reviendra, nous verrons un nouveau triomphe du spiritualisme sur le matérialisme, et il sera favorable à la religion comme à la politique; mais pouvons-nous attendre? Nous descendons la vallée des années, et ces jours meilleurs que nous attendons ne viendront pas à temps pour nous... » Quand on se préoccupe du progrès général, comment ne point parler de la France? Leur plus grand souci toutefois dans ce dialogue éloquent, c'est l'état de la société américaine. La question de l'esclavage, déjà si brûlante il y a un quart de siècle, et qui exigeait tant de circonspection de la part des hommes d'état, est abordée par Sismondi avec une impétuosité toute française. Channing a écrit un livre sur l'abolition de l'esclavage, et malgré son ardeur il a cru devoir employer toute sorte de ménagemens envers les Américains du sud. Sismondi ne ménage personne chaque fois qu'il s'agit de la cause de l'humanité. Voici les rudes paroles qu'il adresse à Channing : « J'avoue que mon admiration pour la liberté américaine, pour l'intelligence américaine, pour la justice et la religion américaines, s'efface complétement, et se trouve dominée par l'horreur que me font éprouver

l'esclavage du sud et les décrets contre la presse relative aux esclaves. Le crime des propriétaires d'esclaves en Amérique comme voleurs des labeurs de leurs esclaves, comme leurs meurtriers, en hâtant leur mort par un travail excessif, par la privation de nourriture, par les châtimens, comme corrupteurs de leur moralité, me semble plus atroce encore que dans les îles, car il est moins justifié par le climat et la nature de l'industrie. Par tout le monde, les gouvernemens s'efforcent d'amoindrir les horreurs de l'esclavage, et seules les libres provinces de l'Union accroissent ces horreurs autant par le nombre des victimes que par l'atrocité de la législation. »

Ces libres provinces sont-elles donc toutes coupables? N'en est-il pas une seule qui puisse échapper à l'invective du publiciste? Non, pas une seule. Au point de vue où se place Sismondi, aucun des états de l'Union ne saurait être complétement absous. Ce n'est plus aux lois qu'il s'en prend, c'est aux mœurs elles-mêmes. A quoi bon condamner l'esclavage, si, dans la pratique de la vie, vous maintenez tous les préjugés, toutes les exclusions, c'est-à-dire en définitive toutes les théories odieuses sur lesquelles est fondé l'asservissement de vos frères? — Si dévoué que fût Sismondi aux doctrines qui consacrent la liberté individuelle, quelle que fût son horreur pour cette égalité menteuse ou plutôt pour cette promiscuité dont le despotisme fait si bien son profit, il était trop religieusement humain, trop philosophiquement chrétien, pour ne pas maudire l'esprit de caste. Voyez ici le généreux libéralisme de la France essayant de redresser, par la voix de Sismondi, le libéralisme dédaigneux de la race anglo-saxonne : « Les états du nord où l'esclavage est proscrit sont loin pourtant d'être à l'abri du blâme. Dans aucun d'eux, l'homme de couleur libre n'est traité en égal par les blancs; dans aucun d'eux, l'affront de l'exclusion ne lui est épargné; il est repoussé de l'amitié, des salons, de la table de ses frères. Nulle part on n'a essayé de l'élever d'abord par l'éducation, puis par l'élection aux premiers rangs de l'état, au siége du juge, au banc de l'assemblée, au congrès, et pourtant accorder des honneurs aux individus peut seul relever la race. Peut-être dans un état démocratique n'y a-t-il que les instituteurs religieux qui puissent influencer les sentimens et les préjugés populaires. Aux États-Unis, vos pasteurs s'acquittent-ils de ce devoir par la prédication et par l'exemple? Le clergé catholique l'a fait, non pas constamment, non pas généralement, mais sur une grande échelle du moins, et dans tous les pays où l'esclavage existait en Europe. Il le fait dans ceux où il existe encore et le poursuit incessamment dans les colonies catholiques de l'Espagne et du Portugal. L'église, intolérante pour tout ce qui est hors de son sein, exerce du moins une fraternité véritable à l'égard de tous les fidèles. On doit rendre la même justice

aux musulmans : ils travaillent sans relâche à amoindrir les horreurs de l'esclavage parmi les croyans, et tiennent en général pour infâme un musulman qui garde un coreligionnaire dans les fers. Quand je lis les horreurs de vos états du sud, je ne puis m'empêcher de me demander : Y a-t-il dans cette province un ministre de la Bible, ou les pasteurs de l'église réformée sont-ils propriétaires d'esclaves?... » Certes ces dernières paroles sont injustes, l'église protestante a largement payé sa dette dans les luttes de la liberté, l'Amérique retentit encore de ses clameurs et de ses anathèmes; mais Sismondi écrivait ces lignes en 1833, et qui sait si ces réflexions amères communiquées à Channing n'ont pas suscité des auxiliaires à ce vaillant homme? Qui sait si cette voix sortie de la vieille Europe n'a pas éveillé dans le nouveau monde un Théodore Parker?

La correspondance de Sismondi avec Channing embrasse une douzaine d'années, comme celle qu'il a entretenue avec Mme Mojon et Mlle de Sainte-Aulaire. La dernière lettre qu'il adresse au pasteur américain est du 19 décembre 1841. Sismondi avait soixante-huit ans, et il ne lui restait plus que quelques mois à vivre. Une grande douleur attrista pour lui cette suprême année, un grand coup le frappa comme un message de mort : la libérale constitution de Genève fut renversée le 22 novembre 1841 par une révolution servile; c'est Sismondi lui-même qui la caractérise ainsi. Il faut l'entendre quand il épanche son cœur avec Channing, et qu'il pleure sur la liberté de sa patrie. « C'est un bien petit état que le nôtre, ce n'est presque qu'un point dans l'espace; cependant notre révolution est un grand événement dans l'histoire de la liberté : c'est un triomphe pour les idées serviles, un démenti pour toutes les espérances des gens de bien... Je pense que vous avez à peine une idée de cet événement. » Il lui explique alors ce qu'était Genève depuis 1815, et ce qu'a détruit la révolution du 22 novembre 1841 : une constitution démocratique dans le meilleur sens du mot, aucune distinction de naissance, aucune autorité se perpétuant elle-même, tout pouvoir venant du peuple et retournant au peuple, une législature de deux cent cinquante membres, comprenant à peu près tous les hommes capables de motiver leurs opinions, un corps électoral composé de tous ceux qui prenaient un intérêt quelconque à la patrie, puisqu'il suffisait d'une contribution volontaire de 3 francs 25 centimes pour jouir des droits de citoyen; avec cela, un gouvernement juste, probe, vigilant, économe. Un jour, après six mois de sourdes attaques et de calomnies ténébreuses, les démagogues ameutent la populace, séduisent la milice, assiégent le conseil représentatif, et menaçent de livrer la ville au pillage, si, avant deux heures, on ne décrète pas l'appel d'une convention. « Cette convention, ajoute Sis-

mondi, a déjà siégé hier et avant-hier (17 et 18 décembre 1841), et son premier acte a été de supprimer la prière par laquelle, depuis que la république existe, s'ouvraient toujours nos assemblées. C'est ainsi que le peuple le plus libre de l'ancienne Europe s'est montré indigne de la liberté, qu'il a trahi en quelque sorte sa cause pour tout le genre humain. » Il voyait là en effet les symptômes d'une disposition générale des esprits qui l'effrayait pour l'Europe et peut-être aussi pour l'Amérique.

Disons-le pourtant : malgré la tristesse des derniers mois de sa vie, Sismondi n'a jamais désespéré. On sait qu'il mourut le 25 juin 1842 ; d'après les rapports les plus dignes de foi, il garda sa ferme et bienveillante sérénité jusqu'à l'heure où il remit son âme à Dieu. Les lettres que nous venons de citer, et dont la plus grande partie n'avait pas encore vu le jour, expliquent assez cette mâle confiance. Dans une espèce de testament littéraire où il signale sans fausse humilité les imperfections de son œuvre, il se rend ce témoignage : « On aime ceux au service desquels on se consacre, et je n'ai pas travaillé vingt-quatre ans à étudier la France de siècle en siècle sans me lier plus intimement à elle, sans faire des vœux pour sa gloire et pour son bonheur... Je suis protestant, mais j'espère qu'on ne me trouvera étranger à aucun sentiment religieux d'amour, de foi, d'espérance ou de charité, sous quelque étendard qu'il se manifeste... Je suis républicain, mais en conservant dans mon cœur l'amour ardent de la liberté que m'ont transmis mes pères, dont le sort a été lié à celui de deux républiques, et l'aversion pour toute tyrannie, j'espère ne m'être jamais montré insensible ni à ce culte pour d'antiques et illustres souvenirs qui conserve la vertu dans de nobles races, ni à ce dévouement sublime aux chefs des nations qui a souvent illustré les sujets... » Si les documens inconnus que nous venons de rassembler justifient ces paroles, ils font surtout connaître l'homme, bien supérieur à l'écrivain, et nous révèlent l'ensemble des principes qui mirent ses espérances à l'abri des coups de la fortune. Ame vraiment libérale, cœur profondément humain, esprit avide de réformes, aussi opposé au servilisme qu'à la démagogie, enfin homme de moralité idéale bien plutôt qu'homme d'action, il a dit de lui-même, — c'est la dernière citation que j'emprunte à ses confidences, — il a dit un jour avec fierté ce qu'auraient pu dire aussi les Channing, les Tocqueville, tous ces penseurs désintéressés qui ont vécu en dehors et au-dessus des partis : « Je n'ai pas été vaincu, car le drapeau sous lequel je marche ne s'est pas encore déployé dans la bataille. »

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

DE

LA THÉOLOGIE CRITIQUE

I. *Mélanges de critique religieuse,* par E. Scherer. — II. *Essais de critique religieuse,* par A. Réville. — III. *Sermons,* par T. Colani. — IV. *Histoire de la Théologie chrétienne,* par E. Reuss.

On médit quelquefois de la réaction religieuse. Des juges très graves en contestent la valeur et presque l'existence, et l'un des plus modérés, comme certes des meilleurs (1), a dit d'elle : « La réaction religieuse, c'est tout, excepté la religion. » Il me manque beaucoup pour avoir le droit d'être aussi sévère que mon spirituel confrère, et je ne vois guère à reprocher à la réaction religieuse que d'être une réaction. Religieusement, tous les motifs qui l'ont produite ne sont pas d'une égale valeur, et les infirmités humaines, crainte, haine, caprice, vanité, passion, ont pu contribuer autant que les plus nobles besoins de l'âme à cette conversion de notre siècle; mais dans quel mouvement des esprits ne retrouverait-on pas de semblables mobiles, et depuis quand les hommes ne feraient-ils même les bonnes choses que pour de bonnes raisons? Il faut cependant reconnaître que le retour vers d'anciennes croyances, s'étant surtout manifesté dans la sphère de ce qu'on appelle l'opinion publique, a eu ce caractère de réduire la religion, toute religion, à une opinion. Et c'est pour cela sans doute que cette conversion a si peu de rapport avec la morale, et qu'elle n'a pas, à cet égard, été accompagnée du plus petit amendement. S'il faut même

(1) M. de Sacy.

en croire ce qu'on entend dire, le contraire serait arrivé. Sans faire écho aux plaintes des censeurs du présent, on ne peut méconnaître dans l'état religieux du temps un grand vide : il y manque la piété. Sous de nouveaux dehors, l'impulsion du temps vers tout ce qui est terrestre, positif, matériel, ne s'est pas arrêtée, et la croyance, d'ailleurs sincère, de plus d'un néophyte que l'incrédulité effraie s'élève sur la base inébranlable de l'indifférence du cœur et de la conscience.

Cependant l'erreur qui ne fait de la religion qu'une opinion a un bon côté. Les opinions, après tout, sont des idées, des idées irréfléchies, superficielles, passagères si l'on veut, mais enfin des idées. Or les idées courantes ne peuvent tomber dans certains esprits sans y provoquer la réflexion. On ne peut guère s'empêcher de penser à ce que tout le monde pense, et pour peu qu'on soit sérieux, attentif, difficile, on veut savoir ce qu'il en est; l'on examine alors ce que d'autres embrassent sans examen. Ainsi le retour tel quel des esprits vers la religion n'a plus permis de traiter avec une légèreté méprisante soit le penchant intérieur qui nous y ramène, soit l'objet même vers lequel il nous conduit. On a bien été obligé de rechercher ce que le genre humain avait dans l'âme, et à quoi il en voulait venir quand il parlait tant d'aller à Dieu.

Après les esprits forts, qui ne peuvent comprendre qu'on s'occupe de pareilles misères, viennent les beaux esprits, qui n'y voient que la juste revanche du moyen âge retrouvant ses droits comme un souverain légitime en travail de restauration; mais en dehors de ces préjugés parfaitement dignes de se mesurer ensemble, il y a de fermes ou clairvoyans esprits que ne satisfont point les lieux-communs, fussent-ils déguisés en paradoxes, et qui cherchent dans la liberté de leur raison le mot de ce que saint Paul lui-même appelle une énigme, la religion. On a fait plusieurs fois connaître ici les travaux intéressans que ce grand sujet a suscités en Angleterre. La moisson n'aurait pas été moins riche assurément, si l'on avait essayé d'explorer le champ de l'Allemagne. Aujourd'hui c'est en France que nous voudrions signaler une école religieuse dont l'existence date de ces dix dernières années, et qui peut être regardée, sous plusieurs rapports, comme une nouveauté dans notre pays.

I.

Il y a onze ou douze ans qu'un des professeurs de l'école de théologie de Genève donna sa démission, et il fit connaître que cette détermination était dictée par un changement qui s'était opéré dans son esprit sur quelques points de la science religieuse. Il avait cessé

d'être en parfait accord soit avec l'enseignement reçu dans l'institut auquel il appartenait, soit même avec son enseignement antérieur, et par un scrupule honorable il se retirait. Ce pasteur était M. Edmond Scherer. Les points de dissidence étaient l'inspiration et le canon des Écritures. Un cours donné à Genève sur l'autorité en matière de foi, et en particulier sur l'autorité de la Bible, provoqua l'ouverture d'un cours correspondant, mais différent d'esprit, dans le sein d'une des églises indépendantes de la même ville. Une polémique assez vive vint bientôt animer la presse locale, et la guerre des brochures et des journaux dura longtemps. Des écrivains qui jouissent d'un crédit mérité dans leur communion, MM. Malan, Merle d'Aubigné, Chenevière, Agénor de Gasparin, d'autres encore, entrèrent dans la lice, et il fut bientôt évident qu'un incident assez simple allait devenir la cause occasionnelle d'un mouvement sérieux dans le sein du protestantisme. Cette controverse fortuite allait, non pas certes produire, mais manifester par des signes nouveaux l'opposition qui existe de tout temps, au sein de toute église comme de toute école et peut-être de toute société, entre le principe de l'autorité et celui de la liberté. Ce résultat fut sensible, évident, lorsqu'au mois de juillet 1850 M. Colani eut fondé à Strasbourg sa *Revue de Théologie et de Philosophie chrétienne*. Ce recueil, qu'il entreprit de concert ou en collaboration avec M. Scherer, était conçu dans le même esprit que les leçons de ce dernier, et devait peu à peu s'élever à une exposition plus nette, plus méthodique et plus hardie des principes d'une science chrétienne qui n'avait point encore eu d'organe permanent en France. Celui-ci, qui dans ses débuts offrit un caractère ou plutôt des apparences d'indécision et d'obscurité, eut de la peine à se frayer sa voie dans le public, comme tout ce qui est grave et scientifique; mais les rares lecteurs des premières livraisons, ou peut-être du premier volume, ne tardèrent pas à apercevoir que, pour peu que l'entreprise persévérât, elle contenait le germe d'une doctrine, le foyer d'une école, et que de ce point de l'horizon intellectuel il venait des penseurs et des écrivains. Le pronostic s'est réalisé : la *Revue de Théologie et de Philosophie chrétienne* est un ouvrage digne d'une attention particulière, et qui se recommande à ceux même qui ne s'intéressent qu'à la philosophie. Toutefois je ne pense point que, dans aucune église catholique ou dissidente, il fût raisonnable ou prudent d'écrire sans la prendre en très sérieuse considération, et celui qui descendrait dans l'arène non préparé à se défendre contre les nouveaux critiques risquerait de s'y montrer trop légèrement armé. Quant aux noms des auteurs, ce n'est pas aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* qu'il est besoin d'ap-

prendre quelle est la valeur de M. Scherer. Nous plaçons sans hésiter auprès de lui M. Colani. Il serait facile de citer d'autres noms des plus recommandables. Ainsi M. de Pressensé a été dans l'origine un de leurs collaborateurs avant qu'il eût marqué sa nuance personnelle et le caractère distinctif de ses idées et de son talent par d'autres œuvres et un autre genre de prédication. Nous ne réunirons cependant ici aux deux écrivains d'abord nommés que M. Réville, qui n'est pas non plus inconnu de nos lecteurs, et M. Édouard Reuss, qui a pris par un ouvrage important une place considérable parmi les historiens de la théologie chrétienne. Ce n'est pas que les quatre auteurs que nous venons de distinguer se répètent les uns les autres et obéissent au même mot d'ordre. Chacun au contraire marche dans sa voie, et ils ne sont ni associés ni subordonnés entre eux. Ils sont libres, comme doivent l'être des défenseurs de la liberté, de la science et de l'esprit, mais ils ont certainement des caractères communs, ils vont dans le même sens, ils se meuvent dans le même ordre d'idées, et ils contribuent chacun à sa manière au même mouvement dans l'esprit humain et peut-être dans la conscience humaine.

J'ai dit que l'origine de la séparation de M. Scherer avait été son dissentiment sur l'inspiration et le canon des Écritures. Et l'on peut en effet ramener à la manière de définir l'inspiration et de concevoir la canonicité des livres sacrés tout dissentiment essentiel sur le dogme et sur la foi. Il ne faudrait pas grand artifice pour rattacher à ces deux points l'existence de toutes les sectes et les opinions particulières d'un Luther, d'un Pascal, d'un Bossuet, d'un Grotius, d'un Leibnitz. Si nous nous interrogeons nous-mêmes en lisant la Bible, nous reconnaîtrons que notre manière de la comprendre contient au fond une théorie sur ce que c'est que la parole de Dieu. Il sera bon d'indiquer les termes généraux de la question, sans prétendre autre chose que déterminer l'état d'esprit de ceux qui la posent et la décident.

L'Écriture est divinement inspirée : nous prenons ce point pour accordé. Il faudrait en effet n'être chrétien à aucun degré pour nier que l'Écriture soit inspirée, si ces mots veulent dire pour le moins qu'elle est le monument, le témoignage d'une révélation divine. On peut même en tomber d'accord sans presque avoir droit au titre de chrétien. Il suffit de croire à une certaine action de la Providence.

On entrevoit déjà que l'inspiration, comme au reste toute autre expression dogmatique, peut être entendue de deux manières : l'une stricte, littérale, absolue, judaïque, l'autre plus libre et plus raisonnée. On peut croire que les mots mêmes du texte biblique dans toutes ses parties ont été inspirés, comme si les auteurs avaient

écrit sous la dictée de Dieu. On peut se borner à penser que Dieu a voulu ou permis que leurs livres continssent la vérité religieuse, soit qu'on l'y cherche principalement dans les parties de pur enseignement, soit qu'elle résulte également pour l'esprit et pour le cœur des récits comme des préceptes. Dans ces deux hypothèses, de tels livres resteraient des livres sacrés. On voit d'avance, entre ces deux croyances extrêmes, d'ailleurs également compatibles avec la divinité du christianisme, combien peuvent se placer d'interprétations intermédiaires, servant à conclure pour ou contre l'orthodoxie de telle ou telle église.

On suppose aisément que l'église catholique doit incliner vers une manière rigoureuse d'entendre l'inspiration. Cependant elle n'a pas adopté l'opinion outrée de quelques docteurs; elle n'étend pas l'inspiration à la diction de l'écrivain sacré, mais seulement aux choses et aux pensées. Sur ces deux points, il n'y a pas d'erreur dans l'Écriture. Le secours que l'esprit reçoit d'en haut, indépendamment de toute révélation ou manifestation surnaturelle qui, lui communiquant une vérité jusque-là inconnue, serait l'effet d'un miracle particulier, peut n'être d'abord qu'une impulsion pieuse, une grâce divine qui anime et soutienne celui qui parle ou qui écrit dans ses efforts pour ne pas s'écarter de la vérité; mais c'est là un genre d'inspiration qui ne garantit nullement l'infaillibilité, et qui peut avoir été départi par exemple à l'auteur de l'*Imitation de Jésus-Christ*. Ce n'est pas l'inspiration proprement dite. Celle-ci est un secours surnaturel, qui, influant sur la volonté et l'entendement de l'écrivain, lui suggère *au moins le fond* de ce qu'il doit dire. On ajoute à ce secours l'assistance du saint-esprit, qui le dirige dans l'usage de ses facultés, de telle sorte qu'il ne commette aucune erreur. Telle est l'inspiration qui règne dans toute l'Écriture sainte (1). L'expression, le style et peut-être aussi l'ordonnance et la composition, mais non pas le choix des matières, paraissent dans ce système abandonnés, au moins en grande partie, à la liberté de l'esprit humain. Cette concession est grave, et elle conduirait fort loin, si l'église n'ajoutait aussitôt que le fidèle n'est pas libre d'entendre comme il veut les choses au point où l'écrivain a été libre de les dire. L'intelligence et le sens de l'Écriture résident dans la tradition catholique, et la tradition est dans les mains d'un dépositaire privilégié : c'est l'église catholique, apostolique et romaine. L'église est l'interprète unique de l'Écriture, interprète infaillible comme ses auteurs. L'église aussi est divinement inspirée, et, quoi qu'il en coûte de le dire, il s'ensuit que, l'église étant présente et

(1) Le père Perrone, — M. l'abbé Glaire.

vivante, son autorité est plus grande que celle de l'Écriture même. C'est la première qui garantit la seconde. Cette fatale conséquence n'est plus déniée par les apologistes de notre temps. Quant à la question de savoir où repose en fait l'autorité de l'église, si c'est dans l'église entière, le concile ou le souverain pontife, c'est-à-dire le suffrage universel, le système représentatif ou l'absolutisme, on en discute. Le catholicisme a ce problème pour fondement.

On ne s'étonnera donc pas que l'inspiration des Écritures ait été entendue plus rigoureusement par les protestans que par les catholiques. Ceux-là croyaient avoir, comme ceux-ci, surtout dans les premiers temps de la réforme, besoin d'une règle de foi; ils la trouvaient dans l'Écriture, dans l'Écriture seule. Rompant avec la tradition ou avec ce qui s'appelait de ce nom, rejetant l'autorité dogmatique de l'église romaine, ils n'avaient plus ni ne pouvaient avoir d'interprète attitré du divin livre. Ils en devaient naturellement affirmer davantage, exalter, amplifier l'autorité, et il est tout simple qu'ils aient été entraînés à ne la croire sainte qu'en la faisant absolue. Il a été soutenu que l'inspiration, c'est-à-dire à la fois la vérité parfaite et la divinité de la parole, s'étendait non-seulement aux faits et aux idées, mais au texte même, aux mots dont il se compose, et, comme on l'a dit, aux points et aux virgules, ce qui mettrait dans une condition fâcheuse et inférieure la foi de ceux qui ne savent ni le grec, ni l'hébreu, ni le syro-chaldéen.

C'était une précaution prise contre le danger d'une interprétation illimitée. En effet, par l'exemple de ses fondateurs, par son esprit, par son enseignement et sa pratique, la réforme ne pouvait se défendre de rendre la conscience et la raison juges en dernier ressort de la vérité religieuse. Elle la voyait, cette vérité, dans les livres saints; mais ces livres saints, elle avait commencé par en discuter l'origine au point d'en réduire le nombre. Ensuite ou en même temps elle en avait, sur des points nombreux et importans, modifié l'interprétation traditionnelle, l'interprétation reçue, et elle y avait substitué la sienne, puisée dans une étude nouvelle des textes. Elle pensait les avoir mieux compris, et elle ne se croyait plus avancée dans la vérité que parce qu'elle était revenue au sens légitime de l'Écriture. Avec un tel point de départ, c'était bien le moins qu'elle opposât aux dangers, ou, si on l'aime mieux, aux écarts possibles de l'examen en matière de foi l'inviolabilité et l'infaillibilité du livre. Elle a donc pu exagérer en ce sens et prodiguer en quelque sorte la divinité aux écrits qui l'attestent. Ce n'est pas tout : elle a cherché à poser une autre barrière dans la voie où elle était entrée. Ses premiers docteurs, ses premiers croyans s'étaient çà et là unis dans le même esprit et dans les mêmes dogmes. Ne fût-ce que pour se

reconnaître, ils avaient en commun confessé leur foi. Ces confessions, écrites et consenties avec réflexion, avaient été offertes au monde comme des manifestes et des symboles. Elles avaient, quelques-unes du moins, rallié des nations entières. Devenues ainsi comme un texte légal de croyance, elles étaient à leur tour une interprétation légale. Elles constituaient une orthodoxie. Il serait facile toutefois de montrer que ni l'autorité littérale de l'Écriture, ni une orthodoxie conventionnelle ne pouvaient contenir la liberté de la conscience chrétienne à ce point que la foi protestante fût à l'abri de toute dissidence et de toute variation. Les hommes qui, vers le temps de la renaissance, ont déclaré que la religion du moyen âge ne leur suffisait plus ont par là même annoncé qu'il pouvait y avoir progrès, non dans la vérité chrétienne, mais dans la connaissance de la vérité chrétienne, et que la religion, immuable dans son objet, ne l'était pas dans l'esprit des hommes. Si cette idée était une erreur, les protestans seraient bien malheureux, car ils l'ont scellée du plus pur de leur sang.

Avec des protestans, il semble qu'il y ait une manière bien simple de savoir ce que c'est que l'Écriture : c'est de le demander à l'Écriture elle-même; mais alors on est assez troublé de reconnaître que l'inspiration du texte de l'Écriture n'est enseignée comme un dogme ou affirmée comme un fait dans aucune page du Nouveau Testament. On n'allègue qu'un verset d'une épître de saint Paul dont le sens est au moins douteux, et qui, même traduit comme le veulent certaines versions protestantes, n'aurait pas avec évidence la portée qu'on lui attribue. Il est bon de citer ce passage, afin de faire voir de quelles difficultés peut être entourée, sur quels fragiles fondemens peut être appuyée l'interprétation des vérités chrétiennes, lorsqu'elle a pour base unique l'examen grammatical des textes. Je traduis littéralement sur la Vulgate. Saint Paul exhorte le Lystrien Timothée à demeurer ferme dans l'enseignement qu'il a reçu. « Tu sais, ajoute-t-il, de qui tu as appris, et que dès l'enfance tu as connu les lettres sacrées qui peuvent t'instruire pour le salut par la foi en Jésus-Christ. Toute écriture inspirée de Dieu est utile pour l'enseignement, pour le raisonnement, pour la rectification, pour l'éducation dans la justice (II Tim. III, 15, 16). » Cette signification de la Vulgate est adoptée ou confirmée par saint Hilaire, par Origène, par la Bible de Mons, et la traduction de Sacy, qui est la plus répandue en France, dit en conséquence : « Toute écriture *qui est* inspirée de Dieu est utile pour instruire, pour reprendre, pour corriger, et pour conduire *à la piété* et à la justice. » La dernière et remarquable version protestante de M. Albert Rilliet offre le même sens.

Cependant la version d'Osterswald, qui jouit d'une certaine autorité parmi les protestans, s'exprime ainsi : « Toute l'Écriture est divinement inspirée et utile pour enseigner, pour convaincre, pour corriger, pour instruire dans la justice. » Cette version, comme on voit, est assez différente de la première, et tout tient à l'insertion de la conjonction *et* entre *inspirée* et *utile*. Cette conjonction n'est pas dans la Vulgate, que suit de préférence notre église; mais elle est dans les plus anciens textes grecs, et Richard Simon a soutenu contre Arnauld qu'il fallait y revenir. On conçoit que tous les partisans de l'autorité scripturale contre celle de l'église et de la tradition soient naturellement portés à se ranger à l'avis de Richard Simon; mais je dois ajouter que M. l'abbé Glaire, qui n'est certes pas de leur parti, se prononce comme eux dans la question (1). Parmi les éditeurs récens du Nouveau Testament, Lachmann est naturellement du même côté, tandis que Griesbach semble appuyer la leçon d'Origène (2).

L'ancien texte grec littéralement traduit devient ce qui suit : « Toute écriture est inspirée de Dieu et utile pour enseigner, etc. » Or cette proposition est évidemment fausse, ou du moins tellement exagérée qu'on ne sait comment l'expliquer, et, pour échapper à cette difficulté, les uns traduisent : « *Toute l'Écriture est inspirée,* etc., » ce qui n'est pas dans le grec; les autres traduisent avec le cardinal Duperron : « *Toute écriture inspirée de Dieu est aussi* (*en même temps*) *utile pour instruire*, etc., » ce qui est un peu forcé. On voit combien est faible la base de la critique littérale pour ceux qui voudraient fonder sur un texte toute l'inspiration des Écritures. Il faut évidemment chercher d'autres autorités, c'est-à-dire recourir à une critique plus élevée et plus générale, car, en accordant que ces mots *toute écriture* se rapportent à ces *lettres sacrées* dans lesquelles l'apôtre vient de dire que Timothée a été instruit, il reste à savoir quelles elles sont. Or c'est tenter l'impossible que de vouloir déterminer quels sont les écrits dont saint Paul veut parler, et s'il s'agit de tout ou partie de la sainte Écriture, ou même d'ouvrages que nous avons perdus, car enfin nous n'avons pas tout ce qui peut avoir été écrit par les apôtres ou sous leurs yeux, et ils avaient tous reçu les mêmes dons. Il reste donc pour question unique, mais capitale, de savoir ce que veut dire une *écriture inspirée de Dieu*. Est-ce ce qu'on entendrait en disant qu'un écrivain sacré, que saint Bernard ou saint François de Sales, que l'auteur de l'*Imitation* est rempli de l'esprit de Dieu? Est-ce ce qu'entendait le

(1) *Introduction* aux livres de l'Ancien et du Nouveau Testament, t. Ier.
(2) M. Berger de Xivrey, dans les *Mémoires de l'Académie des Inscript.*, t. XXIII, p. 89.

pape Jean XXII lorsque, dans sa bulle de canonisation de saint Thomas d'Aquin, il lui reconnaissait une *infusion spéciale de Dieu?* Est-ce quelque chose de plus, est-ce quelque chose de moins? Et serait-ce alors cette pensée plus simple que l'Écriture est l'expression écrite d'une révélation divine? Voilà vraiment la question que l'Écriture elle-même n'a ni posée ni décidée, et comme cette locution de divinement inspirée, *divinitus inspirata*, se rend en grec par un seul mot, *theopneustos*, on appelle aujourd'hui la question que nous indiquons la « question de la théopneustie. »

II.

On ne traite point ici du fond des choses, et ce n'est pas du christianisme, mais de l'interprétation de l'Écriture qu'il s'agit. On ne veut pas même, par l'artifice des conséquences extrêmes, tirer de la nécessité concédée d'une interprétation le droit d'examen illimité, et, parce que la raison et la conscience peuvent en définitive décider par là des choses de la foi, conclure que la raison et la conscience sont autorisées à tout faire, et que tout ce qu'elles peuvent, elles le doivent. Nul n'est plus convaincu que nous qu'en religion, comme en tout le reste, l'absolu ne convient pas à la nature humaine, et que les plus conséquens ne sont pas toujours les plus raisonnables. Nous voulons seulement rechercher quelle est la portée naturelle, nécessaire, de la doctrine de l'inspiration sainement entendue, puis faire connaître quel système d'interprétation en est récemment sorti dans les écoles protestantes et ne peut manquer d'exercer une sérieuse influence sur la science et l'intelligence de la religion.

J'ai déjà dit qu'ici je n'examine pas si l'Écriture est inspirée : je l'admets. Cela signifie qu'*au moins pour le fond* (l'expression n'est pas de moi) il n'y a dans l'Écriture que vérité; mais qu'est-ce que le fond, et comment faut-il en juger la forme?

On ne contestera pas que toute la religion, comme connaissance de Dieu, ne soit pas explicitement dans l'Écriture. La doctrine chrétienne n'y est pas tout entière, ou bien il ne faut entendre par doctrine chrétienne que la portion de vérité divine dont Dieu a jugé la révélation nécessaire à l'humanité. Les dogmes connus en supposent une foule d'inconnus. Point d'église qui n'enseigne que tout est plein de mystères. Si l'on voulait savoir comment sont possibles l'union et la distinction des personnes de la Trinité, comment s'accomplit le miracle de la présence réelle, ou seulement si l'on posait les problèmes fondamentaux de la théodicée, qu'aucun clergé ne défend d'examiner, la théologie scolastique elle-même, qui n'est pas timide, conviendrait que nous savons bien peu de chose sur ces

questions, et que l'auteur des choses n'a pas voulu nous donner ici-bas la lumière qu'il réserve aux élus. L'Écriture est même conçue en général de telle sorte que, si l'on excepte peut-être quelques pages de saint Paul, on y chercherait vainement l'enseignement didactique d'une doctrine, l'exposition méthodique d'un seul des articles du catéchisme. L'église catholique est si convaincue de cette vérité, qu'elle défend de les y chercher sans un guide : elle interdit presque la lecture du texte séparé du commentaire; elle craint non-seulement que l'on comprenne mal ce qui y est, mais aussi qu'on y trouve ce qui n'y est pas. Or il y a des choses qui n'y sont pas et qui n'en existent pas moins. Il n'y a que vérité dans l'Écriture; mais il n'y a pas toute la vérité, ou du moins elle n'y est qu'implicitement. Un chrétien doit être assuré qu'en ce genre rien ne s'y trouve qui ne s'accorde avec ce qui ne s'y trouve pas. La vérité évangélique est certainement conforme à toutes les vérités qu'elle suppose, mais qu'elle ne dit point. Cette conformité, nous pouvons l'affirmer, mais la montrer nous est impossible. Comment prouver que ce qu'on sait est d'accord avec ce qu'on ignore? On peut dire que cet accord est nécessaire; mais quel est-il? Par la supposition même, on ne le sait pas.

Mais si on le savait, si on savait ce qu'on ignore, n'est-il pas vrai que l'on comprendrait mieux, que l'on connaîtrait mieux ce que l'on sait? S'il nous est impossible de saisir la liaison du terme connu au terme inconnu, si nous ne pouvons nouer les deux bouts de la chaîne, pouvons-nous être sûrs de connaître parfaitement même ce que nous connaissons, et pouvons-nous garantir que la connaissance de l'inconnu ne modifierait pas notre idée du connu? Oui, si nous avons la certitude d'une connaissance parfaite, si nous sommes assurés de concevoir ce que nous savons exactement comme il est. Or c'est la confiance, c'est la certitude à laquelle prétend toute orthodoxie. Aucun croyant orthodoxe n'a la vanité de tout savoir; mais il est persuadé qu'il n'y a point d'erreur dans ce qu'il croit, ou si par humilité il n'ose répondre de lui-même, il répond sans hésiter de la vérité du dogme, qu'il le lise dans l'Écriture, dans une confession de foi ou dans l'enseignement de son église.

La question qui se poserait serait donc celle-ci : — est-il vrai, est-il possible que la vérité soit exprimée sans mélange d'erreur dans le langage humain, et qu'ainsi exprimée, elle soit comprise sans mélange d'erreur par l'esprit humain? — Nous indiquons seulement cette question générale, et nous nous en tenons à notre question particulière. L'écriture inspirée, c'est-à-dire divinement vraie pour le fond, a été humainement écrite. La vérité y est exprimée dans les formes de la pensée humaine, dans les conditions du langage hu-

main. Ceci n'est ni une critique ni une opinion, c'est un fait aussi clair que le jour. Or je pourrais sans discussion en conclure une imperfection nécessaire, une inexactitude obligée, et affirmer que la vérité du fond qu'elle contient est compromise, altérée à un certain degré par sa forme, et plus compromise, plus altérée encore dans notre intelligence, qui la reçoit : d'où il suit que l'inspiration infaillible, en ce sens que la signification véritable du texte est pure de toute erreur, ne garantit pas l'infaillibilité du texte même, c'est-à-dire ne garantit pas un texte exempt de toute possibilité d'erreur, ni la parfaite vérité d'une interprétation quelconque.

C'est en effet une des conditions du langage d'être l'expression partielle et successive de la réalité. Il ne dit pas tout à la fois, et ce qu'il dit, il le dit isolément, séparément, en sorte que chaque phrase et presque chaque mot semblent avoir une signification absolue. Nous en dirions donc toujours trop ou trop peu, si la suite de ce que nous avons à dire ne devait modifier ce que nous avons dit. Dans le récit, la succession des faits et des jugemens qui les qualifient complète l'expression de la vérité. Dans l'exposition, la liaison s'établit par l'induction ou la déduction, et c'est ainsi que la diction se rend de plus en plus égale à la vérité. Tout le monde n'en sait pas moins que rien n'est plus difficile que d'établir une équation juste entre le fait et la pensée, entre la pensée et le langage. L'équation n'est jamais qu'approximative, et il y a une imperfection indomptable dans toute œuvre de l'esprit et de la parole.

Il ne faut pas dire que cette imperfection affecte éminemment la diction de l'Écriture. Je suis beaucoup moins sévère que certains critiques, d'ailleurs parfaitement orthodoxes. Le style des écrivains sacrés a souvent été abandonné à la critique. Tantôt c'est la correction dont on a fait le sacrifice. Le père Perrone ne désapprouve pas les théologiens qui allèguent contre l'inspiration verbale les solécismes de la langue apostolique. Enfin on pourrait citer des critiques du XVII[e] siècle qui s'exprimaient avec une singulière rigueur sur le défaut de beauté classique de l'Évangile lui-même. Quant à nous, les solécismes nous touchent peu; le purisme littéraire nous paraît ici hors de saison, et nous sommes convaincu que le Nouveau Testament, plus académiquement rédigé, portant moins les caractères de la vérité, serait armé d'une moindre puissance persuasive. Nous ne pouvons cependant soutenir que le style du livre sacré soit le plus propre à prévenir toute méprise et à donner à la narration et surtout à l'exposition cette exactitude lumineuse qui indique chez l'écrivain, qui produit chez le lecteur la claire connaissance. Les vérités de la foi en particulier y sont exprimées en passant, tantôt avec mystère, tantôt par allusion, quelquefois sous une forme figurée.

Le but de l'écrivain sacré n'est pas évidemment un enseignement doctrinal. Il s'adresse à l'imagination, au cœur, à la conscience; il ne cherche pas précisément à convaincre l'entendement. Il serait certainement facile d'imaginer, et on l'a tenté dans toutes les églises, une manière de révéler soit l'existence de la Trinité, soit la présence réelle dans l'eucharistie, qui eût coupé court à toute dispute entre les chrétiens. Or il n'en est pas ainsi, et les théologiens en donnent plusieurs raisons; mais le fait n'est contesté par aucun, et nulle église n'en est plus persuadée que la nôtre, puisqu'elle met en garde contre la lecture de la Bible, si l'on n'y est bien préparé, ou même si l'on ne s'y aventure dans la compagnie d'un bon guide. On approuve à Rome cette pensée du comte de Maistre : « Lue sans notes et sans explications, l'Écriture sainte est un poison. »

Une telle énormité ne convient qu'aux esprits sans mesure et sans scrupule, et nous n'allons pas jusque-là; mais nous disons qu'indépendamment de l'insuffisance radicale du langage humain, la diction biblique, même évangélique, n'évite nullement des tours, des mots et des tropes qui peuvent aisément engendrer l'erreur dans un esprit que n'en préserve pas une instruction solide ou une ferme raison. L'Écriture ne s'interdit point l'équivoque, l'hyperbole, la métaphore, enfin des moyens de style qui peuvent plaire, qui produisent même des beautés littéraires, mais dont l'emploi n'est pas moins une concession à l'infirmité de l'esprit humain.

Saint Pierre a dit : « En toute nation, celui qui craint Dieu et qui pratique la justice est agréable à Dieu. » Si ces belles paroles, séparées des circonstances dans lesquelles elles ont été prononcées, étaient prises dans leur sens le plus simple et le plus général, elles ramèneraient la révélation à la religion naturelle. Or comme elles ne peuvent avoir cette portée, il faut bien qu'elles soient enveloppées d'une certaine ambiguïté, et ne doit-on pas l'attribuer moins à un défaut de justesse d'esprit dans celui qui les a écrites qu'à l'imperfection radicale tant de la pensée que du langage?

Je n'oserais dire, quoique ce soit l'avis de beaucoup de théologiens, qu'une certaine obscurité a été laissée à dessein sur de certaines vérités, souvent les plus hautes et les plus importantes. Dans ce cas, l'équivoque ne serait nullement une faute de style; elle serait la preuve d'un art dont le secret m'échappe et dont je n'oserais approfondir les raisons. Pourtant qu'elle s'y rencontre, et qu'elle couvre d'un nuage les dogmes les plus augustes, c'est ce que prouvent dix-neuf siècles de discussion sur les mêmes passages. Je suis loin de contester que la divinité du Christ ou la notion correcte de l'eucharistie se trouve dans l'Évangile; mais nier que des hommes intelligens et sincères n'aient pas su l'y voir serait manquer soi-

même d'intelligence et de sincérité, et cela seul prouve que ces dogmes fondamentaux n'y sont pas exprimés avec la même clarté que l'est par exemple la distinction de l'esprit et du corps dans Descartes, ou dans Leibnitz la réduction de la substance à la force. Sans multiplier les exemples et citer des expressions qui pourraient être attribuées au tour individuel de l'esprit de l'écrivain, rien n'est plus important et plus correct que cette proposition : « il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus. » Il faut cependant que le sens en soit bien équivoque, puisque Massillon en a tiré ce redoutable sermon sur le petit nombre des élus dans la terreur duquel était élevée, il y a cinquante ans, toute la jeunesse chrétienne, tandis que, plus heureux, nos jeunes contemporains ont entendu de plus consolantes assurances, grâce à l'éloquent successeur de Massillon que vient de perdre la chaire apostolique (1). Et chose remarquable, ni l'évêque de Clermont ni le père Lacordaire n'ont été désavoués par l'église. Le point si important des chances de l'autre vie et des conditions du salut est une de ces questions ouvertes auxquelles s'applique la maxime : *in dubiis libertas*.

La métaphore ou, pour parler d'une manière plus générale, le style figuré est partout dans l'Écriture, et même on nous enseigne que la Bible est une figure perpétuelle. A ne considérer que l'élocution, la figure est un des moyens d'effet dont usent le plus heureusement les grands écrivains, et rien n'est plus propre à récréer l'esprit quand elle est ingénieuse, à saisir l'imagination quand elle est grande et belle. On ne pourrait cependant prétendre qu'elle soit l'expression la plus exacte de la vérité. Elle sert bien quelquefois à nous en donner une certaine idée quand il est impossible ou trop difficile de la donner plus juste par l'expression directe; mais ce n'est jamais qu'une approximation qu'il faut se garder de prendre à la rigueur. Tout le monde sait que, dans toutes les recherches qui ont pour objet la vérité, dans toutes les sciences, rien ne demande plus de précaution que l'emploi du style figuré, et que s'il est impossible de s'en abstenir absolument, il est prescrit de n'en user qu'avec défiance. Le langage figuré n'est permis et nécessaire que parce qu'il y a des cas où l'écrivain se sent hors d'état d'indiquer autrement sa pensée, ou bien parce que l'auditeur est plus accessible au langage de l'imagination qu'à celui de la raison, ou bien enfin parce qu'il est des choses qui ne se laissent pas représenter autrement; mais aucun de

(1) « Bien que ce fameux texte : « il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus » vous paraisse d'une évidente clarté, il est bien loin d'en être ainsi. C'est précisément le texte qui a le plus divisé les pères et les commentateurs... Le petit nombre des élus n'est pas un dogme de foi, mais une question librement débattue dans l'église. » (Le père Lacordaire, soixante et onzième conférence.)

ces cas n'est précisément à la gloire de l'esprit humain. C'est une de ses faiblesses que de ne pouvoir toujours être mis en contact avec la vérité même. Et ce dont l'emploi atteste les lacunes et les infirmités de notre esprit ne peut être sans danger pour la sûreté et la certitude de nos conceptions et de nos connaissances.

Le sens d'une expression figurée est d'une élasticité telle que les plus habiles maîtres se sont permis les interprétations les plus hasardeuses. Quoi de plus clair que le verset proverbial de la Genèse sur la création de la lumière? Si ce n'est qu'il doit être mis d'accord avec quelques explications scientifiques, le sens direct paraît évident, et il a toujours passé pour satisfaire pleinement l'esprit. Eh bien! saint Augustin est d'avis que le *fiat lux* exprime la création des anges, parce qu'ils sont enfans de lumière, et il en donne plusieurs raisons ingénieuses en se félicitant de l'obscurité du langage divin, *divini sermonis obscuritas*. Il faut que la métaphore soit prodiguée avec bien de la hardiesse dans l'Écriture pour qu'un père de l'église du rang de saint Augustin l'ait retrouvée là.

Quant à l'hyperbole, on est dispensé de prouver qu'il y a en elle quelque mensonge, et que cette figure de rhétorique n'est pas destinée à donner l'exacte vérité, puisqu'elle l'exagère. Il est donc trop facile d'y être trompé et de ne savoir pas faire la part du vrai et du faux qu'elle contient en même temps. Il n'est peut-être pas de tour oratoire qui dénote davantage la faiblesse de notre esprit, car elle n'a pu être introduite et autorisée que par l'expérience de notre malheureux penchant à ne pas nous contenter de la vérité pure, et de cette mobilité passionnée qui exige de qui nous instruit qu'il nous trouble pour nous convaincre et nous trompe pour nous éclairer. Or rien n'est plus commun que cet artifice du langage dans les livres saints. La comparaison de l'aiguille et du câble exprime évidemment l'impossibilité du salut des riches, et veut dire seulement que les riches, pour être sauvés, ont à surmonter plus de tentations dangereuses. Dans cette parole : « celui qui ne hait pas son père et sa mère, sa femme et ses enfans, ses frères et ses sœurs et même sa propre vie, ne peut être mon disciple; » si l'on ne sait reconnaître une hyperbole, une expression forte calculée pour déterminer les fidèles à de grands sacrifices, à quelles conséquences n'entraînerait-elle pas un esprit faible! Molière nous l'a dit, voici ce qu'Orgon en conclut :

Il m'enseigne à n'avoir d'affection pour rien,
De toutes amitiés il détache mon âme,
Et je verrais mourir frère, enfans, mère et femme,
Que je m'en soucierais autant que de cela.

Le récit, d'ailleurs très mystérieux, de la tentation du Christ

nous dit qu'il fut transporté sur une montagne d'où il put voir tous les royaumes de ce monde; or cette montagne n'existe pas et n'a jamais existé : c'est donc ici une hyperbole pour désigner quelque hauteur d'où l'on voyait une partie des petits royaumes de la Palestine, ou une métaphore pour exprimer comment toutes les grandeurs du monde peuvent être mises sous les yeux de l'âme par cette sorte de mauvais génie qui nous obsède.

C'est en dire plus qu'il ne faut pour prouver que la doctrine de l'inspiration infaillible laisse subsister dans l'Écriture tant de causes d'erreur, tant de difficultés et d'obscurités décevantes, que le plus convaincu de la divinité du témoignage ne pourrait encore s'y abandonner avec une entière sécurité, et que la foi, en tant qu'elle implique une certaine connaissance des choses invisibles, ne découle pas comme une conséquence pure et simple de la lecture de la Bible. Puisque nous y trouvons tant d'ambiguïtés, tant de points qui mettent notre jugement en balance, comment ne pas reconnaître que nous aurions besoin de l'inconnu que l'Écriture nous refuse pour bien comprendre le connu que nous lui devons? Ce que nous savons par elle est encore si obscur que nous ne pouvons être certains que notre manière de la concevoir et de l'expliquer soit pleinement d'accord avec les vérités que nous ignorons, et ne serait pas subvertie ou modifiée, si nous venions à les connaître. Voilà pourquoi humainement parlant, c'est-à-dire si l'on n'est éclairé d'une manière surnaturelle, un scepticisme inévitable pèse sur l'intelligence mise toute seule en présence de la révélation biblique.

III.

C'est ici que se montre cette sagesse pratique qui a si longtemps caractérisé l'église romaine. Cette lumière surnaturelle, elle nous l'offre. Entre l'Écriture et nous, elle place une interprétation qui est la tradition, un interprète qui est elle-même. L'inspiration scripturale, quoique surnaturelle, était un miracle insuffisant pour engendrer l'infaillibilité; mais elle est doublée d'un autre miracle, l'inspiration de l'église. Les deux miracles se complètent et se garantissent l'un l'autre. Si vous croyez à tous deux, vous dormez en paix. Vous ne possédez pas toute la vérité, vous ne la possédez peut-être pas sans erreur; mais qu'importe? Vous êtes à la source, et vous n'avez qu'à vous incliner pour y puiser. Dans les catacombes de Rome, parmi les rares emblèmes chrétiens qu'un crayon novice osait y tracer, on en voit un qui se représente plus d'une fois : c'est Moïse frappant de sa verge le rocher d'où jaillit une eau vive, et tout indique que cette image désigne l'ouverture de la source de la foi et, selon tous les interprètes, la fondation de l'église. Oui, l'église

est le rocher, l'église est la source, et c'est elle qui désaltère l'humanité haletante dans sa longue marche à travers le désert du monde.

L'église n'aime pas à se défendre toujours en invoquant des miracles. Souvent elle a réduit le don d'inspiration qu'elle aurait reçu à un fait qui pourrait même être arrivé naturellement. Ce fait serait qu'elle a été fidèle, sans déviation, sans interruption, à la tradition primitive. Pour attester la vérité chrétienne, elle n'a pas eu besoin d'une révélation surnaturelle; il suffit que, par une grâce divine, elle ait conservé la mémoire. Quand elle prononce en juge de la foi, elle ne découvre rien de neuf; elle ne résout qu'une question de fait; elle atteste ce qu'on a cru toujours et partout, *quod semper et ubique*. Ceci suppose d'abord que la tradition n'a jamais été interrompue, et que non-seulement le christianisme n'a jamais varié, mais que dès le premier jour il a été tout entier, et que l'église n'a jamais eu rien à apprendre. Aussi Bossuet n'hésite-t-il point à dire que Dieu ne révèle pas de nouvelles vérités qui appartiennent à la foi catholique. « Nous donnerons, ajoute-t-il, pour règle infaillible reconnue par les catholiques des vérités de foi le consentement unanime et perpétuel de toute l'église, soit assemblée en concile, soit dispersée par toute la terre et toujours enseignée par le même saint esprit. » Cette règle, qui pratiquement paraît la plus sûre, a cet inconvénient qu'elle ne donne aucun moyen de résoudre les questions qui divisent l'église, puisque la solution en devrait être cherchée dans *le consentement unanime et perpétuel*. Par exemple, Bellarmin avoue que la supériorité du pape sur le concile continuait encore de son temps à faire question dans l'église catholique. La question ne pourra donc jamais être décidée, car jamais l'église ne pourra déclarer qu'elle a toujours été d'accord sur ce qui l'a divisée jusqu'à la veille du jour où elle affirmerait le contraire. Ainsi la règle de l'unanimité perpétuelle n'aurait pas permis de statuer sur l'immaculée conception. Il faut donc inventer une autre règle. Cela prouve qu'on ne saurait penser à tout. Quand le pape Jean XXII, dans une bulle solennelle, déclarait que saint Thomas avait fait autant de miracles qu'il avait écrit d'articles, il oubliait qu'au nombre de ces miracles était l'article où l'immaculée conception était contestée.

L'inspiration qui fonde l'infaillibilité de l'église doit donc s'élever à quelque chose de plus que de la guider dans la constatation du fait de l'ancienneté d'une créance déterminée; elle ne crée pas des vérités, mais il faut qu'elle en découvre. L'exemple mémorable donné récemment de la promulgation d'un dogme vient en aide à une théorie qui a été soutenue de nos jours par deux des plus habiles docteurs de l'église, Moehler et le père Newman, la théorie du développement appliquée au christianisme. En tout cas, il n'y a rien là qui diminue la hauteur et le prix du don merveilleux dont l'église

se croit dépositaire. Il faut bien en effet se rendre compte du privilége qui en résulte pour elle. Saint Augustin, au rapport de Bossuet, disait que sans l'autorité de l'église il ne croirait pas à l'Évangile, et Bossuet lui-même discutant avec Claude, que dit-il? « Nous convenons que Dieu se sert de l'église et de l'Écriture. Notre question est de savoir par où il commence : si c'est par l'Écriture ou par l'église; si c'est, dis-je, par l'Écriture qu'il nous fait croire à l'église, ou si c'est plutôt par l'église qu'il nous fait croire à l'Écriture. Je dis que c'est par l'église que le saint-esprit commence. » Ainsi l'interprétation de l'église a plus d'autorité que l'Écriture sans l'église, et la raison en est évidente, l'autorité de l'Écriture toute seule n'est que l'autorité de celui qui la lit.

Il est donc assez naturel que l'église, en masse si l'on est démocrate, dans ses chefs si l'on est gouvernemental, ait plus d'autorité interprétative que la raison de l'individu; mais de cette attribution justifiée par des considérations pratiques comme celle des tribunaux et des magistratures à l'infaillibilité fondée sur l'inspiration, il y a loin. De cette prérogative surhumaine, l'église ne donne aucune preuve; elle n'en peut naturellement donner aucune autre que sa propre assertion. Il faut la croire sur sa parole, c'est-à-dire croire déjà à son infaillibilité, pour croire à son infaillibilité. Jamais pétition de principe n'a été plus flagrante. L'inspiration divine de l'église est un de ces miracles d'un genre particulier qui s'affirment, mais qui ne se voient pas, qui n'ont jamais été vus, qui ne peuvent pas l'être. Quand l'église veut bien citer l'Écriture pour établir son droit, c'est l'Écriture comme elle l'interprète. Son interprétation de l'Écriture est donc donnée pour preuve de son droit de l'interpréter; on n'y croit donc que parce qu'on veut y croire. Et en parlant ainsi je ne pense pas affaiblir le motif de la foi. C'est une foi très sérieuse, très efficace, très répandue, que la foi volontaire, et, à ne considérer que les faits, c'est un des principes les plus actifs et les plus puissans non-seulement de l'esprit humain, mais de toute la nature humaine.

Maintenant quelle est la valeur de cette foi pour la science? et quand on raisonne, qu'en faut-il conclure? C'est tout autre chose. Il est clair que ce qui décide la question par la question ne peut beaucoup peser pour la philosophie. D'ailleurs cette étude n'a été entreprise que pour traiter de la matière de l'inspiration avec des protestans. Ceux-ci apparemment ne croient pas à l'inspiration de l'église de Rome, ils ne croient qu'à celle de l'Écriture. Nous avons vu combien ce mode de révélation de la vérité laisse subsister de problèmes. Voyons comment peut les dénouer la raison chrétienne délivrée du joug d'une autorité immobile qui donne ses volontés pour des vérités.

Du moment que les protestans récusaient l'autorité de l'église ou

du moins de la hiérarchie établie et de son chef, l'inspiration de l'Écriture n'avait plus, pour ainsi dire, qu'à faire son chemin elle-même. C'était à elle en effet de se communiquer au fidèle, de faire pénétrer un de ses rayons dans l'âme, et de l'éclairer comme étant la parole de celui qui est venu redoubler la lumière dont il avait éclairé le monde dès le commencement. En effet, il n'est point de protestant qui n'admette que la vérité sous la forme de la foi dans le Christ se révèle à l'homme qui lit l'Écriture dans une bonne intention; mais, ce point mis à part, la question de l'interprétation demeure tout entière. Les auteurs de la réformation étaient par le fait même de nouveaux interprètes de l'Écriture; la réformation n'était elle-même qu'une interprétation nouvelle, et par là elle supposait et constatait en principe la liberté d'interpréter. Qu'elle ait posé des limites à cette liberté, c'était chose fort naturelle; il est rare que des hommes sensés veuillent en aucune chose, et surtout dans les choses sociales, d'une liberté illimitée. L'absolu ne va pas mieux à la liberté qu'au pouvoir. Les bornes que les premiers réformateurs ont mises en général à la liberté d'interprétation ont été celles-ci : d'abord ils ont entendu généralement revenir à l'interprétation primitive; ils ont soutenu ou du moins supposé qu'ils avaient retrouvé la foi des siècles apostoliques, et par là ils ont, sous quelques rapports, subordonné la pureté de la foi à des recherches historiques. En second lieu, une fois en possession d'un certain nombre d'articles de croyance auxquels s'étaient successivement réunies des populations entières, ils les ont naturellement rédigés en symboles. Une convention écrite paraissant nécessaire à la formation de toute société, il n'en est aucune qui n'ait fini par écrire sa loi. Ainsi les destructeurs de l'ancienne orthodoxie ont été ramenés à l'idée d'une orthodoxie qui leur fût propre, c'est-à-dire d'une confession de foi qui fût tenue pour définitive, et qui devînt autant que possible la règle immuable des nouvelles églises. Il était seulement évident, par les circonstances mêmes de leur origine, que ces nouvelles formes du christianisme ne pouvaient prétendre à toute l'inflexibilité dont se glorifiait le catholicisme. Elles ne se perdaient pas dans un obscur passé. On aurait pu dire aux consistoires, aux églises qui les défendaient contre l'instabilité, ce que Royer-Collard disait à nos chambres représentatives : « Vous, pouvoir écrit et qui vous êtes vu écrire! » L'antiquité obscure de l'origine est ce que les hommes ont eu longtemps du penchant à nommer légitimité, prérogative très efficace tant qu'elle n'est pas contestée. Elle manquait à tout pouvoir gardien de l'interprétation des livres saints selon la réforme. En vain prétendait-on faire remonter ce nouveau commentaire à la foi des premiers siècles : c'était une question d'érudition et de critique, dont la solution ne pou-

vait à aucun titre être consacrée comme un dogme indiscutable, et il semblait que l'œuvre des nouveaux réformateurs fût toujours à recommencer.

Qu'avaient-ils fait en réalité? Ils avaient révisé les décisions du temps, et, relisant avec des yeux nouveaux l'antique testament de la foi du monde, ils avaient, dans la sincérité de leur cœur, autrement compris le texte sacré. Aucune autorité ne les enchaînant au respect des altérations ou des interpolations qu'ils y croyaient apercevoir, ils les avaient rejetées sans scrupules. L'authenticité même des écrits leur avait paru susceptible d'un nouvel examen, et, trouvant que le catalogue des livres saints avait varié (Leibnitz du moins croit en avoir convaincu Bossuet), ils l'avaient refait. Que dans ce travail raisonné, fort analogue aux travaux de l'archéologie, de la philologie, de la critique, ils aient porté au XVI[e] siècle une foi vive et profonde, la haine seule peut le leur disputer dans son aveugle injustice; mais à une confiance entière dans la parole de Dieu ils joignaient nécessairement une certaine liberté de penser sur la teneur, le sens, la portée de cette parole. En voulant cordialement épurer et affermir la croyance, ils perdaient le droit de fonder avec une parfaite conséquence une orthodoxie impérative et inflexible, et leurs synodes, en votant des symboles, ne pouvaient leur décerner que cette autorité extérieure et toujours au fond provisoire que le pouvoir civil prête à ses décrets. Ils ont pu être respectables et respectés comme le sont les lois qu'on doit observer, mais auxquelles la conscience et la raison ne sauraient être obligées de souscrire. Comment empêcher le chrétien évangélique d'étudier de nouveau ces Écritures qu'on lui prescrivait de lire et de méditer sans cesse, de les comprendre suivant les lumières de son esprit, et, s'il y voyait sincèrement autre chose que ce qu'y découvraient ses prédicateurs, de les soumettre à un examen plus réfléchi, de remettre à son tour en discussion la pureté des textes, la canonicité des écrits, la validité des explications, le sens des métaphores, la nature et le degré de l'inspiration? Cela devait arriver ainsi, et cela est arrivé. Même pour le plus simple des fidèles, en pays protestant, la lecture de la Bible, c'est-à-dire la pratique la plus essentielle de la religion, est une continuelle exégèse: exégèse humble et modeste, volontairement contenue dans les limites des confessions de foi au sein de la plupart des familles; exégèse novatrice et hardie, soit quand les passions suscitées par un prédicateur indépendant ou par des circonstances provocantes font éclore des sectes nouvelles, comme des essaims à la chaleur du soleil, soit, en temps plus calme, dans l'enceinte studieuse où la science et la méditation enhardissent l'esprit et changent le cours des idées. C'est ce qu'on a pu observer en Allemagne et en Angleterre à des époques déjà

éloignées, et dont nous parlons en France sans beaucoup les connaître. Ces mouvemens intérieurs se sont ralentis et même calmés tout à fait dans le cours du dernier siècle. A l'exception de Wesley et de Wakefield suscitant le méthodisme en Angleterre, de Spenher provoquant le piétisme en Allemagne, on ne peut guère citer, pendant une assez longue période, de nouveautés chrétiennes dans ces deux grandes sociétés protestantes; encore le méthodisme et le piétisme ont-ils un caractère plus religieux que dogmatique, et s'adressent-ils bien plus aux sentimens qu'aux idées. L'impulsion du XVIIIe siècle poussait les esprits en dehors du christianisme, et nullement à un travail intérieur au sein du christianisme. Le rationalisme se tournait contre l'Écriture, au lieu de s'appliquer à l'Écriture. Si, dans la positive Angleterre, l'indifférence n'arrivait pas à l'incrédulité déclarée, elle se reposait sous la protection et dans la torpeur de la religion officielle, tandis que l'Allemagne, de Lessing à Kant et, je pourrais dire, à Goethe, a marché, enseignes déployées, dans le champ de la liberté de penser. Mais à côté de cette direction purement philosophique, une autre direction s'est prononcée, dont on pourrait chercher l'origine dans l'influence de Schleiermacher. Sans qu'il soit possible de lui décerner des lettres d'orthodoxie, le platonicien, le panthéiste, le mystique a fini par ramener les esprits dans une carrière de méditation évangélique où la rivalité de l'école historique contre l'école métaphysique leur a fait faire encore de nouveaux pas. La religion a pris, aux yeux même des fidèles, le rang et le caractère d'une science, mais d'une science dans laquelle l'érudition et la critique ont à jouer un grand rôle, puisqu'elle a pour objet des livres et une histoire. Nous avons vu s'opérer parmi nous une révolution qui offre quelque analogie avec celle-là dans la manière de considérer la philosophie. Quant à l'Angleterre, quoiqu'on ne doive pas attendre d'elle cette fécondité de renouvellemens intellectuels qui signale la pensive Allemagne, on peut dire que depuis Coleridge il s'y est manifesté, au sein des sectes ou des écoles épiscopales et dissidentes, un certain réveil de la critique qui a suivi de près le réveil de la foi, et qui, après d'autres productions remarquables, a enfin mis au jour ces *Essays and Reviews* qui, depuis plus d'un an, sont l'entretien du public religieux.

Ce serait un tableau très curieux et très instructif que celui des travaux de la critique chrétienne dans le sein du protestantisme germanique; mais la science nous manque pour en tenter même une esquisse, et il est temps de revenir aux écrivains français qui semblent destinés à propager dans notre pays cet esprit d'investigation biblique qui nous donnera nos Neander et nos Bunsen. Ceux dont j'ai cité les noms au commencement de cette étude convien-

draient eux-mêmes que le vent qui vient de la rive droite du Rhin a soufflé sur eux, et qui ne sait aujourd'hui que dans aucune partie du savoir humain on ne peut être au niveau de son siècle, si l'on ignore l'Allemagne? Il ne serait même pas juste de présenter ceux-là comme les seuls ou même comme les premiers en date des membres de nos églises protestantes qui aient fait preuve d'un savoir indépendant dans l'appréciation des monumens et des doctrines de la religion évangélique; mais, par la nature de leur esprit et par le mérite de leurs ouvrages, ils paraissent très propres à représenter et à caractériser une école nouvelle qui certainement n'est pas sans avenir.

On a vu plus haut quel champ s'ouvrait à l'interprétation, même sous l'empire de la doctrine orthodoxe de l'inspiration; mais pour celui qui n'est pas enchaîné par les décrets d'une autorité constituée, on devine combien ce champ peut s'agrandir encore. L'interprète libre et qui ne se propose que d'entendre et d'adorer la parole *en esprit et en vérité*, comme elle le dit elle-même, qui ne se croit pas tenu d'en mettre l'explication d'accord avec une tradition et une doctrine officielles, qui ne cherche qu'à satisfaire sa conscience et sa raison, se sent singulièrement à l'aise en présence de ces diverses questions. — Comment l'équivoque doit-elle être éclaircie? Comment l'hyperbole peut-elle être réduite? Comment la figure doit-elle être comprise? — Il fait plus, il trouve des ambiguïtés, des exagérations, des métaphores là où l'on n'en avait pas vu avant lui. Et comme l'exemple même des auteurs de la réforme l'autorise à contrôler soit l'exactitude des textes, soit la canonicité des livres, il en juge comme il ferait de tout autre monument de l'antiquité, et se donne tous les droits du philologue et du critique; mais alors il ne tarde pas à examiner la doctrine même de la théopneustie. Après avoir réduit le nombre des livres canoniques, c'est-à-dire des livres inspirés, il se demande si les livres inspirés eux-mêmes sont pour cela infaillibles, et si des ouvrages qui présentent tant d'obscurités, qui prêtent autant à la sagacité du commentateur, ne doivent pas être étudiés comme des livres ordinaires, dont ils ont toutes les apparences. Alors ils ne seraient plus inspirés qu'en ce sens qu'ils contiendraient une doctrine inspirée. Il n'y aurait en eux de divin que la religion dont ils sont les monumens. Les discours du Christ respirent l'esprit de Dieu; mais ils ont été conservés et transmis comme la mémoire ou la pénétration de ceux qui les ont entendus, rapportés, recueillis, traduits, en a conservé ou saisi l'expression. On voit donc comment la question de la théopneustie a pu devenir fondamentale, et comment elle est le point de départ de la théologie dissidente de MM. Scherer et Colani.

IV.

Ce n'est pas le lieu d'exposer les points importans sur lesquels ils ont pu répandre de nouvelles lumières ou provoquer des discussions utiles. Il suffira de dire que leur première pensée a été de se placer entre deux extrêmes, l'orthodoxie et le rationalisme. Pour eux, l'orthodoxie est la prétention de déterminer une fois pour toutes et d'autorité une interprétation de l'Écriture, une doctrine complète du christianisme en dehors de laquelle il n'y ait pas de salut ou du moins pas de vérité. Le rationalisme est pour eux la prétention de ne puiser que dans la raison pure ou dans la lumière naturelle tout ce que l'on doit croire et penser sur le monde invisible, sur Dieu, sur nos devoirs envers lui, de réduire en un mot toute religion à la théologie philosophique, et de la placer en dehors de toutes les traditions et de tous les monumens de l'histoire. Entre le rationalisme et l'orthodoxie, ils trouvent la religion réelle de l'humanité. Elle repose sur des livres et sur des événemens. L'école critique et historique ne peut ni se dispenser ni s'interdire d'étudier les uns et les autres. Or, suivant eux, de cette étude faite avec sincérité, avec conscience, avec abandon, il résulte deux effets différens, mais qui, même en se séparant, ne s'excluent pas l'un l'autre. L'un de ces effets est un état de l'âme qu'on ne peut définir qu'en l'appelant de son nom, la foi. C'est la croyance au Christ, c'est la confiance dans son enseignement, dans ses promesses. C'est une communion en esprit avec sa personne et sa vie qui devient la règle et la lumière de la conscience. L'autre effet, moins général et d'une importance moins pratique, ne se produit que dans l'intelligence. C'est, surtout pour les esprits cultivés et investigateurs, cette curiosité éclairée qui est le mobile de la science et l'âme de la critique : c'est un besoin rationnel de ramener, autant qu'à la distance des siècles la chose est possible, à sa vérité l'histoire et la doctrine de celui qui règne dans l'âme par la foi, et dont la présence sur la terre a changé le monde. De ces deux points, la foi et la science, le second surtout a été l'objet de la *Revue de théologie et de philosophie chrétienne.* Il est aussi traité de préférence dans les deux volumes qu'ont publiés l'un M. Scherer, l'autre M. Réville. Pour ceux même que ces graves sujets n'attirent pas, et par la plus singulière de nos inconséquences le nombre en est grand, la lecture des morceaux qui composent l'un et l'autre recueil serait remplie d'un vif intérêt. Il me semble qu'ils y trouveraient beaucoup de nouveauté. C'est un monde nouveau que le monde chrétien découvert et décrit par la critique moderne.

Il ne nous appartient pas de décider où est la vérité, mais le noble amour qu'elle inspire nous paraît empreint dans tout ce qu'a écrit M. Scherer. Il est difficile de montrer à un plus haut degré cette impartialité de l'esprit sans laquelle il faut se résigner à parler de tout sans rien comprendre et à juger sur l'inconnu. L'auteur a les meilleures qualités du bon écrivain, et il nous semble que son talent, se dégageant des formes de la controverse, gagne tous les jours en souplesse et en élégance. Ses excursions dans le domaine de la critique littéraire ont été des plus heureuses, et ce genre, traité de nos jours avec tant de supériorité, me parait singulièrement convenir à la sûreté de son goût, à l'indépendance et à la délicatesse de son esprit. Il saura s'y montrer sévère et flexible, aimant le talent malgré les opinions, sensible au beau en restant fidèle au vrai. Le mélange de ses essais critiques avec ses essais théologiques donne à son livre une variété qui le recommande à des lecteurs divers, et ceux-là mêmes que le nom seul des discussions dogmatiques épouvante prendront sans trop d'efforts une idée de l'esprit général de la nouvelle école exégétique et religieuse dont M. Scherer est un des plus habiles et des plus intéressans interprètes.

Quoiqu'il ne s'y montre assurément pas étranger aux systèmes de la philosophie contemporaine, il est certain qu'il appartient, ainsi que son école, à l'esprit historique et critique qui, dans les diverses branches des sciences morales, tend à se substituer à cette manière abstraite et logique de considérer les choses qui avait longtemps paru le partage préféré du génie français. La philosophie de Hegel elle-même, avec ses apparences toutes métaphysiques, n'est, à le bien prendre, qu'une tentative d'introduire la méthode de l'histoire dans le champ de la spéculation, et, pourvu que cette nouvelle façon d'envisager les choses n'ait pas pour résultat, ce que je ne crains pas avec M. Scherer, de nous rendre si amoureux des faits que nous en contractions quelque indifférence pour les droits, je suis prêt à reconnaître qu'il y a là une source abondante pour la pensée et pour le talent. Peut-être l'originalité est-elle maintenant impossible à rencontrer dans une autre voie. Pour la science religieuse en particulier, le point de vue de l'historien critique semble préférable, puisqu'enfin toutes les religions sont historiques, et que la nôtre en particulier est, par les personnages et les événemens, un des plus grands faits, sinon le plus grand, des annales de l'humanité. On ne saurait croire quel champ fécond s'ouvre aussitôt devant celui qui, sans parti-pris pour cela de tout rattacher à des causes terrestres, entreprend de se rendre compte, grâce à nos documens sacrés et à toute la littérature chrétienne des premiers siècles, de la manière dont les rayons de l'étoile de Bethléem se sont répandus sur la

terre. Le récit et le contrôle des faits, l'étude attentive de l'état des esprits, de leurs révolutions, de leurs réactions, l'analyse des croyances, des mœurs et des doctrines, qui tantôt concoururent, tantôt se combattirent, l'examen libre des caractères, enfin, planant sur le tout, l'application courageuse de la critique, — cette méthode presque nouvelle, ou dont notre siècle est la renaissance, rend aux premiers âges de la foi un intérêt, une vérité, une vie, qui manquent dans cette manière abstraite et officielle de raconter le christianisme qui a trop longtemps prévalu. En France et par conséquent parmi nos écrivains catholiques, la plupart se sont trop habitués, par routine ou timidité, à étendre sur toute cette grande entreprise qui visait au salut du monde le vernis d'une incolore uniformité qui ôte à toutes choses, avec l'attrait dramatique, le naturel et la vraisemblance. A l'exception de l'éminent ouvrage de M. Albert de Broglie, on ne peut guère citer de composition religieuse où les événemens de l'histoire ecclésiastique soient présentés comme quelque chose de réel. Il semble qu'on ait craint de supposer que ce soient des êtres de chair et de sang qui ont, avec toutes les passions, toutes les faiblesses, toutes les grandeurs de l'humanité, accepté, repoussé servi, combattu, propagé, redressé les croyances qui, dans leurs transformations successives, règnent encore sur près de la moitié de la terre. Le fondateur lui-même, en s'appelant *le fils de l'homme* n'avait-il donc pas, pour ainsi dire, humanisé son œuvre et fait descendre l'esprit de Dieu du ciel sur la terre? On ne sait pas à quel point les récits de l'Écriture s'animent sans s'abaisser, s'éclairent sans s'amoindrir, lorsque, sans crainte de les profaner, on les soumet à la loi des causes et des effets. Il semble que notre expérience des choses humaines enseigne aux contemporains de nos révolutions comment les faits ont dû se passer. Cette phraséologie banale qui efface tout, qui confond tout, qui traite les premiers chrétiens comme des êtres de convention chargés d'un rôle obligé, instrumens passifs d'une volonté toute-puissante, donne à une histoire pleine d'imprévu un air de conte oriental ou tout au plus de tragédie classique, où tout est appris et récité, où rien ne vit, rien ne respire, où il n'y a que des personnages et jamais des hommes. Cette fausse manie de jeter un voile de monotonie sur tout et jusque sur l'Évangile a contribué assurément à produire à certaines époques cette froideur inintelligente, cette indifférence d'abord respectueuse, bientôt dédaigneuse, qui s'est tournée, par exemple au dernier siècle, en incrédulité railleuse et en frivole persiflage. Il semble qu'on y retrouve quelque trace des anciens défauts de notre goût littéraire, et souvent de l'insignifiance de notre étiquette monarchique; mais il faut bien s'en prendre aussi à je ne sais quelle

timidité, à je ne sais quel esprit de bienséance cérémonieuse qui s'est introduit dans l'église même, et qui a persuadé à quelques-uns qu'on ne pouvait pas plus juger ce qu'on révère que comprendre ce que l'on croit.

Lors même qu'elle ne s'adresserait pas à l'imagination et qu'elle ne tenterait pas de faire pour la primitive église ce qu'avec la plume d'Augustin Thierry elle a fait pour le moyen âge, la critique historique a toujours cet avantage de rendre intelligible et conséquent ce qui sans elle ressemble à une fantasmagorie sans réalité. Ainsi, en l'appliquant à la formation et aux progrès de la théologie chrétienne dans le siècle apostolique, M. Édouard Reuss ne s'est pas proposé de vous jeter dans le drame des événemens; c'est moins un récit que des considérations sur le récit qui composent son ouvrage. Et cependant en le lisant on peut ne pas adhérer à toutes ses conclusions, on peut ne pas entrer dans toutes ses vues; mais on ne peut méconnaître, dans ce tableau de la manière dont notre religion s'est constituée en doctrine, un aspect de vérité ou plutôt de vraisemblance qu'on chercherait vainement dans ces suites d'assertions et de faits également inexpliqués, dans cette chronique aride et mystérieuse qu'un respect superficiel s'efforce de travestir en légende. On croit pénétrer avec l'auteur dans l'âme des apôtres, dans celle de leurs disciples, dans les dispositions et dans les préjugés des masses, et comprendre comment le souvenir des enseignemens du Christ, éclairci par l'expérience, commenté par les événemens, s'est peu à peu transformé en une théorie didactique qui s'est jointe dans les premiers docteurs à cette conscience morale d'une nouvelle vie, la base et le début du christianisme. L'auteur, qui est professeur au séminaire de Strasbourg et familiarisé avec les formes de la science allemande, ne cherche pas assurément l'effet dramatique ou pittoresque, et cependant son ouvrage est plein de vie. L'écrivain ne s'écarte guère du style de la dissertation. Il écrit comme s'il parlait dans la chaire enseignante, il entremêle les recherches avec les réflexions et les vues historiques avec la discussion des témoignages, et pourtant de cet assemblage, d'abord un peu confus, ressort pour un lecteur attentif un jour nouveau qui donne du relief et de la couleur aux hommes et aux choses. Ils sortent du royaume des ombres, ces êtres intéressans ou sublimes, confondus jusqu'ici dans les limbes de l'histoire. Paul, Jean, Étienne, Pierre, Jacques, se distinguent, se caractérisent, et leur nature ou leur situation donne la clé de ce qu'ils ont fait. Encore une fois, il faudrait beaucoup de science pour prononcer sur le fond systématique de l'ouvrage de M. Reuss, quoiqu'un ignorant même ne puisse fermer les yeux à la clarté de certaines explications, et qu'il ait par exemple

donné de l'Apocalypse une interprétation qui semble péremptoire. Toute réserve faite cependant sur des questions trop hautes et trop compliquées pour qu'on s'aventure à les déclarer résolues, l'*Histoire de la Théologie chrétienne* est un ouvrage remarquable, nouveau dans notre langue, et qui doit exciter l'émulation chez les doctes et la curiosité chez ceux qui ont à le devenir.

M. Reuss, en s'attachant uniquement à la science, professe sur la foi les mêmes idées que les autres théologiens qu'on vient de nommer. Pour lui, le christianisme a été une nouvelle vie avant d'être une nouvelle doctrine. Ce n'est point à l'intelligence seule, c'est à toute l'âme que le Christ a parlé. Ce n'est pas une pensée abstraite semée dans le champ de la spéculation, c'est sa personne qui est venue changer l'humanité; c'est en contemplant ce qu'il a été et ce qu'il a fait que l'on devient chrétien. La foi en Jésus-Christ n'est pas l'acquiescement à une idée; la foi, c'est la confiance en Jésus-Christ. C'est là ce qui régénère et ce qui sauve, et l'on voit que, comme la science, la foi aussi prend un caractère et une base historique. Aussi est-il impossible ou plutôt fort rare que le raisonnement fasse un chrétien : ce n'est que la contemplation de l'idéal chrétien réalisé, vivant, mourant, qui peut inspirer ce sentiment profond d'admiration, de sympathie et d'amour qui nous élève jusqu'à l'effrayant précepte : « soyez parfaits comme mon père est parfait. » La ressemblance à Dieu que prêchait Platon, et qui est au fond la même idée, n'est devenue intelligible, praticable, effective, que depuis que Dieu, se montrant dans son image, a incarné la perfection divine. Cette doctrine de la foi a tout au moins l'avantage de lui rendre son vrai caractère, celui d'une régénération morale. Avec elle, la piété du cœur peut rentrer dans la religion, d'où l'on dirait de nos jours qu'elle tend à disparaître. La piété, et non la science, est pourtant l'âme de la prédication, mais la chaire semble trop souvent l'oublier. M. Colani s'en est souvenu, et, après avoir montré ailleurs une grande aptitude à parler le langage de la science et à débattre les questions philosophiques, il a voulu prouver que les habitudes d'une libre exégèse pourraient se concilier avec les devoirs du sermonnaire chrétien. Il a réussi, et dans ces dernières années ses sermons ont produit à Strasbourg une grande sensation, même parmi ceux qui se défient de ses tendances dogmatiques. On en a publié trois volumes, et toutes les communions chrétiennes y trouveraient, je crois, à profiter. Quoique l'orateur ne soit dénué ni de mouvement ni de chaleur, il ne faut point attendre de lui ce fracas d'éloquence qui terrasse ou emporte l'imagination; mais on y reconnaîtra le premier don, selon moi, du prédicateur, celui de nous forcer à rentrer en nous-mêmes. Le cœur humain a

peu de secrets pour M. Colani : il y plonge un regard d'une sévérité clairvoyante ; il démêle et retrace avec une grande vérité tout ce que les événemens contemporains, tout ce que les mœurs et les idées du siècle ont fait de ce fond éternel de l'âme pécheresse. Je ne crois pas que personne ait su mieux que lui approprier à cet état nouveau des cœurs l'antique morale de l'Évangile, et montrer comment les préceptes et les exemples du livre sacré s'appliquent à des sentimens et à des besoins qui en paraissent au premier abord si éloignés. Comme on voit qu'il n'est pas l'ennemi de son temps, qu'il partage celles des aspirations des sociétés modernes qui sont innocentes ou louables, sa sévérité ne ressemble pas à la mauvaise humeur, son rigorisme n'est pas de la misanthropie. Il comprend tout ce qu'il juge, je dirais presque qu'il partage toutes les faiblesses qu'il nous reproche. Il ne nous parle pas comme un étranger qui se pique de nous persuader sans nous entendre. Trop souvent au pied de la chaire, on croit entendre la voix d'un ennemi qui méconnaît quand il condamne, qui révolte quand il pardonne. Je doute que la lecture des sermons de M. Colani provoque de tels sentimens. Il me paraît avoir trouvé le joint pour réconcilier la morale religieuse avec le siècle, et montrer sous un nouvel aspect celui qui a dit qu'il est la voie, la vérité et la vie. C'est là l'utile et salutaire originalité de cette prédication, et si de pareilles exhortations étaient ici à leur place, je dirais aux dispensateurs de la parole de Dieu que c'est seulement dans la carrière qu'il a ouverte que, cessant d'émouvoir uniquement les imaginations, ils pourront espérer quelquefois de changer les cœurs.

Rentrons ici dans le cercle de notre compétence. Nous avons tâché d'indiquer l'esprit d'une école qui mérite d'être de plus en plus connue. Nous ne lui avons certes pas prodigué les critiques. Il en est une cependant que nous ne pouvons nous empêcher de lui adresser en finissant. On a vu que, bien qu'elle s'en défende par instans, elle fait tout rouler sur une distinction marquée entre la science et la foi. L'une et l'autre ont, je le veux, un fondement historique ; mais l'une est l'impression produite sur le cœur par les réalités de l'histoire, l'autre est la critique de l'histoire même. L'une est un fait tout moral, l'autre est tout entière du ressort de l'intelligence. L'une s'empare de l'âme et la maîtrise, l'autre au contraire, indépendante par essence, ne connaît pas d'autre loi que la sincérité dans l'examen des faits et des preuves. Ainsi, tandis que la foi paraît avoir pour effet de dominer le cœur humain, la science lance l'esprit dans un champ illimité, en sorte que, tandis qu'en exaltant la première ils excitent la piété, les mêmes écrivains, en encourageant la critique, peuvent provoquer l'incrédulité. Je ne suis certes

pas de ceux qui les accusent de l'avoir déjà fait. Je repousse ces alternatives absolues si chères aux esprits faibles toujours trop prompts à dire à la raison : Tout ou rien. Quand il y aurait une certaine contradiction entre la foi qui embrasse avec abandon tout l'ensemble moral de l'Évangile et la science qui en scrute les origines, les fondemens, le texte et le sens, les contradictions ne m'étonnent pas. Non-seulement elles se concilient chez les hommes avec la sincérité, avec l'honnêteté parfaites, mais elles sont trop souvent le refuge de la raison. Elles sauvent quelquefois le repos, la moralité, la dignité de l'espèce humaine. Cependant il faut bien convenir que, dans l'ordre philosophique, les contradictions sont de nulle valeur, ou plutôt elles n'ont qu'une valeur destructive. Assurément les honorables écrivains à qui je m'adresse ne vont pas se perdre dans les excès du symbolisme hégélien : ils s'arrêtent même en-deçà des témérités critiques de l'école théologique de Tubingue, qui, si elle continue, pourrait bien finir par ne laisser à la religion pour titres que des apocryphes; mais enfin ils savent mieux que moi comment un des maîtres de l'esprit humain, Kant, après avoir détruit toute l'autorité des principes de la raison, prétendit n'avoir touché en rien à la valeur et à la puissance de la conscience morale, ni même de ce qu'elle contient de foi religieuse, parce que c'étaient là des faits intérieurs que nous ne pouvions expliquer ni détruire, comme si nos principes intellectuels n'étaient pas des faits aussi, comme si, du moment qu'on les ruine et que la raison n'est qu'une illusion, la conscience morale ne risquait pas tout autant d'en être une autre, elle surtout, qui est peut-être plus essentiellement humaine que tout le reste. Il me semble que dans le système qui m'occupe on traite à peu près de même la foi et la science. La foi est un état irrésistible du cœur, déterminé par de certains faits historiques. La science est le libre examen de ces faits, examen qui dans ses progrès peut les détruire aussi bien que les consolider. En termes d'école, la foi est purement subjective, et la science est ou du moins veut être l'exacte expression des faits objectifs. Le fait subjectif n'est pas ici un phénomène spontané de l'âme, comme les croyances naturelles que Kant a laissées en dehors de ses critiques; c'est un état de l'âme produit par des faits objectifs. Or pense-t-on que ces faits objectifs doivent produire leur effet moral, quels qu'ils soient d'ailleurs, faux ou vrais, et que, pour en être touché, il ne soit pas quelque peu besoin d'y croire? Les faits subsisteront toujours, dites-vous; ils sont le passé historique, et le passé est indestructible. Sans doute, et je vous accorde que la tentative de faire un mythe de l'avénement de la religion chrétienne a peu de chances de réussir. Encore une fois, je ne nie pas qu'en dépit de toute critique la

lecture des livres saints ne puisse toujours exercer un certain empire sur l'âme et y exciter ce mouvement de l'amour et de la volonté que vous appelez la foi. N'est-ce rien cependant que de savoir si ce mouvement est déterminé par des faits qui ont ou qui n'ont pas le sens, le caractère, la valeur qu'ils semblent avoir? Il y a des obscurités à éclaircir, des erreurs à redresser, des symboles à expliquer; il y a, disons tout, puisque vous le soutenez, un formalisme religieux, une orthodoxie hypothétique à détruire; presque toute l'interprétation des symboles est à refaire. La critique n'a jamais fini; elle est perpétuelle, elle avance incessamment. La partie objective de la religion est donc éternellement en question; ne se peut-il pas faire qu'à force d'être creusée, limée, analysée, elle ne s'évanouisse, et qu'ainsi, dans l'esprit du même individu, la foi devienne l'effet d'une cause qui pour la science n'existe pas? Quand cette extrémité devrait, comme je le crois, ne pas se réaliser communément, quand les faits en tout cas devraient toujours donner un démenti à ces possibilités logiques, j'ai dit que nous n'étions pas sur le terrain des faits, mais que nous parlions philosophiquement; or en philosophie, si la religion est toute subjective, elle n'est qu'un phénomène de l'âme; au fond, elle n'est rien.

Encore une fois, je ne dis pas que cette conclusion soit le fruit de la théologie critique; mais je dis qu'elle la menace, et qu'il n'y a pas dans les prétentions, je dirai mieux dans les droits de l'école historique, une limite, une restriction, une garantie qui puissent dans l'avenir la préserver d'aucune conséquence extrême. La théologie critique a donc, à mon avis, à remplir une tâche qui à la vérité n'est pas petite; il faut qu'elle rétablisse un lien solide entre le subjectif et l'objectif. Il faut qu'elle retrouve, soit par l'histoire, soit par tout autre procédé, une substance, un fond du christianisme ou de la religion, un *minimum*, si elle veut, mais enfin quelque chose qui soit à l'abri des atteintes ultérieures de l'investigation interprétative. Il faut que cette piété du cœur, cette foi phénoménale, ce touchant état de l'âme soit autre chose qu'une illusion agréable ou nécessaire, et réponde à un objet réel qui mérite ce qu'il inspire et soit ce qu'il paraît, car je ne vous demande pas ce qu'éprouvent les chrétiens; je vous demande ce que c'est que le christianisme. En d'autres termes, à toute théologie, orthodoxe ou non, il faut une philosophie religieuse.

Charles de Rémusat.

LE CAPITAINE ROBINSON

RÉCIT DU CAP HORN.

I.

C'est un curieux spectacle que celui d'une baleine qui prend ses ébats au milieu des vastes solitudes de l'Océan. Émergeant du fond des abîmes, l'énorme cétacé montre au-dessus des flots son dos fauve, sur lequel des algues ont pris racine comme sur un rocher. Il agite brusquement ses nageoires, s'élance en avant, et du milieu de son front jaillit, pareil à une trombe, un jet d'eau que le vent disperse au loin comme un brouillard illuminé des couleurs changeantes du prisme. Après avoir ainsi respiré, la baleine ouvre sa gigantesque bouche, dans laquelle se précipitent en masse, entraînés par une puissante attraction, les petits poissons qui servent à nourrir ce grand corps. Du haut des airs accourent avec des cris plaintifs les goëlands et les damiers qui s'en vont, d'une aile inquiète, demander aux flots une pâture incertaine. L'apparition du géant des mers leur a révélé la présence de ces bancs de poissons qui voyagent en troupes serrées et exécutent à des époques fixes de mystérieuses migrations. L'albatros, — que les anciens navigateurs nommaient « le mouton du cap Horn, » — mêle son bêlement étrange aux assourdissantes clameurs de ses congénères : paresseux et glouton, il réclame sa part du festin. Ainsi escortée par les oiseaux aux pieds palmés qui se plaisent au sein des tempêtes, la baleine poursuit sa marche; mais, toute-puissante qu'elle soit, elle n'ignore pas que des ennemis redoutables s'acharnent à sa poursuite. Prudente

et timide dans ses allures, elle semble préoccupée de soustraire à des attaques invisibles ce corps monstrueux qui n'a pas mis moins d'un siècle à se développer. La nature, on le conçoit, a dû donner à un haut degré l'instinct de la conservation aux animaux d'une dimension considérable, qu'elle a doués du privilége de vivre deux et trois fois plus longtemps que l'homme. Au moindre bruit suspect, la baleine plonge, se cache, et reste sous l'eau jusqu'à ce que le besoin de renouveler sa provision d'air la force à reparaître au-dessus des vagues. Cependant, au milieu des dangers qui troublent son existence, elle a parfois des heures de tranquille oubli. On la voit alors, dans un état de somnolence et d'abandon, flotter sur la plaine liquide comme un îlot et se balancer à la houle.

Par une froide matinée de mars, — c'est-à-dire vers la fin de l'été dans l'hémisphère austral, — une vieille baleine, qui avait peut-être vu aux jours de sa jeunesse passer au-dessus de sa tête les galions d'Espagne, dormait ainsi aux environs du cap Horn. Le vent soufflait par rafales; entre deux nuages qui versaient au loin des torrens de pluie et des tourbillons de grêle, le soleil lançait sur la mer de pâles rayons. Un gros navire américain, le *Jonas*, — armé pour la pêche dans le port de Salem, état de Massachusetts, — croisait sous ces mornes latitudes. Ce bâtiment, qui avait ses basses voiles enlevées, courait sous ses huniers, heurtant la lame avec sa large proue. Deux hommes placés en vigie sur les barres de perroquet exploraient l'horizon avec leurs longues-vues. De la position élevée qu'ils occupaient, ils pouvaient voir les montagnes de la Terre de Feu déjà couvertes de frimas à leur sommet, comme pour démentir le nom que lui ont imposé les géographes. Du côté du large, des bancs de glace gros comme des cathédrales et bizarrement découpés voguaient avec une majestueuse lenteur, chassés par les vents du pôle, qui les envoient se fondre et disparaître dans des mers plus chaudes.

Le *Jonas* marchait toujours, cinglant dans la direction de la baleine, encore fort éloignée, et que personne à bord n'avait aperçue. Au moment où le navire allait changer sa bordée, le monstre, qui sommeillait tranquillement, s'éveilla aux cris des oiseaux voltigeant autour de lui, et le jet d'eau qu'il lança le trahit aux regards attentifs des pêcheurs.

— Baleine devant nous! cria l'un des deux marins placés en vigie, et l'autre, étendant le bras dans une direction opposée, dit à son tour d'une voix forte : — Une chaloupe derrière les glaces!

Électrisé par le premier de ces deux appels, l'équipage s'empressa de mettre les pirogues à la mer. Dès que la quille des légères embarcations eut touché les flots, les marins y prirent place,

emportant avec eux les harpons et les longues cordes soigneusement roulées dans des bailles. Chacun fut à son poste en un instant, le harponneur en tête, les rameurs sur leurs bancs, et le chef de pirogue à l'aviron de queue. Poussées par six paires de bras vigoureux, les chaloupes baleinières volaient sur les vagues comme la lame du patin qui mord une glace rugueuse, et l'énorme bête contre laquelle était dirigée cette attaque en règle continuait sa paisible promenade. La régularité de ses allures indiquait assez que la baleine n'avait rien entendu; les pirogues s'en approchèrent avec précaution, et un premier harpon, lancé par une main exercée, étant venu s'abattre sur son large dos, s'y enfonça si profondément, que la bête, piquée au vif, tressaillit, fouetta l'eau de sa queue et plongea. Un second harpon la frappa de nouveau quand elle reparut à la surface de l'Océan, et cette fois des flots de sang se mêlèrent au jet d'eau qui jaillit de son front. Elle plongea encore, entraînant à sa suite les pirogues que la pointe des harpons rivait à ses flancs blessés; les pêcheurs défilaient avec précaution les interminables lignes que le frottement contre le bord des canots eût enflammées, si elles n'avaient été mouillées sans relâche.

Tandis que la baleine, harcelée par des dards tranchans comme la faux, se débattait et rougissait de son sang les eaux vertes de la mer, le capitaine du *Jonas* gouvernait de manière à rejoindre la chaloupe qui venait d'être signalée. La frêle barque, munie d'une petite voile, semblait s'en aller au gré du vent. Les lames la ballottaient d'un bord sur l'autre, et ceux qui la montaient ne faisaient aucun effort pour s'éloigner de la montagne de glace qui la couvrait de son ombre. De grosses vagues déferlaient avec bruit contre les parois à pic de la banquise blanche comme la neige, et derrière laquelle il se creusait des remous et des tourbillons menaçans. Il y eut un moment où le bloc gigantesque, miné par les assauts réitérés de la houle, perdit l'équilibre et chavira pour reparaître bientôt sous une nouvelle forme, plus bizarre que la première, tout découpé de mille aspérités pareilles à des clochetons. La mer s'émut au plongeon de la montagne de glace, et un cri de détresse partit de la chaloupe, qui faillit être submergée au fond des gouffres entr'ouverts autour d'elle. Le grand navire lui-même fut ébranlé par les oscillations violentes qu'imprimait aux flots le balancement de cette masse immense en reprenant peu à peu son aplomb. Cependant, par une manœuvre habile, le capitaine réussit à s'approcher de la chaloupe. A la vue des malheureux qu'elle contenait, le cœur du vieux marin se serra. Il y avait à l'avant du frêle esquif un matelot à demi nu, la tête renversée en arrière, qui ne donnait plus signe de vie. Près du gouvernail, une négresse enveloppée dans

une couverture soutenait sur ses genoux et entourait de ses deux bras une jeune fille au teint pâle. Celle-ci grelottait sous ses vêtemens tout imprégnés d'eau salée, et à ses petites mains blanches comme l'ivoire brillaient des bagues ornées de diamans.

— Monsieur James, dit le capitaine Robinson en s'adressant à son premier officier, faites préparer un fauteuil pour qu'on puisse hisser à bord ces naufragés, qui semblent à bout de forces.

L'officier se fit descendre au fond de la barque avec quelques hommes de l'équipage, au risque de sombrer avec elle. Secoué par les vagues frémissantes, le canot s'éloignait brusquement du gros navire pour s'en rapprocher de si près qu'on eût dit qu'il allait se briser contre les flancs de celui-ci. Il fallut toute la prudence et l'adresse du hardi baleinier et de ses matelots pour défendre la petite embarcation contre les flots qui menaçaient de la submerger. La négresse fit éclater sa joie quand elle vit le fauteuil s'abaisser du haut de la grand'vergue du *Jonas*, elle aida les marins à y attacher sa maîtresse; ses bras tendus vers le ciel semblaient vouloir soutenir encore la jeune fille qui s'élevait insensiblement au-dessus de l'abîme.

— Hisse, hisse tout doucement, dit à demi-voix le capitaine Robinson.

La jeune femme, arrachée à une mort imminente, se balança pendant quelques secondes au milieu de l'espace, puis fut ramenée sur la dunette du *Jonas*, d'où on la descendit dans la chambre du capitaine. Deux minutes après, la négresse était auprès d'elle, lui prodiguant les soins les plus empressés et couvrant de larmes et de baisers les mains du marin qui venait de la sauver.

— Et l'homme qui est resté dans la chaloupe? demanda le capitaine.

— Il est mort, répondit l'officier; ses membres sont raides et glacés, son cœur a cessé de battre. Envoyez-nous, s'il vous plaît, un boulet de canon, pour que nous le fassions couler après l'avoir enveloppé dans la voile du canot.

— Avez-vous peur qu'il ne revienne nous hanter sous la forme d'un fantôme? Le temps presse, monsieur!

— Je ne crains pas plus les morts que les vivans, répondit M. James; mais je n'aime pas à priver le corps d'un marin de la sépulture à laquelle il a droit...

— Revenez à bord avec vos matelots, monsieur, répliqua sèchement le capitaine; ne vous exposez pas plus longtemps pour un cadavre. Le temps presse, vous dis-je.

L'officier dut obéir; il remonta, lui et ses hommes, sur le pont du *Jonas*, au moyen des cordages qui avaient servi à descendre le

fauteuil. La chaloupe, abandonnée à elle-même, devint le jouet des flots. Lancée par le ressac de la vague, elle heurta avec fracas le bord du trois-mâts, et disparut dans un tourbillon d'écume. Le corps inanimé qu'elle portait continua de flotter sur l'immense Océan, et les baleiniers accoudés sur le bord le suivaient du regard avec une douloureuse sympathie et avec une secrète terreur. Nul d'entre eux n'était assuré d'avoir un sort meilleur!

II.

Tandis que le capitaine Robinson veillait à ce que rien ne manquât aux deux femmes qui venaient d'être sauvées par ses ordres, les pirogues de pêche ramenaient à grand renfort d'avirons, vers le *Jonas*, la vieille baleine, qui avait enfin succombé sous les coups répétés des harponneurs. Quand elle fut rangée le long du navire, on l'y fixa par de solides amarres; les canots effilés ayant été de nouveau hissés sur le pont, on les y replaça la quille en l'air l'un auprès de l'autre, et les marins, chaussés de lourdes bottes armées de crampons en fer, descendirent sur le dos de l'immense cétacé. Un grand feu brilla bientôt sous les chaudières; la chair grasse et huileuse de la baleine, détachée en larges bandes au moyen d'instrumens tranchans semblables à ceux dont on se sert pour couper la glace sur nos rivières, commença à bouillir et à se fondre en couvrant le navire d'épais nuages d'une sombre fumée. Les oiseaux de l'Océan, attirés par la vue du gigantesque cadavre pendu aux flancs du navire et par l'odeur de l'huile qui suintait des débris adipeux flottant sur la surface des vagues, firent retentir l'espace de leurs cris discordans. Ils se mirent à voltiger en foule autour de la mâture du *Jonas*, comme on voit en hiver les corbeaux s'ébattre bruyamment autour d'un chêne dépouillé de ses feuilles. A ce moment, le soleil se couchait, jetant un pâle reflet sur la cime des montagnes de glace qui s'effaçaient à l'horizon, et la mer profonde, soulevée par une froide brise, continuait de mugir sourdement. La nuit ne tarda pas à succéder au crépuscule, nuit triste et morne, rendue plus obscure encore par une brume intense. Au milieu des ténèbres, que ne perçait aucune des splendides constellations dont est parsemé l'hémisphère austral, il n'y avait de lumière que celle de l'habitacle, brillant comme un œil ouvert à l'arrière du navire.

Dans la cabine scintillait aussi une petite lampe de cuivre bien fourbie, qui se balançait au plafond et illuminait de sa vive clarté l'étroit espace où reposaient les deux femmes sauvées du naufrage.

— Dona Isabela, ma chère maîtresse, disait la négresse à genoux

sur une natte auprès du lit sur lequel reposait la jeune fille, Isabela, ma chérie, laissez-moi réchauffer vos petites mains... Le bon Dieu nous a sauvées, nous seules, hélas!... Les autres ont disparu.. Petite maîtresse, toi que j'ai bercée dans mes bras et nourrie de mon lait, m'entends-tu?...

Dona Isabela ouvrit les yeux, mit sa main sur le cou de la fidèle nourrice et soupira.

— Quand le navire a heurté la montagne de glace, c'est moi qui t'ai emportée, mon Isabela, mon trésor! La mer mugissait comme une tigresse pour te dévorer!... Maudits soient ces affreux parages où règnent les tempêtes, où la mer se gèle!... Il fait si beau sur nos plages du Brésil, où le soleil brille toujours. Nous les reverrons, m'entends-tu, Isabela? nous les reverrons, ces vallées où croissent les cocotiers... Pourquoi ces regards égarés, ces soupirs, ces sanglots, puisque le bon Dieu a envoyé vers nous ces braves gens qui nous ont arrachées à la mort?

Ainsi parlait la négresse en approchant son noir et rude visage de la face blanche et délicate de sa jeune maîtresse. Le souvenir récent des périls auxquels elle venait d'échapper comme par miracle l'exaltait jusqu'au délire. Elle cherchait à réchauffer de son souffle les mains glacées de dona Isabela. Celle-ci, en proie à une agitation nerveuse causée par l'épouvante et les angoisses d'une situation désespérée, entendait comme un vague murmure les paroles incohérentes de sa nourrice dévouée. Le bruit des flots retentissait toujours à ses oreilles comme de menaçantes clameurs. Elle ne savait où elle était; ses yeux se tournaient instinctivement du côté de la lampe qui brillait au-dessus de sa tête, et de ses bras affaiblis elle entourait le cou de la négresse, comme un enfant effrayé s'attache au sein de sa mère.

— Oui, je te tiens, et aucune force humaine ne t'arrachera de mes bras!... Ta mère est morte huit jours après t'avoir mise au monde, pauvre petite! Et je t'endormais sur mon sein quand tu voulais pleurer. Viens, viens encore dans mes bras, mon Isabela!

Parlant ainsi, la négresse enleva de sa couchette la jeune fille tremblante, et se mit à la bercer comme un petit enfant.

— Joaquinha, cria tout à coup celle-ci, où sommes-nous? Oh! que j'ai froid!...

— Vous êtes dans mes bras, chère petite, dans ces bras qui vous ont tant de fois bercée. Dormez, dormez, Isabela, ma maîtresse; la vieille Joaquinha veille sur vous.

Sans prendre garde aux mouvemens du roulis que les grandes vagues imprimaient au navire, elle se mit à se promener dans la cabine, répétant à demi-voix une de ces chansons mélancoliques

chères aux gens de sa couleur, et qui sont comme l'accent douloureux d'une race déchue. Le capitaine Robinson, qui se tenait sur le pont, veillant au dépècement de la baleine, entendit ce chant étrange qui ressemblait au bourdonnement d'un gros insecte enfermé dans une bouteille. Il prêta l'oreille pendant quelques minutes à l'interminable chanson, et s'approcha doucement de la cabine qu'il avait cédée aux deux femmes naufragées. La voix de la négresse devenait de plus en plus traînante, et pourtant celle qui chantait ainsi sautait d'un pied sur l'autre en marquant du talon un rhythme saccadé.

— *God bless my star* (1)! — La négresse a perdu la tête! dit à demi-voix le capitaine Robinson; la voilà qui danse et qui pleure tout à la fois!

Il pousse doucement la porte, et voit la Joaquinha qui chantait en tournant sur elle-même, comme si elle eût obéi à une force surnaturelle, et berçait toujours la jeune Brésilienne.

— Chut! fit la négresse en s'arrêtant tout à coup; chut! elle dort! La voilà bien assoupie maintenant; retirez-vous un peu tandis que je vais la remettre dans sa couchette, la pauvre petite!

Elle emmaillotta soigneusement sa jeune maîtresse dans ses couvertures, et enveloppa la lampe d'un mouchoir pour en amortir la clarté; puis, sortant de la cabine en faisant le moins de bruit qu'elle put, elle alla rejoindre le capitaine sur le pont.

— *Senhor*, lui dit-elle, vous êtes le maître de ce navire, n'est-ce pas?

— Je suis capitaine et propriétaire du *Jonas*, armé pour la pêche de la baleine dans le port de Salem, état de Massachusetts, et jaugeant six cent quatre-vingt-trois tonneaux.

— Eh bien! puisque vous êtes le maître ici, j'espère que vous ne refuserez pas de nous conduire à Rio-de-Janeiro. Ma maîtresse ne peut supporter le froid de ces parages; elle y mourrait au bout de huit jours! Savez-vous bien qu'elle a passé quarante-huit heures au fond de la chaloupe, mouillée par la vague, à demi morte de frayeur! Le matelot qui s'était sauvé avec nous a péri de fatigue. Sans vous, ma pauvre maîtresse serait au fond de la mer, et Dieu vous récompensera de votre générosité; mais elle n'est qu'à moitié sauvée. Vous ne répondez pas, capitaine! est-ce que vous n'entendez pas notre langue?

Le capitaine Robinson entendait et parlait assez bien le portugais; il l'avait appris dans ses relâches fréquentes à l'île de Sainte-Catherine, le plus beau pays du monde, et que les marins ont surnommé le « paradis des baleiniers; » mais il était depuis peu dans

(1) « Dieu bénisse mon étoile! » Exclamation familière aux Américains du Nord.

les parages de la pêche, et ne songeait pas pour l'instant à quitter les environs du cap Horn, qu'il venait à peine de doubler. Une fois arrivé dans la région des baleines, le capitaine Robinson se trouvait dans son élément, et il n'en sortait que quand son navire chargé en plein ne pouvait porter un tonneau de plus.

— Voyez-vous, continua la Joaquinha, le père de ma maîtresse, dom José de Minhas, est parti de Lima pour Rio un mois avant nous; d'importantes affaires l'ont forcé de se mettre en mer sans attendre sa fille, qui se trouvait malade.

— Attention à gouverner! cria le capitaine au timonier. *Keep full!* portez plein (1)!

— S'il apprend que le navire a sombré, il croira sa fille perdue, et il en mourra de chagrin, reprit la Joaquinha.

— Portez plein! cria de nouveau le capitaine en faisant un pas vers le timonier.

— Les vents refusent, capitaine, répondit le matelot; ce n'est pas ma faute si les voiles battent.

— En ce cas, que l'on vire de bord! dit le capitaine Robinson.

On appela les matelots de quart, et il se fit un grand mouvement sur le pont. La négresse, ne pouvant plus se faire entendre au milieu du bruit de la manœuvre, prit le parti de redescendre dans la cabine. Elle était furieuse et désolée. — Comme ces marins ont le cœur dur! Pas un mot de réponse à mes pressantes sollicitations! murmurait-elle en roulant ses gros yeux et secouant ses pendans d'oreilles avec un frémissement pareil à celui que fait entendre le serpent à sonnettes dans ses accès de colère. Pendant un quart d'heure, elle se tint accroupie auprès du lit sur lequel reposait dona Isabela à demi endormie. Elle sanglotait et versait des larmes abondantes, puis peu à peu ses pleurs cessèrent de couler, et elle tomba sur le parquet de la cabine, épuisée de fatigue. Cette femme énergique et passionnée, tout occupée de prodiguer ses soins à la jeune fille qu'elle aimait plus que sa vie, avait oublié les dangers, les angoisses et les souffrances qui venaient de l'assaillir elle-même; mais elle était vaincue à son tour, ses forces l'abandonnaient. Étendue sans mouvement sur sa natte, elle y resta pendant un quart d'heure secouée par le tangage du navire, qui la roulait comme un corps inerte.

III.

Le *Jonas*, se trouvant dans le parage des baleines, ne naviguait point en ligne droite; il courait des bordées, et se promenait à

(1) « Faites donner le vent en plein dans les voiles. »

droite et à gauche, tantôt portant au large, tantôt se rapprochant des hautes montagnes de la Terre-de-Feu. Au matin, un peu avant que le jour commençât à luire, les matelots de quart s'entretenaient des événemens de la veille.

— C'est égal, disait un vieux baleinier, le capitaine aurait dû retirer de la chaloupe le corps du marin étranger, l'envelopper d'un suaire et le faire couler.

— Vous verrez que ce cadavre s'acharnera à nous suivre, ajouta un matelot irlandais; il ne faut pas traiter le corps d'un chrétien comme celui d'un cachalot qu'on abandonne aux oiseaux...

— Tu sais bien que le capitaine Robinson ne croit guère en Dieu et point du tout au diable, reprit le premier interlocuteur; il nous a fait partir de Salem un vendredi !...

— Et pourtant il a pâli quand nous avons jeté à la mer son vilain chat noir, qui fourrait toujours ses pattes sales dans nos plats.

— Il faut bien croire à quelque chose, interrompit un novice au teint frais que les feux du tropique et la bise du cap Horn n'avaient point encore bronzé ; il se passe tant de mystères entre le ciel et la terre, et aussi dans les gouffres de la mer...

— Oh! oh! reprit en levant la tête un harponneur à longue barbe, tu as de la lecture, jeune homme; on voit qu'il n'y a point longtemps que tu as quitté les bancs de l'école. Pourrais-tu me faire le plaisir de me dire pourquoi il suffit de jeter un vieux balai ou une vieille pantoufle devant un navire qui a le vent favorable pour lui faire venir une brise contraire?

— Et pourquoi on ne peut tuer un de ces petits pétrels roux et noirs qui nous suivent en voltigeant, une patte en l'air et l'autre posée sur la vague, sans qu'il arrive un malheur à bord? ajouta le vieux baleinier.

Pendant que les matelots causaient ainsi à voix basse, en fumant, sur le gaillard d'avant, le crépuscule étendait sa teinte blanchâtre sur les eaux vertes. — *Glory of God* (1)! s'écria l'Irlandais en pâlissant, le voilà qui flotte près de nous!...

Les marins se levèrent tous avec empressement et aperçurent le corps du naufragé que les vagues roulaient à quelques pas devant la proue du navire.

— Il faut l'accrocher avec une gaffe et lui attacher une pierre au cou pour qu'il aille à fond, dit le harponneur; descendons dans la cale, et prenons-y un des gros galets qui servent de lest. Toi, novice, va demander à M. James, qui est de quart sur la dunette, la permission d'ouvrir la cale.

L'officier savait qu'il y a dans l'esprit des matelots certaines idées

(1) « Gloire de Dieu! »

qu'aucun raisonnement humain ne peut déraciner. Il leur permit donc sans hésiter de descendre dans la cale. Ceux-ci remontèrent bientôt, apportant dans leurs bras une demi-douzaine de pierres rondes, grosses comme des boulets de vingt-quatre.

— Voyons, reprit le harponneur, il nous faut une gaffe de longueur... La voici. Qui veut se placer dans les porte-haubans et arrêter au passage le... cadavre?

— Allez-y, vous, dirent les matelots...

— Non, répondit celui-ci; je suis à bord pour harponner les baleines et non les corps des naufragés... Tiens, novice, empoigne la gaffe.

Le jeune marin, surmontant sa répugnance, se disposait à obéir. Il passa la jambe par-dessus la lisse du navire et allongea la gaffe. A ce moment, une vague plus haute que les autres souleva le corps, le maintint durant quelques secondes dans une position presque verticale, en le repoussant violemment contre le bord comme pour l'y lancer. Un albatros à manteau noir, de la plus grande taille, qui planait à quelque distance du navire, vint effleurer le cadavre de ses longues ailes frémissantes. Le novice épouvanté se rejeta vivement sur le pont, et laissa échapper de ses mains la perche au croc de fer. Les autres matelots contemplaient avec une muette horreur les ébats du gros oiseau, qui tournoyait au-dessus de sa proie avec des cris aigus. Le navire marchait lentement, orienté au plus près du vent, et la brise froide du matin sifflait dans les cordages avec un murmure plaintif.

— Eh bien! monsieur James, dit tout à coup le capitaine Robinson en se montrant sur le pont, voilà le jour venu, et vous n'avez encore envoyé personne en vigie... Puis, apercevant l'albatros qui volait à petite portée : — Mousse, ajouta-t-il, donne-moi ma carabine.

Le mousse alla chercher l'arme et la remit entre les mains du capitaine. Celui-ci épaula sa carabine et fit feu. La balle, après avoir enlevé quelques plumes du cou de l'oiseau, frappa en plein le visage livide du matelot qui dormait sur les flots du sommeil éternel.

— *O horrible! most horrible!* murmura M. James en répétant les paroles d'Hamlet.

— Bah! répliqua le capitaine Robinson, il n'a rien senti, le pauvre diable... Pas de voile en vue, monsieur James?

— Non, monsieur, rien de nouveau.

— Eh bien! faisons route au sud, monsieur. Si nous avions rencontré quelque navire marchant à l'est du cap, je lui aurais confié les deux femmes que j'ai à bord; mais je ne puis rester à croiser ici : la saison avance. Après tout, ne sont-elles pas bien sur le *Jonas?*... Faites porter au sud; les baleines sont par là...

Le navire, recevant la brise en plein dans ses larges voiles, fila plus rapidement, et bientôt disparut dans les vagues, qui le ballottaient toujours, le sinistre objet dont la vue frappait l'équipage d'une vague terreur. A peine les matelots placés en vigie sur les mâts pour épier les baleines le distinguèrent-ils encore pendant une demi-heure, pareil à un point blanc flottant sur la surface glauque de l'Océan, dans le sillage du *Jonas*. Servi par un vent favorable, le navire se balançait de droite à gauche d'un mouvement doux et régulier. Dona Isabela, encore bien faible, se décida cependant à quitter le lit sur lequel elle venait de goûter quelques heures d'un sommeil troublé par des rêves pénibles. Elle avait besoin de respirer au grand air. Appuyée sur le bras robuste de la Joaquinha, elle fit quelques pas dans la cabine pour essayer ses forces, puis monta lentement l'escalier qui conduisait sur le pont. Autour de ses épaules flottait un manteau de fourrure que le capitaine avait mis à sa disposition; elle vint s'asseoir sur le devant de la dunette. Avec son pâle visage, ses traits nobles et fiers, ses yeux noirs voilés de longs cils, ses petites mains fines ornées de bagues et de diamans, elle ressemblait assez, sous son étrange costume, à une néréide égarée dans les tristes régions du pôle austral. Près d'elle se tenait debout la Joaquinha, drapée dans une mante à larges raies, comme une *signare* (1) de la côte du Sénégal. Son regard morne cherchait vainement sur l'immensité de cette mer toujours battue par des vents impétueux, et sur la voûte sombre d'un ciel éternellement couvert de nuages, les rayons de l'astre vivifiant sans lequel tout languit dans la nature.

Les matelots, baleiniers, harponneurs, rameurs et chefs de pirogues, contemplaient avec curiosité, de l'avant du navire, ces deux femmes qu'ils avaient à peine entrevues au moment du sauvetage, et que le hasard venait de jeter inopinément au milieu d'eux. L'officier qui les avait arrachées à la mort au péril de sa vie, M. James, demeurait à une distance respectueuse, appuyé sur la lisse; de temps à autre, il tournait la tête vers la jeune fille, dont la main crispée avait saisi la sienne d'une étreinte désespérée au moment où il s'élançait au fond de la barque. Celle-ci ne put s'empêcher de frissonner en apercevant son libérateur, dont la vue lui rappelait les angoisses des jours précédens.

— Vous avez froid, *senhora?* lui dit le capitaine Robinson. Venez vous mettre ici, à l'abri du vent.

Tandis que la jeune Brésilienne prenait place en un coin du pont mieux défendu contre le vent, le mousse apportait des coussins que

(1) Mot emprunté à la langue portugaise, et qui sert à désigner une classe de *dames* noires qui occupent un certain rang parmi les indigènes du Sénégal.

le capitaine disposa de manière à en faire une sorte de trône. Dona Isabela s'y étendit nonchalamment, après avoir croisé sur sa poitrine le manteau de fourrure. Pendant quelques minutes, le capitaine Robinson la contempla sans articuler une parole. Peut-être le cœur du rude marin, habitué à lutter contre les monstres de l'Océan, était-il attendri à la vue de cette frêle jeune fille que la vague avait poussée vers son navire, et qui frissonnait sous ces âpres climats comme un oiseau trop tôt arraché de son nid. Peut-être était-il subjugué par le charme mystérieux que donne à une créature délicate, et faite pour les paisibles joies de la vie de famille, le prestige des grandes douleurs ou des grands périls courageusement supportés. Si le capitaine Robinson pouvait être appelé un vieux marin, il ne faisait pourtant qu'entrer dans sa quarantième année; mais il y a des professions que l'on commence bien jeune, et dans lesquelles on a le droit de prendre sa retraite à l'âge où les autres hommes ont à peine atteint le complet développement de leurs facultés. La profession de marin est de celles-là; dans la chevelure noire et serrée du capitaine Robinson, il y avait plus d'une tache grise, et des rides profondes s'étaient creusées sur son visage, hâlé par les vents de la mer.

— Mousse, le café! dit-il enfin après avoir passé plusieurs fois sa main sur son front, comme un homme agité par des pensées importunes.

Le café fut servi. Dona Isabela en avala quelques gorgées; puis, fixant ses regards sur l'Océan sans rivage : — Monsieur, demanda-t-elle, où sommes-nous?

— Dans les parages de la pêche, répondit le capitaine Robinson.

— Où allons-nous?

— A la pêche, *senhora*. — La saison avance, j'ai hâte de remplir les flancs du *Jonas*.

— *Bom Deos!* s'écria douloureusement la jeune Brésilienne. Vous qui êtes si bon, si humain, qui nous avez sauvés du naufrage, n'aurez-vous pas la générosité de nous conduire à notre destination?

— J'ai vainement sondé avec ma longue-vue les profondeurs de l'horizon, dit le capitaine Robinson, je n'aperçois aucun navire faisant route à l'est... Ayez patience, *senhora;* je vous conduirai sur les côtes de la Colombie, du Pérou.

— Et il me faudra de nouveau doubler ce cap terrible, dont le nom seul me fait trembler?

— Je l'ai doublé vingt fois en toute saison, répliqua le capitaine. Jadis les baleines y abondaient; mais il faut remonter dans le sud pour les trouver aujourd'hui!... C'était là le pays de mon choix... Vingt fois, vous dis-je, je l'ai doublé sans aventure. Avec un peu de prudence on évite les glaces, et quant aux tempêtes, on les brave.

Si je m'éloigne de ces latitudes pour aller au Brésil, ma pêche est manquée; l'hiver viendra, et je ne trouverai plus par ici que des nuits interminables et des froids à geler mon équipage en plein midi. N'êtes-vous pas bien ici, *senhora?* N'ai-je pas mis à votre disposition tout ce que j'ai de meilleur, de plus précieux et de plus comfortable?

— Baleines à l'avant! cria tout à coup le marin placé en vigie sur le mât de misaine.

A cette voix, le capitaine Robinson se leva comme s'il eût été poussé par un ressort; son œil s'illumina d'un rayon d'enthousiasme. — Prenez garde, *senhora*, prenez garde à vous, on va mettre les pirogues à flot!

— Baleines à l'arrière et à tribord! cria l'autre matelot perché sur les barres du grand perroquet. Les baleiniers s'agitèrent tous à la fois; leurs pas précipités ébranlèrent le pont dans toute sa longueur. Dona Isabela regagna sa cabine aussi vite que le lui permettait son état de faiblesse. La Joaquinha, qui soutenait sa démarche chancelante, se retourna plus d'une fois pour lancer sur le capitaine Robinson des regards courroucés. Elle ne comprenait pas qu'un désir de sa maîtresse ne fût pas un ordre pour lui. « Ah! murmurait-elle en descendant l'escalier, si le navire était commandé par ce jeune homme blond aux yeux bleus qu'ils nomment M. James, on aurait plus d'égards pour nous!... »

Durant tout le jour, les pirogues de pêche, manœuvrées par des bras nerveux, sillonnèrent l'Océan, à la poursuite des baleines. Plus d'un harpon lancé avec adresse s'enfonça sur le dos des grands cétacés, dont le sang se mêla à l'écume des flots. Tout autour du navire, il se livra des combats acharnés; mais la résistance était vive de la part des baleines attaquées. Le capitaine Robinson suivit d'abord avec sa longue-vue, et sans y prendre une part active, les péripéties de cette lutte prolongée; bientôt, emporté par son ardeur, il se jeta dans un canot et courut rejoindre les pirogues au plus fort de la mêlée. Il était là, les cheveux au vent, pareil à un triton, excitant ses matelots du geste et de la voix. Les baleines se montraient ce jour-là d'une humeur intraitable. A peine piquées, elles plongeaient à des profondeurs incommensurables, puis revenaient à la surface de l'eau en bondissant avec fureur. Il fallut plusieurs fois couper au plus vite les lignes fixées sur les harpons pour empêcher les pirogues de couler à pic. L'une de ces embarcations, dans laquelle le capitaine Robinson avait pris place, fut brisée en deux morceaux par la queue arquée d'une baleine comme une paille sous la faucille d'un moissonneur. Secouru à temps par les hommes de l'équipage, le capitaine fut sauvé; mais deux de ses matelots périrent, broyés sous le coup terrible que le monstre leur

avait asséné. Dans cette journée qui promettait d'être si fructueuse, le *Jonas* ne put amariner qu'une seule baleine de moyenne grosseur.

— Voilà un premier malheur! dirent les baleiniers en revenant à bord.

— Dieu veuille qu'il ne soit pas suivi de plusieurs autres! répliqua un harponneur; le capitaine l'a échappé belle, c'est à lui que la baleine en voulait.

Après avoir changé de vêtemens, le capitaine Robinson fit distribuer une double ration de rhum à son équipage. Pour ne pas laisser ses hommes sous l'impression de l'accident qui l'avait privé de deux de ses meilleurs marins, il affectait de célébrer comme une victoire complète un mince succès trop chèrement acheté.

— Mes amis, leur dit-il, du courage! et demain je vous mènerai de nouveau à l'assaut... Les baleines sont là qui nous entourent; n'ayez pas peur de leurs grimaces, et nous ferons une pêche abondante.

Cette courte allocution ne réchauffa guère le courage des matelots, qui commençaient à perdre confiance. Le capitaine Robinson, déconcerté, lui aussi, de l'échec qu'il venait de subir, descendit dans la cabine, où dona Isabela, tout effrayée du bruit que l'on faisait au-dessus d'elle en hissant les pirogues hors de l'eau, se tenait immobile, la tête dans ses mains.

— Quoi donc, *senhora!* dit le capitaine Robinson avec un sourire forcé, vous avez peur, ce bruit vous inquiète?... Mais vous ignorez donc que nous venons de livrer une bataille rangée aux monstres marins! Oh! nous sommes maintenant dans des parages excellens. Encore huit jours, et le *Jonas* sera chargé en plein. Les baleines sont vaillantes, j'en conviens; mais le principal, c'est de les trouver. Vous entendez, *senhora;* une fois mon navire rempli, rien ne m'empêche plus de retourner sur mes pas; en faisant voile pour Boston, je touche à Rio-de-Janeiro. Huit jours, je ne vous demande plus que huit jours!... Pour conjurer le froid qui vous fait souffrir, allumez du feu dans ce petit poêle, et vous sentirez renaître autour de vous la douce chaleur des tropiques... Ouvrez ce meuble, vous y trouverez des châles de l'Inde pour envelopper vos pieds... Je voudrais vous faire ici une petite chapelle comme les Chinois en établissent dans leurs maisons pour y rendre un culte assidu à leurs divinités familières... Vous voyez bien que je suis disposé à vous obéir, quoiqu'il m'en coûte plus que vous ne pouvez le comprendre. Huit jours encore, et nous courrons droit sur les îles Falkland pour atteindre sans retard les côtes du Brésil.

— Est-ce vrai au moins, ce que vous dites là? interrompit brusquement la négresse.

— Foi de *gentleman!* répondit le capitaine; encore huit journées

de pêche, et je reviens sur mes pas triomphant, doublement triomphant d'avoir arraché du fond des eaux tant d'énormes baleines et...

— Et une pauvre jeune fille sans appui, dont la vie dépend de vous, ajouta dona Isabela en essayant de sourire.

— Non, non, *senhora!* dites plutôt une noble créature que le destin a envoyée à mon bord pour me consoler, par un rapide séjour auprès de moi, des ennuis de ma rude existence... Quand vous serez près de votre père, *senhora*, vous ne songerez qu'avec horreur aux jours que vous aurez passés ici. On vous unira à quelque *fidalgo* jeune, riche, bien fait, et vous oublierez près de lui, au sein d'une famille heureuse, la captivité forcée qui vous est imposée ici... Vous rejetterez loin de vous le souvenir de ces instans qui sont pour moi les plus précieux de toute ma vie!

A la pensée de revoir le pays natal, de sentir sous leurs pieds la terre ferme et le sol brûlant des tropiques, les deux femmes, la jeune maîtresse et la vieille esclave, ne purent retenir leurs larmes; elles en étaient si éloignées encore!

— Je voulais réjouir votre pauvre cœur attristé, reprit le capitaine Robinson, et voilà que je vous fais pleurer. Peut-être en ai-je trop dit. Ah! vous ne savez pas combien de jours, de semaines, de mois, nous restons sans rien dire, nous autres marins, sans donner un libre cours aux pensées qui nous agitent! Toujours lutter contre les élémens, dompter la volonté chez ceux qui doivent nous obéir, nous endurcir nous-mêmes contre toutes les émotions, voilà notre vie de chaque jour! Et pourtant nous y trouvons un charme irrésistible... jusqu'à ce qu'il nous arrive d'entrevoir une existence plus calme, qui aurait pu être la nôtre! Il y a bien de la faiblesse, allez, au fond du cœur en apparence le plus fermé aux tendres aspirations! La source des larmes se cache, elle aussi, sous le marbre et le granit. — Puis, s'arrêtant tout à coup comme si la voix lui eût manqué, le capitaine Robinson fit une longue pause. — Voyons, reprit-il d'un accent moins animé, je parle là comme une vieille femme... Résumons-nous; je voulais vous dire tout simplement ceci, *senhora:* ayez courage, prenez patience! Avant peu, je ferai route pour votre pays, et je vous remettrai moi-même saine et sauve entre les bras de votre père...

— Dieu vous entende, répondit la jeune fille, et qu'il vous bénisse!

— Pardon, reprit le capitaine en revenant sur la porte de la cabine qu'il venait de quitter; on va faire encore bouillir durant toute la nuit ces chaudières à l'odeur fétide qui servent à fondre la graisse des baleines. Ouvrez, s'il vous plaît, le coffret qui est là près de

vous : il renferme un choix complet des plus exquis parfums que produisent les îles de la Sonde. Il y a plus de choses que vous ne le soupçonnez dans ce navire, qui est depuis quinze ans mon unique demeure.

IV.

— Quelle est la route pour demain, capitaine? demanda le second du *Jonas*, M. James.

— Au sud, toujours au sud, tant que les vents nous y portent et tant que la saison n'est pas trop avancée. Finissons la pêche, monsieur, dussions-nous courir jusqu'au pôle!

A cette réponse vivement articulée, l'officier ne put s'empêcher de regarder avec étonnement le capitaine Robinson, dont les traits portaient l'empreinte d'une exaltation singulière.

— Oui, au sud, monsieur, entendez-vous? J'espère compléter mon chargement avant quinze jours... Les baleines sont là, devant nous, et je suis décidé à les poursuivre à outrance.

Le navire continua donc sa route droit au sud, se rapprochant toujours des âpres régions qui avoisinent le pôle austral. Le lendemain, il tomba de la neige fondue; le jour suivant, de gros nuages noirs, gonflés comme des outres, versèrent à torrens d'énormes grêlons, qui s'enfonçaient dans la mer comme des balles. Le froid ne sévissait pas encore d'une façon rigoureuse; mais la mer, battue par les premières rafales de l'automne, se soulevait avec violence. Le ciel prenait cet aspect sombre et menaçant particulier aux latitudes désolées sous lesquelles l'homme ne pénétrerait jamais, s'il n'était poussé par l'esprit d'aventure et soutenu par l'appât du gain. Le *Jonas* marchait avec une rapidité extrême; on eût dit qu'il était traîné à la remorque par les grandes baleines qui bondissaient devant lui. L'état de la mer, trop agitée, ne permettait point de leur livrer bataille. Elles couraient toujours, se jouant avec une agilité merveilleuse à travers les vagues gigantesques; l'eau salée qui jaillissait de leurs évens s'élevait çà et là en jets abondans, comme les gerbes puissantes qui s'épanouissent dans nos jardins publics aux jours de fête.

Appuyé sur la lisse, le capitaine Robinson suivait d'un œil impatient la marche des baleines, qui semblaient fuir devant lui.

— Voilà un gibier qui nous fera courir bien longtemps, dit M. James en secouant la tête.

— Le *Jonas* a les jambes longues, monsieur, répliqua le capitaine.

— Sans doute, répondit M. James, il a fait plus de milliers de

lieues que je ne compte d'années; mais les gambades de ces lourdes bêtes nous annoncent du gros temps. A force de marcher au sud, nous trouverons les froids du pôle.

— Je veux terminer ma pêche avant la fin de la saison, dit résolûment le capitaine; encore une demi-douzaine de ces grosses bêtes-là, et le ventre du *Jonas* sera tout plein. Mettez dehors autant de toile que la mâture pourra en porter.

Après avoir ainsi parlé, le capitaine Robinson se mit à se promener sur le pont. Le roulis du navire l'obligeait à s'arrêter à chaque pas pour conserver son équilibre. L'eau du ciel et l'eau de la mer rendaient glissantes les planches humides du tillac. Enveloppé d'un caban à capuchon et chaussé de grandes bottes fourrées, le hardi marin semblait jeter un défi aux élémens. Les hommes intrépides et aguerris sont sujets à se laisser exalter par la vue du péril, et alors ils n'ont plus qu'un désir, celui de s'y jeter tête baissée. Jusqu'ici, le *Jonas* ne courait cependant aucun danger; solidement construit et monté par un nombreux équipage, il avait supporté bien des tempêtes, auprès desquelles la grande brise qui le portait en avant n'était qu'un léger zéphyr; mais il y avait dans la couleur plombée du ciel, dans la marche rapide des vagues et dans le sourd murmure du vent comme l'annonce d'un ouragan prochain. Aucun de ces présages menaçans n'échappait au capitaine Robinson; seulement il était résolu à engager la lutte et à ne pas céder.

A midi, l'état brumeux de l'atmosphère ne lui laissant aucune chance d'observer le soleil, il descendit l'escalier de la cabine pour aller prendre un peu de repos. La Joaquinha l'arrêta au pied de l'escalier : — Capitaine, lui dit-elle, le roulis fatigue ma maîtresse et l'empêche de prendre aucun repos... Elle étouffe dans la cabine.

— J'en suis fâché, j'en suis désolé, répondit le marin, d'autant plus qu'il lui serait impossible de rester deux minutes sur le pont. Demande-lui si je puis entrer.

A bord d'un navire, les passagers, les femmes surtout, voient dans celui qui commande un être supérieur de qui dépendent les vents et les flots : sa présence les rassure, ses paroles leur rendent le courage. Dona Isabela fit donc appeler le capitaine Robinson. Celui-ci trouva la jeune Brésilienne ramassée sur elle-même au fond du canapé comme une divinité bouddhique; elle avait les traits altérés, le teint pâle et l'œil languissant.

— Eh bien! monsieur, lui dit-elle, vous voulez donc me faire mourir ici? De grâce, je vous en conjure, ramenez-nous vers le soleil!

— Encore cinq jours, accordez-moi cinq jours, répondit le capitaine, et j'accomplirai ma promesse.

— Cinq jours, c'est bien long quand on souffre! Savéz-vous que je suis ici comme dans une prison!

— Cette cabine, une prison! s'écria le capitaine; mais qu'y manque-t-il donc?... J'ai mis dix ans à la décorer des plus curieux objets que j'aie pu rassembler dans les cinq parties du monde. Voulez-vous que je vous dise toute ma pensée, *senhora?* J'avais envie de vous emmener à travers le Pacifique, de vous garder à bord pendant toute une campagne qui n'eût pas duré moins de deux années. Rien ne m'aurait manqué durant cette longue navigation : la mer, l'immense étendue, l'horizon sans bornes autour de moi, et quand vous l'auriez permis, quelques instans passés près de vous!... Mais la mer vous est odieuse...

— Monsieur, répliqua dona Isabela, vous m'avez promis de me conduire près de mon père...

— Et je tiendrai ma promesse, *senhora;* mais vous, vous ne rejetterez pas la prière que je vous adresse, n'est-ce pas? Je vous demande quelques jours encore..... Si vous pouviez contempler de dessus le pont la mer qui écume à perte de vue et devant nous les puissantes baleines qui folâtrent comme un de ces troupeaux de monstres marins qu'on voit dans les tableaux mythologiques!... Ce sont là des spectacles enivrans; tout est beau d'un bout à l'autre du globe pour qui sait voir et comprendre. Puis, quand on a lutté, combattu, souffert sous ces latitudes terribles, on va prendre terre sous les tropiques, dans quelqu'une de ces îles enchantées où la vie est si douce, si facile, qu'on n'a rien à faire qu'à rêver à l'ombre des palmiers...

— C'est cette terre-là que je vous prie de me rendre, dit la Brésilienne avec animation; c'est la mienne, la seule où je puisse vivre...

— Je vous la rendrai, vous dis-je; mais quand vous aurez quitté mon navire, est-ce que je pourrai jamais revenir habiter cette cabine? Oh! non, elle restera close pour toujours; j'en ferai clouer la porte afin d'y renfermer votre souvenir... Comprenez-vous bien, *senhora*, ce qui se passe en moi dans ce moment? Non, j'en suis sûr. Permettez que je vous le dise. Au milieu des périls de l'Océan, du bruit de la mer agitée, dans ces régions maudites, vous conservez au fond de votre cœur l'image vivante de quelque merveilleuse vallée où s'est écoulée votre enfance, où vous voudriez à tout prix être transportée par la baguette d'une fée. Eh bien! ce qui vous tourmente, ce que vous voudriez avoir, ce qui vous fait pleurer de regret, ce que vous n'avez que par l'imagination, moi je l'ai dans la réalité. Au milieu de ces froides solitudes où règne la tempête, dans ces parages hantés par les plus fantastiques animaux de la

création, j'ai là, dans mon navire, dans cette cabine, un sanctuaire béni qui renferme tout ce qu'il y a de plus suave, de plus délicat, de plus choisi et de plus digne de respect dans la nature, une jeune fille sans défense, sans appui, que les périls de la mort enveloppaient de toutes parts, et qu'il m'a été donné de sauver.

— Chut! fit la négresse Joaquinha en posant un doigt sur ses lèvres; silence, capitaine, ma maîtresse est endormie.

— Endormie! murmura le capitaine Robinson avec un peu d'humeur. Après tout, elle ne peut rien comprendre aux rêves qui m'agitent. Il n'y a jamais qu'une idée à la fois dans le cœur d'une jeune fille : celle-ci est tourmentée du désir de revoir son pays. L'amour de la terre natale la tiendra tant qu'elle sera ici... Une fois revenue dans sa famille, un autre amour s'emparera d'elle,... puis viendra l'amour maternel... Tous les travaux, toutes les inquiétudes et les fatigues de la vie sont pour nous autres hommes!

Sortant sans bruit de la cabine, le capitaine Robinson alla jeter un coup d'œil sur ses cartes marines. Il prit ses compas et mesura la route suivie par le *Jonas* depuis que le cap Horn était hors de vue. D'après ses calculs, le navire devait avoir dépassé le 65e degré de latitude sud. Le soir, une neige épaisse s'abattit sur le pont; durant la nuit, le froid devint assez intense, et les cordages, durcis par la gelée, glaçaient les mains des matelots. Ceux-ci commençaient à murmurer; ils s'effrayaient de voir le capitaine courir en aveugle au-devant d'une mort inévitable. Il régnait à bord un sourd mécontentement; tous accusaient leur chef de tenter la Providence et de mépriser les avertissemens d'en haut. Vers une heure du matin, l'Irlandais, qui se trouvait à la barre du gouvernail, poussa un cri perçant. Le second du navire, M. James, qui commandait le quart, courut vers lui.

— Qu'avez-vous? lui demanda-t-il.

— Je l'ai vu, monsieur, il est à l'arrière du navire; c'est lui qui nous pousse, et voilà pourquoi le *Jonas* marche comme s'il avait des ailes...

— Vous rêvez, Patt (1), répondit l'officier.

— Non, monsieur, sur mon âme, je l'ai vu; il me regardait en ricanant avec sa face verdie par la mer et fracassée par la balle du capitaine... Nous sommes perdus! Ne sentez-vous pas comme le navire s'enlève sur la vague?

— Je vais vous faire relever, Patt, allez vous reposer... Il faut mettre deux hommes à la barre.

Les deux hommes qui remplacèrent l'Irlandais saisirent la barre

(1) Abréviation de Patrick.

d'une main tremblante. — Le froid vous glace, mes amis, leur dit l'officier; vous vous serez bientôt réchauffés à tenir le navire en route; il se lance d'un bord à l'autre comme un cheval emporté.

Tout en appuyant leurs mains calleuses sur la roue du gouvernail, les deux matelots se parlaient à voix basse. Ce n'était pas le froid qui les faisait frissonner, car la sueur perlait sur leurs fronts. Une vague rumeur circulait parmi l'équipage : les marins disaient qu'on avait aperçu autour du *Jonas* le corps du naufragé courant sur les flots, et que par instans il se tenait à l'arrière du navire, qu'il poussait de ses mains crispées. Aucun d'eux ne l'avait vu de ses yeux, et tous affirmaient cependant qu'il s'était montré. L'Irlandais, plus explicite dans ses déclarations, avouait qu'il avait été pris de vertige en se penchant au-dessus des tourbillons d'écume soulevés par le sillage du *Jonas;* mais il lui paraissait indubitable que la terrible apparition se tordait au milieu des remous qui se formaient derrière le gouvernail. Ce qui demeurait certain, c'est que la peur qui couvait depuis quelques jours dans l'esprit des matelots faisait explosion sous l'influence du découragement. En mutilant d'un coup de sa carabine le visage inanimé du marin auquel il n'avait pas daigné accorder la sépulture, le capitaine Robinson avait attiré sur le navire et sur l'équipage un mauvais sort qu'il ne pouvait conjurer qu'en périssant lui-même; restait à savoir si les gens de l'équipage étaient condamnés à périr à cause de lui. Les baleines fuyant toujours devant la proue du *Jonas* n'étaient plus aux yeux de ces hommes consternés que des monstres fantastiques qui l'entraînaient forcément jusqu'au milieu des glaces du pôle. Et pendant que ces craintes répandues dans les imaginations paralysaient le courage des marins les plus énergiques, le vent redoublait de violence. Quand le jour parut, l'ouragan se déchaînait dans toute sa force. Le navire diminuait de voiles d'heure en heure; il ne put bientôt plus en porter aucune. Le vent, qui s'engouffrait dans les cordages avec un sifflement sinistre, le chassait toujours en avant avec une rapidité effrayante, et les vagues, profondes comme des vallées, hautes comme des montagnes, se le renvoyaient l'une l'autre en le couvrant d'écume. Il n'était plus temps de retourner en arrière, aucune force humaine n'aurait pu tenir tête à l'ouragan. Le navire on était réduit à fuir sous le vent aussi longtemps que durerait la tempête. La journée se passa dans des angoisses que tous les baleiniers, jeunes et vieux, partageaient au même degré. Le capitaine Robinson, silencieux, mais non résigné, regardait d'un œil hagard la mer en furie et ses matelots terrifiés. Il n'ignorait pas les secrètes pensées de son équipage, et si par la forte trempe de son caractère il se mettait au-dessus des appréhensions superstitieuses

qui obsédaient les hommes soumis à son commandement, il supportait impatiemment la pensée de la responsabilité qui pesait sur lui. Chaque regard de l'un de ses matelots transis de froid et mouillés par la vague qui déferlait sur le pont semblait lui dire : Faut-il donc que nous mourions tous pour expier la faute d'un seul?

V.

Peu à peu l'avant du navire, qui plongeait dans la vague, se couvrit d'une épaisse couche de glace. Le *Jonas*, obéissant à la fureur des vents, ne ralentissait point sa course désordonnée; des goëlands aux cris sauvages, mêlés à des troupes d'albatros, l'escortaient en se jouant dans les airs, comme pour narguer le désespoir des matelots. Il y a des momens où l'homme donnerait un empire pour les deux ailes d'un oiseau. La négresse Joaquinha, sortant à grand'-peine de la cabine où sa jeune maîtresse tremblait de froid et de frayeur, vint appeler à haute voix le capitaine Robinson.

— Descendez, monsieur, descendez! Ma maîtresse veut vous voir. Où allons-nous? où nous emportez-vous ainsi? Soyez maudit, vous qui nous entraînez à votre suite dans les ténèbres glacées de ces régions infernales!

Le capitaine, un peu surpris de cette rude et violente interpellation, descendit l'escalier. Il trouva la jeune Brésilienne retirée au fond de la cabine comme une captive blottie au fond de sa prison.

— Nous sommes perdues, monsieur? demanda dona Isabela en essayant de se soulever. N'est-ce pas, nous sommes perdues?

— Il ne dépend plus de moi de retourner en arrière, répliqua le capitaine. A l'impossible, nul n'est tenu! Demain, nous aurons une cuirasse de glace tout autour du navire... Comment, Joaquinha! tu as laissé s'éteindre le feu du poêle?

— Nous ne savons point nous chauffer au feu, nous autres gens des tropiques, répondit la négresse.

Le capitaine ralluma le feu, fit flamber quelques morceaux de charbon, et dit avec un calme sourire : — Voici un rayon de soleil, dona Isabela!

Celle-ci secoua tristement la tête. — Il n'y en a plus, il n'y en aura plus pour nous!...

— Peut-être!... Quel âge avez-vous, dona Isabela? Quinze ans, seize ans?...

— Ma maîtresse aura seize ans demain, répondit la négresse. Ce jour devait être une fête pour elle!...

— Seize ans, bon Dieu! Je dois donc vous paraître bien vieux, moi, avec mes quarante années qui viennent de sonner et mes che-

veux qui grisonnent! Seize ans! C'est à peine si vous commencez à vivre, et moi... j'ai fini. Un marin est fourbu à mon âge... Courir les mers, toujours naviguer, cela m'ennuie par momens; rester à terre, je ne le puis... Écoutez, dona Isabela; il y a peut-être encore un moyen de vous sauver...

— De nous sauver! s'écria la jeune fille. Est-il possible que nous puissions être sauvées?

La négresse ouvrait de grands yeux, ses épaisses narines se dilataient; elle restait la bouche béante.

— Répondez donc, capitaine; vous dites qu'il y a un moyen de nous arracher aux périls qui nous menacent?

— On le dit!...

— Et pourquoi ne pas essayer, capitaine?

Le capitaine la regarda fixement. La possibilité d'être sauvée l'avait tout à coup ranimée. L'espérance est si prompte à renaître dans le cœur le plus abattu!

— Répondez-moi, capitaine, reprit la jeune fille en lui prenant les mains; promettez-moi de tout tenter pour nous tirer d'ici! J'entends le fracas des flots, les mugissemens du vent qui me font mourir de peur; le froid me glace, les angoisses me rendent à moitié folle. Si je n'avais près de moi la bonne Joaquinha, j'aurais déjà cessé de vivre... Vous ne dites rien; c'est donc bien difficile à faire?...

— Oui et non, répliqua le capitaine Robinson.

— Que voulez-vous dire? Moi, je n'entends rien à vos manœuvres; sauvez-nous, je vous en prie à genoux, et je vous aurai dû deux fois la vie!

— Dona Isabela, ne vous mettez pas à mes genoux, je ne le veux pas... Permettez-moi seulement de baiser votre main!

— Encore une fois, c'est donc bien difficile, ce qu'il s'agit de faire pour nous sauver?

— Je vous ai répondu, *senhora*... Eh bien! non, je n'ai pas réfléchi à ce que je vous demandais; mettez seulement votre main dans la mienne. Maintenant ma résolution est prise, bien prise. Un peu plus tôt, un peu plus tard, qu'importe? Ce sera donc moi qui quitterai le premier ce navire!... Adieu, dona Isabela, adieu!...

— Revenez, je vous en supplie, revenez au plus vite, reprit la jeune fille; nous avons si grand'peur ici toutes seules...

Quand il remonta sur le pont, le capitaine Robinson fut épouvanté de l'aspect de la mer. L'ouragan se déchaînait avec une violence inouie. Tout l'avant du navire était balayé par les lames furieuses, et les matelots, réfugiés à l'arrière, près de la dunette, se tenaient dans la morne attitude de gens condamnés à périr. Le froid blé-

missait leurs visages, altérés par la frayeur; leurs dents claquaient, et l'eau de la mer, lancée par la vague, se gelait sur leurs vêtemens et jusque sur leur barbe.

— Mes amis, dit le capitaine en paraissant au milieu d'eux, voilà qui va mal, n'est-ce pas? Un mauvais sort nous poursuit! qu'en dis-tu, toi, Patt l'Irlandais, qui as souvent peur de ton ombre?

L'Irlandais releva la tête et regarda en face le capitaine Robinson.

— J'ai vu ce que j'ai vu, monsieur; les morts se vengent comme les vivans des insultes qu'ils ont reçues.

— J'aurais bien envie de te briser la tête, à toi aussi, avec ma carabine, pour t'apprendre à me répondre insolemment, dit le capitaine Robinson; mais je n'en ferais pas sortir les folles imaginations qui s'y sont logées. Voyons, qu'en pensez-vous, vous autres? Croyez-vous aussi que les morts reviennent?

Personne ne répondit; les voix tumultueuses et sinistres des flots déchaînés semblaient parler du fond des abîmes pour ceux qui restaient muets.

— Monsieur James, dit le capitaine à son premier officier, descendez dans la cabine pour rassurer par votre présence la jeune fille que vous avez sauvée...

Puis, s'adressant de nouveau à ses matelots : — On dirait que vous n'avez jamais vu de tempêtes!

— Jamais de pareille à celle-ci, répliqua à voix basse un vieux harponneur!

— Toi aussi, Dick, tu perds la tête! s'écria le capitaine; le vertige s'est emparé de vous, mes amis. Eh bien! qui de vous oserait me jeter à la mer? C'est pourtant le moyen de tout sauver; vous l'avez pensé, vous l'avez même dit plus d'une fois! Croyez-vous que je n'aie pas eu connaissance de vos plaintes, de vos murmures? Il y a assez longtemps que je navigue pour être au fait de vos rêves superstitieux... J'ai fait une promesse que je ne puis plus tenir; j'ai manqué la pêche; le destin m'est contraire, pourquoi? Je ne sais; mais je me sens vaincu par une puissance supérieure; à vos yeux, je suis un être maudit, n'est-ce pas? C'est moi qui suis le coupable et moi qui dois être la victime!

Les baleiniers baissèrent la tête; il était vrai que de sinistres paroles avaient été prononcées par eux dans le paroxysme de la terreur.

— Tenez, reprit le capitaine Robinson, vous me faites pitié. Vous n'osez regarder la mort en face, et pourtant elle est toujours là qui rôde autour de nous. N'est-ce donc pas votre métier, à vous, de la braver à travers les mers, d'un pôle à l'autre? Ah! j'ai compassion de la pauvre jeune fille enfermée là, dans cette cabine, et qui tremble

à chaque coup de la vague, j'ai compassion même de cette négresse dévouée qui sacrifierait sa vie pour sa maîtresse; mais vous, qui êtes devenus pareils à des femmes, je vous méprise. Eh bien! s'il faut se dévouer pour quelqu'un, je me dévouerai pour dona Isabela, et vous, vous serez sauvés par-dessus le marché...

Ayant ainsi parlé, le capitaine Robinson mit le pied sur le bord du navire et se précipita, la tête la première, dans l'abîme mugissant qui s'entr'ouvrait pour l'engloutir. Les matelots épouvantés poussèrent un cri qui fut entendu dans la cabine malgré le tumulte des flots. M. James s'élança vivement sur le pont, cherchant des yeux le capitaine Robinson, qui venait de sombrer sous le poids de ses lourds vêtemens. — Où est le capitaine? demanda-t-il avec inquiétude.

— Là! répondirent les baleiniers en montrant la mer.

— Malheureux, qu'avez-vous fait?

— Rien, répliquèrent les matelots; sur notre âme, il est parti tout seul, de son plein gré... Il a entendu la voix de l'autre qui l'appelait.

— Encore une fois, s'écria l'officier en s'armant d'une hache, je vous adjure de m'avouer la vérité : qui de vous a porté la main sur lui?

— Personne ne l'a touché, répliqua un vieux harponneur aux cheveux gris. Il devait périr, c'est vrai; mais qui de nous eût osé commettre un crime, quand nous pouvons tous paraître devant Dieu d'un moment à l'autre?

— C'est donc moi qui commande maintenant, dit le jeune officier en jetant un regard d'anxiété sur le navire et sur la mer bouleversée par la tempête. Voulez-vous m'entendre, m'obéir?... Tout n'est pas perdu peut-être!... Voyez là-bas, à l'horizon, ce petit coin de ciel qui semble s'éclaircir!

— Hurrah! répétèrent en chœur les baleiniers, hurrah!

— Silence! reprit M. James. N'insultez pas par vos clameurs à celui dont vous avez causé la mort par vos folles croyances.

— Folles tant que vous voudrez, dit le maître d'équipage; il n'en est pas moins vrai que la tempête s'apaise.

Vers le soir, la tempête commença en effet à s'apaiser. La mer restait encore horriblement agitée, et le *Jonas*, fatigué par les vagues, tremblait dans toute sa membrure; mais déjà l'espérance, qui va toujours au-devant de ce que souhaite le cœur de l'homme, montrait à l'équipage les flots calmés et le ciel serein. Chacun reprit son poste avec ardeur et obéit avec docilité aux ordres du nouveau capitaine. Il était bien temps que le *Jonas* sortît de ces parages inhospitaliers; les assauts multipliés qu'il avait dû supporter depuis

deux jours et deux nuits l'avaient mis hors d'état de continuer la pêche de la baleine. Conduit par M. James, le pauvre navire, tout meurtri et faisant beaucoup d'eau, reprit lentement la route du cap Horn. Il dépassa heureusement les îles Malouines, et vint, six semaines après le jour où avait disparu le capitaine Robinson, jeter l'ancre dans la vaste rade de Rio-de-Janeiro. . . . .

. . . .

Quelques jours après l'arrivée du *Jonas*, on lisait dans la gazette de Rio-de-Janeiro les lignes suivantes : « Le *Jonas*, baleinier américain, vient de mouiller sur notre rade, ramenant à son bord une jeune fille qui appartient à l'une des premières familles de cet empire, dona Isabela de Minhas. Cette jeune personne a été recueillie en mer par le navire baleinier après le naufrage du brick péruvien *Nuestra-Señora-del-Pilar*, qui s'est perdu aux environs du cap Horn par suite de sa rencontre avec une montagne de glace. Entraîné par un ouragan jusque dans le voisinage du pôle sud, le *Jonas* a couru les plus grands dangers; il a fait des avaries considérables, et il lui faudra subir de grandes réparations. Le capitaine ayant péri dans la tempête, ce bâtiment a été conduit ici par le second, M. James Simpson, de Baltimore, jeune homme d'une bonne éducation et d'excellentes manières, qui n'a cessé de prodiguer à l'intéressante jeune fille sauvée par lui après le naufrage les soins les plus empressés. Les matelots du *Jonas* disent que le capitaine avait perdu la tête par suite du chagrin qu'il éprouvait d'avoir manqué sa pêche en portant trop au sud, et qu'il s'est jeté lui-même à la mer. M. James Simpson a été comblé de présens par le comte de Minhas, qui l'a invité à venir passer dans sa résidence, située à deux lieues de la capitale, tout le temps que son navire restera ici en réparation... »

La Joaquinha, ayant entendu lire ce récit, haussa les épaules. « Le capitaine Robinson, dit-elle, était à demi fou depuis longtemps; il nous débitait des choses extravagantes au milieu des coups de vent et de la tempête, comme si nous eussions été dans un salon, en terre ferme. Il aimait les baleines avec tant de passion, qu'il les aurait volontiers poursuivies jusque dans les entrailles de la terre. On disait aussi qu'il avait commis une mauvaise action, et qu'un fantôme l'a enlevé par-dessus le bord... C'est possible, mais je sais bien ce qui a achevé de lui tourner la tête : c'est que ma maîtresse, au lieu d'écouter ses belles phrases, lui demandait toujours avec instance de hâter le moment où il lui serait permis de le quitter, lui, son navire et ses baleines. »

TH. PAVIE.

LA

BANQUE DE FRANCE

ET

LE CRÉDIT

Toutes les fois que la Banque de France juge à propos, en vue d'une crise, d'élever le taux de son escompte pour sauvegarder son encaisse, cette mesure rencontre de nombreux contradicteurs. Il y a d'abord ceux qui, tout en reconnaissant à la Banque le droit de prendre des mesures préservatrices, en discutent l'opportunité, parce qu'ils envisagent les faits autrement que la Banque, et qu'ils ne croient point à la crise que celle-ci paraît redouter. On a dit qu'il n'y avait rien de brutal comme un fait : cela est vrai des faits dont l'évidence éclate à tous les yeux; mais ces faits-là se rencontrent rarement en économie politique et financière. La plupart se présentent au contraire sous un jour plus ou moins douteux, qui laisse nécessairement assez de place à la discussion. N'a-t-on pas vu, il y a quelques mois, la presse officieuse, les avocats mêmes du gouvernement, traiter de calomnies toutes les observations qui étaient présentées, souvent très timidement, sur l'exagération des dépenses et les dangers qui pouvaient en résulter? On niait les découverts, on niait l'énormité de la dette flottante, et l'on prétendait que jamais les finances de l'état n'avaient été mieux conduites et plus prospères. Cela se disait encore la veille même du jour où parut le mémoire de M. Fould, qui est devenu la lumière pour tout le monde. S'il en peut être ainsi pour un fait qu'il est aisé de vérifier par le calcul, à plus

forte raison ces fluctuations s'expliquent-elles dès qu'il s'agit d'un fait aussi complexe, aussi difficile à démêler qu'une crise et même qu'un embarras financier. S'il y a des symptômes qui annoncent l'une ou l'autre, il y en a presque toujours qui peuvent les faire mettre en doute; aussi, lorsque la Banque croit devoir recourir à des mesures restrictives, on voit des gens contester les embarras mêmes qui justifient l'opportunité de ces mesures.

Ce qui semble plus étonnant, c'est que des théories se soient produites pour contester le droit même que possède la Banque d'élever le taux de son escompte et l'avantage qui peut en résulter à certains momens. La Banque de France, dit-on, est un établissement public qui exerce un monopole dans l'intérêt de tous; ce monopole lui confère le droit d'émettre seule des billets qui sont acceptés comme de l'argent comptant; elle a de plus, grâce à la confiance dont elle jouit, le privilége d'attirer de nombreux dépôts auxquels elle ne paie rien. Supposons qu'elle émette pour 800 millions de billets au porteur et qu'elle reçoive pour 200 millions de dépôts : si nous en déduisons 400 millions de réserve métallique qu'elle garde pour faire face aux remboursemens, il reste 600 millions, qui ne lui coûtent rien et pour lesquels elle prélève un certain intérêt. La charge attachée au monopole consiste en ce que cet intérêt soit le plus minime possible. Pourquoi n'en serait-il pas de la Banque comme des chemins de fer? Lorsqu'on a créé le monopole des chemins de fer, on leur a imposé, en retour des avantages qu'on leur accordait, certaines charges qui faisaient compensation. Ils ont dû notamment ne point élever leurs tarifs au-dessus d'un certain chiffre, et tous les jours le gouvernement, appuyé par l'opinion publique, presse les compagnies pour que ce maximum soit abaissé le plus possible. La Banque de France est dans la même situation : son tarif à elle, c'est le taux de l'escompte, et s'il est vrai que le bas prix des transports soit utile au progrès de la richesse publique en ouvrant de nouveaux débouchés à la production et en multipliant les rapports des producteurs et des consommateurs, cela doit être plus vrai encore du taux de l'escompte, du loyer du capital, qui est l'agent principal du mouvement industriel et commercial, tandis que les frais de transport n'en sont que l'accessoire. Vainement dans une machine rendra-t-on plus facile l'action des rouages secondaires, si l'on néglige le moteur principal : le bas prix du capital est le pivot du progrès de la richesse publique, et on doit l'obtenir de la Banque en retour des avantages qu'on lui concède.

En posant ainsi la question, comme la posent les adversaires par principe des mesures restrictives de la Banque, nous ne croyons pas l'avoir affaiblie, nous y aurions plutôt ajouté une force nouvelle par

la comparaison du monopole de la Banque avec celui des chemins de fer. Une fois sur ce terrain, chacun tire à boulet rouge sur la Banque : les uns lui demandent de faire argent de son capital social immobilisé pour augmenter d'autant ses ressources disponibles; d'autres lui conseillent d'étendre sa circulation fiduciaire grâce aux billets de 50 francs, dont l'émission, autorisée par la loi de 1857, a été ajournée jusqu'à ce moment; d'autres se contentent de lui recommander d'éplucher les bordereaux qu'on lui présente et d'éliminer les uns au profit des autres. Nous ne parlons pas de ceux qui se prononcent franchement dès le premier jour pour le cours forcé des billets de banque, et voient là seulement le remède à tous les maux, la panacée universelle pour donner le capital à bon marché. Cette théorie n'est pas encore assez généralement admise pour mériter les honneurs d'une discussion en règle. Il faut se défier davantage de celles qui tendent au même but sans s'en apercevoir, et même en s'en défendant. Celles-ci seules sont dangereuses, parce qu'elles conduisent à travers des sophismes séduisans vers des conséquences qu'on ne voit pas d'abord, et qu'on ne peut plus éviter dès qu'elles apparaissent. C'est à ce point de vue qu'un écrit non signé, mais dont l'auteur est certainement initié aux affaires, mérite une attention sérieuse. C'est cet écrit même qui nous montre combien il importe d'éclairer l'opinion sur les dernières mesures prises par la Banque. Il a pour titre : *La Banque de France et la fixité du taux de l'escompte*. Nous allons d'abord discuter la question de principe, nous discuterons ensuite la question d'opportunité.

Il est très vrai que la Banque de France exerce un monopole, qu'elle seule a le droit d'émettre un papier qui est accepté comme de la monnaie, et qui, sans être un capital lui-même, puisqu'il n'est qu'une promesse de payer avec la signature de la Banque substituée à celle d'un particulier, n'en fait pas moins l'effet pour la Banque d'un capital dont elle a la libre disposition et qu'elle peut prêter comme elle prêterait des espèces métalliques. Si cette émission de billets atteint 800 millions et que la Banque attire de plus à elle, par la confiance dont elle jouit en vertu même de son privilége, 200 millions de dépôts pour lesquels on ne lui demande aucun intérêt, c'est, déduction faite d'un encaisse de 400 millions qu'elle est obligée de conserver pour faire face aux remboursemens, une somme de 600 millions qui ne lui coûte rien. Par conséquent elle a, pour prêter à de bonnes conditions, pour modérer le taux de l'intérêt, des avantages que n'ont pas les particuliers, qui n'ont de capitaux que ceux qu'ils ont économisés ou qu'on leur a prêtés moyennant intérêts. Parce qu'une banque privilégiée comme la Banque de France peut donner le capital à meilleur marché que les particuliers, s'en-

suit-il cependant qu'elle doive toujours le donner à très bon marché, à un taux invariable, comme le prétend l'auteur de l'écrit dont nous avons parlé? Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que la demande du capital fût toujours la même, ou plutôt que la Banque pût régler elle-même la demande de telle façon qu'elle ne dépassât jamais l'offre, car il en est du capital comme de toute autre marchandise: s'il est plus demandé qu'offert, le prix s'en élève. Il faudrait qu'avec les 6 ou 700 millions, mettez même un milliard, de ressources disponibles que possède la Banque, elle fût toujours en mesure de dominer les besoins. Pour se rendre compte de ce qu'une telle prétention offre de chimérique, il faut savoir que le capital flottant de la nation, dont le transfert d'une main à l'autre constitue ce qu'on appelle le crédit, et dont l'abondance ou la rareté par rapport aux besoins sert à déterminer le prix, n'est pas moindre de 50 ou 60 milliards, et si on ne parle que des billets de commerce en circulation, de cette masse escomptable qui peut se présenter à la Banque, il n'est pas téméraire de l'évaluer à 10 ou 12 milliards. Or nous demandons ce qu'est le milliard de la Banque à côté d'un pareil chiffre, à côté de pareils besoins. Si les 10 ou 12 milliards de billets de commerce, pour nous en tenir à ces valeurs, entrent dans la circulation et trouvent à se faire escompter, c'est qu'il y a quelque part, en dehors de la Banque, chez les banquiers, dans le public, un capital équivalent pour les absorber. C'est ce capital, dont celui de la Banque n'est qu'un faible appoint, qui, par son rapport avec la demande, sert à déterminer le prix auquel on peut le prêter, c'est-à-dire le taux de l'intérêt. S'il est plus abondant que les besoins, le taux de l'intérêt s'abaisse; il s'élève au contraire si le capital est rare, et la Banque est bien obligée de suivre ces mouvemens, sous peine, si elle maintient le taux de son escompte à un taux supérieur à celui du marché, de ne pas faire d'opérations, car on ira se faire escompter ailleurs, et son capital restera improductif, — sous peine d'autre part d'être débordée dans son capital, si elle le maintient à un taux inférieur, car alors les demandes afflueront de toutes parts, son capital sera vite absorbé, et elle n'aura plus rien pour continuer ses opérations, pour rembourser ses billets au porteur, et pour répondre aux demandes de retrait de ses dépôts qui deviendront d'autant plus nombreuses qu'on saura la Banque embarrassée. Elle sera dans l'alternative également funeste, ou de cesser ses opérations et de suspendre ses paiemens, ou de faire décréter le cours forcé. On a beau s'en défendre, le cours forcé est au bout de tout système qui, en fait de banque, prétend réagir contre les conditions générales du marché, contre les rapports de l'offre et de la demande.

Mais, dira-t-on, le taux de l'escompte a bien pu rester invariablement fixé à 4 pour 100 pendant trente-deux ans, de 1820 à 1852, excepté en 1847, où il a été un moment porté à 5 pour 100. Ce moment déjà où il a subi une modification, en 1847, prouve contre le fait qu'on invoque, puisqu'il a fallu, pour faire face à la crise, élever le taux de l'escompte; mais nous reconnaissons que dans le passé les variations ont été moins fréquentes et moins considérables que depuis quelques années. La raison en est bien simple : depuis 1852, le mouvement des affaires commerciales qui repose sur le crédit est tout différent de ce qu'il était alors, il a même pour ainsi dire quadruplé. Ainsi la masse des opérations de la Banque de France, qui en 1847 avait été de 1 milliard 854 millions, s'est élevée en 1860 à 6 milliards 340 millions (1), et le commerce extérieur, qui était de 2 milliards 654 millions, s'est élevé en 1860 à 5 milliards 340 millions. Que peut-on trouver de plus éloquent que ces chiffres pour démontrer que la situation qui a précédé 1848 ne peut être invoquée pour juger la situation actuelle? En 1847, la moyenne du portefeuille de la Banque était de 176 millions; elle est aujourd'hui de 550, et les billets au porteur, qui ne dépassaient pas 240 millions, atteignaient, au bilan du mois de novembre 1861, 729 millions, après s'être élevés à 779 au commencement de l'année.

Avant 1848, la Banque de France était un établissement de crédit auquel on ne recourait que dans les circonstances extraordinaires; généralement on trouvait moyen de s'en passer : le capital était partout abondant en dehors d'elle, plus abondant que les besoins. Par conséquent il n'était pas étonnant que la Banque ne fût pas soumise à des oscillations de crédit comme celles que nous avons vues depuis, et qu'elle pût maintenir le taux de son escompte à peu près invariable. Cependant, nous le répétons, lorsqu'en 1847, par suite de la disette de 1846, il fallut solder au dehors de nombreuses acquisitions de céréales et exporter du numéraire, cette invariabilité ne put subsister, et le taux de l'escompte fut porté à 5 pour 100. Aujourd'hui la situation est toute différente : le pays est certainement plus riche qu'il ne l'était avant 1848; il a développé tous les élémens de la production; il a plus de chemins de fer, plus d'usines, etc. Cependant il a moins de capital disponible, parce qu'il en a davantage employé en dépenses tant productives qu'improductives. Ce n'est pas vainement qu'on a dépensé, depuis 1852, en chemins de fer 4 milliards (2), en frais de guerre 2 mil-

(1) Voyez le dernier rapport du gouverneur de la Banque sur les opérations de 1860.

(2) Voyez les documens statistiques publiés par le ministère des travaux publics, qui établissent que les dépenses faites pour les chemins de fer se sont élevées, de la fin de 1851 à la fin de 1858, à 3 milliards 55 millions. Si l'on y ajoute les dépenses qui ont été

liards (1), et en frais d'autre nature qui ont détruit ou immobilisé le capital au moins 4 milliards (2) : total, 10 milliards en dix ans, soit 1 milliard par an. C'est certainement un chiffre supérieur à l'épargne du pays, qu'on évaluait à 300 millions par an avant 1848, et que nous évaluerons aujourd'hui au double, à 600 et même 700 millions (3). L'emploi du capital a donc constamment été en avance sur l'épargne, et plus les opérations commerciales ont augmenté, plus elles ont reposé sur le crédit.

Jusqu'en 1852 aussi, et même au-delà, on avait pu maintenir intacte la fameuse loi de 1807, qui limite à 5 pour 100 le taux de l'intérêt. Pourquoi a-t-on dû la modifier? pourquoi a-t-on laissé la Banque de France élever le taux de son escompte comme elle le voudrait? Parce qu'on a reconnu que les prescriptions de cette loi n'étaient plus en rapport avec le développement économique du pays, et qu'elles avaient pour effet, en gênant l'action de la Banque, de rendre à certains momens son concours impossible. Si, lors de la crise de 1857, la Banque de France n'avait pas été affranchie de ces prescriptions, si elle eût été obligée de laisser au maximum de 6 pour 100 le taux de son escompte lorsqu'il était à 10 pour 100 en Angleterre, elle eût bien vite épuisé ses ressources. Le commerce n'aurait plus trouvé de crédit, et la crise aurait eu pour nous des conséquences autrement graves que celles qu'on a observées.

On peut bien, quand il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, l'obliger à maintenir son tarif bas, quelles que soient les circonstances; et si, grâce à cet abaissement, les transports se multiplient, la compagnie en sera quitte pour augmenter son matériel; si cela ne suffit pas encore, on fera un nouveau chemin de fer dans la même

faites depuis, à raison de 300 millions par an environ, on arrive à bien près de 4 milliards.

(1) On a emprunté 1 milliard 500 millions pour la guerre de Crimée, 500 millions pour celle d'Italie, sans compter les crédits supplémentaires pour les expéditions de Chine et de Cochinchine.

(2) Nous ne pouvons donner ici le chiffre exact; mais quand on voit qu'on a dépensé 4 milliards en dix ans pour la seule industrie des chemins de fer, il ne parait pas exagéré d'évaluer à la même somme au moins ce qui a été employé par le développement de toutes les autres industries, en y comprenant les travaux des villes.

(3) M. Bonjean, dans un discours qu'il vient de prononcer au sujet du sénatus-consulte, évalue à 12 milliards les sommes qui ont été dépensées depuis 1852; seulement il considère à tort, ce nous semble, que parce qu'elles ont été dépensées, elles ont dû être épargnées, et il en conclut aussi à tort que la France s'est enrichie en conséquence d'un revenu supplémentaire de 600 millions par an. M. Bonjean oublie qu'il y a une distinction à faire entre les dépenses productives et celles qui ne le sont pas. Les 2 milliards qui ont été dépensés pour la guerre n'ont rien ajouté à la richesse publique, et on peut en dire presque autant de ce qui a été employé pour l'embellissement des villes.

direction. Les actionnaires seront peut-être ruinés par cette concurrence, mais l'intérêt public y gagnera. Il n'en est pas ainsi avec le capital, même avec celui dont dispose la Banque de France. Si ce capital est épuisé, et il ne tarde pas à l'être avec le taux de l'escompte au-dessous du cours, quels seront les moyens d'action dont elle dispose pour y suppléer et pour continuer ses opérations? Ces moyens d'action, c'est l'émission des billets au porteur, c'est l'augmentation des dépôts. Aura-t-elle quelque moyen d'accroître les uns et les autres? Pas le moins du monde. Elle les verra au contraire diminuer de jour en jour, et plus elle fera d'efforts pour les étendre, plus ils se resserreront. C'est un résultat infaillible. On a souvent, dans les temps de crise, pressé la Banque de France de ne pas se préoccuper de son encaisse et d'étendre davantage sa circulation fiduciaire, qui est, dit-on, suffisamment garantie par les valeurs de commerce qu'elle a reçues en échange de ses billets, valeurs portant les meilleures signatures et reposant sur des produits. Nous verrons tout à l'heure ce que peut devenir cette garantie; en attendant, nous dirons qu'on conseille à la Banque tout simplement de faire, non pas ce qu'elle ne veut pas, mais ce qu'elle ne peut pas faire. On lui conseille d'émettre un plus grand nombre de billets au porteur; mais a-t-on un moyen de les faire accepter du public s'il s'y refuse? Et il s'y refusera d'autant plus qu'il sentira la réserve métallique diminuée et la Banque embarrassée. Le billet qu'il aura reçu à un guichet, il ira immédiatement le changer à un autre. C'est là un fait qui se produit constamment dans les temps de crise. En janvier 1857, avant la crise violente qui devait éclater à la fin de l'année, la circulation fiduciaire de la Banque de France était de 612 millions; elle n'était plus que de 581 millions au mois de décembre, au plus fort de la crise, lorsque la Banque était obligée d'élever le taux de l'escompte à 8 et 10 pour 100, et qu'elle aurait eu tant d'intérêt à se créer des ressources extraordinaires. Dans l'année 1861, qui vient de s'écouler, les choses se sont encore passées de la même manière. Les billets au porteur de la Banque de France, qui, au bilan du mois de janvier, s'élevaient à 779 millions, étaient descendus à 729 au bilan du mois de novembre. Il est donc bien clair qu'on ne peut pas émettre des billets à volonté, et que, tant que la conversion en espèces reste facultative, c'est le public, non la Banque, qui est juge de la quantité qu'il peut en recevoir.

Quel remède propose-t-on? L'émission des coupures de 50 fr., autorisée par la loi du 9 juin 1857, qui a renouvelé le privilége de la Banque, et que celle-ci n'a pas trouvé l'occasion d'émettre jusqu'à ce jour. Nous n'avons pas de grandes objections à faire contre l'émission des billets de 50 francs; cependant il ne faut pas se créer

d'illusion : cette émission n'augmenterait sans doute que très faiblement la masse de la circulation fiduciaire. Les billets de 50 francs auraient pu être utiles autrefois, lorsqu'on était en présence d'une circulation métallique en argent dont le poids était incommode. Un billet de cette nature, venant remplacer dix de ces pièces de 5 fr. pesant 1/4 de kilogramme, était un avantage, et on comprend qu'il fût accepté du public et restât en circulation; mais cet avantage a beaucoup diminué, s'il n'a pas complétement disparu, depuis que l'or est devenu l'instrument principal de la circulation métallique. Dans tous les cas, il faudrait bien se garder d'émettre les billets de 50 francs dans les temps de crise, d'abord parce que ce serait montrer quelques inquiétudes sur la possibilité du remboursement et que le public viendrait les demander d'autant plus vite, ensuite parce que, dans ces temps-là, c'est du numéraire qu'on réclame et non des billets. De deux choses l'une : ou la crise a pour cause des différences à solder au dehors, alors le numéraire est la seule monnaie qui passe la frontière et qui soit acceptée des étrangers; ou elle a simplement pour cause des embarras intérieurs comme en 1857, alors on veut également des espèces, parce que c'est la seule valeur qui ne se déprécie pas en temps de crise, et qui gagne au contraire en proportion de ce que les autres perdent. Vous me dites que votre papier de banque porte d'excellentes signatures et repose sur des produits : cela est possible; mais on a vu des signatures excellentes faillir, et des produits même d'une consommation assez générale se déprécier tout à coup de 50 pour 100 et plus (1), ce qui fait que, dans les circonstances difficiles, le public ne veut plus que des espèces. Sa disposition est toute différente de celle des faiseurs de systèmes : plus on lui propose du papier, et plus il recherche le numéraire.

Que faire donc lorsque le taux de l'escompte s'élève sur le marché plus haut qu'à la Banque, et que celle-ci peut craindre d'être débordée dans l'emploi de ses ressources disponibles? Il faut, dit-on

(1) Voici les cours de quelques articles dans la première quinzaine de septembre 1857 et au 1er janvier 1858, au plus fort de la crise :

		Première quinzaine de septembre 1857.					1er janvier 1858.				
Coton...........	50 kilog.	124 fr.	» c.	à	126 fr.	» c.	92 fr.	» c.	à	94 fr.	» c.
Sucre...........	50	75	»	à	»	»	50	»	à	55	»
Café.............	100	310	»	à	»	»	260	»	à	»	»
Riz Bengale......	50	13	65	à	18	75 c.	6	50	à	7	75
Huile de colza...	100	125	»	à	»	»	85	»	à	90	»

Les mêmes articles ont pu s'acheter à Hambourg à des prix fabuleux, le café notamment à 100 pour 100 de perte.

encore, qu'elle épluche les bordereaux qui lui sont présentés à l'escompte, et qu'elle refuse ceux qui lui paraîtront couvrir une spéculation. C'est là un expédient qui n'est pas aussi simple qu'on l'imagine. Comment reconnaître ces billets de spéculation? On peut craindre que la partialité ne s'en mêle, et que tel ou tel billet ne soit exclu selon les influences qui règnent dans le conseil de la Banque. Une banque privilégiée ne peut pas faire de ces sortes de tris; elle doit son crédit à tout le monde aux conditions qu'elle impose, et lorsqu'on se présente dans ces conditions, on ne peut être exclu sous prétexte de spéculation. Il n'y a devant la Banque d'autre cause d'indignité que celle qui résulte du défaut de solvabilité; or ce sont précisément les demandeurs les plus solvables que ce procédé tendrait à exclure.

Quand le capital devient rare par rapport aux besoins, il n'est qu'un moyen d'y remédier : comme la Banque ne peut pas étendre ses ressources au gré des demandeurs, elle doit s'appliquer à diminuer la demande, et elle diminue la demande en élevant le taux de son escompte, d'après ce principe que plus une marchandise est chère, moins elle trouve de consommateurs. — Mais, dit-on, il y a une exception sur ce point : jamais les portefeuilles des banques privilégiées ne sont plus garnis qu'au moment de la hausse du taux de l'escompte; c'est à ce moment-là surtout qu'ils s'accroissent. Le fait est possible, bien qu'il ne prouve pas ce qu'on suppose. Si les portefeuilles des banques privilégiées sont plus garnis au moment de l'élévation du taux de l'escompte qu'à tout autre, c'est parce que les besoins sont plus grands, l'élévation même du taux de l'escompte en est la preuve, et il est tout simple qu'on s'adresse à la Banque plus qu'à d'autres époques. En outre la Banque a beau élever le taux de son escompte : comme elle n'est jamais entièrement libre de son action et qu'il y a toujours une pression plus ou moins forte pour retarder le recours aux mesures restrictives, il est probable, ou qu'elle ne l'a pas élevé assez vite, ou qu'elle ne l'a pas élevé suffisamment; alors son portefeuille augmente encore. Cependant on peut être sûr que l'effet ne tardera pas à se produire, et que les demandes d'escompte se ralentiront pour l'une ou l'autre de ces deux raisons : ou le taux de l'escompte fixé par la Banque sera trop élevé eu égard au cours du marché, alors les escomptes se feront en dehors d'elle avec les capitaux des banquiers, du public, et pendant ce temps la Banque pourra rétablir son équilibre et revenir à l'état normal; ou le cours fixé par la Banque sera bien le cours du marché, et si ce cours est élevé, il paralysera la spéculation, il empêchera que le capital soit autant demandé. Chacun se tiendra sur la réserve pour ne pas payer de trop gros intérêts,

et l'équilibre finira par se rétablir encore entre l'offre et la demande.

On objecte aussi ce ralentissement dans la demande comme un inconvénient des plus graves, parce qu'il a pour conséquence d'arrêter le travail et de paralyser le mouvement industriel et commercial. Nous pourrions déjà répondre que la situation dont on se plaint est dans la force des choses. Étant admis qu'on ne peut pas créer du capital à volonté, du moment que celui qui existe est rare ou, ce qui revient au même, est plus recherché qu'offert, il faut bien le payer cher; mais il est facile de démontrer que ce capital cher n'est pas toujours un obstacle au progrès de la richesse publique. Quel est le pays qui, jusqu'à ces derniers temps, a prospéré le plus rapidement? C'est incontestablement l'Amérique du Nord, et cependant le loyer du capital y est rarement au-dessous de 10 pour 100, souvent à 12 et à 15 pour 100. En Angleterre aussi, l'élévation du taux à 5 et 6 pour 100, où il a été en moyenne en 1855 et 1856, a correspondu à un mouvement d'affaires tel qu'on n'en avait jamais vu auparavant. Il en a été de même chez nous aux mêmes époques; les années 1855 et 1856 sont assurément les plus brillantes de la dernière période décennale, et le taux de l'escompte s'y est élevé en moyenne de 3 à 5 et à 6 pour 100. Cela ne veut pas dire que le développement des affaires commence avec l'élévation du taux de l'escompte. Il est évident que, pour faire naître ce développement, mieux vaut l'escompte à 3 qu'à 6; cela prouve seulement qu'une fois le mouvement commencé, il ne s'arrête pas pour une différence de 2 et même de 3 pour 100 dans le prix du capital.

Sait-on en effet quelle est la surcharge exceptionnelle que fait peser sur une transaction commerciale de 1,000 francs une différence dans le taux de l'escompte de 3 pour 100? Si cette différence se maintient pendant trois mois, le porteur d'un billet de commerce de 1,000 francs qui voudra le faire escompter pour quatre-vingt-dix jours paiera 15 d'intérêt au lieu de 7 50, et si la différence n'est que de 1 pour 100 (6 au lieu de 5), il paiera 15 au lieu de 12 50. Ce n'est pas là une surcharge qui puisse empêcher une transaction commerciale sérieuse. Ce qui l'empêcherait, ce serait que la Banque vînt à restreindre la durée de ses échéances au lieu de prendre un intérêt plus élevé. Alors le commerçant qui a besoin d'un crédit de quatre-vingt-dix jours, et qui n'en trouverait plus qu'un de cinquante ou soixante jours, serait obligé de s'arrêter tout court, et trouverait cette restriction beaucoup plus dure que l'autre. En abrogeant la loi de 1807 en ce qui concerne la Banque de France, et en laissant à celle-ci la liberté d'élever le taux de son escompte autant qu'elle voudrait et chaque fois qu'elle le jugerait utile, on a

voulu éviter précisément qu'elle recourût trop souvent aux mesures beaucoup plus graves de la restriction dans la durée des échéances. Les affaires qui se trouvent principalement arrêtées par l'élévation du taux de l'escompte, et il est heureux qu'il en soit ainsi, ce sont les spéculations aventureuses ou qui reposent sur un crédit exagéré. Celles-là souffrent d'une élévation du taux de l'escompte, parce que, les capitaux se resserrant, les renouvellemens sont difficiles, et qu'il faut arriver à une liquidation. Quel inconvénient y a-t-il à ce que ce résultat se produise? Ce qui est utile au progrès de la richesse, ce sont les spéculations sérieuses, les crédits donnés dans la mesure où ils peuvent être soutenus; le reste constitue un danger permanent, et plus tôt la liquidation arrive, mieux cela vaut. C'est peut-être grâce au trop long maintien du taux de l'escompte à 3 pour 100 que se sont organisées les mille affaires véreuses dont la liquidation se fait tous les jours en police correctionnelle, et qui ont gaspillé tant de capitaux qui auraient pu être mieux employés. En résumé, il n'y a pas d'autre alternative : ou bien l'on a des ressources infinies, un capital inépuisable pour répondre à une demande qui est illimitée, alors on est maître de la situation et l'on peut décréter la fixité du taux de l'escompte; ou bien l'on n'a pas ces ressources infinies et il arrive un jour où la demande dépasse l'offre, alors il n'y a que l'élévation du taux de l'escompte qui puisse arrêter la demande et rétablir l'équilibre.

Quand on demande le taux de l'escompte invariable, on ne se donne pas la peine de jeter les yeux au dehors et de chercher ce qui se passe dans les pays qui peuvent le mieux nous éclairer à cet égard. Est-ce qu'en Angleterre par exemple le taux de l'escompte est invariable? Non-seulement il varie à tout moment, selon les circonstances, mais il y a bien des gens qui prétendent qu'il ne varie pas assez souvent, et qu'il devrait suivre toutes les fluctuations du marché. Cette théorie aurait peut-être des inconvéniens dans la pratique : un établissement public ne peut pas toujours se conduire comme un simple particulier, il doit avoir plus de fixité dans ses allures; néanmoins elle est certainement plus conforme aux véritables principes que celle qui demande l'invariabilité du taux de l'escompte. L'invariabilité du taux de l'escompte, c'est tout simplement le rétablissement de la loi du maximum sous une nouvelle forme et sous la forme la plus dangereuse. Qu'on applique le maximum à une marchandise qui n'est pas d'une indispensable nécessité, cela est fâcheux assurément; mais si la marchandise à laquelle on l'applique vaut plus cher que le maximum, on cesse de la produire, et tout est dit : le mal n'est que partiel, et l'économie générale du pays n'en est pas troublée. Il n'en est pas de même en matière de

crédit. Si l'on oblige la Banque de France à prêter son capital au-dessous du cours, ses ressources sont vite épuisées, et elle ne peut plus continuer ses opérations. Se passera-t-on de son concours? On s'en passera en retombant sous les fourches caudines des particuliers, qui, n'étant plus gênés par la concurrence et n'étant pas soumis au maximum imposé à la Banque, élèveront d'autant plus leurs prétentions. Alors le commerce, ne trouvant plus à se faire escompter à moins de passer par les conditions les plus dures, subira une crise des plus violentes. Il se produira ce qui arriverait si on appliquait le maximum à des denrées de première nécessité, comme le blé. On pourrait bien approvisionner le marché, tant qu'il y aurait des réserves dans les greniers publics; mais, le jour où ces réserves seraient épuisées, il n'y aurait plus personne pour vendre, et la famine serait effroyable.

Il est avantageux sans doute que le taux de l'escompte soit bas. Le loyer du capital figure dans les frais de revient de tout produit, et moins la production est chère, plus la consommation a de moyens de se développer : c'est un axiome économique incontestable; cependant le taux de l'escompte ne peut s'abaisser utilement que si l'abondance du capital justifie cet abaissement. Autrement on est la dupe d'une illusion qui peut avoir les conséquences les plus fâcheuses. Supposez par exemple qu'une banque privilégiée comme la Banque de France, obéissant à des influences gouvernementales ou autres, s'obstine à maintenir le taux de son escompte au-dessous du cours où il devrait être, et puisse maintenir cette situation pendant quelque temps. Le pays n'a plus la mesure des capitaux dont il peut disposer; il les croit plus abondans qu'ils ne sont en réalité; il s'engage en conséquence, fait plus d'affaires qu'il n'en devrait faire, et un beau jour, ne trouvant plus à renouveler ses engagemens, parce que les ressources sont épuisées, il se réveille en pleine crise, et il est obligé, comme en 1857, de payer l'escompte 8 et 10 pour 100, heureux encore si, à ce prix, il trouve à se faire escompter. Voilà les illusions que fait naître l'abaissement du taux de l'intérêt, lorsqu'il n'est pas justifié par l'abondance du capital, et les dangers auxquels il conduit.

Si cependant une banque privilégiée n'a pas pour effet de rendre le loyer du capital bon marché, quelle est donc son utilité, quels sont donc les services qu'elle rend en retour du monopole dont elle jouit? Sans doute l'action d'une banque privilégiée consiste à modérer le loyer du capital, et elle atteint ce but, non-seulement parce qu'elle dispose d'un capital exceptionnel qui ne lui coûte rien et dont elle se sert utilement pour peser sur l'offre, mais encore parce qu'elle est placée sous le contrôle du gouvernement, dirigée par un gou-

verneur nommé par lui, et qu'il ne lui serait pas possible, le voulût-elle, de se livrer aux exactions que peuvent se permettre des banquiers ou des établissemens libres qui ne sont soumis à aucun contrôle. Cela est si vrai que, partout où une banque privilégiée s'établit, le taux de l'intérêt baisse immédiatement; nous en avons encore un exemple tout récent en Algérie, où depuis l'établissement d'une banque le taux de l'intérêt a baissé de 9 à 6 pour 100. Ce n'est pas le seul service que rende une banque privilégiée. Une banque privilégiée, en émettant pour un chiffre plus ou moins considérable de billets au porteur qui sont acceptés comme monnaie et rendent les mêmes services que celle-ci, fait faire au pays l'économie des espèces métalliques que ses billets remplacent. Si elle émet pour 400 millions de billets au porteur de plus qu'elle n'a de réserve métallique, c'est 400 millions d'économisés sur un métal qu'on ne se procure pas pour rien, et qui, rendu disponible, peut s'échanger au dehors contre d'autres marchandises utiles au pays. Non-seulement l'économie du numéraire a lieu dans la proportion où les billets le remplacent, mais dans une proportion plus forte encore, eu égard aux facilités nouvelles qu'ils donnent à la circulation. Supposez par exemple que le billet au porteur passe dans dix mains plus vite que la somme qu'il représente en numéraire ne passerait dans cinq, les 400 millions se trouvent en valoir 800 pour les services qu'ils rendent, et ce sont 800 millions de numéraire qui sont ainsi économisés.

Maintenant sont-ce là tous les services que l'on doit attendre d'une banque privilégiée en retour du monopole qu'elle possède? Il est évident que le monopole, par cela même qu'il est une dérogation à la liberté, impose de grands devoirs. Il ne se justifie que par les avantages qu'il procure au public; autrement il n'a pas de raison d'être. Nous le reconnaissons volontiers, les avantages que le public retire du monopole de la Banque de France pourraient être plus étendus. En 1857, lorsqu'on renouvela son privilége, on lui imposa, entre autres conditions, d'établir au moins une succursale par département, et on lui donna dix ans. Le nombre des succursales qu'elle avait créées à cette époque était de trente-huit, et s'est augmenté de onze jusqu'à la fin de 1860. Il était arrivé à quarante-neuf d'après le dernier rapport. On voit que la Banque ne paraît pas pressée dans l'exécution de la clause, et que selon toute probabilité elle n'en avancera pas les délais. Par conséquent, jusqu'à la fin de 1867, il y aura de nombreux centres de population qui seront sans rapports avec notre principal établissement de crédit, avec celui qu'on a appelé la Banque de France, et qui pendant quelque temps encore ne sera la banque que d'une partie de la

France. Il nous semble qu'on aurait pu être un peu moins large et abréger les délais. En 1857 aussi, on remania les chartes de nos compagnies de chemins de fer, et le délai qu'on leur imposa alors pour l'exécution de leurs dernières concessions, de ce qu'on a appelé le *réseau secondaire*, ne dépassera pas en moyenne huit ans.

En 1865 donc, la plus grande partie de nos départemens, pour ne pas dire la totalité, seront traversés par des chemins de fer, et entreront en communication avec tous les points que ces chemins desservent. Nous admettrons, si l'on veut, que l'intérêt peut être plus considérable et plus urgent en ce qui concerne l'établissement d'un chemin de fer qu'en ce qui concerne celui d'une succursale de la Banque de France; cependant s'il est vrai que l'établissement d'une banque privilégiée ait pour effet non-seulement de rendre le crédit plus facile, mais encore moins cher, nous ne voyons pas que l'intérêt soit beaucoup moindre dans un cas que dans l'autre.

Les facilités du crédit et le bon marché du capital jouent dans le développement de la richesse publique un rôle peut-être aussi actif, sinon plus actif, que les facilités et l'abondance des communications. On pouvait d'autant mieux se presser pour l'organisation des succursales de la Banque dans chaque département que l'œuvre était plus aisée. Pour arriver à l'exécution de leur réseau secondaire, c'est-à-dire des 8 ou 10,000 kilomètres concédés et encore à construire en 1857, les compagnies se trouvaient dans la nécessité d'emprunter environ 2 milliards 1/2 en huit ans, et cela lorsqu'elles étaient jeunes encore et que leur crédit était à peine assis, tandis qu'avec la Banque de France il s'agit d'un établissement qui existe déjà depuis plus d'un demi-siècle, qui a les bases les plus solides et le crédit le mieux établi. On le pouvait d'autant mieux encore qu'il y aura toujours une différence sensible entre les charges qui résulteront pour la Banque de l'établissement d'une succursale dans chaque département et celles qu'auront à supporter les compagnies pour y faire pénétrer un chemin de fer. Tout le monde prévoit le moment en 1865 où l'influence du réseau secondaire viendra enlever une partie notable du bénéfice du réseau principal, tandis que c'est à peine si l'établissement par la Banque de succursales dans les pays les moins favorisés lui impose quelques sacrifices. Le dernier rapport nous apprend que, sur les quarante-neuf succursales qui existaient à la fin de 1860, cinq seulement se trouvaient en perte pour un total s'élevant à 31,362 francs. Nous le répétons, on aurait pu se montrer moins large dans les délais accordés à la Banque de France pour l'établissement d'une succursale dans chaque département, et, à défaut de cette prévoyance de la part du gouver-

nement, la Banque elle-même aurait dû mieux comprendre les charges que lui impose son monopole.

Avec l'établissement d'une succursale dans chaque département, la Banque de France se trouverait à même de rendre un autre service qui a une grande importance. On sait qu'en Angleterre c'est la Banque qui, au moyen de ses succursales, est chargée de recevoir des mains des collecteurs particuliers la totalité de l'impôt, et la perception ainsi faite, appliquée aux impôts proprement dits, c'est-à-dire à la taxe des douanes, à celle sur la terre, sur le revenu et à l'*excise*, coûte à peu près 4 pour 100. Chez nous, la même perception coûte environ 6 pour 100. Pourquoi ne ferions-nous pas comme en Angleterre, et ne chargerions-nous pas la Banque de France de centraliser, au moyen de ses succursales, la perception des impôts? Si nous arrivions ainsi à économiser 2 pour 100 sur les frais de la perception, c'est-à-dire 30 millions sur les 1,500 qui forment le montant des impôts proprement dits, ce serait une économie précieuse en tout temps et surtout dans les circonstances actuelles. C'est en rendant des services de ce genre et d'autres encore que la Banque de France pourrait se faire pardonner son monopole; mais ce qu'on ne peut pas lui demander, c'est qu'elle s'engage, quelles que soient les circonstances, à maintenir invariable le taux de son escompte, car au bout d'une stipulation de ce genre il y a fatalement ou la suspension des paiemens, ou le cours forcé. Or la suspension des paiemens, c'est la faillite, et quant au cours forcé, si l'on avait quelques doutes encore après les enseignemens du passé sur les effets qu'il peut produire, on n'aurait qu'à voir ce qui se passe aujourd'hui en Russie et en Autriche. Dans ces deux pays règne le cours forcé; aussi n'y a-t-il plus d'espèces métalliques, et le papier perd-il dans l'un de 12 à 15 pour 100, dans l'autre 30 et 40 pour 100. La question de principe ainsi vidée, voyons maintenant la question d'opportunité en ce qui concerne les dernières mesures prises par la Banque de France.

La Banque de France, à la fin de septembre 1861, crut devoir porter à 5 1/2 et quelques jours après à 6 pour 100 le taux de son escompte, qui auparavant était à 5 pour 100. Cette mesure fut vivement critiquée, parce qu'on ne voyait rien dans la situation qui indiquât l'apparence d'une crise. L'argent était abondant partout, il était à 3 1/2 en Angleterre, et la Banque de Londres ne trouvait pas à employer tous ses capitaux. Une crise s'annonce ordinairement lorsqu'il y a eu des excès de spéculation, un commerce exagéré, ce que les Anglais appellent *over-trade*, phénomène qu'on avait pu observer avant la crise de 1857. Ce n'était pas le cas de cette année. Les affaires étaient plutôt en décroissance sur les an-

nées précédentes, tant en France qu'en Angleterre; ainsi le chiffre des exportations, qui avait été de 88 millions sterling dans les huit premiers mois de 1860, n'a plus été que de 86 millions sterling pendant la même période en 1861. Le même fait s'accuse en France, où d'après les rapports officiels l'exportation de 1861 ne se soutient pas au niveau de 1860. Par conséquent il n'y avait pas l'apparence d'une crise, il y aurait eu plutôt un excès de capitaux sans emploi.

C'est ainsi qu'ont raisonné les publicistes qui ont blâmé les mesures prises par la Banque à la fin de septembre et au commencement d'octobre. Pourtant, si on avait bien voulu regarder au fond des choses, on aurait trouvé que l'abondance des capitaux n'était peut-être pas telle qu'on la supposait; ce n'est pas d'après les dépôts faits à la Banque de France et dans les autres établissemens financiers qu'on en peut juger parfaitement. La plupart de ces dépôts forment les comptes courans des banquiers et des maisons de commerce; ils ont leur emploi, et ne sont pas le moins du monde disponibles, si on veut entendre par ce mot qu'ils sont prêts à entrer dans des opérations commerciales. On a pu même constater souvent que ces dépôts étaient plus considérables en temps de crise qu'en temps ordinaire, par la raison toute simple que dans ces momens-là chacun aime, en vue des éventualités, à avoir ses capitaux disponibles; loin de vouloir les prêter au commerce, on les en retire plutôt, ainsi que des valeurs de bourse, et on les dépose à la Banque. Par conséquent, celui qui jugerait en temps de crise de l'étendue des ressources disponibles par le chiffre des dépôts en comptes courans risquerait fort de se tromper et de prendre pour disponible ce qui ne l'est pas le moins du monde. On se rend mieux compte de la situation financière d'un pays en comparant l'emploi du capital à ce qu'on peut supposer être les épargnes annuelles, et, pour ne parler que de l'année 1861, sans nous occuper du passé, qui, comme les budgets de l'état, a plutôt laissé du découvert que de l'actif, on trouve que cette année seulement il a été demandé à la place de Paris : par les compagnies de chemins de fer, sous forme d'émission d'obligations, 250 millions; par l'état, sous forme d'obligations trentenaires et de création de rentes à donner à la caisse de la dotation de l'armée, etc., environ 200 millions.

Si à ces chiffres nous ajoutons divers appels de fonds qui ont été faits pour le compte d'entreprises étrangères et la part que nous avons prise à l'emprunt italien de 500 millions, il ne sera pas téméraire d'évaluer à 1 milliard au moins les prélèvemens qui ont été faits en 1861 sur notre marché de Paris. Or, quelque large qu'on fasse l'épargne, on ne peut pas l'évaluer à ce chiffre d'un milliard

par an. Le pays était donc en avance sur ses épargnes, lorsqu'un déficit s'est manifesté dans la récolte des céréales. Ce déficit n'eût peut-être pas été de nature à nous créer des embarras sérieux, si le pays s'était trouvé dans une situation parfaitement régulière, avec des ressources abondantes et réellement disponibles; mais, venant s'ajouter à une situation qui n'avait rien de régulier, quoi qu'on dise, et qui avait déjà absorbé plus de capitaux qu'il n'y avait d'épargnes, il méritait d'être pris en sérieuse considération, et un établissement comme la Banque de France, qui avait souci de sa responsabilité, devait y regarder à deux fois avant de laisser au crédit les facilités les plus étendues. On évaluait le déficit de la récolte à 15 millions d'hectolitres, et on calculait que, pour le combler, il fallait exporter au dehors une somme de 400 millions en espèces métalliques. Sans doute, s'il s'était agi de la prendre dans la poche de chaque individu, proportionnellement à la quantité de numéraire qu'il pouvait posséder, cette exportation de 400 millions, sur un *stock* métallique qui doit être au moins de 3 milliards 1/2, n'avait rien d'inquiétant, et on aurait pu ne pas s'en préoccuper; mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Quand on a des paiemens pressés à faire en numéraire à l'étranger, on s'adresse à l'établissement financier qui en possède le plus et peut vous le procurer le plus vite : on s'adresse à la Banque de France. C'est elle qui momentanément est appelée à supporter en grande partie le poids des exportations de numéraire. Ce n'est qu'une avance qu'elle fait sans doute, et cet argent lui rentre plus tard par les mille canaux de la circulation; il n'en est pas moins vrai qu'il s'opère dans sa caisse, pour un temps plus ou moins long, un vide qui peut avoir des conséquences graves, puisqu'à tout moment on peut venir lui demander le remboursement des billets et des dépôts. Ce qu'il y a de certain, c'est que, pendant le cours du mois de septembre 1861, la Banque vit son encaisse diminuer de 80 millions et son portefeuille augmenter de 74. Elle avait donc 305 millions d'espèces métalliques pour répondre non-seulement de 766 millions de billets au porteur, mais de 203 millions de dépôts, en tout 969 millions.

Devait-elle, en présence de cette situation, rester complétement impassible, et ne prendre aucune mesure de précaution, au risque de ce qui pouvait arriver? Ce ne fut pas son avis; elle éleva d'abord le taux de son escompte à 5 1/2, puis à 6 pour 100, et elle crut devoir en outre se procurer pour 50 millions de traites sur Londres, de façon à empêcher d'autant les exportations de numéraire vers le royaume-uni. Néanmoins son encaisse perdit encore 20 millions pendant le mois d'octobre, et son portefeuille augmenta de 27. C'est une preuve, dit-on, de l'inefficacité de la mesure, puisque, malgré l'élé-

vation du taux de l'escompte, la situation ne fut pas changée, et que le numéraire continua de baisser et le portefeuille d'augmenter. On ajoute que la situation devait d'autant moins changer qu'il s'agissait d'exporter du numéraire pour payer une denrée de première nécessité qu'on devait se procurer à tout prix, et que la Banque contribuait à renchérir en augmentant le taux de son escompte, ce qui aggravait la crise. Il est tout naturel que l'élévation du taux de l'escompte n'ait pas mis fin immédiatement aux besoins d'argent et restreint tout à coup les opérations commerciales. Les affaires engagées ne s'arrêtent pas ainsi du jour au lendemain; mais ce qui prouve que la mesure a été efficace, c'est d'abord que la diminution de l'encaisse et l'augmentation du portefeuille ont été beaucoup moindres en octobre qu'elles n'avaient été le mois précédent, et qu'ensuite l'équilibre a fini par se rétablir à peu près complétement, puisque la Banque s'est sentie assez à l'aise pour ramener le 21 novembre le taux de l'escompte à 5 pour 100, où il est aujourd'hui.

En élevant le taux de son escompte, la Banque a sollicité le numéraire qui était dans d'autres mains que les siennes à sortir de sa réserve et à s'employer par l'appât d'une prime plus élevée, ce qui diminuait d'autant les demandes qu'on pouvait lui adresser à elle-même; puis, et c'est la considération la plus importante, elle a refréné les spéculations un peu aventureuses. Or, dans toute opération commerciale, surtout dans celle qui, en temps de crise, a pour objet des acquisitions de céréales, il y a toujours la part de la spéculation plus ou moins aventureuse, de celle qui achète au-delà des besoins, et qui, après avoir provoqué des hausses exagérées, finit par subir des dépréciations considérables et amener des catastrophes. La preuve en est dans ce qui est arrivé en 1847, où, par suite d'approvisionnemens excessifs, le prix du blé, qui s'était élevé en mai à 37 fr. 98 cent. l'hectolitre, n'était plus au mois d'août suivant qu'à 23 fr. 59 cent. La preuve en est encore dans ce qui se passe en ce moment, où le prix des blés tend à rétrograder, et cependant nous ne sommes qu'à trois mois de la récolte dernière, et le déficit n'est pas comblé. Ce prix rétrograde tout simplement parce que la spéculation qui a pris part aux acquisitions de céréales se trouve trop chargée. A la fin d'octobre 1861, selon *le Moniteur*, 6,669,000 quintaux métriques de froment, soit 8,336,000 hectolitres, étaient arrivés déjà dans nos entrepôts, c'est-à-dire environ la moitié du déficit tel qu'on l'évalue. Eh bien! il y a dans ces arrivages précipités, en dehors des besoins du moment, un excès de spéculation, et quand l'élévation subite du taux de l'escompte par la Banque aurait eu pour effet de modérer un peu cette spécula-

tion, nous ne voyons pas où serait le mal; les prix n'en seraient que plus réguliers, plus conformes aux besoins véritables, et on ne verrait pas ces hausses excessives suivies de baisses non moins considérables, ce qui est désastreux pour tout le monde, pour le commerce, exposé à des soubresauts qui amènent toujours des ruines, et pour le consommateur lui-même, qui, en présence de ces fluctuations énormes, dont il ne se rend pas compte, est toujours tenté de crier aux accaparemens. D'ailleurs, nous ne pouvons nous lasser de le répéter, cette différence de 1 pour 100 dans le taux de l'escompte, qui suffit quelquefois à sauvegarder la situation de la Banque, qui a suffi dans la crise de cette fin d'année 1861, n'est rien pour le commerce sérieux; elle ne peut arrêter aucune transaction, lorsque cette transaction est fondée sur un besoin réel. Qui oserait soutenir que les approvisionnemens de céréales vont manquer parce que ceux qui se livrent à ce commerce paieront 1 pour 100 de plus pour l'escompte de leurs billets? Comparez la gêne que cette mesure impose à ce que pourrait être pour la Banque de France la suite de son imprévoyance, si, se laissant aller à accorder des crédits trop faciles, elle en arrivait à ne plus pouvoir rembourser ni ses billets, ni ses dépôts!

En définitive, qui se plaint de cette élévation du taux de l'escompte? Est-ce le commerce? — Il est évident que si l'escompte devait rester à un taux élevé, quelle que soit l'abondance des capitaux par rapport aux besoins, il y aurait un sérieux inconvénient, les affaires ne trouveraient pas le stimulant que leur donne le capital à bon marché; mais lorsqu'il s'agit d'une mesure toute temporaire, qui souvent n'a pas même la durée d'une échéance commerciale, et qui a pour effet de conserver des ressources pour tous les momens; lorsqu'il s'agit seulement pour le porteur d'un billet de 1,000 francs de payer (le taux de l'escompte étant porté à 6 au lieu de 5) 15 francs d'escompte au lieu de 12 francs 50 centimes, et même une différence moindre si l'échéance du billet est inférieure à quatre-vingt-dix jours, il n'y a pas lieu à des plaintes sérieuses de la part du commerce. Aussi n'est-ce pas le commerce qui se plaint. Ceux qui se plaignent, ce sont ceux qui usent d'un crédit qui est en dehors des attributions de la Banque, et qui n'a été établi depuis 1852 que par une dérogation à ses statuts; ce sont ceux qui lui demandent des avances sur des valeurs de bourse, souvent afin de couvrir des excès de spéculation. Pour ces gens-là, toute élévation du taux de l'escompte est en effet un coup qui les atteint, car la Banque, voyant ses ressources diminuer, sent le besoin de les réserver plus exclusivement au commerce, et elle restreint le maximum de ses avances : de là des liquidations forcées.

L'élévation du taux de l'escompte atteint encore ceux qui ont donné un développement exagéré aux constructions des villes, et notamment de la capitale; c'est la spéculation pure et simple qui fait les frais de la plus grande partie de ces constructions, il n'est pas indifférent pour elle de trouver plus ou moins de facilités dans le taux de l'escompte. Mais quel inconvénient y a-t-il à ce que la Banque rentre davantage dans ses attributions, qui sont celles d'une banque de commerce? quel inconvénient encore à ce que les gens qui sont trop chargés de valeurs soient obligés de se liquider, et enfin que les travaux de construction marchent un peu moins vite dans la capitale? L'excès de ces travaux est regrettable, aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue économique, — au point de vue politique, parce qu'il amène dans la capitale une population flottante considérable dont il sera difficile de se débarrasser, et à laquelle on sera toujours obligé de fournir du travail, — au point de vue économique, parce que cette spéculation exagérée sur les constructions produit un renchérissement anomal de toutes choses, de la main-d'œuvre comme des loyers, renchérissement qui ne pourra pas toujours se soutenir, et dont la réaction amènera des catastrophes.

Quant à nous, qui considérons la Banque de France comme la clé de voûte du crédit, comme le recours suprême qu'on invoque en temps de crise, nous aimons mieux qu'elle pèche par excès de prudence que par l'excès contraire. Il faut que, comme la vertu de la femme de César, son crédit ne puisse pas être mis en question, et quand nous voyons des systèmes se produire qui ne tendent à rien moins que la ruine de ce crédit, et ces systèmes obtenir une certaine créance dans le public, nous le déplorons profondément, et nous nous disons qu'il y a beaucoup à faire encore pour vulgariser en France les saines notions de l'économie financière.

VICTOR BONNET.

LE COTON

ET

LA CRISE AMÉRICAINE

Parmi toutes les questions que soulève la crise américaine, celle du coton n'est certes pas la moins sérieuse. Près de dix millions d'hommes, appartenant à toutes les races de la terre, sont occupés à la culture du cotonnier dans les deux Amériques, sur les rivages de la Méditerranée, en Chine, dans les Indes orientales, et le produit de leur travail est mis en œuvre par dix autres millions d'hommes aux États-Unis, en Angleterre, sur les continens d'Europe et d'Asie. Les intérêts les plus considérables, les problèmes politiques et sociaux les plus importans se rattachent à la culture de cette plante. Si les nègres d'Amérique en effet continuent à recueillir le coton, leur servitude ne peut être abolie. Et les ouvriers de la Grande-Bretagne ne sont-ils pas exposés de leur côté à la famine, si ce même produit vient à leur manquer? Ainsi, grâce à la culture du cotonnier, la prospérité industrielle de l'Angleterre paraît intimement liée aux progrès de l'institution servile, et cette puissance, qui a tant fait pour l'abolition de la servitude des noirs dans ses propres colonies, semble devenue le grand complice des planteurs du sud On pourrait même croire que quelques Anglais malavisés ont vu dans le déplorable incident du *Trent* une excellente occasion de renouveler leurs approvisionnemens et de protéger l'esclavage en feignant de revendiquer seulement l'honneur du pavillon britannique. Et cependant le monde industriel juge la situation avec trop d'intelligence pour ne pas savoir que la guerre, et surtout une guerre

avec l'Amérique, est un plus terrible fléau que la pénurie du coton. Si une lutte fratricide doit armer l'une contre l'autre les deux grandes nations anglo-saxonnes, il répugne d'attribuer au coton le triste honneur d'avoir été la cause occulte de la rupture. Certes la rareté de la matière première peut rendre très grave la situation des filateurs anglais; elle n'est pas de nature toutefois à paralyser leur initiative. Pour obtenir le produit qui est le pain quotidien de leur industrie, ils n'ont pas besoin de faire prêter à la confédération esclavagiste l'immense appui de la marine et des finances britanniques; il leur suffit de s'adresser à tous les pays producteurs de coton, aux Antilles, à la Colombie, à l'Hindoustan, et, grâce à la hausse des prix, leur appel sera bientôt entendu. Après quelques mois d'une gêne courageusement supportée, les fabricans de Manchester pourraient, à l'aide des seuls moyens pacifiques, obtenir en abondance la matière première dont ils ont besoin et reprendre le cours de leurs prospérités, tandis que la guerre, si terrible déjà par ses sanglantes journées, peut avoir les effets les plus désastreux pour l'industrie, quand même elle lui fournirait à vil prix des millions de balles.

I.

Jusqu'au moment où éclata la guerre qui désole aujourd'hui l'Amérique du Nord, les états à esclaves avaient participé à la prospérité presque fabuleuse des états libres. Leurs déserts se peuplaient rapidement, des centaines de bateaux à vapeur sillonnaient leurs fleuves, des chemins de fer pénétraient dans leur pays en tout sens, et l'abondance de leurs récoltes augmentait chaque année dans une proportion plus considérable que le nombre des travailleurs nègres. La culture du cotonnier surtout donnait des résultats merveilleux. Cette plante, qu'on avait inutilement propagée pendant plus de cent cinquante ans dans la Virginie et les Carolines, était devenue tout à coup, vers la fin du siècle dernier, l'un des principaux produits de l'agriculture américaine. Jusqu'en 1790, le coton n'avait pas même donné lieu à une exportation moyenne de 100 balles par an; mais à partir de cette époque il était expédié en Angleterre d'abord par milliers, puis par centaines de milliers et par millions de balles (1). La récolte de 1859, la plus forte qui ait jamais été obtenue, atteignit près de 5 millions de balles, représentant une valeur de 1 milliard 500 millions de francs.

(1) La balle de coton américain est aujourd'hui plus lourde qu'autrefois : elle pèse environ 200 kilogrammes.

Ce coton, fourni en masses si considérables par un seul pays, était longtemps resté sans rival : excellent par la consistance, par la longueur de la fibre, la beauté de la couleur, le choix des variétés, il alimentait toutes les filatures de l'Amérique, la plupart de celles de l'Europe continentale, et subvenait pour les deux tiers à l'immense consommation du royaume-uni. Grâce à la possession de ce produit si important dans l'économie des peuples, les planteurs américains se croyaient sincèrement les arbitres du monde civilisé; ils se vantaient de tenir dans leurs mains la destinée de l'Angleterre aussi bien que celle de la république américaine, et, pleins d'un orgueil que semblaient justifier leurs succès, ils avaient baptisé le coton du nom de *roi*. En effet, l'humble végétal leur avait conféré une véritable royauté. La récolte annuelle leur permettait non-seulement de s'enrichir et de se bâtir des palais, mais encore de commander au congrès américain : en vertu de leurs balles de coton, ils avaient pu rétablir de fait la traite des nègres, depuis longtemps abolie, forcer les législateurs à rédiger un nouveau code et les ministres de la religion à proclamer un nouvel évangile.

On sait comment cette insolente prospérité fut interrompue. De leur plein gré, les propriétaires d'esclaves ont rompu le pacte fédéral et ont déclaré la guerre aux états du nord. Nombreux étaient leurs prétextes; mais il faut chercher la cause de la guerre dans leur amour jaloux de la domination et leur dégoût traditionnel pour ces *Yankees*, ces prolétaires du nord, qui, tout en travaillant de leurs mains comme des nègres, osent aussi prétendre au gouvernement de la république. Les fondateurs des états confédérés savaient bien que la pierre angulaire de leur édifice social, l'esclavage, était moins menacée par l'élection du président Lincoln qu'elle ne l'est par la guerre hasardeuse dans laquelle ils se sont jetés; mais, avec l'audace des joueurs heureux, ils n'ont pas craint de risquer le tout pour le tout et de faire appel au dieu des batailles. Ils pensaient que New-York et d'autres villes commerciales du nord, fidèles au culte du dollar, accepteraient leurs conditions et demanderaient peut-être humblement une place dans la confédération esclavagiste. Ils se flattaient aussi que les populations de la Nouvelle-Angleterre, affamées et désespérées par l'interruption soudaine de leur industrie, perdraient un temps précieux en luttes intestines, tandis que la France et l'Angleterre, ne pouvant se passer du coton, s'empresseraient de reconnaître le nouveau groupe d'états et de lui envoyer des secours en troupes et en vaisseaux. Ces espérances ne se sont point réalisées. Huit mois se sont écoulés depuis que le premier coup de canon de la guerre civile a retenti, et New-York, malgré les sympathies secrètes de son aristocratie financière, n'a

point fait alliance avec Charleston; les états de la Nouvelle-Angleterre, unanimes dans leur patriotisme, ont levé contre le sud une armée de plus de cent mille volontaires; la France n'est point sortie de son rôle de puissance neutre pour forcer le blocus du Mississipi. Il est vrai que, par suite de l'outrage fait au pavillon du *Trent,* la Grande-Bretagne se croira peut-être obligée d'intervenir contre les Américains du nord; mais il est trop tard pour que cette intervention assure la prospérité de la confédération esclavagiste. En dépit du coton sauveur, la lutte a déjà produit des résultats irrémédiables, et l'un de ces résultats est l'abolition du monopole que les planteurs cotonniers d'Amérique exerçaient sur les marchés du monde.

Chose remarquable, comme si la terre elle-même s'était lassée de sa longue complicité avec les propriétaires d'esclaves, la récolte de 1860, expédiée immédiatement avant la guerre civile, a été inférieure d'un million de balles à celle de l'année précédente, elle n'a pas même égalé celle de 1858; mais, si considérable qu'il fût, ce déficit n'était point de nature à effrayer le commerce, et les 3 millions de balles que l'Europe reçut des planteurs pouvaient, avec la balance restée dans les entrepôts et le supplément de coton importé des Indes et d'autres pays, abondamment subvenir à l'alimentation des filatures. Aujourd'hui ce ne sont plus seulement les intempéries de l'air qui menacent la récolte : la guerre amène avec elle tout un cortége de lois économiques auxquelles les planteurs doivent nécessairement céder, et qui tendent sans exception à réduire la production du coton. Aussi longtemps que durera la lutte entre les deux moitiés de l'ancienne république américaine, l'importance de la récolte annuelle diminuera, et dans l'espace de quelques saisons elle peut devenir relativement insignifiante. Déjà cette royauté conférée par le coton à ses heureux possesseurs s'est entièrement évanouie; malgré les richesses accumulées dans leurs habitations, les planteurs n'en sont pas moins réduits à la gêne la plus cruelle.

C'est dans la guerre elle-même qu'il faut chercher la première cause de la diminution inévitable des futures récoltes du coton. L'armée d'au moins trois cent mille hommes qu'a levée la confédération du sud se compose en grande partie de propriétaires d'esclaves. Il n'est probablement pas une seule famille de planteurs qui n'ait envoyé à la guerre un ou plusieurs de ses membres, et en certains districts les *économes* seuls sont restés sur les *habitations.* C'est là ce qui fait la force de l'armée du sud : tous ses officiers ont l'habitude du commandement, et savent, aussi bien que dans la vie civile, se faire respecter au camp et sur le champ de

bataille par les *petits blancs* qui forment le gros de l'armée. Ils ont de plus l'avantage de connaître le danger auquel ils s'exposent, et combattent avec un courage naturel doublé de désespoir. Sachant que tôt ou tard, par la force des choses, ils peuvent être pris entre l'invasion des troupes du nord et l'insurrection servile, ils luttent non-seulement pour leur indépendance nationale, mais aussi pour leur fortune, leurs foyers, leur vie et celle de leurs enfans. Certes une armée composée de pareils élémens doit être redoutable; mais il est impossible qu'en faisant bonne garde sur les frontières, elle ne néglige pas en même temps ses récoltes. L'œil de l'économe ne remplace pas celui du maître. Pendant que les planteurs et leurs fils s'exercent au maniement des armes sur les bords du Potomac et du Mississipi, les esclaves, débarrassés d'une surveillance de tous les instans, s'ingénient de mille manières pour éviter le travail ou pour le ralentir. Rusés comme le sont tous les faibles, ils semblent déployer un grand zèle à leur tâche de chaque jour; mais, en dépit de leurs démonstrations, les chemins de service sont bientôt défoncés, les haies sont abattues, et la récolte est étouffée par les mauvaises herbes ou dévorée par les vers.

A cette première conséquence de la guerre s'en ajoute une autre bien plus importante : la nécessité absolue pour la confédération de remplacer la culture du coton par celle d'autres denrées. Avant la guerre, les états à esclaves s'occupaient presque uniquement des plantes industrielles, le coton, le sucre, le tabac, et négligeaient les plantes alimentaires. C'était du nord qu'ils recevaient leurs céréales, leur farine, et jusqu'aux fruits de leur table; c'est au nord qu'ils demandaient aussi le maïs pour leurs esclaves et le foin pour leurs chevaux : à l'exception du riz et de quelques racines, ils étaient redevables à leurs compatriotes *yankees* de tout ce qui formait leur nourriture quotidienne. Aussi la guerre des frontières et le blocus des côtes ont-ils été suivis d'une disette générale : presque séparés du reste du monde, les planteurs de la confédération du sud en sont momentanément réduits à leurs propres ressources et ne peuvent se procurer de farines qu'à des prix exorbitans; pour vivre, il leur faut donc nécessairement consacrer une grande partie de leurs terres à la production du maïs, du riz, du froment, et négliger d'autant les plantes industrielles. Avant que la guerre éclatât, le gouvernement provisoire de Montgomery donnait aux propriétaires d'esclaves le pressant conseil de s'adonner à la culture des *vivres;* mais, depuis l'ouverture des hostilités, la situation périlleuse du sud au point de vue de l'alimentation publique s'est encore aggravée, et journaux et législatures ne cessent de rappeler aux planteurs l'impérieuse nécessité de pourvoir avant tout aux besoins de

l'approvisionnement. Les journaux des états frontières aussi bien que ceux de la Louisiane, le *Richmond Whig* aussi bien que le *New-Orleans Delta*, répètent à l'envi que le devoir et la saine politique conseillent également l'abandon *total* de la culture du coton. Déjà, pour conjurer la famine, la plupart des propriétaires du sud ont consacré aux céréales la moitié de leurs champs, et récemment les notables de la Georgie, réunis en convention, ont décidé qu'ils feraient le sacrifice complet des produits qui, en 1860 encore, étaient leur principale richesse. Il est certain que l'attitude nouvelle de l'Angleterre modifiera le langage des journaux et les dispositions des planteurs, car le monopole dévolu aux états à esclaves sur les marchés du coton est un avantage trop considérable pour qu'ils ne tâchent pas de le sauvegarder à tout prix; mais la nécessité de cultiver les céréales concurremment avec le coton n'en reste pas moins des plus inévitables. Les Antilles et l'Angleterre, auxquelles la confédération du sud serait obligée de demander son approvisionnement de céréales, sont elles-mêmes en grande partie dépendantes de l'Amérique du Nord pour ces denrées, et ne pourraient les revendre qu'avec une considérable augmentation de prix, ruineuse pour les planteurs et fatale à la production du coton.

Ce n'est pas tout : non-seulement les états à esclaves importaient du nord leurs substances alimentaires, ils lui demandaient aussi les objets manufacturés. Eux, si riches en coton, n'en filaient pas même la vingtième partie dans leurs propres usines, et ils faisaient venir presque toutes leurs cotonnades du Massachusetts et de l'Angleterre. Souliers, chapeaux, épingles, clous, savon, tous ces mille objets devenus absolument nécessaires dans l'état actuel de la civilisation, étaient fabriqués par ces *Yankees* méprisés : les pelles, les pioches, les charrues dont se servent les nègres, leur étaient expédiées de la Pensylvanie; livres, papier, caractères d'imprimerie, poudre, fusils, rails, locomotives et wagons, même les cordes et les toiles qui servaient à envelopper le coton, tout provenait des états du nord. Les planteurs ne pouvaient jeter un regard sur eux ni autour d'eux sans reconnaître leur dépendance industrielle à l'égard des états libres. Par suite de leur rupture soudaine avec le nord, aujourd'hui tout commence à leur manquer, articles de vêtement, meubles, livres, papier, outils, machines. En dépit de leur haute civilisation, ils sont ramenés de force à un genre de vie qu'ils n'avaient jamais connu. Eux qui aimaient tant le luxe manquent souvent du nécessaire. Certainement, si les côtes du sud devaient être débloquées par la flotte anglaise et rendues au commerce du monde, les fabricans de Birmingham et de Sheffield seraient trop heureux de succéder aux manufacturiers de Pittsburg et de Cincinnati pour

l'approvisionnement des états confédérés. Pourvu que l'Atlantique ne soit pas infesté de corsaires, ils s'empresseront de fournir à leurs nouveaux cliens tous les articles manufacturés dont ceux-ci ont besoin; mais, quoi qu'ils fassent, ils ne pourront livrer leurs marchandises à un aussi bas prix que les fabricans *yankees* livraient autrefois les leurs; les dépenses des planteurs seront augmentées et rendront d'autant plus coûteuses les cultures industrielles.

Pour éviter cette aggravation de prix et se prémunir contre le danger d'un isolement complet, les propriétaires d'esclaves ne seront-ils pas obligés de retirer des champs un grand nombre de leurs nègres et de les transformer en ouvriers? N'est-ce pas à leur travail déjà qu'on demande tous les objets qui doivent servir à la défense nationale, les pelles, les pioches, les objets d'équipement, les harnais, les tentes? Ce sont aussi des esclaves qui travaillent aux retranchemens, aux forts, aux batteries des côtes, au transport des provisions et du matériel de guerre. Même dans la plus profonde paix, une simple barrière posée entre les états du nord et ceux du sud suffirait pour enlever à la culture du coton un très grand nombre de bras, qui devraient être employés à la production des céréales, aux divers métiers, à l'industrie. Sous l'action de ces causes réunies, la récolte de 1861 a été probablement inférieure de moitié à celle de 1859. En dépit de l'exagération naturelle à tout Américain, le ministre des finances de la confédération du sud, M. Memminger, évaluait la quantité du coton recueilli cette année à 2,500,000 balles seulement.

Tels sont les résultats immédiats de la séparation; mais il ne s'agit pas d'une simple ligne de frontières entre les états fidèles à l'union et les états rebelles : une guerre terrible sévit entre les deux moitiés de l'ancienne république, et, quelle qu'en soit l'issue, elle sera nécessairement fatale au monopole que les planteurs cotonniers d'Amérique exerçaient sur les marchés du monde au détriment du coton recueilli par des mains libres. Pendant les huit mois qui viennent de s'écouler, on a pu croire que le seul enjeu de la guerre était le coton, tant les hommes du nord s'ingéniaient à chercher des moyens de se l'approprier, tant les esclavagistes au contraire le gardaient avec un soin jaloux. Plein de cette illusion qu'il lui suffirait de monopoliser une grande partie de la récolte pour forcer les états industriels du nord à changer de politique et décider l'Angleterre à intervenir aussitôt, le gouvernement provisoire du sud vait instamment recommandé aux planteurs de souscrire non-seulement de l'argent, mais aussi des balles de coton payables à la fin de la guerre. L'emprunt de 15 millions de dollars autorisé par le congrès de Montgomery n'a été souscrit que pour les deux tiers.

Quant à l'emprunt du coton, il a eu moins de succès encore, et le *Richmond Whig*, l'un des journaux les plus considérables du sud, a dû avouer que, loin d'avoir produit plus d'un million de balles, comme on s'est plu à le répéter souvent, il n'atteignait pas même la centième partie de ce chiffre : soit qu'ils aient conscience de l'inefficacité de l'emprunt, soit que la guerre les ait déjà tout à fait appauvris, il est certain que les planteurs sont plus généreux de leur personne que de leur coton. Prêts à sacrifier leur vie, ils gardent sagement leurs produits agricoles. Le gouvernement du sud a été plus heureux toutefois dans les efforts qu'il a tentés pour consigner le coton sur les plantations et le mettre ainsi à l'abri d'un coup de main de la part des fédéraux. Les ports du Mississipi ont été, comme ceux de l'Atlantique et du golfe du Mexique, compris dans cette mesure générale. Le président du comité militaire de Memphis a déclaré qu'il n'admettrait dans ses lignes ni balle de coton ni boucaut de tabac, et qu'il renverrait sur les habitations, aux frais des planteurs, toutes ces marchandises de contrebande. De même le gouverneur de la Louisiane a fait prendre à tous les capitaines des bateaux à vapeur et à toutes les administrations des chemins de fer l'engagement formel de ne pas importer une seule balle de coton dans le district militaire de la Nouvelle-Orléans. Les négocians de la ville ont écrit dans le même sens aux planteurs, et les compagnies d'assurance refusent absolument d'assurer le coton, s'il n'est pas consigné dans les habitations. Du 1er au 14 septembre 1861, le port de la Nouvelle-Orléans n'avait reçu que 214 balles, tandis que dans la période correspondante de 1860 les arrivages s'étaient élevés à 57,000 balles. Depuis, la proclamation du gouverneur a mis un terme à tous les envois. Les entrepôts de la Nouvelle-Orléans ne contiennent maintenant que 10,000 balles, c'est-à-dire la seizième partie seulement de ce qu'ils contenaient en 1860 à la même époque. Un seul navire, le *Bermuda*, a pu obtenir un chargement de 1,800 balles dans un port du sud, en échange d'une cargaison de poudre et de boulets; mais, pleins d'un respect superstitieux pour leur *palladium*, les autorités militaires de Charleston ont interdit l'exportation de balles de coton à d'autres navires qui avaient, comme le *Bermuda*, réussi à forcer le blocus.

Récemment encore, les unionistes espéraient que la conquête d'un port des états confédérés par la flotte du nord suffirait pour établir un courant commercial et faire affluer aussitôt les balles de coton consignées sur les plantations. Les habitans du nord prétendaient que le patriotisme de fraîche date des propriétaires d'esclaves ne résisterait pas à l'amour du gain, et qu'ils s'empresseraient d'échanger leur récolte, longtemps inutile, contre de beaux dollars

sonnans. Ils rappelaient à ce sujet qu'au commencement de la guerre les planteurs, auxquels la voie de la mer était déjà fermée, expédiaient leurs cotons par les chemins de fer de l'Ohio et de New-York, sans trop s'informer s'ils ne procuraient pas ainsi à leurs adversaires une importante source de revenus; mais dans l'espace de quelques mois les circonstances ont bien changé. Certainement la vue de l'or doit exercer une véritable fascination sur ces hommes dont toute la fortune consiste maintenant en assignats. Néanmoins la guerre, les privations de toute espèce, la crainte de l'avenir, les menaces faites par le nord au sujet de l'émancipation des noirs ont rempli leurs cœurs d'assez de haine pour qu'ils puissent se priver spontanément des ressources obtenues en trafiquant avec l'ennemi. Plutôt que de laisser tomber leur coton au pouvoir des *Yankees*, ils le détruiront eux-mêmes, ils incendieront leurs plantations de leurs propres mains, et reformeront autour des envahisseurs une nouvelle frontière hérissée de fusils et de canons. Déjà les fédéraux occupent plusieurs points de la côte ennemie, Hatteras, Port-Royal, l'île Tybee, Fort-Pickens; mais ces points ne leur permettent nullement de communiquer avec les états du sud, et depuis le commencement de la guerre ils n'ont pu encore expédier à New-York qu'*une* seule balle de coton. Quand même quelques entrepôts, que les sécessionistes n'auraient pas eu le temps d'incendier, tomberaient au pouvoir des troupes du nord, ces entrepôts épars et mal approvisionnés ne pourraient avoir aucune influence sur le marché, et, chose plus grave, de pareilles conquêtes ne seraient point de nature à faire persévérer les planteurs du sud dans la culture du coton.

Qu'on admette cependant l'hypothèse la plus favorable à la cause des confédérés. Qu'on les suppose victorieux, respectés, défendus contre les attaques du nord par une ligne de douanes et de fortifications, par une flotte puissante et l'amitié de l'Angleterre. Malgré leur triomphe, les planteurs cotonniers ne pourront donner à leurs cultures la même importance qu'autrefois, et cesseront d'être les grands fournisseurs des industriels anglais. Ce qui avait assuré le monopole du coton aux états à esclaves d'Amérique, c'est qu'ils pouvaient livrer une balle d'une qualité donnée à meilleur marché que les autres pays producteurs; mais si le prix de revient des cotons d'Amérique s'élève, le prix de vente augmentera nécessairement dans la même proportion, et les détenteurs ne pourront plus lutter avec avantage sur les marchés d'Europe. Or tel est le résultat que la guerre doit inévitablement produire : elle grèvera la production du coton de frais supplémentaires qui en rendront la culture ruineuse. Avant l'ouverture des hostilités, les planteurs réalisaient, quoi qu'on en

dise, un bénéfice relativement assez faible par balle de coton (1); mais après une guerre heureusement terminée, de combien leurs débours ne seront-ils pas augmentés! En supposant que les nègres soient toujours aussi dociles qu'ils l'ont été jusqu'à présent et n'occasionnent pas des frais de surveillance et de répression inutiles autrefois, il faudra dépenser plus d'argent pour leur nourriture, leurs vêtemens, leurs outils, et tous ces objets manufacturés qu'on achetait dans les états *yankees*, désormais séparés par une barrière de douanes. Les planteurs, devenus souverains, auront à payer leur armée permanente, leur marine, leurs employés de toute sorte; ils auront à élever des monumens publics, à servir une rente aux créanciers de l'état, à préparer en temps de paix une guerre future, soit de défense, soit d'invasion. Pour remplir leur trésor public, à quel genre d'impôts auront-ils recours? Peuple agricole par excellence et dépendant de la France, de l'Angleterre, du Canada, pour leurs articles manufacturés, ils ne pourront s'empêcher d'ouvrir largement leurs ports et ne frapperont que des droits légers sur les objets d'importation. C'est donc à leurs produits agricoles, c'est au coton qu'ils demanderont le budget de la paix, comme ils lui demandent aujourd'hui celui de la guerre; pour alimenter leurs finances, ils seront obligés de tarir les sources mêmes de leurs revenus. Et non-seulement l'impôt grèvera le coton américain, et lui rendra la concurrence plus difficile avec les produits étrangers, mais les transports aussi seront devenus beaucoup plus coûteux. Tandis que les voies de communication auront été considérablement améliorées dans les autres pays cotonniers, dans l'Hindoustan surtout, la plupart des chemins de fer agricoles de la confédération du sud auront été abandonnés à cause du manque de locomotives ou de l'arrachement des rails, les chemins vicinaux auront été coupés de fondrières, les ponts, les débarcadères seront tombés en ruine, les magasins auront été transformés en casernes. C'est encore le coton

(1) Un économiste américain, M. Kendall, a établi de la manière suivante le calcul des profits d'un planteur de coton :

Intérêt sur la valeur moyenne d'un nègre de champ..	80 dollars.
Nourriture et vêtement...............................	75
Perte de temps, transport, commission, etc........	30
Total....	185 dollars.

En admettant qu'un nègre puisse cultiver 4 acres (1 hect. 60) et recueillir 500 livres par acre, évaluations qui dépassent de beaucoup la moyenne, le produit de la terre par *tête de nègre* serait de 2,000 livres, soit, à 10 cents la livre, rendue à la Nouvelle-Orléans, 200 dollars, ce qui ne laisse au planteur qu'un bénéfice de 15 piastres par nègre ou de 3 piastres 75 cents par acre.

qui devra porter les frais de réparation et d'entretien de tous ces travaux publics.

Enfin le grand, l'insurmontable obstacle à la prospérité de la culture du coton dans les états confédérés, c'est ce qui semblait avoir été jusqu'à nos jours la cause de son développement si rapide, c'est l'esclavage. Violée par les peuples ou par les individus, la morale se venge toujours, et l'on peut se demander si les états d'Amérique, jadis unis, ne doivent pas la situation difficile où ils se trouvent maintenant, les uns à la possession des esclaves, les autres à leur acquiescement silencieux. Trop faibles pour se venger, les nègres ne se sont point révoltés contre leurs maîtres; mais voici que les maîtres accomplissent eux-mêmes avec un horrible sang-froid leur immense ruine. Vouant leur pays à l'invasion, leurs champs au ravage, et peut-être leurs maisons à l'incendie, ils se sont, en pleine paix, lancés tout à coup dans les terribles aventures de la guerre civile. Si leur cause, c'est-à-dire celle de l'esclavage, devait triompher pour un temps, s'ils devaient donner un démenti à la conscience humaine, eh bien! cette ruine ne serait que retardée; ils sont irrévocablement condamnés par la nature même du travail qu'ils emploient. Il faut aux planteurs pour leurs cultures un domaine indéfini. Campés sur le sol, ils en exploitent sans pitié la fougueuse fécondité, comme ils exploitent aussi la force du nègre pendant sa jeunesse; quand la terre est appauvrie, ils l'abandonnent pour transporter plus loin leurs cultures et leurs campemens d'esclaves jusqu'à ce que le territoire entier soit devenu improductif. C'est pour cela que tant de planteurs de la Virginie, du Maryland, du Kentucky, avaient cessé de cultiver le sol et s'occupaient principalement de l'élève des esclaves destinés aux marchés du sud. Les propriétaires fidèles à l'agriculture n'avaient pu continuer à s'enrichir qu'en s'emparant de territoires encore vierges. Les rivages de l'Atlantique leur avaient d'abord suffi, puis ils avaient traversé les Apalaches; ils avaient fait acheter la Louisiane, les Florides, envahi la magnifique vallée du Mississipi; ensuite ils avaient employé toutes les forces des États-Unis à conquérir le Texas, à détacher du Mexique un territoire immense dont ils espéraient faire leur domaine; ils attaquaient l'île de Cuba, bien qu'elle appartienne à des possesseurs d'esclaves comme eux; ils envoyaient des pirates dans le Honduras et le Nicaragua. Et tandis qu'ils gagnaient vers le sud et l'ouest, ils essayaient aussi de gagner vers le nord; ils se faisaient accorder par le congrès le droit heureusement illusoire de s'emparer du Kansas et du Nebraska; ils obtenaient aussi de la cour suprême la possession virtuelle de tout le nord de la république, puisque l'esclave était déclaré propriété inviolable aussi bien sur le territoire libre que sur les

domaines des planteurs. Maintenant il n'en est plus de même : bien que la loi d'extradition des esclaves fugitifs n'ait point encore été officiellement abolie, la confédération esclavagiste a désormais des frontières; elle est renfermée dans des limites plus étroites qu'auparavant. Si incertaine que soit l'issue de la guerre, on ne peut douter que les pays habités par une forte majorité d'hommes libres, le Maryland, le Delaware, la Colombie, la Virginie occidentale, une grande partie du Missouri et du Kentucky, ne restent au pouvoir des fédéraux : c'est un territoire plus vaste que la France perdu pour l'esclavage. Les planteurs, refoulés dans un plus étroit espace, ne pourront plus échanger des terres épuisées contre un sol vierge, et la production du coton, comme celle des autres denrées, deviendra de plus en plus coûteuse. Certes les créoles de la nouvelle confédération, que distinguent à la fois la persévérance anglo-saxonne et la passion méridionale, prouvent aujourd'hui qu'ils sont capables des plus grands efforts pour atteindre leur but; mais si leur audace et leur patience suffisent pour balancer la fortune du nord, elles s'useront en vain contre les lois économiques et morales qui régissent les sociétés. Une terre souillée par le travail esclave reste frappée dans sa fécondité même, et, pour lui rendre sa force de production première, il faut que le travail affranchi vienne à son tour la solliciter. Un jour, lorsque le magnifique bassin du Mississipi et les vallons des Apalaches seront enfin habités par des hommes libres à la peau noire ou blanche, nous verrons refleurir ces campagnes où l'esclavage, traînant à sa suite la guerre civile et d'autres fléaux, a commencé son œuvre de dévastation.

II.

L'ancien monde est solidaire du nouveau, et pas un événement ne s'est accompli sur un rivage de l'Atlantique sans avoir immédiatement son contre-coup sur l'autre rivage. Que l'Amérique soit prospère ou ruinée, l'Angleterre et par conséquent le monde civilisé doivent aussi prendre leur part de la fortune ou du désastre. C'est par le coton surtout que le royaume-uni et la république américaine ont été jusqu'à nos jours dans une dépendance mutuelle et ont passé par des phases analogues. Aux merveilleux progrès agricoles des états à esclaves correspondaient les progrès industriels non moins étonnans du Lancashire; les immenses richesses des *cotton-lords* s'étaient amassées aussi rapidement que les grandes fortunes des patriciens du sud, et toutes les péripéties de l'esclavage avaient eu leur triste contre-partie dans les oscillations du paupérisme, cette douloureuse plaie de la puissante Angleterre. En demandant

aux propriétaires d'esclaves la plus grande partie de son approvisionnement de coton, la féodalité industrielle du Lancashire s'était alliée à l'oligarchie des planteurs; elle participait à leurs triomphes, souffrait de leurs déboires et contribuait de son mieux, par sa complicité commerciale, au maintien de l'institution servile. En monopolisant l'importation du coton cultivé par des mains esclaves, les armateurs de Liverpool n'aidaient pas d'une manière moins efficace à perpétuer la servitude des noirs qu'ils ne le faisaient pendant le cours du siècle dernier en monopolisant la traite. L'industrie cotonnière s'était mise en antagonisme direct avec le progrès lui-même, et le jour où l'on eût émancipé les quatre millions d'esclaves des états confédérés eût été pour elle un jour de deuil. Aussi la crise américaine a-t-elle été accueillie avec stupeur par le monde commercial. Se laissant guider par de simples considérations de doit et d'avoir, d'offre et de demande, il ne faisait aucune différence entre le coton cultivé par des mains libres et le coton cultivé par des mains esclaves, et il les admettait également en franchise. La guerre d'Amérique prouve combien il avait eu tort de participer indirectement aux actes des planteurs.

Cependant les avertissemens n'ont pas manqué. Depuis longtemps la catastrophe actuelle avait été prédite, depuis longtemps aussi les dissensions intestines de la république américaine étaient devenues menaçantes. La presse anglaise, effrayée par les symptômes de la guerre civile, conseillait sans relâche aux industriels du Lancashire, non pas au nom de la morale, mais au nom de la plus simple prudence, de ne pas s'en tenir à leur grand marché d'approvisionnement et de lui créer une concurrence sérieuse dans l'Inde, en Afrique, dans les Antilles, partout où la culture du cotonnier pourrait donner de bons résultats (1). Les fabricans convenaient parfois du danger de leur situation, ils daignaient même nommer des commissions d'enquête et fonder des sociétés d'encouragement; mais là se bornaient leurs efforts, et lorsque le premier boulet des confédérés vint frapper les murailles du fort Sumter, ils furent pris au dépourvu comme les hommes d'état américains. Ivres de leur prospérité, ils n'avaient point cru sérieusement qu'elle pût jamais être ébranlée. Grâce au génie de leurs inventeurs, à leur propre persévérance, à leur initiative commerciale, ils avaient fait prendre à leur fabrication des allures conquérantes qui ne leur permettaient pas de songer à la possibilité d'un revers. Et certes les progrès rapides de leur industrie, véritable résumé de tous les triomphes de

(1) En 1860, sur 100 balles de coton consommées dans le royaume-uni, 85 provenaient des états d'Amérique, 8 d'autres pays étrangers, et 7 seulement des colonies anglaises.

l'homme sur la matière, sont bien de nature à remplir d'orgueil tous ceux qui en ont été les héros ou les simples ouvriers!

En effet, aucune entreprise humaine n'a obtenu dans un aussi court espace de temps des résultats aussi considérables que l'industrie cotonnière de la Grande-Bretagne. Les commencemens, qui datent de deux cent cinquante ans à peine, furent très humbles, et après un siècle et demi d'existence, en 1767, les filateurs anglais ne consommaient pas encore 2 millions de kilogrammes de coton; mais coup sur coup les inventions de Watt, Hargreaves, Arkwright, Crompton, vinrent donner de puissans auxiliaires au travail. En même temps, comme pour montrer la solidarité future qui devait unir les états à esclaves et les fabriques du Lancashire, un citoyen de la Caroline du sud, Seabrook, démontrait que, grâce au travail des noirs, le coton pouvait devenir un des grands articles d'exportation de l'Amérique. Plus tard, en 1794, Eli Whitney inventait le *saw-gin* ou machine à scie, qui permet de nettoyer facilement la fibre. Dès lors les cotons américains remplacèrent les cotons du Levant, des Indes et des Antilles dans les filatures anglaises : la grande industrie commença. Les produits ont doublé, décuplé, centuplé, et s'élevaient en 1860 à une quantité trois cents fois plus considérable qu'en 1767. Avant que la guerre n'éclatât entre les deux sections de la république américaine, on comptait dans les districts manufacturiers de la Grande-Bretagne plus de 2,200 fabriques peuplées de 400,000 ouvriers et possédant plus de 33 millions de broches mises en mouvement par des machines d'une force totale de 110,000 chevaux-vapeur (1). En 1860, le capital engagé dans les filatures dépassait la somme de 5 milliards, et la valeur des produits manufacturés, plus importante que le budget national, s'élevait à près de deux milliards, dont 1 milliard 350 millions à destination de l'étranger. Enfin, pour suivre les industriels anglais dans leurs complaisantes statistiques, tous les fils de coton fabriqués dans la même année atteindraient une longueur de 40 millions de kilomètres, égale à cent fois la circonférence du globe, ou bien dix fois la distance de la terre à la lune. Les filatures du royaume-uni consomment à elles seules plus des deux tiers de tout le coton expédié en Europe et plus de la moitié de la quantité totale mise en œuvre dans les manufactures des deux mondes. C'est au milieu de cette prospérité inouie que se présente tout à coup le spectre de la ruine : les plantations d'Amérique, où la culture du cotonnier se développait avec autant de rapidité que le demandaient

(1) En 1860, sur 379,213 ouvriers, 222,027, c'est-à-dire plus des trois cinquièmes, étaient des femmes. Leur salaire était en moyenne de 12 fr. 70 c. par semaine, tandis que celui des ouvriers mâles était de 23 fr. 10 c.

les consommateurs du monde civilisé, sont, en l'espace de quelques semaines, comme retranchées de la terre, et maintenant il faut chercher sur la surface du globe d'autres contrées où deux millions d'hommes libres se mettent immédiatement au travail pour remplacer dans la production du coton deux millions d'esclaves américains. Si les deux millions de travailleurs ne répondent pas à l'appel de l'industrie, la *famine* du coton succédera nécessairement à la disette, toutes les richesses des *cotton-lords* s'engloutiront dans un immense désastre, et la plus affreuse misère fera sa proie des prolétaires anglais.

Il est certain que les résultats de la crise du coton sont déjà d'une sérieuse importance dans tous les pays industriels. Ainsi les filatures de la Nouvelle-Angleterre sont fermées, ou ne travaillent qu'une faible partie de la semaine : encore en sont-elles réduites pour leur mince consommation à une véritable mendicité, si bien que l'Amérique, après avoir expédié en Angleterre tant de millions de balles de coton, est obligée à son tour de lui en demander quelques milliers (1). En France, la situation de l'industrie cotonnière est bien moins déplorable qu'en Angleterre et dans le Massachusetts; les entrepôts du Havre sont même plus abondamment pourvus qu'ils ne l'étaient à pareille époque en 1860 et 1859, et plusieurs des grands établissemens ont du coton pour six mois; mais, les industriels français ne pouvant renouveler leur approvisionnement qu'en s'adressant à l'Égypte, dévastée par les inondations, et à l'Angleterre, appauvrie par la disette de coton américain, il est à redouter que bientôt nombre de filatures ne soient obligées de marcher au jour le jour, de ralentir leur production, ou même de fermer complétement. Si le contre-coup de la guerre civile d'Amérique s'est fait sentir d'une manière relativement faible dans nos manufactures de coton, on sait quelle influence désastreuse cette guerre a exercée sur les industries de Lyon et de Saint-Étienne : là un chômage forcé a entraîné les ouvriers français dans une misère encore plus profonde que celle des travailleurs de Lowell et de New-Manchester. Cependant il est hors de doute que le danger de la France est, relativement à la crise du coton, beaucoup moins immédiat que celui de la Grande-Bretagne, puisqu'elle fait avec l'Amérique un chiffre d'affaires bien moins considérable et que ses filatures consomment environ quatre fois moins de matière première. On peut donc, en étudiant les résultats probables de la pénurie de coton américain, considérer l'Angleterre comme le représentant de l'Europe indus-

(1) Du 1er août au 24 octobre 1861, on a exporté de Liverpool au Canada et dans la Nouvelle-Angleterre, 7,079 balles de coton américain, et 2,098 balles de coton surate.

trielle, car c'est là que les conséquences de la guerre d'Amérique seront les plus graves et les plus instructives. Il est bon d'ajouter que les filateurs anglais sont aussi les seuls à prendre des mesures pour conjurer la crise; les fabricans français attendent patiemment des jours meilleurs. Grâce à ce manque d'initiative, à cette inertie fataliste que donne une puissante centralisation administrative, ils ne s'acharnent point à découvrir d'autres sources d'approvisionnement et semblent s'en remettre entièrement à leurs bons amis les Anglais, comme s'ils n'avaient personnellement aucun intérêt dans la question.

En Angleterre, les organes de l'opinion publique mettent généralement un grand amour-propre à cacher les calamités nationales ou du moins à en atténuer la portée : aussi n'ont-ils encore insisté que très légèrement sur l'augmentation du paupérisme depuis le commencement de la crise industrielle, et c'est avec une grande difficulté qu'on peut recueillir les renseignemens nécessaires. Cependant des faits douloureux se révèlent sans cesse, et de temps en temps quelques rapports statistiques font deviner l'étendue du mal. Ainsi, au commencement de novembre 1861, sur 842 filatures du district manufacturier de Manchester, 295 seulement travaillaient sans interruption, 498 restaient ouvertes pendant trois, quatre ou cinq jours de la semaine, et 49 étaient complétement fermées. Des 172,257 ouvriers qu'entretenait autrefois le travail de ces usines, un peu plus d'un tiers avait conservé le salaire entier; un autre tiers avait de l'ouvrage pendant quatre jours de la semaine; près de 30,000, c'est-à-dire un sixième, touchaient le salaire de trois jours par semaine; 15,000 trouvaient de l'occupation pendant cinq jours; 8,000 avaient été définitivement renvoyés. Dans les autres districts manufacturiers de la Grande-Bretagne, les proportions étaient à peu près les mêmes; mais depuis cette époque un grand nombre de filatures ont interrompu ou ralenti leur production, et maintenant on admet que la consommation du coton a diminué d'au moins 50 pour 100. Le nombre des journées de travail s'est abaissé d'autant, et par conséquent la somme totale des salaires, qu'on évaluait en 1860 à 280 millions de francs, a été réduite d'environ 12 millions par mois (1). Ce n'est pas tout : quelques fabricans, entre autres ceux de Preston, ont pris le déplorable parti de diminuer les salaires, et les ouvriers, au risque de ne plus trouver d'ouvrage, ont tenté la ressource désespérée de se mettre en grève.

(1) La perte brute subie par l'industrie cotonnière est évaluée diversement à 30 ou 35 millions par mois.

Pendant que l'industrie du coton se ralentit d'une manière si redoutable, et par cet arrêt momentané laisse tomber tant d'ouvriers dans la misère, d'autres industries, affectées par la même crise, sont aussi en souffrance, et leurs embarras contribuent largement à l'aggravation du paupérisme. Les rapports officiels de la douane anglaise constatent, pour la première fois depuis longues années, une diminution considérable sur les exportations des draps, des soieries, des toiles, de la quincaillerie, des métaux, etc. Dans le mois de septembre 1861, cette diminution a même été de 18 pour 100, comparée à celle de septembre 1860. Ainsi la guerre d'Amérique ou plutôt l'esclavage, cette cause à laquelle l'Angleterre doit déjà de ne plus importer le coton de la Nouvelle-Orléans, empêche aussi de vendre les objets manufacturés aux consommateurs de New-York et de Boston. Si tant de filatures se ferment par suite du manque de matière première, un grand nombre d'autres fabriques menacent de se fermer également par suite de la pénurie des commandes. On comprend l'effet que cette stagnation du commerce et de l'industrie doit avoir sur le sort des travailleurs : la riche Angleterre, qui déjà compte une armée de pauvres bien plus nombreuse que la misérable Irlande (1), est obligée d'ouvrir plus largement les portes de ses *workhouses*, et bien des faméliques succombent avant d'avoir pu en atteindre le seuil, car les miséricordes de la *loi des pauvres* sont cruelles, et les nécessiteux ne sont point accueillis par la charité des paroisses sans avoir surabondamment prouvé qu'ils sont dénués de toute ressource. Par une coïncidence fâcheuse, les objets de première nécessité, les céréales entre autres, se maintiennent à un prix élevé. Le pain est rare en Angleterre, tandis qu'en certains districts de l'Amérique du Nord on se servait naguère de maïs pour chauffer les locomotives! Et si le gouvernement de la Grande-Bretagne devait croire nécessaire de venger par les armes l'honneur de son pavillon, la situation du peuple anglais deviendrait bien plus poignante encore. Le commerce avec l'Amérique, qui s'élevait jadis à plus d'un milliard et demi, serait supprimé tout à coup, les wagons chargés de céréales qui viennent du *far west* pour aider à l'alimentation de l'Angleterre s'arrêteraient dans les gares, les innombrables fabriques qui travaillent pour l'exportation américaine entreraient en chômage, et des millions d'ouvriers n'auraient d'au-

(1) Le nombre moyen des pauvres secourus est en Angleterre de 892,000, en Écosse de 121,000, en Irlande de 91,000, ce qui donne respectivement les proportions de 39, 40 et 15 habitans sur 1,000. Au 1er juillet 1861, le chiffre des nécessiteux admis au bénéfice de la loi des pauvres s'était accru de 33,000, et la proportion de cette foule indigente relativement à la population totale s'était élevée à 43 sur 1,000. Or la crise qui sévit aujourd'hui avec tant d'intensité ne faisait guère que commencer à cette époque.

tres ressources que la mendicité. L'Angleterre paierait la satisfaction de l'honneur national non-seulement avec les millions de son budget, mais aussi avec la vie de ses travailleurs : le bombardement de New-York incendierait en même temps Liverpool, tant les intérêts des deux cités sont solidaires. Certes, si l'hiver de 1861-62 devait être aussi désastreux pour les ouvriers anglais que la guerre le fait craindre, si la faim, le froid, la misère sous toutes ses formes, devaient décimer la population, quelle sanglante ironie serait la fête du travail à laquelle la puissante Angleterre conviera bientôt le monde entier ! Dans ces magnifiques galeries qui dépasseront en richesse tout ce qu'on a vu d'éblouissant, des foules venues des extrémités du globe admireraient les produits des Indes, les bijoux, les soieries, les étoffes de toute espèce, et surtout les tissus délicats de Manchester, les merveilleuses machines à filer, dont chacune remplace le travail de plusieurs milliers d'hommes, et qui, avant d'arriver à leur perfection actuelle, ont fait mourir à la peine tant d'inventeurs de génie ! Et pendant que toutes les langues diverses qui se parlent sur la terre se mêleraient pour former un concert de louanges sur ces étonnans produits de l'industrie anglaise, que seraient devenus les ouvriers qui les ont créés par leur travail ? Les envoyés de l'Amérique ne se trouveraient pas non plus à ce rendez-vous des nations, et sur les mers lointaines le canon des batailles navales répondrait aux bruyantes fanfares exécutées dans le palais de l'industrie en l'honneur de la paix universelle. Que cette affreuse ironie du destin soit épargnée à l'Angleterre et au monde !

Les malheurs causés par la guerre sont irréparables; mais si la crise du coton était isolée, les industriels et les commerçans anglais pourraient-ils la conjurer pacifiquement ? Dans le premier moment d'émoi causé par la rupture de l'union américaine, ils avaient semblé en douter, et peut-être songèrent-ils à prendre de force ce qu'ils ne pouvaient obtenir à l'amiable. Le ministère anglais se hâta de reconnaître la confédération du sud comme puissance belligérante; bien plus, il feignit d'ignorer que plusieurs sujets britanniques avaient été enrôlés de force dans l'armée du sud (1), et ne se plaignit point de la confiscation de propriétés anglaises opérée par diverses législatures des états confédérés. Quelques négocians de Manchester s'enhardirent jusqu'à proposer au gouvernement anglais d'armer eux-mêmes une flottille pour aller chercher le coton américain à leurs risques et périls, en dépit de la flotte de blocus; ils ne demandaient rien moins que le droit de faire la guerre pour leur

(1) C'est un fait constaté par le véridique témoignage du correspondant du *Times*, M. le docteur Russell.

propre compte. Toutefois la première effervescence avait peu à peu fait place à des sentimens plus calmes, et l'Angleterre ne fût probablement pas entrée dans la voie des hostilités, si le déplorable épisode du *San-Jacinto* n'avait point eu lieu. Les industriels anglais semblaient redouter de moins en moins l'issue de la crise. Peut-être même avaient-ils laissé succéder à trop d'effroi une trop grande tranquillité d'esprit, car ils cherchaient moins à s'ouvrir de nouveaux marchés d'approvisionnement qu'ils ne l'avaient fait d'abord, et semblaient persuadés que, par la réciprocité naturelle des demandes et des offres, le coton ne leur manquerait jamais. Les négocians de Calcutta et de Bombay se plaignent amèrement de s'être empressés, au premier cri de détresse poussé par Manchester, d'acquérir à tout prix, sur les plateaux de l'intérieur, des cotons qui sont restés longtemps dans leurs magasins sans qu'un seul acheteur anglais se présentât. A Mirzapour, ville située entre Allahabad et Bénarès, sur la grande artère commerciale de la présidence du Bengale, on a laissé pourrir cette année 50,000 balles de coton que les possesseurs offraient à vil prix, et qu'on eût pu transporter facilement à Calcutta par la voie du fleuve.

Le peu d'empressement manifesté par les industriels anglais pour se procurer le coton indien qu'on tenait à leur disposition provenait de plusieurs causes. D'abord ils croyaient fermement qu'en vertu de la hausse le coton américain, bien préférable au coton surate, ne manquerait pas d'affluer vers le marché de Liverpool; en second lieu, ils n'osaient pas modifier leur outillage pour l'approprier à la manufacture de la fibre indienne sans avoir acquis la certitude complète de la nécessité de cette transformation, mais surtout ils se sentaient obligés, par la situation commerciale, de restreindre considérablement l'activité de leurs manufactures. En effet, tandis qu'une crise se préparait, amenée par la pénurie du coton, une autre crise en sens inverse, causée par le trop grand développement qu'on avait donné à la fabrication, devenait imminente. Depuis deux ans, les filatures avaient tellement exagéré leur production que les marchés étaient remplis; la demande était à peu près nulle, et, d'après les lois ordinaires du commerce, l'avilissement du prix des cotonnades, la fermeture des usines, la faillite des industriels, la misère des ouvriers, semblaient inévitables. Tout à coup la guerre d'Amérique et la prévision d'une disette de coton qui en fut la conséquence immédiate changèrent les dispositions du marché; les acheteurs de cotonnades anglaises, voulant s'approvisionner abondamment des marchandises menacées par une hausse future, n'interrompirent pas leurs commandes, et la crise de la baisse, qui avait semblé inévitable, fut heureusement conjurée. De leur côté, les fa-

bricans anglais avaient pu saisir un prétexte favorable pour diminuer leur fabrication de plus d'un tiers sans faire souffrir leur clientèle, ni même refuser une seule commande. C'est ainsi que les deux crises se sont en quelque sorte neutralisées. Grâce au répit accordé à la fabrication par les événemens d'Amérique, le marché est maintenant dans une situation normale, une hausse considérable se fait sentir sur les marchés de l'Asie, et les ordres commencent à affluer de nouveau. Le moment serait donc venu d'imprimer aux filatures une activité nouvelle. Toute la question est de savoir si les fabricans sont en mesure de donner cette impulsion.

On sait ce que peuvent répondre les pessimistes; mais presque tous les économistes d'Angleterre semblent s'être donné le mot pour présenter l'avenir de l'industrie cotonnière sous le meilleur jour. Ils font d'abord remarquer que la crise a commencé à l'époque la moins défavorable de l'année. En effet, lorsque les premiers coups de canon furent échangés, l'Angleterre avait déjà dans ses entrepôts la plus grande partie de la récolte américaine; elle se hâta de se faire expédier le reste, et, vers le milieu de l'année 1861, son approvisionnement n'était guère inférieur à celui des saisons précédentes. Aujourd'hui le chiffre total des balles de coton déjà emmagasinées dans les entrepôts anglais (1), ou bien amarrées dans la cale des navires à destination de Liverpool, est d'environ 660,000, quantité suffisante pour donner à l'Angleterre quatre mois de répit, en admettant que la consommation hebdomadaire jointe à la réexportation sur les marchés du continent s'élève en moyenne à 40,000 balles. D'ailleurs, dans l'année 1862, les pays producteurs de coton autres que la confédération esclavagiste expédieront au royaume-uni une somme de matière première au moins égale à celle qu'ils ont exportée pendant l'année qui vient de s'écouler, soit 1,200,000 balles environ. A cette quantité il faut ajouter les approvisionnemens particuliers des industriels, et surtout le supplément d'importations déterminé par la hausse des prix. Il est vrai que le poids des balles de coton expédiées de l'Hindoustan et de l'Afrique est moins fort que celui des balles de coton américain; mais cette diminution de poids est plus que compensée par la légèreté et la finesse des tissus que l'on fabrique pendant les époques de cherté. Ainsi, même en supposant que les états confédérés n'exportent pas une seule balle de coton, on voit que l'Angleterre peut compter, pour l'année 1862, sur un minimum de 2 millions de balles, ce qui lui permettra de réexporter sur les marchés du continent européen la même quantité

(1) Le 6 décembre 1861, le *stock* était à Liverpool de 606,810 balles de coton, dont 319,370 balles de coton surate. Le *stock* de la semaine correspondante de 1860 était de 579,620 balles seulement, et se composait pour les quatre cinquièmes de coton américain.

de coton qu'elle leur expédiait autrefois, et d'atteindre dans sa fabrication les deux tiers de la somme de produits qu'elle a livrés au commerce pendant l'année 1860, si prodigieusement active. En outre l'élévation graduelle du prix des étoffes de coton déplacera un peu le courant des achats, et la faveur publique se portera davantage sur les tissus de laine, de lin, de chanvre, d'alpaca. Comme il arrive invariablement dans les crises de cette nature, les habitudes des consommateurs se seront temporairement modifiées. Envisagée sous ces diverses phases, la question du coton semble donc moins redoutable qu'elle ne paraissait au premier abord, et si la hausse du coton américain a pu atteindre de si fortes proportions sur le marché de Liverpool, il faut surtout en accuser l'agiotage, qui spécule aussi bien sur les cotons que sur les céréales et sur la rente. Une véritable manie s'est emparée de spéculateurs de toute classe, dames, ecclésiastiques, avocats, petits bourgeois; mais les nécessités de l'industrie n'ont rien à faire avec cette hausse factice, et le cours des cotons indiens est devenu le cours sérieux de la matière première destinée à l'approvisionnement des filatures.

Quoi qu'il en soit, les fabricans anglais manifestaient une grande confiance dans l'avenir avant que la perspective d'une guerre avec l'Amérique ne vînt les effrayer. D'énergiques pionniers, comme il en existe en Angleterre pour toutes les œuvres de progrès, s'étaient déjà mis depuis longtemps à l'œuvre, afin qu'une crise cotonnière ne prît pas leur patrie au dépourvu. Des sociétés fondées à Manchester il y a quelques années ont redoublé d'activité à la nouvelle de la guerre civile des États-Unis; elles ont envoyé des agens dans tous les pays producteurs de coton, distribué des semences, des machines et des conseils, examiné les échantillons, fait des rapports sur tous les résultats obtenus. En même temps des missionnaires religieux, qui se transformaient en missionnaires du commerce, exhortaient leurs fidèles aussi bien à la culture du coton qu'à la méditation de l'Évangile. De son côté, le gouvernement faisait répandre à profusion des circulaires à l'adresse de ses sujets hindous; mais, fidèle aux traditions économiques de l'Angleterre, il se gardait bien d'intervenir d'une manière active entre le producteur et le consommateur. De peur de décourager par son entremise l'initiative individuelle des négocians, il n'a point distribué de primes ni acheté de balles de coton; il s'est prudemment contenté de son rôle de conseiller, et les Anglais lui en savent gré. Seuls, les industriels du Lancashire, forts de l'année de répit que leur procuraient leurs approvisionnemens considérables, ne se sont peut-être pas mis à l'œuvre avec une énergie suffisante; mais ils commencent aujourd'hui à suivre l'élan général : ils changent en partie les dispositions de leurs machines, afin d'utiliser le coton hindou en proportions

beaucoup plus fortes qu'ils ne le faisaient autrefois, et même ils découvrent à ce coton, jadis méprisé, des qualités tout à fait inattendues. L'industrie cotonnière anglaise, plus importante à elle seule que celle du reste du monde, ne consent pas à déchoir : en dépit de la guerre, elle veut non-seulement regagner le terrain perdu depuis 1860, mais encore aller au-delà, et, comme elle avait l'habitude de le faire, dépasser chaque année les progrès de l'année précédente. Pour atteindre son but, il faut qu'elle réussisse à créer de vastes plantations qui puissent remplacer celles de l'Amérique, bientôt perdues pour elle. Le moment est solennel : si elle échoue dans sa tentative, on sait quelles désastreuses conséquences économiques aurait le déplacement de cette industrie, qui fait vivre aujourd'hui plus de cinq millions d'Anglais; si elle réussit, elle fait refluer vers l'orient un large courant commercial qui se dirigeait autrefois vers l'occident; elle porte un coup mortel à l'esclavage en faisant désormais travailler des hommes libres!

III.

A quels pays lointains l'Angleterre va-t-elle désormais s'adresser pour compléter chaque année son approvisionnement normal de coton? Là commence l'embarras du choix, tant sont nombreuses les contrées qui proposent concurremment de contribuer pour une grande part à l'alimentation des filatures. Les unes produisent le cotonnier herbacé, d'autres le cotonnier arbuste ou le cotonnier arborescent; ici les planteurs offrent des cotons longue soie, ailleurs des cotons courte soie, des fibres blanches, jaunes ou beurrées. Les terrains les plus différens conviennent à la culture de la plante : telle espèce se plaît au bord de la mer et dans un sol sablonneux, telle autre croît parfaitement à l'intérieur des terres, d'autres espèces encore s'élèvent à une assez grande altitude sur les pentes des montagnes. Un hectare de terrain bien cultivé produit en moyenne 2 balles de coton; 1 million d'hectares, c'est-à-dire un territoire inférieur en étendue à deux départemens français, suffirait donc pour fournir régulièrement à l'Angleterre 2 millions de balles : on le voit, ce n'est point l'espace qui manque dans l'immense empire colonial de la Grande-Bretagne. Si la demande des filatures allait en croissant, la production des pays où réussit la culture du cotonnier s'élèverait d'une manière pour ainsi dire illimitée.

Parmi les contrées qui s'offrent à produire une quantité considérable de coton pour les marchés d'Europe, il répugne de citer d'abord les Antilles espagnoles et les contrées de l'Amérique méridionale encore cultivées par des esclaves. On peut prétendre, à tort ou à raison, que les lois de l'économie politique diffèrent de celles de la

morale et du sentiment; mais les lois économiques elles-mêmes condamnent le recours au travail servile, et si l'on ne prend pas de mesures sérieuses pour abolir l'esclavage des noirs au Brésil et dans les îles de Cuba et de Porto-Rico, il est certain que ces contrées tomberont tôt ou tard dans le malheur, accablées par les mêmes désastres qui ont fait crouler la prospérité des états confédérés d'Amérique. Aujourd'hui d'ailleurs il semble impossible que la production du coton augmente dans de fortes proportions au Brésil et à Cuba. Il est vrai que les spéculateurs de La Havane ont acheté un nombre assez considérable d'anciennes caféteries abandonnées dans la pensée de les revendre plus tard à des planteurs cotonniers; mais l'île de Cuba emploie déjà presque toutes ses ressources, — y compris ses nègres, — à la culture de la canne à sucre, et les propriétaires d'esclaves pourraient difficilement modifier leurs luxueuses installations agricoles. Quant au Brésil, il exporte en moyenne 150,000 balles de coton; mais, par suite de la faveur qui se porte vers la culture du cafier, les plantations cotonnières sont assez négligées dans les parties septentrionales de l'empire, colonisées par 4 millions d'esclaves. Pendant l'année commerciale qui vient de s'écouler, le port de Bahia, qui recevait autrefois de l'intérieur une assez grande quantité de coton, n'en a expédié en Europe que 146 balles.

Bien plus intéressante et bien plus riche d'avenir est la culture du cotonnier dans les Antilles délivrées du fléau de l'esclavage. Déjà les propriétaires se sont mis à l'œuvre pour augmenter l'étendue de leurs cultures, et l'initiative d'une société fondée à Manchester, *the Jamaica cotton company*, vient se joindre à tous leurs efforts isolés. Dès le mois de mai 1861, c'est-à-dire immédiatement après le bombardement du fort Sumter, la compagnie avait commencé ses semis de coton égyptien, et maintenant elle a déjà une récolte que l'on dit magnifique et dont elle réserve les beaux échantillons pour l'exposition universelle. En outre elle distribue généreusement des semences aux petits propriétaires de l'île, et déjà de nouvelles plantations sont établies dans tous les districts de la Jamaïque. On évalue à 400,000 hectares au moins la quantité de terres disponibles dans cette île seule pour la culture du coton, et, si les prix continuent à être suffisamment rémunérateurs, on peut compter sur l'aide des cent mille familles nègres qui composent presque toute la population (1). Chose remarquable, cette même crise qui ruine les riches possesseurs d'esclaves à quelques degrés au nord de la Jamaïque enrichira probablement les noirs émancipés. Dans l'île d'Haïti, ce sont les anciens esclaves des planteurs américains qui sont appelés

(1) En 1861, sur un chiffre total de 441,264, le nombre des blancs était seulement de 13,816 : c'est la trente-deuxième partie des habitans.

à recueillir leur héritage. Un grand nombre de noirs échappés des plantations de la Virginie s'embarquent pour la république d'Haïti, où l'on s'empresse de leur accorder des terres. Pendant les trois mois qui viennent de s'écouler, onze navires chargés de nègres émigrés ont quitté les ports de New-York, de Philadelphie et de Boston pour se diriger vers la terre libre des Antilles. A peine débarqués, les nouveaux citoyens de la république nègre s'adonnent à la culture du cotonnier; ceux qui sont établis sur le territoire de Saint-Marc ont récemment expédié 1,902 balles dans l'espace de quelques semaines, et cette année ils ont plus que doublé l'étendue de leurs plantations. « Pourquoi vous expatrier? demandait un négociant de New-York à l'un de ces émigrans. — Pour mettre un terme à la domination du roi Coton! répondit-il. Plus de coton dans Dixie (1), plus d'esclavage! »

Les Antilles libres ne sont pas les seuls pays du Nouveau-Monde où l'on s'occupe des moyens d'alimenter les filatures. L'Amérique centrale, la Colombie, la République-Argentine réclament aussi l'attention du monde commercial, et l'on parle de l'organisation d'une compagnie cotonnière du Venezuela pour la mise en rapport d'un domaine de 100,000 hectares (2). Il n'est pas jusqu'aux États-Unis eux-mêmes qui ne s'offrent à combler la lacune produite dans l'approvisionnement du coton par la rébellion des états à esclaves. Un planteur du Maryland a fait à 25 kilomètres au nord de Baltimore des semis de cotonnier arborescent qui ont déjà donné les plus beaux résultats. D'après lui, le *gossypium arboreum* peut produire jusqu'à 50 kilogrammes de fibres dans une seule année, et ces fibres sont d'autant plus longues et plus fines que l'arbre croît dans une région plus rapprochée de la limite septentrionale de la zone; quant au bénéfice net, il dépasserait de beaucoup celui qu'obtiennent les planteurs dans les états du sud. En admettant que ces affirmations n'aient rien d'exagéré, la terrible crise qui agite les États-Unis les empêchera sans doute de s'occuper d'une nouvelle culture. Si l'énergie ne leur manque pas pour cette œuvre hardie, l'industrie cotonnière du Massachusetts, aujourd'hui presque anéantie, profitera aussitôt de cette nouvelle source d'approvisionnement, car les industriels *yankees* n'ont pas en général moins de persévérance que leurs frères Anglo-Saxons du Lancashire.

Dans l'ancien monde, les régions méditerranéennes qui ont fourni à l'Amérique du Nord ses premières semences de coton, et qui longtemps ont suffi presque seules à l'alimentation des filatures de

(1) Sobriquet donné aux états rebelles, sans doute parce qu'ils sont en grande partie situés au sud de *Mason and Dixon's line*. On appelle ainsi le degré de latitude 36° 30′ relevé par Mason et Dixon.

(2) On a déjà expédié 800 balles de coton de Puerto-Cabello aux États-Unis.

l'Europe, pourraient facilement rendre son ancienne importance à la culture du cotonnier, car sur les bords de la Méditerranée les terrains en friche et les bras inoccupés ne manquent pas. Ainsi les Algarves, l'Andalousie, la Sardaigne, la Sicile, les provinces napolitaines, offrent des terrains extrêmement propices à la production des cotons et déjà utilisés en partie; mais il est probable que tous les produits obtenus dans ces contrées seront réservés pour la consommation locale. La Sicile les a toujours employés dans ses propres manufactures, et ce n'est pas au moment où l'Italie se relève pour entrer dans une nouvelle ère politique et industrielle qu'on peut s'attendre à voir les Italiens exporter en quantités considérables une matière première dont ils ont eux-mêmes besoin. Les industriels de l'Europe occidentale ne doivent guère compter non plus sur les provinces de la Turquie et de l'Asie-Mineure, où la culture du cotonnier va diminuant sans cesse aussi bien que la fabrication des tissus. Smyrne, qui exportait 50,000 balles vers la fin du siècle dernier, n'expédie plus aujourd'hui qu'une faible quantité de cotons, devenus très médiocres par le manque de soins, et le chemin de fer de Smyrne à Éphèse et Aïdin, qu'achève actuellement une compagnie anglaise, n'a point encore stimulé le zèle des planteurs du pays. Il en est de même dans les autres provinces turques du Levant, où partout l'initiative des Francs et des Grecs vient se briser contre le fatalisme musulman : la production totale de l'empire atteint à peine 65,000 balles, dont la moitié est consommée sur place. Parmi les pays mahométans des bords de la Méditerranée, l'Égypte seule est en mesure de développer largement la culture du cotonnier, à laquelle elle doit en grande partie sa prospérité. Déjà ses exportations de coton s'élèvent en moyenne à 150,000 balles; la crue soudaine du Nil en 1861 a détruit un quart de la récolte, mais ce désastre n'a pas empêché les fellahs d'augmenter l'étendue de leurs plantations. M. Heywood, secrétaire de la *Cotton supply association* de Manchester, ne trouve pas d'assez fortes expressions pour louer le zèle et l'activité de ces humbles travailleurs : ils ont construit dans le delta du Nil plus de 40,000 *norias* pour l'irrigation de leurs enclos, et, malgré la simplicité primitive de leurs instrumens, ils réussissent à nettoyer les soies du coton bien mieux que ne pourraient le faire des paysans d'Europe : malheureusement ils sont la proie d'usuriers qui fixent le taux annuel de leurs prêts à 60 ou 70 pour 100, et maintenant ils attendent comme un grand bienfait la création d'une banque agricole qui doit leur faire des avances au taux déjà fort usuraire de 1 à 2 pour 100 par mois. Quel exemple donnent ces pauvres fellahs égyptiens à nos colons d'Afrique, chez lesquels on a si bien encouragé, si bien protégé la culture du cotonnier, que la récolte de 1861, après sept ou huit années de travaux, s'est élevée

au total de 426 ballots! Que de fois cependant on avait affirmé que le coton algérien affranchirait un jour la France du tribut payé à l'Amérique!

Sûres de l'Égypte, les associations formées en Angleterre dirigent leurs efforts vers d'autres pays de l'Afrique, principalement vers la côte de Guinée; elles font appel à l'intérêt des noirs de Sierra-Leone, de Liberia, d'Abbeokuta, et leur vantent la culture d'une plante qui doit à jamais assurer leur liberté. Dans l'espace de quelques années, les planteurs nègres ont obtenu des résultats étonnans, et dès 1859 le seul district d'Abbeokuta expédiait 5,000 balles, douze fois plus que la colonie d'Alger. Pour sauvegarder cette culture si importante et la défendre à la fois contre les incursions des amazones du roi de Dahomey et les expéditions plus redoutables encore des négriers, le gouvernement anglais s'est récemment emparé de Lagos et s'est fait représenter par un vice-consul dans la ville d'Abbeokuta. Le traité en vertu duquel l'Angleterre a pris possession du territoire de Lagos mérite une place d'honneur dans les archives diplomatiques, car jamais peut-être on n'a fait moins de cas d'un peuple acheté pour quelques livres sterling, des fusils, des cotonnades et des barils de rhum; mais, en dépit du mépris que le gouvernement anglais affiche pour les habitans en consentant à *tolérer leur présence*, la prise de possession de Lagos par la Grande-Bretagne n'en est pas moins un des événemens les plus heureux, en ce qu'il rend la traite impossible dans cette partie de l'Afrique, et permet à la population si souvent décimée par les guerres et la piraterie de se fixer enfin sur le sol et de s'adonner sérieusement à l'agriculture. Sur la côte de Guinée, comme à la Jamaïque et dans la république d'Haïti, c'est le cotonnier, cette plante si fatale jadis à la liberté des nègres, qui doit aider maintenant à leur émancipation définitive.

On peut dire que le monde entier est devenu pour les Anglais un champ d'expériences: en 1861, grâce aux efforts des associations et des particuliers, les filateurs de Manchester ont pu comparer plus de deux cents espèces de coton, toutes de provenances différentes, et pour 1862 on leur promet encore d'autres échantillons. Parmi les colonies qui leur donnent le plus d'espoir, on peut citer la terre de Natal, où seize cents *coolies* nouvellement importés s'occupent uniquement de la culture du cotonnier, et surtout la province australienne de *Queensland*, qui fournit des variétés de *sea-island* plus fines que celles de la Georgie, mais qui est encore privée d'un nombre suffisant de travailleurs. Tous ces pays, habités par quelques milliers des énergiques enfans de l'Angleterre, vont s'efforcer, chacun pour sa part, de réduire le déficit des approvisionnemens du Lancashire; mais l'industrie anglaise a de grands besoins et des espérances plus vastes encore : c'est vers l'Hindoustan qu'elle tourne

ses yeux pour y trouver, s'il le faut, une quantité illimitée de coton et se soustraire définitivement à la tyrannie des planteurs américains. Le peuple que l'Angleterre opprima longtemps, ce peuple qu'elle vient à peine de reconquérir par un pénible effort, est celui qui doit sauver aujourd'hui ses vainqueurs et leur rendre une prospérité menacée.

L'Hindoustan, on le sait, est la patrie du cotonnier aussi bien que de toutes les plantes industrielles qui ont fait la richesse du monde. Cette riche péninsule, véritable paradis terrestre de l'humanité, a servi de pépinière pour les principales cultures introduites en Amérique, et, malgré sa déplorable situation politique, elle a toujours gardé la supériorité agricole que lui donnait la grande variété de ses produits. Le cotonnier n'a jamais cessé d'être une de ses principales cultures; ses villes, Calicut, Mazulipatam et d'autres, ont imposé leurs noms aux étoffes de coton qu'elles seules fabriquaient autrefois. Un grand nombre de ses filatures ont dû se fermer, il est vrai, par suite de la concurrence anglaise; mais les derniers artistes que l'Inde a gardés savent encore tisser des mousselines d'une légèreté exquise, un *air visible*, que M. Bazley, célèbre filateur de Manchester, a vainement demandé aux plus habiles ouvriers de France et d'Angleterre. On évalue diversement la récolte de l'Hindoustan à 2,500,000, 3 millions ou même 4 millions de balles. Ses exportations varient chaque année suivant les besoins des fabriques du Lancashire : en moyenne, elle expédie 300,000 balles à la Grande-Bretagne et 200,000 balles à l'empire chinois, auquel une récolte annuelle de 500,000 balles ne suffit pas.

On le voit, les ressources de l'Inde en fait de coton sont très considérables, et ne le cédaient en importance qu'à celles des états confédérés d'Amérique. Malheureusement le coton indien ou *surate* se distingue du coton américain par ses défauts : la soie en est courte et trop souvent mêlée à des débris de feuilles et de capsules; souvent aussi elle est avariée par les pluies auxquelles elle est exposée pendant le long trajet des plateaux ou des plaines de l'intérieur aux ports d'embarquement. Longtemps les filateurs de Rouen ont refusé d'utiliser le coton surate, et les industriels anglais n'en auraient jamais demandé qu'une quantité limitée, s'ils avaient pu compter sur un constant approvisionnement de coton américain. Aussi les planteurs de l'Hindoustan manifestent-ils une certaine méfiance et n'osent-ils donner un développement considérable à leurs cultures. Au commencement du siècle et jusqu'en 1826 (1), lorsque les cotons américains atteignaient sur le marché de Liverpool des

(1) En 1812, le coton *new orleans* s'est vendu à Liverpool jusqu'à 31 pence la livre, trois fois plus qu'aujourd'hui.

prix beaucoup plus élevés que de nos jours, les négocians de Calcutta expédiaient en Angleterre une grande quantité de cotons provenant de la fertile région du Doab, entre le Gange et la Djumna. La baisse rapide des prix les ruina, et maintenant ils craignent le retour d'une aventure semblable. Quelle serait leur position si, à l'issue de la guerre civile d'Amérique, la production du coton reprenait dans ce pays sa marche ascensionnelle et faisait de nouveau délaisser leurs produits? Leurs achats de terrains, de semences, de machines, le prix de la main-d'œuvre et du transport n'étant plus remboursés par la vente d'une denrée avilie, ils seraient ruinés après leur seconde tentative comme ils l'ont été après la première.

Aujourd'hui pareil malheur ne peut plus être que temporaire, grâce à la tournure qu'a prise la question de l'esclavage en Amérique. Les filateurs de Manchester, poussés par l'aiguillon de la nécessité, acceptent avec joie les produits qu'ils refusaient autrefois, et, par l'entremise d'associations d'encouragement, font tous leurs efforts pour améliorer la qualité des fibres recueillies dans l'Inde. Le mal est grand, mais ils le connaissent et sont décidés à le combattre. Il s'agit d'abord de réformer l'agriculture elle-même, qui dans certains districts est probablement moins avancée qu'à l'époque du roi Porus. Tandis qu'on peut compter en Amérique sur trois balles de coton nettoyé par hectare, c'est à peine si dans l'Hindoustan on obtient une balle entière sur le même espace de terrain. Les canaux d'irrigation manquent sur presque tous les plateaux de l'intérieur, et ce ne sont pas toujours les meilleures variétés de cotonnier que les paysans cultivent de préférence. Cependant les efforts des associations et du gouvernement indien ont déjà produit des résultats importans pour le choix des semences. Dans certains districts, la plante indigène se développe mieux que les variétés importées d'Amérique. On la conserve alors avec soin; mais en d'autres régions, où la variété *new orleans* réussit à merveille, on la sème à l'exclusion de toutes les autres, et l'on obtient ainsi une excellente soie absolument semblable au coton américain. Déjà le district de Coïmbatour, dans les montagnes des Neilgherries, offre plusieurs centaines de mille hectares où croît cette variété du cotonnier, et dans l'espace d'une seule année le port de Bombay en a expédié à Liverpool 60,000 balles provenant des champs du Dharwar. On s'occupe également d'améliorer la qualité du coton en employant des machines perfectionnées qui ne brisent pas la soie et n'y laissent pas de débris de capsules. On a calculé qu'en se servant du *churkah* indien, un homme ne peut nettoyer un kilogramme de coton en moins de quatre heures, tandis qu'avec les instrumens expédiés de Manchester, il fait dans le même espace de temps sept fois plus

de besogne. Ces machines ne sont pas construites comme le *saw-gin* américain qui coupe la fibre; mais elles l'étirent au contraire dans toute sa longueur et ajoutent ainsi plus de 25 pour 100 à la valeur marchande. Les associations cotonnières de Manchester envoient aussi dans l'Hindoustan des presses à coton, des charrues, des bêches et autres instrumens qui peuvent faciliter le travail des indigènes. En même temps le gouvernement indien invite les écrivains du pays à rédiger des traités populaires sur la culture du cotonnier.

Les progrès de la culture et le perfectionnement des procédés de nettoyage importeraient peu, si on n'améliorait pas en même temps les moyens de communication. Pendant longtemps, le gouvernement indien, jouissant en paix de son monopole, entravait de son mieux la construction des routes. Cette même compagnie des Indes, qui interdisait l'immigration des Européens dans son territoire, avait grand soin de fermer les yeux sur l'état des chemins dans son immense empire, craignant sans doute que des communications faciles ne hâtassent l'émancipation du pays. Lorsque les treize premiers milles de chemins de fer furent inaugurés dans l'Hindoustan, il y avait déjà treize ans que le gouvernement en avait accordé la concession : cela faisait un mille par an. La province de Bellary, l'une des plus fertiles et des plus productives de l'empire indien, peuplée de 10 millions d'habitans, ne possédait, il y a dix ans, ni un pont, ni une route carrossable. On franchissait les rivières à gué ou en bateau; les chemins étaient complétement impraticables pendant la saison des pluies, et les indigènes ne pouvaient transporter leurs produits qu'au moyen de petits chars en bois traînés par des taureaux. Enfin les plus beaux fleuves, ces voies qui marchent gratuitement, étaient systématiquement négligés; pendant de longues années, la compagnie des Indes refusa une subvention de 500,000 francs absolument nécessaire pour rendre navigable le Godavery, ce fleuve qui dans son cours de 1,300 kilomètres arrose les territoires les plus riches en coton.

Heureusement les choses ont bien changé depuis que l'Inde n'est plus la propriété de trois ou quatre cents riches actionnaires et qu'elle fait partie de l'immense empire britannique. Au commencement de 1861, lorsque l'Angleterre se vit tout à coup menacée par une *famine* de coton, le gouvernement indien s'empressa de devancer les accusations en s'accusant lui-même; il avoua sans mauvaise honte que les voies de communication de l'Hindoustan étaient dans le plus mauvais état, et qu'il était impossible de conjurer immédiatement la crise par le transport des cotons de l'intérieur aux villes d'embarquement. Cependant on avait déjà mis la main à de grandes

entreprises, et l'on travaille à les achever avec la plus louable énergie. Les capitales des présidences doivent chacune devenir le point d'attache d'un réseau important de chemins de fer qui rayonneront vers les provinces de l'intérieur, et se rejoindront sur les riches plateaux du centre. La grande ligne ferrée de Calcutta à Delhi, qui se prolongera tôt ou tard pour devenir l'une des principales voies internationales de l'ancien continent, est déjà terminée jusqu'à Monghyr, à 450 kilomètres de Calcutta; dans quelques mois, elle atteindra Bénarès la sainte, située à 400 kilomètres plus loin; dans un an, elle aura traversé plus de la moitié de la péninsule sur une longueur de 1,600 kilomètres, et commencera à projeter ses embranchemens au sud et au nord. La principale voie ferrée du réseau méridional de l'Hindoustan, ouverte déjà dans presque toute sa longueur, doit être prochainement inaugurée d'une mer à l'autre, de Madras à la Beypoor, voisine de l'ancienne Calicut. Au nord-ouest de la péninsule, un autre chemin de fer très important, qui jouera pour les régions du Pendjab le même rôle que le chemin de Calcutta à Delhi pour celles du Gange, réunit le port si florissant de Kurachie à la cité de Kotrie, située sur les bords de l'Indus, et reçoit l'immense trafic de ce fleuve et du Pendjab. Dans cette province, plus de 200,000 hectares sont consacrés à la culture du cotonnier, et en 1860 on pouvait encore s'y procurer la fibre à 40 centimes le kilogramme.

Diverses compagnies s'occupent de la construction d'autres lignes de chemins de fer, toutes fort importantes pour la prospérité générale de l'Hindoustan; mais le réseau dont l'achèvement complet tient le plus à cœur à l'Angleterre est celui qui, prenant son point d'attache à Bombay, rayonne vers Baroda, Surate, Pounah, Sholapore, Nagpore, et traverse les districts cotonniers par excellence du Kandeïsh, du Bérar, du Deccan. Une fois terminé, ce réseau, qui doit se relier dans quelques années, d'un côté aux chemins de fer partis de Calcutta, de l'autre à ceux de la présidence de Madras, pourra faire converger vers Bombay la plus grande partie des produits agricoles de l'Hindoustan, et principalement les cotons. Déjà il commence à ne plus suffire à son trafic, et ce commerce sera peut-être doublé dès le printemps de 1862, lorsque la chaîne des Ghâts, qui opposait encore une barrière au chemin de fer, sera percée par une suite de tunnels et de tranchées à fortes rampes. En même temps le fleuve Godavery, qui arrose aussi la terre promise du cotonnier, sera en partie débarrassé de ses dangereux écueils, les bateaux à vapeur le remonteront jusqu'au centre de la péninsule, et l'on pourra ainsi expédier le coton en Angleterre par deux voies rivales dont la concurrence maintiendra le bon marché

dans les transports. Par eau, la distance est plus longue, mais les frais sont moins élevés (1).

Ce n'est pas tout que de changer la semence du cotonnier, de creuser des canaux d'irrigation, d'améliorer le cours des rivières, de construire des chemins de fer dans tous les districts de la péninsule : il faut aussi changer le sort du paysan, le racheter de l'usure, et ne pas le laisser croupir dans un état voisin de l'esclavage. La misère profonde et l'avilissement des cultivateurs sont le plus grand obstacle à la prospérité de l'Hindoustan, et, quoi qu'en disent les optimistes, il est probable que l'Angleterre aura plus d'une fois à gémir sur les résultats de la longue oppression à laquelle a été soumis le peuple hindou. Quelques mesures récentes ont été prises pour la protection des *ryots* contre les usuriers et les *zemindars*, des lois sévères ont été promulguées pour garantir l'exécution des contrats, les droits de la petite propriété ont été plus rigoureusement définis; mais le système des avances n'a pu être modifié, et c'est là ce qui consacre l'asservissement ou tout au moins la gêne de la plupart des paysans. Il n'est pas jusqu'aux mesures les plus justes qui ne puissent avoir des conséquences fâcheuses pour le sort de la masse du peuple. Ainsi les plus grandes facilités que le gouvernement indien a procurées pendant les dernières années pour la vente libre des propriétés ont servi à dépouiller les classes agricoles au profit des commerçans musulmans, des banquiers et des usuriers brahmines, des *gozaïns*, des *byragies* et autres gens des castes supérieures. Les résolutions que lord Canning a prises récemment au sujet de la vente des terres incultes, et qui ont été accueillies avec tant de satisfaction par l'Angleterre commerciale, peuvent aboutir au même résultat et contribuer singulièrement à fortifier l'aristocratie féodale aux dépens des petits propriétaires.

Certes on doit louer lord Canning d'avoir abandonné les traditions mesquines de l'ancienne compagnie des Indes et d'avoir ouvert toutes grandes les portes de la colonie pour y convier l'agriculture, l'industrie, le capital. L'ancienne compagnie eût considéré comme une hérésie l'idée de mettre en vente les terres incultes qui forment, selon les diverses évaluations, le tiers ou même la moitié de la superficie de l'Hindoustan; elle gardait ses déserts et ses jungles avec un soin jaloux et ne permettait à personne, surtout à un Européen, de défricher un champ dans ces solitudes. Lord Canning a osé rompre avec les préjugés traditionnels. Désormais ces terres

(1) La compagnie du chemin de fer de Bombay a fixé le taux du transport des cotons à 1 penny 3/4 par tonne et par mille; sur le Godavery, le prix du transport d'une tonne à la même distance serait d'un tiers de penny seulement.

incultes, divisées en domaines de 1,250 hectares et au-dessous, sont mises en vente au prix de 15 ou 30 francs l'hectare suivant la nature du terrain, et l'acheteur peut à sa guise les cultiver en coton, en thé, en indigo, en café ou en toute autre denrée. Par une mesure complémentaire, le gouvernement a décidé que les possesseurs d'un fief obéré par l'impôt foncier pourraient le racheter en payant une somme égale à vingt fois l'imposition annuelle. Ces résolutions répondent à des vœux depuis longtemps exprimés, et ne peuvent manquer de donner une grande activité à la production en faisant reposer la propriété sur des bases beaucoup plus solides; mais le simple paysan ne profitera point de toutes ces modifications, et l'on peut même se demander si l'immigration croissante des Européens attirés par les nouvelles mesures ne contribuera pas à maintenir les pauvres Hindous au rang de simples journaliers. Puisse l'Angleterre, heureuse enfin de ne plus demander au travail esclave son approvisionnement de coton, s'occuper de rendre vraiment libres les cultivateurs qui le lui donnent aujourd'hui! L'exemple des États-Unis peut lui apprendre que l'intérêt commercial et la justice envers un peuple sujet ne doivent jamais être en désaccord.

Quoi qu'il en soit, les négocians du Lancashire, plus immédiatement intéressés à la matière première de leurs manufactures qu'au sort du *ryot*, applaudissent aux nouvelles théories économiques professées par le gouvernement indien et se mettent en mesure d'en profiter. Déjà une compagnie cotonnière se fonde au capital de 500,000 livres sterling pour la mise en culture de vastes terrains en friche; une autre compagnie se charge de faciliter le transport des cotons; d'autres associations moins importantes, des individus isolés, Anglais, Parsis, Arméniens, Brahmines, ont tourné leurs efforts vers le même but; les deux cent millions d'habitans qui peuplent l'Inde fourniront un assez grand nombre de bras; des terrains accessibles et fertiles s'offrent par millions d'hectares dans le Pendjab, le Bengale, le Djittatong, au pied de l'Himalaya, dans les vallées du Nerbudda, du Tapty, du Godavery, sur les plateaux du Deccan. Quant aux frais du transport, ils diminuent constamment, grâce aux chemins de fer construits avec tant d'activité, et l'on a calculé que dans les districts cotonniers du Berar et du Dharwar ces frais sont déjà de 50 pour 100 inférieurs à ceux de l'année dernière. Sans nul doute, l'Inde peut facilement exporter toute la fibre textile que réclament les manufactures : pour la production du coton, l'équilibre du monde est définitivement déplacé. Plus tard, il est possible que la colonie indienne entre en concurrence avec la métropole elle-même pour la fabrication, car rien ne peut empêcher

aujourd'hui les industriels entreprenans d'y fonder de nouveaux Manchesters. Le coton ne provenant plus d'Amérique, l'idée se présente tout d'abord à l'esprit d'élever les fabriques à côté même des champs qui produisent la matière première. En outre l'Inde possède la houille, des chutes d'eau d'une grande puissance, des ouvriers d'une extrême habileté et deux cent millions de consommateurs; il est donc naturel qu'elle reprenne tôt ou tard son ancien rôle dans le tissage des étoffes de coton.

Une nouvelle ère s'ouvre aujourd'hui pour l'Inde. Le mouvement d'expansion qui poussait vers l'occident les populations de l'Europe s'est ralenti, et un reflux marqué se porte dans la direction de l'orient. Le continent australien, la Nouvelle-Zélande, les îles de l'Océanie, reçoivent ce flot d'hommes, l'Inde elle-même accueillera de nombreux émigrans; mais l'influence de la civilisation européenne se fait moins sentir par le peuplement des solitudes que par le réveil des nations qui semblaient depuis longtemps endormies. Les peuples de la Méditerranée qui avaient perdu leur indépendance politique l'ont en partie reconquise, et tous les signes des temps nous montrent qu'en Asie s'agite aussi l'esprit de rénovation. Les nombreuses guerres d'Orient qui ont eu pour théâtre d'abord la Grèce, puis la Syrie et l'Asie-Mineure, la Tauride de Mithridate et même les régions lointaines de la Colchide, sont des symptômes de cette fermentation qui précède la renaissance. L'Inde, qui vient à peine d'échapper au triple fléau de la guerre, de la famine et de la peste, promet d'être bientôt en pleine voie de reconstitution, et déjà, grâce à la crise américaine, elle a hérité en grande partie du commerce des états confédérés. Quand un peuple, frappé par le fléau des discordes ou de l'oppression, faiblit dans la mission du progrès, un autre peuple, réveillé à l'autre extrémité de la terre par le souffle de la liberté, surgit de son long sommeil et travaille à son tour à l'œuvre de la civilisation. Ainsi la guerre civile de l'Amérique, l'imminence d'une lutte bien plus déplorable encore, et déjà presque certaine, entre l'Angleterre et les États-Unis n'ont rien qui puisse nous décourager, car cette crise redoutable elle-même doit amener la solution des deux problèmes les plus importans pour l'avenir des sociétés : l'émancipation des races esclaves et la régénération des peuples de l'Orient, si longtemps endormis. Pendant que les nuages de la tempête s'amassent au-dessus du monde occidental, le soleil se lève de nouveau sur ces terres de l'Orient qu'il caressa de son premier rayon.

ÉLISÉE RECLUS.

LE

GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL

ET

LES PARTIS EN PRUSSE

Un éminent publiciste d'outre-Rhin a dit dans ses mémoires : « J'ai constaté qu'après toutes les grandes guerres en Allemagne, l'aristocratie redevient aussitôt puissante. C'est là ce qu'on a vu après la guerre de trente ans, après la guerre de sept ans, après la guerre de l'indépendance (1813). Immédiatement après cette dernière guerre, le pouvoir de la noblesse en Prusse se releva pour aller dès lors toujours en augmentant... » Ces mots résument en quelque sorte l'histoire de la politique intérieure de la Prusse depuis 1815 jusqu'à nos jours. Que le parti féodal s'empare des rouages bureaucratiques et militaires comme sous le règne de Frédéric-Guillaume III, ou qu'il se ligue avec les ultra-protestans ou *piétistes*, comme il l'a fait pendant la première moitié du règne de Frédéric-Guillaume IV, on le retrouve toujours faisant la guerre à tout ce qui gêne sa domination, au trône même, lorsque cela est nécessaire pour sa cause. Dans cette longue lutte, le parti libéral a remporté déjà de remarquables avantages, un surtout qui renferme tous les autres : son adversaire a été forcé de renoncer à s'appuyer sur l'absolutisme et de combattre l'esprit libéral par les moyens que fournit la liberté, c'est-à-dire par la presse et la tribune.

On ne peut ici qu'indiquer les étapes que la Prusse a dû parcourir depuis quarante ans pour figurer au nombre des monarchies parlementaires. Les diètes provinciales créées par Frédéric-Guillaume III pour éluder la réalisation des promesses libérales de 1815 furent

fondues par son successeur en 1847 dans une diète générale. C'est dans cette assemblée qu'éclata au grand jour l'éternel antagonisme entre l'état du moyen âge et l'état moderne. Le premier s'écroula sous le coup des événemens de 1848 : la féodalité s'évanouit un instant pour laisser en présence le libéralisme et l'opinion radicale, qui firent si bien qu'au bout de six mois leur adversaire commun, presque sans effort violent, avait reconquis une grande partie du terrain perdu. Cependant il fallut faire quelques concessions, la restauration pure et simple étant devenue chose impossible. La constitution de 1850 devint le compromis entre le pouvoir absolu du roi et les tendances libérales de la nation. Cette charte faisait une part assez juste et à la liberté et aux principes monarchiques, roi et peuple auraient pu s'en accommoder pendant de longues années sans y apporter de grands changemens; mais à peine la charte eut-elle reçu la consécration du serment royal, que le parti de la noblesse annonça ouvertement l'intention de faire une guerre à outrance à cette loi fondamentale. Il tint parole. On vit alors comment les meilleures institutions peuvent tourner au désavantage d'un peuple qui n'a pas eu le temps de se les assimiler. Les lois organiques promises par la charte restèrent dans les cartons des ministères, celles qui avaient été promulguées ne furent point mises en vigueur : liberté de la presse, droit de réunion, responsabilité ministérielle, *self-government* des communes et des provinces, séparation entre les pouvoirs judiciaire et administratif, liberté religieuse, suppression des privilèges nobiliaires, le sens de toutes ces réformes fut altéré entre les mains d'un ministère dirigé par des influences occultes, mais dont tout le monde devinait l'origine. La seule chose qu'il fallait forcément laisser debout, c'était la tribune parlementaire : elle s'ouvrit chaque année, et pendant quatre ou cinq mois une centaine d'hommes indépendans, dont les noms avaient pu, en dépit des restrictions apportées aux opérations électorales, sortir de l'urne, vinrent se mesurer avec un nombre double de fonctionnaires ministériels ou de féodaux composant la majorité de la chambre. Quelle eût été l'issue définitive de cette guerre entre un gouvernement qui disposait de tous les instrumens du pouvoir exécutif et une opposition parlementaire faiblement soutenue par l'opinion publique? Telle était la question qui se posait de plus en plus menaçante en Prusse, quand la maladie de Frédéric-Guillaume IV amena un changement de règne. Les hommes qui avaient inspiré la politique de Frédéric-Guillaume firent à ce moment les efforts les plus énergiques pour retenir entre leurs mains l'initiative que depuis longtemps déjà le roi leur avait abandonnée. Ce serait un curieux chapitre de l'histoire de la Prusse que celui où l'on raconterait fidèlement ce qui se passa dans les hautes régions du gou-

vernement depuis la première maladie du roi jusqu'à la transmission de la régence au prince de Prusse. Ce qui en a transpiré jusqu'ici semble indiquer que les défenseurs apparens du principe monarchique n'étaient pas fort éloignés de laisser affaiblir ce principe plutôt que d'abdiquer en faveur d'un ordre de choses qu'ils supposaient contraire à leurs intérêts personnels. Ces projets échouèrent devant la ferme attitude de l'héritier légitime de la couronne et devant le bon sens public. Le prince aussi bien que l'immense majorité de la nation comprenaient que leur salut commun était dans la stricte observation de la loi fondamentale du royaume : sur ce point, on ne pouvait faire de concession aux adversaires sans compromettre gravement l'avenir. Aussi tous les moyens termes, tels que partage de la régence, délégation du pouvoir royal, nomination du régent par le roi, furent tour à tour repoussés. Appuyé sur son droit et fort de l'appui de la nation, le prince de Prusse se chargea de la régence, ainsi qu'il le disait dans son rescrit au ministère du 9 octobre 1858, « sur l'invitation du roi et en vertu de l'article 56 de la charte. »

Le principe qui avait triomphé dans cette question capitale devait nécessairement prévaloir aussi dans les conseils du régent. Un nouveau ministère, réunissant quelques-uns des chefs du centre gauche, vint remplacer le cabinet Manteuffel-Westphalen. Sous les auspices de cette administration nouvelle, le pays procéda aux élections générales de 1858. Toutes les nuances de l'opinion libérale se confondirent alors pour assurer le triomphe du ministère sur le parti féodal, car tout le monde sentait qu'à la consolidation du cabinet Hohenzollern-Auerswald se rattachait pour le moment le développement des institutions parlementaires, et la majorité libérale qui siégeait dans la chambre de 1859 était en ce sens une majorité ministérielle. Aujourd'hui la situation n'est plus la même, et les élections de 1861 ont montré le pays presque en désaccord avec le ministère. Le pouvoir et la nation ont-ils changé d'avis sur les grandes questions politiques? Et quelles sont les causes de ce revirement? Voilà ce que nous nous proposons d'examiner.

I.

Les partis politiques font un peu comme les armées sur le champ de bataille : ils aiment au premier moment à exagérer leur victoire ou à se faire illusion sur leur défaite. Par l'avénement du prince Guillaume à la régence, le libéralisme prussien avait vaincu les hommes du vieux régime; mais le régime même restait encore debout, et il ne fut modifié que par l'initiative du régent. C'est là une circonstance en apparence insignifiante, mais qui n'en a pas

moins une importance très réelle. Le prince, on peut lui rendre cette justice, alla au-devant de l'impatience publique en se hâtant de promulguer le programme d'après lequel il comptait diriger les affaires. Un sentiment de piété envers son frère, disait-il le 8 novembre 1858 au nouveau conseil des ministres, l'avait fait hésiter longtemps sur les moyens de ramener beaucoup de choses dans une voie meilleure. Jamais il ne pourrait être question d'une rupture avec le passé; il s'agissait seulement de porter remède là où l'on apercevait l'arbitraire, où il existait des institutions en désaccord avec les besoins de l'époque. Tenir le milieu entre les extrêmes, exécuter ce qui avait été promis, ne tolérer aucune pression d'en bas, tels étaient les principes proclamés par le régent. Quant aux questions de détail, le prince recommandait notamment la réforme de l'organisation des communes et des provinces, l'amélioration des finances, la liberté des cultes, la réorganisation de l'armée. Il faisait enfin allusion, mais en termes un peu obscurs, au rôle que la Prusse devait remplir en Allemagne. Tel fut le programme autour duquel se groupait, il y a trois ans, le ministère Hohenzollern-Auerswald, et qui excita à un très haut degré l'enthousiasme des populations.

Ce ministère n'a pas rempli toutes ses promesses. On ne peut dire cependant qu'il se soit écarté notablement de cette ligne. Il ne faut pas oublier que le ministère Hohenzollern a substitué l'empire de la loi au régime du bon plaisir administratif, qu'il a fait rentrer la presse dans le droit commun, que les persécutions religieuses ont cessé, que l'émancipation politique des dissidens et des Israélites est aujourd'hui presque complète. Si certaines autres réformes ne sont pas réalisées, c'est qu'elles ont été repoussées par la chambre des seigneurs. « Pourquoi, a-t-on demandé aux ministres, ne mettez-vous pas cette haute chambre elle-même à la réforme? Elle est une anomalie pour notre siècle et une injure pour notre charte, qui ne connaît point de caste privilégiée. — Soit, répondent les ministres; mais cette chambre haute existe en vertu d'une ordonnance royale qui ne saurait être rapportée que par une loi, et cette loi a besoin de l'assentiment de ceux qu'elle condamne à disparaître. Il faut du temps pour opérer ce miracle. Nous avons fait le possible. En ajoutant au petit groupe de pairs libéraux une vingtaine de nouveaux pairs, nous avons déjà obtenu dans la chambre haute une minorité avec laquelle la majorité féodale est obligée de compter. Nous avons fait un pas de plus en réduisant le nombre des candidats à la pairie qui pourront être présentés par les corporations des grands propriétaires seigneuriaux. Le temps et les circonstances devront faire le reste. »

Le ministère revendique encore un autre titre à la reconnaissance

du pays : il lui a donné des garanties sérieuses pour assurer la liberté et la sincérité des élections. L'administration précédente avait imaginé un procédé ingénieux pour se composer des corps électoraux favorables. La charte de 1850 détermine le mode de formation de la chambre des représentans, et en abandonne l'application à la loi électorale. Cette loi organique fait encore défaut aujourd'hui. En attendant, les élections ont lieu d'après un règlement provisoire qui date de 1849. Sous le bénéfice de ce provisoire, le ministère Manteuffel, la veille des élections, changeait les circonscriptions électorales selon les besoins de sa cause. Un arrondissement était-il divisé en deux camps politiques, l'un ministériel, l'autre libéral, on démembrait le district de manière à joindre les électeurs libéraux à la circonscription voisine et ministérielle, ou à les éloigner assez du chef-lieu électoral pour empêcher les libéraux tièdes de s'y rendre. C'est pour mettre fin à cet abus que le ministère Hohenzollern a fait voter par les chambres une loi qui fixe d'une manière définitive les circonscriptions électorales.

Bien que de tels actes aient donné satisfaction au vœu public, il n'en existe pas moins de graves dissentimens entre le ministère actuel et le parti libéral. Un incident imprévu, au moment des nouvelles élections, est venu rendre plus difficile encore la situation du ministère prussien : nous voulons parler du couronnement de Kœnigsberg. Depuis l'élévation en 1701 de l'électeur Frédéric III à la dignité royale, la Prusse n'avait pas vu pareille cérémonie. Frédéric Ier, en posant la couronne royale sur sa tête, avait déclaré le faire pour lui et ses descendans. En effet, les cinq rois qui ont succédé à ce prince se sont bornés, à leur avénement, pour toute cérémonie d'inauguration, à recevoir le serment d'hommage des états provinciaux, qui étaient à cette époque les seuls représentans reconnus de la nation. La charte de 1850, espèce de pacte bilatéral entre le trône et le peuple, a nécessairement modifié l'ancien ordre de choses : au lieu des états provinciaux, de formation toute féodale, ce sont aujourd'hui les deux chambres législatives qui représentent le pays. La constitution a parfaitement prévu l'éventualité d'un changement de règne. « Le roi, dit-elle, en présence des deux chambres réunies, jure de maintenir la constitution du royaume et de gouverner d'accord avec les lois. » Les membres des chambres, à leur tour, jurent fidélité et obéissance au roi et à la constitution. La même obligation incombe, aux termes de la charte, au régent du royaume. Ces dispositions, aussi concises que claires, avaient été fidèlement observées à l'avénement du prince-régent comme au jour où celui-ci, devenu roi sous le nom de Guillaume Ier, ouvrit la session législative de 1861. Généralement on croyait cette question des formalités vidée, lorsqu'on apprit que la noblesse éle-

vait la prétention de prêter au nouveau roi le serment d'hommage. Le public y vit, non sans raison, un attentat indirect contre la charte; mais, en présence des influences qui prédominaient à la cour, le ministère finit par consentir à une sorte de compromis. Il donna tort et à ceux qui soutenaient que le serment constitutionnel ne pouvait abroger le droit des nobles à la prestation d'hommage, et à ceux qui voulaient que tout fût dit avec les sermens jurés devant et par les chambres. C'est ainsi que fut résolu le couronnement du roi à Kœnigsberg. « Cette cérémonie, disaient les partisans du compromis, n'est point un acte politique; elle ne touche en rien au droit public, et donne satisfaction à ceux qui, pour vénérer la royauté, ont besoin de la voir revêtue de la pourpre et ornée du diadème. » L'opinion était assez disposée à se rendre à l'argumentation ministérielle, d'autant plus que l'expédient du couronnement avait été accueilli avec des murmures par le parti féodal. Cependant cette bonne disposition des esprits se modifia quelque peu sous l'impression des discours qui furent prononcés lors du couronnement. Au milieu de ces cérémonies d'origine féodale, le roi avait été amené, involontairement peut-être, à sortir de son rôle de prince constitutionnel, de même que ses ministres responsables avaient cru ne pas devoir intervenir dans les rapports passagers du souverain avec les différentes députations. Il convient donc de voir dans la plupart des harangues de Kœnigsberg, où il était question de « la couronne par la grâce de Dieu, » l'expression individuelle d'un sentiment tout naturel chez un prince élevé dans les traditions de la monarchie absolue. « Par cette formule : par la grâce de Dieu, affirmait quelques jours plus tard la feuille ministérielle de Berlin, aucun roi de Prusse n'a entendu se placer ni à côté de Dieu, ni au-dessus de la société humaine, ni revendiquer pour lui l'infaillibilité divine. » Au surplus, dans le discours royal adressé aux chambres après la cérémonie du couronnement, le roi eut soin d'assurer l'assemblée de son intention de marcher dans la voie des « droits jurés, » ce qui voulait dire : dans la voie constitutionnelle. Et, le croira-t-on? dans cette circonstance, le royal orateur alla plus loin que ceux à qui il parlait, car dans leurs réponses ni les présidens des deux chambres, ni l'orateur des délégués des provinces ne firent mention des droits constitutionnels du pays : oubli grave, qui fut amèrement reproché depuis à M. Simson, président de la seconde chambre.

Ce qui est certain, c'est que les journées de Kœnigsberg contribuèrent à rendre la situation du ministère plus embarrassée dans les élections générales. Dans un pays comme la Prusse, où la vie parlementaire est de si fraîche date, il ne saurait être question d'un parti ministériel. Les personnages les plus notables des divers par-

tis ne jouissent pas encore d'un crédit suffisant pour compter avec certitude sur l'appui de leurs amis politiques. On se groupe autour de telle opinion et non pas autour de tel homme. D'ailleurs jusqu'à présent, en Prusse, ce ne sont point les majorités parlementaires qui désignent les ministres au choix du souverain : celui-ci désigne les candidats selon le degré de confiance qu'ils lui inspirent. On s'explique donc aisément que le ministère Hohenzollern-Auerswald, au lieu de songer à la formation d'un parti ministériel, se soit attaché plutôt à obtenir une majorité *gouvernementale*. C'est ainsi seulement qu'il se sentait assez fort pour prendre, comme par le passé, la défense des principes libéraux devant le souverain, tandis que le parti réactionnaire ne cesse de présenter ces principes comme anti-monarchiques. Les circulaires électorales du ministre de l'intérieur, M. le comte Schwerin, ont trahi cette préoccupation du cabinet. Le ministre a soin de rappeler aux autorités préposées aux opérations électorales que la consolidation du système constitutionnel dépend du résultat des élections. La couronne non affaiblie, l'observation de la constitution, de sages réformes, voilà ce que veut le ministère, et il exhorte le public à se tenir en garde contre toutes les opinions extrêmes. Puis, voyant que le public trouve ce langage trop vague, le ministre de l'intérieur, serré de près, proclame comme sien le programme renfermé dans l'allocution du prince-régent du 8 novembre 1858. Il insiste de nouveau sur la nécessité de naviguer entre le Scylla réactionnaire et le Charybde démocratique, et déclare d'avance la guerre à tout ce qui irait au-delà du manifeste de 1858. En revanche, le comte Schwerin défend aux fonctionnaires d'agir sur la conscience des électeurs autrement que par la voie de la persuasion et en les éclairant sur les intentions du gouvernement. « Le gouvernement, dit-il, ne croit point qu'un résultat favorable (dans le sens ministériel) des élections ait une valeur quelconque lorsqu'il a été obtenu par des moyens qui empêchent la véritable opinion du pays de se faire jour; par conséquent, le gouvernement repousse toute espèce de violence qui serait tentée pour influencer les élections. De semblables élections ne donnent à la longue aucun appui au gouvernement; elles sont de plus contraires à la loi, elles minent le respect des lois, partant l'autorité du pouvoir, et je défends formellement l'emploi de pareils moyens. »

Ainsi le ministère voulait des élections sincères, qui ne fussent pas influencées par l'administration, mais il les voulait en même temps très modérées. En exprimant ce désir, il faisait appel surtout au parti qui l'avait compté naguère dans ses rangs, et dont il avait dirigé avec tant de talent l'opposition énergique contre l'administration de M. de Manteuffel. C'est ce parti qui, dans l'espace de dix années, s'est appelé tour à tour libéral, constitutionnel, parti de

Gotha, puis, d'après ses chefs parlementaires, parti Simson, et en dernier lieu parti Vincke.

Le parti libéral modéré a joue un rôle considérable dans tous les grands événemens dont la Prusse a été le théâtre depuis la bataille d'Iéna : c'est en effet de cette catastrophe que date en ce pays le soulèvement de l'esprit public contre le parti féodal, à qui l'on fit remonter avec raison la ruine de la monarchie du grand Frédéric. Après avoir accompli en partie les grandes réformes dont les ministres Stein et Hardenberg avaient tracé les jalons, les libéraux arrachèrent au roi Frédéric-Guillaume III en 1813 la promesse d'une représentation nationale : sous l'invocation de cette promesse, ils appelèrent le peuple aux armes contre la domination française. On sait qu'après la victoire les souverains coalisés oublièrent promptement ceux à qui ils devaient leur triomphe. Les libéraux prussiens, chassés du pouvoir, furent persécutés et emprisonnés comme *démagogues;* ces démagogues, à qui se joignit après 1830 toute la jeune génération, formèrent un seul et grand parti d'opposition dont le mot d'ordre fut l'exécution des promesses royales de 1813 et 1815. A partir de cette époque, on peut suivre d'étape en étape la marche du parti libéral prussien. C'est lui qui, de 1823 à 1847, dans les diètes provinciales, combat avec une énergie infatigable l'absolutisme bureaucratique et féodal; c'est lui qui oblige Frédéric-Guillaume IV à descendre sur le terrain de la discussion, c'est-à-dire à céder, qui amène ce prince, en 1847, à convoquer pour la première fois les états-généraux du royaume. Dans cette assemblée s'organise le parti libéral sous la direction des Auerswald, des Hansemann, des Schwerin, des Vincke, des Camphausen; l'opposition de toutes les provinces du royaume se donne la main pour former une immense ligue depuis Kœnigsberg jusqu'à Trèves. La révolution de 1848 interrompt ce développement pacifique : les libéraux, après être arrivés un moment, comme en 1813, à la direction des affaires, en furent chassés par la démocratie, comme ils en avaient été chassés autrefois par l'aristocratie, ou plutôt ils furent renversés par les deux partis extrêmes. Ils tournèrent pendant un instant leurs armes contre la démocratie, qu'ils jugeaient plus dangereuse que la féodalité pour l'existence de la monarchie constitutionnelle. La réaction les repoussa dès qu'elle fut devenue maîtresse du champ de bataille. Alors, la démocratie ayant pris pour mot d'ordre l'abstention, les libéraux, minorité compacte, mais toujours minorité, furent réduits pendant huit ans à lutter seuls contre les féodaux et les fonctionnaires réunis, dont le ministre de l'intérieur, M. de Westphalen, avait su peupler la seconde chambre. Rien ne fortifie moralement un parti politique comme la lutte prolongée contre un adversaire numériquement supérieur. Les libéraux prussiens traversèrent vail-

lamment ce temps d'épreuves. A la fin, l'opinion démocratique elle-même fut entraînée vers ces hommes qui, faute de mieux, avaient sauvé les *formes* parlementaires.

L'établissement de la régence amena au pouvoir quelques-uns des chefs de l'opposition libérale. Grâce à ce changement de personnes et de système, les différentes nuances du libéralisme s'allièrent pour appuyer la nouvelle administration, non pas, il est vrai, en la servant aveuglément, mais en la maintenant dans la voie où elle s'était engagée. Guillaume de Humboldt, qui parlait d'expérience, a dit quelque part : « Un libéral peut devenir ministre, sans devenir pour cela un ministre libéral ! » Mot profond et qui n'a pas nécessairement un sens blessant pour celui à qui on l'applique. C'est que l'homme d'état au pouvoir voit forcément les choses autrement qu'il ne les voyait lorsqu'il siégeait sur les bancs de l'opposition. L'art de la politique consiste justement dans la conciliation de ce qui est désirable avec ce qui est praticable. Le ministre d'un état plus monarchique que constitutionnel ne peut rien faire contre le gré du souverain : s'il y a conflit entre le prince et l'opinion, le ministre risque toujours, en contentant l'un, de déplaire à l'autre. Le ministère Hohenzollern-Auerswald, après quelques mois d'exercice, devint l'objet des critiques de ses anciens amis politiques. Le parti démocratique, aux élections générales de 1858, avait eu le bon esprit de faire acte d'abnégation en portant ses voix sur les libéraux modérés : il comprit qu'il ne fallait pas, par des élections trop accentuées, effrayer la cour et lui faire regretter les concessions faites au libéralisme. En effet, la majorité de la chambre basse de 1859 ne demandait que la réalisation du programme du prince-régent, et promit au ministère son concours sur cette base. Malheureusement le bon accord ne fut pas de longue durée, ni entre la majorité et le cabinet, ni entre les diverses fractions des libéraux. Avant la fin de la première session, plusieurs grandes questions de politique intérieure et extérieure firent éclater des dissentimens d'ancienne date. Sur les affaires d'Italie et d'Allemagne, la chambre et le ministère ne purent s'entendre. La cour de Berlin témoigna des sympathies médiocres pour l'unité de l'Italie, et elle désavoua l'agitation *unitaire* du *National-Verein* de Cobourg avec une énergie qui déplut fortement aux députés libéraux. La chambre exprima ses sentimens à ce sujet dans deux votes mémorables. Enfin la question militaire vint complétement désunir les partis. Ici quelques détails deviennent nécessaires.

La Prusse, la plus faible des cinq grandes puissances européennes, est obligée, par sa configuration territoriale et par l'étendue de ses frontières, d'entretenir une armée en disproportion avec ses ressources financières. Les secousses révolutionnaires de 1848,

la marche des affaires générales de l'Europe et les convulsions qui déchirent toute l'Allemagne ont naturellement contribué à grever davantage le budget militaire de la Prusse. Et cependant, malgré les sacrifices énormes qu'elle s'est imposés sous ce rapport depuis cinquante ans, les cinq cent mille hommes que la Prusse pourrait appeler sous les drapeaux ne sont pas également propres au service : un tiers seulement en appartient à l'armée régulière, le reste forme la *landwehr*, troupe qui, après avoir appris le maniement des armes, retourne en temps de paix dans ses foyers. Au moindre signal, les hommes de la *landwehr* sont tenus de quitter leurs femmes, leurs enfans, leurs métiers ou leurs champs, pour venir s'incorporer aux régimens de ligne : organisation vraiment démocratique, reposant sur le principe de l'égalité abstraite, presque l'idéal d'une armée nationale, mais qui, après tout, est bien plus conforme aux mœurs de l'ancienne Sparte que compatible avec les besoins et le but de notre état moderne. La longue paix dont s'est réjouie la Prusse depuis 1815 jusqu'en 1848 avait pu faire illusion sur les avantages d'un tel système militaire; les vices éclatèrent aux yeux des hommes les plus compétens, lorsqu'en 1850, et surtout en 1859, la mobilisation de l'armée dut être ordonnée.

Dans le premier cas, la Prusse était sur le point de faire la guerre à l'Autriche. La *landwehr* accourut avec enthousiasme aux chefs-lieux de rassemblement; mais la paix fut conclue à Olmütz sans qu'une amorce eût été brûlée. La *landwehr* se sépara en murmurant et communiqua son mécontentement au pays. La seconde fois, en 1859, le cabinet de Berlin semblait disposé à intervenir dans la question italienne au profit de l'Autriche. Cette fois le mécontentement des populations, et partant de la *landwehr*, se manifesta dès le lendemain de la promulgation de l'ordre de mobilisation. La paix de Villafranca ne permit point au gouvernement prussien de pousser plus loin l'expérience; ce qu'il venait de voir avait suffi pour lui démontrer l'urgence d'une réforme. Avec l'ancienne organisation, la Prusse pouvait à peine repousser une invasion subite, encore moins pouvait-elle songer à imprimer à sa politique extérieure l'énergie nécessaire tant qu'elle se trouvait dans l'alternative, soit de reculer au moment décisif, soit d'ébranler, par l'appel de la *landwehr*, tout le système économique du pays. En effet, la mobilisation privant le pays de ses bras les plus vigoureux, la Prusse se voyait exposée, dès le début de la guerre, à la ruine financière qui, chez les autres nations, ne vient qu'à la suite de longs désastres. Le gouvernement résolut donc de saisir les chambres d'un vaste plan de réforme. Il proposa d'augmenter la ligne de 117 bataillons et de 72 escadrons, de porter la durée du service de la réserve de deux à cinq ans, et la durée du service dans la cavalerie

de trois à quatre ans, d'incorporer les trois classes les plus jeunes de la *landwehr* aux régimens de ligne, de restreindre le service des autres classes de la *landwehr* à un service de garnison en temps de guerre, enfin de supprimer la *landwehr* à cheval. Les frais de ce plan furent évalués par le gouvernement à la somme de 9 millions 1/2 de thalers (36 millions de francs) par an, sans compter les dépenses imprévues que pouvait nécessiter l'exécution complète du projet. Pour couvrir ce surcroît de dépense, le ministre des finances proposait, à défaut de recettes régulières pouvant être affectées à ce but, le maintien des 25 pour 100 additionnels à l'impôt sur le revenu (1).

Une discussion fort animée s'engagea, sur cette question, entre le ministère et le parti libéral de la chambre. Il était impossible aux libéraux, à moins de se mettre en contradiction ouverte avec l'opinion publique, de voter sans restriction une loi qui imposait d'aussi lourdes charges au pays. On se mit donc à négocier. « Nous sommes en principe d'accord avec vous, disaient les libéraux prussiens au ministère. Une augmentation de l'armée est urgente; mais est-il besoin pour cela de donner le coup de grâce à la *landwehr*, cette institution à laquelle le peuple est profondément attaché, parce que la Prusse lui doit sa résurrection politique? De plus, si, pour réaliser cette réforme, l'on est réduit à maintenir en temps de paix les décimes additionnels, que fera-t-on en temps de guerre? Le gouvernement se prévaut de la situation exceptionnelle de l'Europe; est-il sage de parer à cette situation exceptionnelle par une organisation permanente et onéreuse pour le pays? » Telles furent les objections, et voici les argumens qu'on leur opposa. « Une armée n'est pas trop coûteuse lorsqu'elle répond sérieusement à son but, c'est-à-dire à la défense du pays, et elle est trop chèrement payée lorsqu'elle est incapable de remplir cette tâche. La *landwehr* a été bonne en 1814, alors qu'elle avait à défendre le territoire et le foyer; elle était même bonne en 1820 et en 1830 : à cette époque, elle comptait encore dans ses rangs les guerriers de 1813 et de 1815. Cette génération n'existe plus, et la *landwehr* actuelle ne se compose que de soldats inexpérimentés; le moins que l'on puisse faire, c'est de suppléer à cette faiblesse par un plus long service. D'ail-

(1) L'armée prussienne est composée ainsi : troupes de campagne, 193,135 hommes au pied de paix et 370,073 hommes au pied de guerre; — troupes de dépôt, 104,414 hommes; — troupes de garnison (*landwehr*), 7,317 hommes au pied de paix et 135,182 hommes au pied de guerre. Le total de ces forces s'élève à 212,649 hommes au pied de paix et à 622,886 hommes au pied de guerre. La levée annuelle des recrues est de 60,000 hommes. La population totale de la Prusse était, en 1861, d'environ 18 millions. Les recettes de l'état étaient évaluées, pour 1861, à une somme de 136 millions de thalers (510 millions de francs), dont plus de 40 millions de thalers ont été affectés à l'entretien de l'armée.

leurs la nouvelle organisation offre son bon côté : avec le projet que nous présentons, les mobilisations n'auront plus pour conséquence de jeter le trouble dans les familles, dans l'industrie, le commerce, l'agriculture. L'armée permanente pouvant suffire aux premières difficultés d'une guerre, il ne sera pas nécessaire d'appeler les milices à chaque mobilisation; par conséquent les communes seront affranchies des charges pour l'entretien des familles des miliciens; la *landwehr* à cheval étant supprimée, les arrondissemens et les villes n'auront plus de dépense à faire pour les chevaux de ce corps. Enfin la nouvelle organisation fait peser la charge du service sur les jeunes gens, et elle en affranchit les hommes mûrs, plus utiles au travail productif du pays. »

Les libéraux ne se trouvèrent pas satisfaits. — Il était impossible, disaient-ils, de faire accepter par la Prusse les charges immenses qu'on lui demandait. En établissant l'obligation générale du service militaire, on obtenait déjà une augmentation d'un tiers sur l'effectif. Réduisez donc la durée du service dans la ligne de trois ans à deux; faites des économies sur les chapitres des pensions, des voyages et des nombreuses sinécures militaires; faites cesser le régime des viremens de fonds, que pratique seul en Prusse le ministre de la guerre, et vous arriverez à peu près au but dont nous reconnaissons nous-mêmes l'utilité. — En présence de cette attitude de la majorité, le ministère retira son projet et se borna à demander la prolongation du crédit de guerre voté en 1859 jusqu'au 1er juillet 1861. La chambre accéda à cette demande, qui réserva la question de principe. Le parti libéral avait espéré que le ministère modifierait son premier projet et apporterait un nouveau plan à la session suivante. Cette espérance fut déçue. Bien plus, dans l'intervalle d'une session à l'autre, le gouvernement, ou plutôt le ministre de la guerre, M. de Roon, alla dans l'exécution de son premier plan de réforme aussi loin qu'il le pouvait sans porter directement atteinte à la loi de 1814, qui règle l'obligation des citoyens au service militaire. Pourtant les mesures prises par le ministre de la guerre impliquèrent dans leurs conséquences la modification de la loi de 1814 : un conflit avec la chambre parut imminent, l'opinion s'émut, et la question se dressa menaçante entre le pays et la chambre d'une part, le gouvernement de l'autre. Les députés libéraux évitèrent encore une fois une rupture. A la séance du 31 mai 1861, ils votèrent une résolution ainsi conçue : « Le gouvernement royal, dans le cas où il voudrait maintenir les mesures prises pour la réorganisation de l'armée, sera tenu de soumettre à la diète, à la session prochaine au plus tard, un projet de loi portant modification de la loi militaire de 1814. » Le ministère répondit à ce vote en annonçant la présentation du projet pour la

session de 1862. Quant au budget militaire, le parti libéral persista dans son refus de porter le surcroît de dépense sur le chapitre des dépenses ordinaires. Il vota, à titre de crédit extraordinaire, la somme demandée, sauf une réduction de 3 millions de francs que le ministère fut obligé d'accepter. Ce vote eut deux conséquences : il laissait subsister les rapports difficiles qui s'étaient établis entre le ministère et les libéraux modérés, et il amena une scission profonde entre ceux-ci et les libéraux avancés. Ces derniers ne formaient dans la chambre de 1861 qu'une faible fraction : en revanche ils s'appuyaient au dehors sur une immense portion des électeurs.

II.

Celui des partis politiques en Prusse qui s'appelle aujourd'hui *progressiste* (*Fortschritts-Partei*), et que l'on désigne ordinairement sous le nom de parti démocratique, est une branche du grand parti libéral qui présida au mouvement national de 1813. La division en deux partis distincts n'eut lieu qu'en 1848, après les journées de mars. Effrayés par les troubles qui affligèrent la capitale et donnèrent une importance passagère à des hommes obscurs, mais turbulens, les libéraux modérés se séparèrent de ceux qui voulaient tirer de la royauté, momentanément vaincue, tout le parti possible. Les radicaux représentèrent alors la démocratie prussienne, démocratie qui a son cachet particulier, car, sauf une minorité insignifiante, dans cette année 1848 où les couronnes s'écroulèrent, les démocrates prussiens voulaient sérieusement la monarchie constitutionnelle entourée d'institutions populaires. Si les deux grandes fractions du libéralisme s'étaient trouvées réunies à Berlin, elles auraient pu s'entendre, et sans aucun doute bien des maux auraient été épargnés à la Prusse. Il n'en fut pas ainsi.

On sait qu'à la suite du bouleversement général de 1848, la diète germanique, sous la pression du vœu populaire, ordonna dans toute la confédération des élections pour l'assemblée nationale allemande convoquée à Francfort. A la même époque, on avait décrété à Berlin des élections pour une assemblée nationale chargée d'élaborer une constitution. Les électeurs prussiens avaient ainsi une double tâche à remplir, et leur embarras n'était pas médiocre, puisqu'il s'agissait non-seulement de trouver les candidats les plus dignes, mais encore de désigner parmi les plus méritans ceux qui iraient à Francfort et ceux qui siégeraient à Berlin. Une anecdote du temps explique assez bien la situation. On raconte qu'un grand nombre de citoyens auraient dit : « A... est un homme savant, envoyons-le à Francfort, car il faut des savans pour rédiger la constitution du nouvel empire germanique; mais nous avons là B..., homme pra-

tique, homme d'action : gardons-le pour notre chambre prussienne! » Le mot est juste. En effet, les savans se pressèrent à Francfort, et la petite bourgeoisie, les hommes d'action, affluèrent à Berlin : les uns représentant le libéralisme modéré, spéculatif; les autres, organes de l'opinion avancée ou démocratique. Ceux-ci formaient une immense majorité à l'assemblée de Berlin, et, selon la coutume des majorités, marchèrent avec tant de précipitation vers leur but, qu'ils ne s'aperçurent des obstacles que lorsqu'il fut trop tard. La royauté s'était relevée peu à peu de sa chute, et la constituante démocratique de Berlin fit place à une nouvelle assemblée, également sortie du suffrage universel, mais pondérée par une chambre haute. Un grand nombre de libéraux prussiens désertèrent aussitôt les bancs du parlement de Francfort pour venir siéger à la chambre de Berlin, où ils se proposaient de contenir l'impétuosité du parti démocratique; mais modérés et avancés ne tardèrent pas à faire cause commune contre la réaction, et une nouvelle dissolution s'ensuivit. Afin d'empêcher la réélection des anciens députés, le ministère *octroya* une nouvelle loi électorale reposant sur le scrutin public, et obtint par cette mesure un résultat qui dépassa peut-être ses espérances : la guerre entre les modérés et les démocrates. Ceux-ci déclarèrent illégal l'*octroi* de la loi électorale, et refusèrent leur participation aux élections; les modérés, sans discuter la question de légalité, crurent devoir accepter la lutte contre la réaction sur le terrain que leur abandonnait le pouvoir. La démocratie prussienne s'effaça ainsi de la vie publique, où son règne passager avait laissé cependant des traces profondes. En effet, tout en sévissant contre les hommes de l'assemblée nationale, le gouvernement, faute d'autres travaux, avait été obligé de s'approprier les projets de loi préparés par les chefs éminens de la constituante : la charte actuelle de la Prusse, les bases de la plupart des réformes opérées depuis dans les différentes branches de la législation, sont calquées sur des projets rédigés par les comités de cette assemblée.

L'abstention de la démocratie aux élections de 1849 désorganisa ce parti si complétement que, lorsqu'il tenta plus tard de rentrer en lice, il ne se retrouva plus. Il fallut toutes les fautes du ministère Manteuffel pour rassembler en un faisceau les élémens divergens du libéralisme. Le parti démocratique, éclairé par les événemens, ramena ses doctrines au niveau d'une politique pratique et se rencontra ainsi avec un grand nombre de libéraux décidés à agir avec plus d'énergie que par le passé. C'est devant cette sérieuse coalition que tomba en 1858, après l'établissement de la régence, le cabinet Manteuffel-Westphalen. Aux élections générales de 1858, les démocrates votèrent généralement en faveur des candidats modérés, partisans ou amis du ministère Hohenzollern-Auerswald. Ils avaient

deux motifs pour agir ainsi. D'abord ils sentaient que le plus important était d'empêcher les candidats féodaux de profiter des dissentimens qui séparaient les diverses nuances libérales; ensuite ils se méfiaient peut-être de la solidité d'un régime libéral rétabli d'une manière si imprévue, et ils ne voulaient pas qu'en cas d'un nouveau revirement dans le sens réactionnaire, le pays pût les accuser d'avoir amené ce résultat. En effet, aucun des membres notables de ce parti n'accepta, au début de la session de 1859, un mandat à la chambre, et ce ne fut que vers la fin de la législature que M. Waldeck, conseiller à la cour de cassation, l'homme le plus éminent peut-être de la démocratie prussienne, apparut sur les bancs de l'assemblée. Autour de lui se groupèrent un petit nombre de députés, car les divisions commençaient à se faire jour parmi les libéraux modérés. Quelques-uns voulaient qu'on poussât avec plus d'énergie le ministère à l'exécution de ses promesses. Puis à la question militaire un élément nouveau de division s'était ajouté : la question allemande. C'est en cette année 1859 que, sous le coup des événemens d'Italie et des discussions de la diète germanique, se réveilla dans toute l'Allemagne le mouvement unitaire vaincu, mais non éteint dix ans plus tôt. Ce mouvement prit naissance dans le Hanovre, le pays le plus mécontent de la confédération; secondé avec empressement par les libéraux avancés en Prusse, il ne tarda pas à se centraliser dans une association qui prit le nom de *National-Verein*. Le programme de cette association était la transformation de la confédération des états allemands en un état fédératif sous la direction militaire et diplomatique de la Prusse, programme conforme du reste aux opinions mêmes du ministère Hohenzollern-Auerswald. Pourtant la cour de Berlin désapprouva ce mouvement, et le ministère ne jugea pas prudent de se compromettre à propos d'une question qui intéressait surtout l'avenir. L'attitude plus que réservée du ministère réagit naturellement sur ses amis politiques, et en effet la presque totalité des libéraux modérés, quoiqu'à contre-cœur, restèrent étrangers au *National-Verein*. Dans ces circonstances, la démocratie prussienne se crut parfaitement autorisée à se présenter aux élections de 1861 en phalange distincte des libéraux modérés, et comme le nom de démocrate était devenu synonyme de radical, de républicain, de socialiste, on s'appela *progressiste*, et l'on ajouta à ce nom l'épithète d'*allemand*, pour mieux établir la connexité de cause entre les progressistes prussiens et les unitaires allemands.

Leur programme électoral s'exprimait d'ailleurs avec beaucoup de netteté sur tous les points principaux. « Nous sommes unis dans la fidélité envers le roi et dans la ferme conviction que la constitution est le lien indissoluble entre le prince et le peuple; mais en

présence des grands bouleversemens du système politique de l'Europe nous avons acquis aussi cette conviction que l'existence et la grandeur de la Prusse dépendent d'une étroite union de l'Allemagne, union impossible sans un fort pouvoir central entre les mains de la Prusse et sans une représentation générale du peuple allemand. » Passant ensuite aux questions intérieures, les progressistes demandent « un gouvernement fort et libéral sachant faire respecter ses principes par les fonctionnaires de tout ordre, » une loi sur la responsabilité ministérielle, l'abolition du régime féodal dans l'organisation des provinces et des cercles, l'observation de la constitution en ce qui concerne l'égalité des confessions religieuses. Deux questions dominent toutes les autres : la question militaire et la réforme de la chambre des seigneurs.

« Jamais, lisons-nous dans le programme progressiste, un sacrifice ne nous paraîtra trop grand lorsqu'il s'agira de l'honneur et de la puissance de notre pays, et que ces biens devront être sauvegardés ou conquis par une guerre; mais, dans l'intérêt d'une direction énergique de la guerre, la plus grande économie dans les dépenses militaires en temps de paix nous paraît indispensable. Nous sommes convaincus que le maintien de la *landwehr*, le développement des forces physiques des jeunes gens, le recrutement complet du contingent, la durée biennale du service, offrent toutes les garanties pour une parfaite instruction militaire du peuple prussien. » Au premier moment, il peut paraître étrange que les progressistes, après avoir reconnu en principe la nécessité d'une augmentation de l'armée, se séparent des modérés et du ministère à propos d'une question purement technique. En y regardant de près, l'on s'aperçoit que des raisons d'une tout autre nature se cachent derrière cette opposition. Le projet de réorganisation de l'armée avait été présenté dans des circonstances on ne peut plus défavorables pour le ministère prussien. A tort ou à raison, le bruit s'était répandu que de graves dissentimens s'étaient élevés au sujet de la question militaire au sein même du cabinet, que le ministre de la guerre, M. de Bonin, excellent militaire, esprit libéral, avait présenté un plan moins coûteux et plus conforme au vœu du public, que ce plan avait été rejeté pour éloigner M. de Bonin, remplacé ensuite par M. de Roon, général très en faveur auprès du parti féodal. Ces bruits ne pouvaient que nuire au nouveau projet lors même qu'il eût répondu à toutes les exigences pratiques. On disait encore que l'augmentation de l'effectif de l'armée nécessiterait surtout une augmentation d'officiers, que, pour les places d'officiers, l'administration militaire donnerait la préférence aux jeunes gens de la noblesse, qu'on renforcerait ainsi dans l'armée un élément hostile à la bourgeoisie et au régime constitutionnel. — Il fallait

donc, conclurent les adversaires du projet, des garanties sérieuses pour le maintien du système libéral avant de consentir aux demandes du gouvernement. L'armée, disent les progressistes, appartient à la petite noblesse, la chambre haute appartient à la grande aristocratie; on marchande à la chambre basse ses prérogatives, au pays ses libertés, et l'on vient nous demander de nouvelles armes pour fortifier nos ennemis! Que le gouvernement fasse acte de bonne volonté, et qu'il donne une autre organisation à la chambre haute pour qu'elle ne puisse plus se placer impunément en dehors de la charte, en rejetant les lois organiques prévues par la constitution. — L'augmentation de l'armée en échange de la réforme de la chambre des seigneurs, tel était donc, à la veille des élections générales, le mot d'ordre des progressistes.

III.

Si la démocratie prussienne se plaint de la position privilégiée faite à la noblesse, celle-ci au contraire est d'avis que depuis longtemps on la frustre de ce qui lui appartient par droit de naissance. Tout le monde, disent les gentilshommes du Brandebourg et de la Poméranie, nous a spoliés, même la dynastie de Hohenzollern, qui est venue s'installer sur nos terres, qui s'est interposée entre nous, seigneurs, et le peuple, qui est notre chose. Le grand Frédéric et son successeur Frédéric-Guillaume II nous ont réintégrés en partie dans nos priviléges, et le règne suivant essayait de nous les arracher de nouveau, lorsque la réaction européenne après 1818 est venue l'arrêter dans cette voie révolutionnaire.

En effet, dès cette époque, la noblesse règne et gouverne en Prusse : à elle l'armée, la diplomatie, les portefeuilles ministériels, les postes supérieurs dans les tribunaux, dans l'administration; à elle l'administration départementale, et par-dessus tout la juridiction patrimoniale, la police dans les campagnes, le patronat des églises, sans compter le privilége de ne pas payer l'impôt foncier et celui d'avoir des paysans corvéables. Eh bien! cette aristocratie si bien dotée éprouvait aussi le besoin de parlementer avec le souverain, et, tout en faisant la guerre aux doctrines constitutionnelles, elle redemandait le rétablissement des états abolis au XVII[e] siècle par le grand-électeur Frédéric-Guillaume, c'est-à-dire de ces assemblées où les voix de la noblesse comptaient plus que celles des bourgeois et des paysans réunis. Croyant pourvoir toute seule à ses affaires, l'aristocratie fut amenée, malgré elle et peu à peu, sur le terrain d'un parlementarisme abhorré. Les rois Frédéric-Guillaume III et IV pouvaient bien restaurer les états du XVII[e] siècle;

ils ne pouvaient restaurer le bourgeois et le paysan tels qu'ils existaient il y a deux cents ans. Ceux-ci, dès qu'ils eurent la parole, protestèrent contre le rôle subalterne qu'on leur assignait et se constituèrent en opposition. La noblesse se vit ainsi obligée de lutter, et pour le faire avec quelque chance de succès, elle dut emprunter les armes de ses adversaires : elle devint parlementaire, elle s'organisa en parti. La révolution de 1848 renversa inopinément les beaux rêves de la noblesse prussienne, qui n'essaya même pas de résister au choc; elle vota sans hésiter sa propre déchéance, et, abandonnant le trône au gré des flots révolutionnaires, se retira dans ses terres.

Ce n'était là qu'une feinte. L'armée avait été vaincue dans les journées de mars 1848; l'armée eut sa revanche six mois plus tard, lorsqu'elle entra, sans coup férir, dans la capitale pour disperser la constituante. A ce moment, le parti féodal reparut sur la scène politique. Un ministre bourgeois, en mettant la main sur la vieille législation agricole et financière, avait, comme il le disait lui-même, « coupé dans les chairs vives de la noblesse. » Ce fut pour empêcher la bourgeoisie de « couper » davantage que la noblesse mit obstacle sur obstacle à l'établissement définitif du système constitutionnel. Grâce à ses efforts, la charte de 1850 devint un mélange de clauses féodales et de principes libéraux. Au dernier moment, lorsque la loi fondamentale fut présentée à la sanction du roi, le parti féodal remporta une nouvelle victoire : le roi exigea que la chambre haute fût composée de façon à satisfaire les prétentions de l'aristocratie. Le parlement, de peur de tout remettre en question, consentit, et la Prusse se trouva ainsi dotée d'une pairie héréditaire et viagère. Ce n'était point assez : une part égale avait été faite dans la chambre haute à l'élément titulaire et à l'élément électif; le parti féodal ne permit pas que cette organisation entrât en vigueur. Il patienta jusqu'aux élections générales de 1852, remplit, grâce au concours puissant du ministère Westphalen, la chambre basse d'une majorité de fonctionnaires qui n'avaient rien à refuser au pouvoir, et obtint le fameux article 65 de la constitution prussienne ainsi conçu : « La première chambre sera formée en vertu d'une ordonnance royale qui ne pourra être changée qu'en vertu d'une loi. La première chambre sera composée de membres appelés par le roi à titre héréditaire ou à vie. » Plein pouvoir était ainsi donné au roi de composer la chambre haute comme bon lui semblerait; une seule condition lui était imposée : il devait en *nommer* les membres. Cette dernière restriction déplut à la noblesse, qui voulait prendre ses précautions contre les *fournées* de nouveaux pairs. Trompant la religion du roi, qui ne se doutait guère qu'on lui faisait signer un acte entaché d'illégalité, l'aristocratie fit introduire

dans l'ordonnance royale un paragraphe accordant à la grande propriété le droit de *présenter* au roi quatre-vingt-dix membres comme candidats à la pairie viagère. On ajouta cette clause : que, pour exercer le droit de présentation, il fallait être ou propriétaire d'un bien noble ayant appartenu depuis un siècle au moins à la même famille, ou titulaire d'un majorat, d'un fief ou d'un fidéicommis. C'était exclure d'une manière absolue les propriétaires bourgeois, le droit d'acquérir des biens nobles n'étant assuré à la bourgeoisie prussienne que depuis cinquante ans. On a trouvé depuis que, sur 12,500 biens nobles, 1,300 seulement répondaient aux conditions mentionnées; 1,300 gentilshommes étaient donc de fait électeurs nés de la moitié de la chambre des seigneurs. Cette assemblée, pendant les six années qui viennent de s'écouler, n'a que trop justifié les antipathies qu'elle inspira dès le premier jour à la masse de la nation; elle a été l'ardent auxiliaire du ministère Manteuffel, dont elle a souvent stimulé le zèle réactionnaire, et lorsque la régence est venue inaugurer un régime plus libéral, elle a entravé par une opposition systématique l'action du nouveau ministère. L'opinion se souleva donc contre une assemblée qui, ne représentant qu'une minime fraction du pays, tendait à absorber à son profit le pouvoir gouvernemental. Au sein de la chambre basse, on souleva la question de savoir s'il ne convenait pas de déclarer illégale la composition de la chambre des seigneurs. Le parti modéré parvint à écarter une résolution qui, avec ceux qu'elle frappait directement, eût atteint l'œuvre législative tout entière de neuf années. Le ministère au surplus intervint à temps : il renforça par des nominations nouvelles la minorité libérale de la chambre haute; de plus il réduisit de 90 à 41 membres le nombre de ceux qui à l'avenir pourraient être présentés pour la pairie par les grands propriétaires, — mesure, il est vrai, qui ne produira son effet qu'à la mort des titulaires actuels.

Le parti féodal, sentant très bien le danger qui le menaçait, a fait, à l'occasion des élections de 1861, un suprême effort pour ressaisir le pouvoir, ou du moins pour montrer qu'il était toujours nécessaire de compter avec lui. Ni plus, ni moins que s'ils étaient des libéraux, les gentilshommes prussiens organisaient récemment des *meetings*. Ils essayaient même de démontrer aux artisans et aux ouvriers que leurs intérêts et ceux de l'aristocratie étaient identiques. Sous le nom de « comité central conservateur, » l'on créait à Berlin le foyer d'une vaste propagande féodale, annoncée par de pompeux prospectus. On suppliait les artisans de venir à Berlin, où l'on promettait, à ceux qui le demanderaient, logement, nourriture, promenades et distractions gratuites; on rappelait les dangers auxquels le « libéralisme creux » exposait le pays, on plaignait les pauvres

artisans exploités par le vil capital; bref, on leur offrait une alliance à vie et à mort contre l'ennemi commun. Un programme électoral, portant les signatures des chefs du parti féodal, vint illustrer ce magnifique projet d'une longue série d'antithèses. « Il s'agira de savoir, lisait-on dans ce manifeste, si nous aurons la royauté personnelle ou le régime parlementaire, l'armée fortifiée dans le sens monarchique ou découpée d'après les patrons constitutionnels, le mariage et l'état chrétiens ou l'égalité du christianisme et du judaïsme, la protection du travail honnête ou le règne exclusif du capital, etc. » Le *meeting* qui eut lieu à Berlin était en tous points digne de ce programme. Douze cents personnes y assistèrent, aux trois quarts gentilshommes campagnards, le reste presque entièrement composé de pasteurs et de maîtres d'école ultra-protestans, auxquels il faut ajouter deux tapissiers, un tailleur et un bottier, qui étaient censés représenter les artisans. L'étranger qui fût entré à l'improviste dans la salle de réunion se serait cru plutôt au sein de quelque conférence piétiste que dans une assemblée politique. Le comte Stolberg ouvrit la séance au nom de la sainte Trinité, et récita une prière interrompue à plusieurs reprises par les *amen* de l'auditoire. Un pasteur, croyant s'adresser à ses ouailles, commença son discours par les mots : « Mes chères âmes. » M. Wagener, l'ancien rédacteur en chef de la *Gazette de la Croix*, prononça l'anathème contre « les jeunes littérateurs désœuvrés, » fauteurs des révolutions. M. de Blankenburg, autre chef des féodaux, souhaita la bienvenue au bottier en établissant un parallèle entre la botte de cuir et « la botte de l'état, » jeu de mots qui obtint les applaudissemens enthousiastes de l'assemblée. M. de Kleist-Retzow, ancien président de la province du Rhin révoqué par le comte Schwerin, gémit sur le malheureux sort de la Prusse, affligée d'un ministère libéral. Enfin on se jura fidélité réciproque, on chanta un cantique, et l'assemblée se sépara. Le lendemain, les feuilles de Berlin publièrent une protestation des associations d'artisans contre leurs prétendus représentans au *meeting* féodal.

On ignore si les efforts tentés par le parti féodal pour gagner des alliés ont été couronnés de plus de succès du côté du parti catholique. L'on a vu que la réaction politique en Prusse est liguée depuis longtemps avec les ultras de l'église protestante, qui à leur tour ont beaucoup de vues communes avec les ultras catholiques. A son avénement, dans son allocution au ministère, le roi Guillaume Ier caractérisait dans des termes très énergiques les tendances cléricales. « Dans les deux églises, dit-il, il faut s'opposer sérieusement à toutes les manœuvres qui tendent à faire de la religion le manteau d'une agitation politique. Dans l'église évangélique, nous ne saurions le nier, il s'est établi une orthodoxie incompatible

avec son origine et qui amène l'hypocrisie. Il faut démasquer autant que possible toute hypocrisie, toute fausse piété, bref toute menée cléricale qui sert d'instrument à des fins égoïstes. Quant à l'église catholique, ses droits sont consacrés par la constitution; il ne faut pas tolérer des empiétemens au-delà de ces droits. » On peut se demander à juste titre quelle est la raison d'être en Prusse d'un parti catholique en tant que parti *politique*. La parité la plus complète existe entre la minorité catholique et l'immense majorité des protestans. Deux archevêchés et six évêchés, de nombreuses églises, sont largement dotés. Facultés de théologie catholique, séminaires, écoles primaires, rien ne manque. Des aumôniers catholiques sont attachés à tous les corps de l'armée. Peu d'articles de la charte prussienne sont exécutés aussi scrupuleusement que ceux qui consacrent l'indépendance de l'église catholique de l'état et la libre communication du clergé avec l'épiscopat et la cour de Rome. Sous ce dernier rapport, le clergé prussien n'a rien à envier à celui des états catholiques par excellence, et cependant chaque année on voit siéger au centre de la chambre basse une cinquantaine d'hommes recommandables, réunis sous le nom de parti catholique, qui votent tantôt avec la gauche, tantôt avec la droite, tantôt s'abstiennent. Personne n'a pu savoir jusqu'à présent quel était au juste l'idéal politique de ces catholiques, s'ils se considèrent réellement au milieu du parlement comme les représentans de leurs coreligionnaires, sans tenir compte de certain article de la charte prussienne où on lit ces mots : « Les membres des deux chambres sont les représentans de toute la nation. » N'oublions pas de rappeler que le parti catholique s'est formé sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, c'est-à-dire d'un roi que deux papes, Grégoire XVI et Pie IX, ont salué comme le bienfaiteur de l'église catholique. Il appartient à l'avenir de nous apporter la solution de cette énigme. Dans le présent, le gouvernement de Berlin ne paraît guère disposé à concéder plus de terrain à un parti qui ne veut point avouer le but qu'il se propose. Des paroles sévères sont récemment tombées d'une bouche auguste. « J'attends avec confiance, a dit le roi au cardinal de Geissel lors de son couronnement à Kœnigsberg, que le clergé de mon royaume donne à mes sujets catholiques l'exemple de l'obéissance envers l'autorité et du respect de la loi. » Quelques jours plus tard, le roi a fourni le commentaire de cette exhortation en disant : « Il y a trop de monde qui se mêle de la politique; l'église aussi s'en mêle, et cela ne vaut rien; il ne faut pas que l'église fasse de la politique! »

Ces derniers mots s'adressaient spécialement au clergé du grand-duché de Posen, qui dirige de concert avec la noblesse le mouvement polonais dans cette province. Les Polonais aussi forment un parti dans la chambre de Berlin, ou plutôt ils y siégent comme re-

présentans de leur nationalité. Ils viennent à Berlin, disent-ils, parce qu'ils y trouvent une tribune où ils peuvent exposer les griefs de la Pologne. C'est un malheur pour la Prusse comme pour les Polonais du grand-duché; l'entente s'établit difficilement entre des gens qui partent de points de vue tout opposés, et qui cherchent à se donner le change les uns aux autres sur leurs véritables intentions. La constitution la plus libérale du monde ne peut rien contre des dissentimens de cette nature. Les Polonais du grand-duché demandent pour leur pays un gouvernement national et indépendant de l'administration prussienne, c'est-à-dire l'*union personnelle*. Tant que cette base sera maintenue, on ne peut guère espérer un accord entre le cabinet de Berlin et la nationalité polonaise. L'égalité des droits civils et politiques pour les Allemands comme pour les Polonais, tel paraît être le dernier mot du ministère actuel.

Quel a été, en somme, le résultat des élections générales de 1861? Il est évident que l'élément libéral a fait de nouvelles conquêtes. La chambre de 1856 comptait 58 libéraux, celle de 1859 223; celle de 1862 en comptera 253. Le parti réactionnaire au contraire, qui était tombé, aux élections de 1858, de 218 à 57, n'aura plus que seize voix dans la nouvelle chambre. Le parti catholique en revanche s'est renforcé de dix-huit voix dans les contrées rhénanes, sous l'influence du clergé, qui s'est vivement ému de l'attitude prise par les libéraux dans la question italienne. Dans l'intérêt de la cause parlementaire, il faut regretter l'absence de plusieurs chefs de parti. La fraction féodale surtout sera privée de ses meilleurs orateurs. La mort lui a enlevé le professeur Stahl; MM. de Gerlach, Wagener, de Blankenburg, ont été vaincus dans leurs arrondissemens par les candidats libéraux. L'éloquence de M. Reichensperger fera défaut au parti catholique; MM. de Vincke et Simson ne dirigeront pas, dans la session qui va s'ouvrir, le parti libéral modéré. Les avantages de la lutte électorale semblent donc être entièrement aux progressistes, car à cette nuance appartiennent à peu près 100 voix sur les 250 que nous comptons pour le libéralisme en général. D'une minime fraction qu'ils formaient à la dernière session, les progressistes se sont élevés à l'importance d'un groupe politique très compacte, conduit par des chefs expérimentés.

Et cependant ce résultat n'a en lui-même rien d'inquiétant au point de vue du développement paisible des institutions libérales en Prusse, à la condition, il est vrai, que les amis sincères de ce développement n'oublient pas un seul instant que les mœurs politiques du pays sont loin d'avoir devancé la charte de 1850. Il faut reconnaître toutefois que, sous ce rapport, bien du chemin a été fait depuis dix ans. L'attitude du gouvernement comme des partis dans les élections le prouve d'une manière irréfragable. Le ministère, avant

tout, a compris qu'il ne saurait attendre un appui efficace d'une majorité parlementaire qui ne serait pas en même temps l'expression de la majorité de la nation. Voilà pourquoi il a rompu avec le système des influences administratives sur les élections, sans se renfermer toutefois dans un rôle passif. Le résultat des élections prouve que les intentions du ministère ont été remplies, c'est-à-dire que les électeurs ont pu suivre librement leurs convictions politiques.

Sans doute l'élection de cent députés progressistes est un symptôme qui mérite d'être sérieusement médité. Dans ce nombre, il y a beaucoup de membres de l'ancienne gauche de l'assemblée nationale de 1848, ce qui prouve que les principes de ce parti ont survécu à l'époque révolutionnaire et jeté des racines dans l'esprit des populations; mais les idées qui n'avaient pas eu le temps de mûrir ont revêtu depuis une forme plus positive et plus pratique. Les libéraux avancés, si l'on peut s'en rapporter à leurs manifestes, ont renoncé à la politique pessimiste, et à l'exemple des modérés ils paraissent vouloir se servir de ce qui existe, c'est-à-dire de la charte imparfaite de 1850, pour arriver à un ordre de choses meilleur. Placées ainsi sur le même terrain, les deux fractions du libéralisme s'unissent encore dans la volonté de ne pas faire d'opposition systématique au ministère. Le seul reproche que les modérés adressent aux progressistes, c'est d'exagérer le pouvoir des chambres, et en particulier celui de la chambre basse, de ne pas tenir compte des obstacles que ce pouvoir rencontre dans les régions qui, pour être hors de l'atteinte directe des votes parlementaires, réagissent d'autant plus sûrement sur la direction des affaires. Ce n'est que par un travail long et prudent, disent les modérés, qu'on parviendra à neutraliser ces influences. En un mot, le danger est dans l'aristocratie, qui, exclue de la chambre basse, n'aura que plus de liberté pour contrecarrer les projets de ses adversaires; le danger est dans l'état-major de l'armée, étroitement lié par des intérêts de famille et de corps à la cause féodale. Examinez bien la situation, disent encore les libéraux aux progressistes. Supposez qu'en ce moment vous obteniez la majorité dans la chambre, de manière à obliger le ministère à se retirer. Croyez-vous que le souverain soit très disposé à chercher ses conseillers dans vos rangs? Et même en cette occasion pensez-vous, sans employer des moyens violens, que vous puissiez triompher plus facilement que les ministres actuels de l'hostilité des féodaux? Or, si vous ne vous souciez pas de prendre vous-mêmes en main, pour le moment, les rênes du pouvoir, ne rendez pas impossible le ministère actuel, accordez-lui l'appui dont il a besoin.

Tel est le langage que les amis du ministère tiennent aux progressistes. Tout porte à croire que ces conseils ne seront pas per-

dus. Et d'abord, à eux seuls les progressistes ne forment point la majorité de la chambre : ils seront 100 contre 250, et alors même qu'ils auraient dans certains cas l'appui des fractions anti-libérales, ils n'emporteraient pas pour cela le vote. Il faudrait donc que le ministère manquât tout à fait d'habileté et de mesure pour renforcer les progressistes par les voix des libéraux modérés. Il suffit en effet que ceux-ci se divisent seulement pour que la majorité tourne contre le ministère. Là est le véritable écueil. Sur les questions constitutionnelles proprement dites, le gouvernement diffère peu des libéraux de toute nuance : les ministres sont décidés à exécuter la loi fondamentale. La chambre des seigneurs forme le seul obstacle à cette politique : c'est elle qui systématiquement s'oppose à tout ce qui tend à régulariser le jeu des institutions. On ne saurait justement demander à un peuple qu'il abandonne indéfiniment ses destinées à un corps qui n'a pour lui ni la consécration des siècles, ni l'indépendance de fortune ou de position, qui est une création tout artificielle et contraire aux traditions historiques du pays. Sur ce point, le ministère prussien sera forcément amené à donner prompte satisfaction à la majorité de la chambre basse et à répondre ainsi au vœu de l'opinion. La dernière législature triennale est restée presque stérile à cause de l'opposition de la chambre haute : il n'est guère probable que le peuple prussien supporte patiemment une seconde expérience de ce genre. C'est là qu'il faut chercher surtout l'esprit de libéralisme accentué qui caractérise les dernières élections, comparées à celles de 1858.

L'autre question capitale, celle de l'organisation militaire, réclame des deux côtés un loyal échange de concessions. L'opposition reconnaît en principe la nécessité d'une réforme, mais elle songe aux hasards de la politique extérieure. « Opérez l'union de l'Allemagne, dit-elle au ministère, et vous aurez les contingens des autres états allemands pour renforcer l'armée prussienne. » Le ministère retourne ainsi l'argument : « Pour opérer l'union de l'Allemagne, il faut, dit-il, que la Prusse impose le respect et par ses institutions et surtout par son organisation militaire; sans forte armée, point de forte politique. » Voilà en quels termes cette grande question se trouve engagée à la veille de l'ouverture des chambres. Ainsi de toutes les façons l'aristocratie et l'armée sont les pierres d'achoppement que rencontre à Berlin l'affermissement du gouvernement constitutionnel. Ce fait s'est présenté trop souvent dans l'histoire pour que l'on puisse s'étonner de le voir se reproduire en Prusse : le problème à résoudre, c'est d'aplanir les obstacles sans recourir aux moyens révolutionnaires. Sur ce point, les libéraux de Berlin paraissent s'entendre. De même qu'il serait dangereux d'accorder à une aristocratie qui n'en a que le nom une prépondérance sur les

autres classes, de même il ne serait pas prudent de refuser une part convenable dans le gouvernement à la noblesse propriétaire réunissant les conditions d'indépendance sans lesquelles elle ne saurait être qu'un appendice inutile et par conséquent nuisible du pouvoir royal. Une noblesse vraiment indépendante ne défendra pas moins énergiquement que le tiers-état les institutions libérales contre les empiétemens absolutistes. En voulant créer dans ces dernières années une noblesse factice, l'administration prussienne a compromis l'existence de la partie vraiment vitale de l'aristocratie: il faut briser avec ces erremens. En un mot, si l'on veut réduire à l'impuissance les partis extrêmes, il faut que l'exemple de la sagesse vienne d'en haut. Les discours prononcés récemment par le roi Guillaume I[er] ont vivement ému les esprits, non-seulement en Prusse, mais bien au-delà des frontières de ce royaume. On n'a pu concilier le langage libéral du prince-régent avec ces discours qui rappelaient, en termes si accentués, l'origine traditionnelle de la royauté. C'est sous une impression fâcheuse que les électeurs prussiens se sont réunis dans leurs comices. Le résultat des élections de 1861 est une réponse péremptoire aux projets de restauration féodale dont l'opinion s'est inquiétée. Si cette réponse est comprise par le souverain, la Prusse échappera à une catastrophe qui, dans le cas contraire, pourrait paraître imminente. Guillaume I[er], ses actes pendant la durée de la régence en font preuve, est un prince honnête, plein de droiture et de sens. En déclarant qu'il réaliserait les promesses renfermées dans la charte, n'a-t-il pas adopté d'avance le programme du parti libéral? Quelle raison aurait-il donc aujourd'hui de manquer à sa parole? Spectateur sans doute attristé du règne précédent, il a vu alors comment un roi animé des meilleures intentions, doué d'une vive intelligence, peut exposer son trône et son pays aux crises les plus épouvantables, lorsque ces qualités sont associées à un esprit flottant, indécis, accessible à toutes les impressions du premier moment. Les traditions du passé peuvent avoir leur grandeur, mais on les honore au moins autant par les enseignemens que l'on en tire que par le culte dont on les entoure. Les fondateurs de la dynastie royale de Hohenzollern ont été obligés de rompre avec quelques-unes de ces traditions pour créer le grand royaume qui s'appelle aujourd'hui la Prusse; si, par un respect aveugle du passé, ils avaient hésité à le faire, peut-être seraient-ils aujourd'hui encore les vassaux des empereurs d'Autriche. En ce sens, on peut dire que la Prusse est d'origine révolutionnaire dans la bonne acception du mot, et ce n'est qu'en se montrant fidèle à sa tradition *moderne* qu'elle conservera sa raison d'être dans la grande famille des états européens.

ÉDOUARD SIMON.

CHARLET

Je voudrais à ma faible voix plus de force et d'autorité pour entretenir dignement le public français de quelques admirables contemporains qui font sa gloire sans qu'il en soit peut-être suffisamment informé. Charlet est à la tête de ces hommes rares de notre temps qui ne me paraissent pas avoir été mis à la place que la postérité leur réserve sans doute. Mon objet est plutôt de rappeler les grandes qualités de son talent que les particularités de sa vie : cette dernière tâche a été remplie de manière à satisfaire pleinement la curiosité, toujours éveillée sur la personne des hommes célèbres et sur les détails intimes qui nous apprennent du moins qu'ils ont été des hommes comme nous. Un pieux monument a été élevé à la mémoire de Charlet par un amateur distingué, par un ami, qui a pu, en ces deux qualités, fournir à son sujet les renseignemens les plus précieux. M. le colonel de La Combe, auteur de ce livre (1), est possesseur en outre de la collection la plus belle et la plus complète des œuvres de son maître favori; rien ne lui a coûté pour se procurer les épreuves les plus irréprochables et les différens états de ces épreuves. Outre une foule de pièces inédites, il possède un grand nombre de tableaux de Charlet et un nombre plus grand encore de ses plus belles aquarelles, genre dans lequel on sait qu'il a particulièrement excellé. Entouré de ces trésors, le conscencieux historien a été plus que personne en situation de faire ressortir des beautés dont il se nourrit en quelque sorte chaque jour et de les louer di-

(1) *Charlet, sa Vie, ses Lettres*, etc., par M. de La Combe, 1 vol. in-8°.

gnement. Que pourrais-je ajouter à ce tribut de pieuse vénération, sinon un témoignage de plus, et j'ose dire aussi enthousiaste, de mon admiration pour celui que Géricault appelait *le La Fontaine* de la peinture?

Il est une face nouvelle et des plus intéressantes, je ne dirai pas seulement de l'esprit, mais du talent de Charlet, qui nous est révélée dans la publication de M. de La Combe. Il nous le montre comme écrivain dans une suite nombreuse de lettres adressées à diverses personnes et à lui-même, et dans des notes sur son art et sur divers sujets. L'originalité, la variété des tours, la verve bouffonne unie au sens le plus exquis, en font un recueil unique et donnent le regret de tout ce qui s'est perdu de lui en ce genre. Sa nature plébéienne, dont il était fier, dont il exagérait avec complaisance les saillies, donne le ton à ces lettres incomparables. L'éducation de Charlet, il le dit lui-même, avait été fort négligée; il enchérissait encore sur ce qu'elle lui avait laissé de rude et d'inculte en apparence, et se montrait plus que de raison ignorant ou dédaigneux des usages du monde. Il se sentait ainsi plus à l'aise pour exprimer ses idées comme elles lui venaient, et surtout pour ne pas écrire comme un écrivain. C'est un don ajouté à tous les autres, que la nature a rarement refusé à la plupart des hommes remarquables. Il semble que cette faculté leur ait été donnée par-dessus le marché, pour la satisfaction des besoins de leur esprit et pour l'instruction des autres. On peut dire même qu'il n'est guère d'homme doué de quelque sentiment ou de quelque imagination qui ne trouve dans les occasions qui l'intéressent le mot propre, le tour convenable et même frappant pour exprimer sa passion; mais c'est surtout quand ils parlent des objets qui font l'occupation et la gloire de leur vie que des hommes comme Charlet, comme Puget, inventent de ces images et de ces expressions qui semblent interdites aux écrivains vulgaires. « Jamais probablement, dit M. de La Combe, Charlet n'a relu une de ses lettres, et on l'eût bien étonné, si on lui eût dit qu'elles pouvaient être publiées. *Mettez les points et les virgules*, disait-il, *je n'ai pas le temps*. Non-seulement les points et les virgules manquent, mais souvent des mots entiers. Et cependant que d'esprit, de cet esprit gaulois, franc, original! Quelle verve et quelle naïveté! quel heureux mélange d'idées bouffonnes même, unies aux pensées morales les plus élevées! Et tout cela sous une forme si colorée, si pittoresque, que sans aucun doute ces lettres auraient à perdre, si elles étaient châtiées. »

On remarquera que c'est surtout par un certain côté littéraire que Charlet a rencontré chez nous la popularité. Son talent de peintre n'était estimé que des connaisseurs, et on ne lui donnait guère que

le rang d'un habile caricaturiste. L'esprit de parti, l'opposition politique étaient aussi venus en aide à cette popularité au moment où il avait débuté. C'était en 1816 ou 1817, alors que les humiliations infligées à la France à la suite de nos désastres avaient exalté au plus haut point le sentiment national; mais rien ne contribua autant à son succès que ces légendes d'un comique si amusant qui accompagnent presque tous ses dessins, et dont une grande partie sont devenues des proverbes. Peut-être est-ce un don malheureux de notre race que cette manie de l'esprit qu'on veut mettre dans tout, et qui gâte tant d'ouvrages de littérature, où du moins cette recherche pourrait à la rigueur sembler plus à sa place : elle est mortelle dans la peinture, qui tire ses moyens d'effet d'une source toute différente. L'attention que vous sollicitez pour des idées ingénieuses distrait la pensée de la signification morale de l'image présentée aux yeux, de son sens mystérieux et profond, qui ne veut point être analysé, et qui excite la rêverie au moyen d'un langage particulier, qui n'est point celui de la langue écrite ou parlée. C'est donc un phénomène des plus rares que l'apparition de ces étonnantes productions douées au plus haut degré de tous les mérites de la peinture, et auxquelles une sorte d'explication amusante pour l'esprit n'enlève aucun des mérites inhérens à l'art. C'est le contraire de ce qu'on a récemment appelé, dans un jargon emprunté aux Anglais, des *illustrations*, où le peintre s'empare de l'idée du poète pour la commenter à sa façon : chez Charlet, c'est sa création de peintre qu'il semble résumer pour l'esprit de tout le monde par un mot piquant ou philosophique.

Que de dessins admirables et que de charmantes idées, que de sentiment et que de verve, que de scènes comiques ou attendrissantes dans cette vaste comédie humaine, dans ces images doublement parlantes qui s'adressent au cœur et à l'esprit! Les personnages de Charlet sont à lui; ils ont la tournure et l'accent qu'il a voulus. Il ne connaît pas ce tourment de l'auteur dramatique obligé de confier le sort, c'est-à-dire l'effet, l'expression de ses idées, au hasard de l'exécution sur la scène, celle de l'acteur en un mot qui, changeant de perruque sans changer de masque, vient rendre sous les mêmes traits et presque avec les mêmes inflexions de voix le rôle d'un Tartufe et d'un Ariste, celui d'un Alceste et d'un Purgon. Molière lui-même était, dit-on, un médiocre interprète de ses propres pièces, et il est probable que les acteurs les plus admirables ne l'eussent pas facilement contenté. Tout au contraire il ne faut au peintre qu'un cadre et la lumière suffisante pour éclairer son tableau. Charlet est plus heureux encore : ses productions, comme celles du poète, peuvent se voir partout; elles se répandent comme

les écrits, avec cette différence qu'elles parlent aux yeux et à l'esprit en même temps.

Les types de Charlet sont de ceux qu'on n'oublie point, et la variété en est infinie. Il n'a jamais répété ni la même tête ni le même ajustement. Qui croirait qu'en ne représentant que des soldats, des ouvriers, des gamins de Paris, il ait pu trouver dans la tournure et dans le costume des différences aussi frappantes? Dans ses dessins, le dragon ne ressemble ni au lancier ni au grenadier; il semble qu'ils aient tous la physionomie de leur arme, comme ils en ont l'uniforme. Loin d'être des caricatures, ce sont de véritables portraits auxquels il ne manque qu'un nom : encore lui arrive-t-il quelquefois de leur en donner un de sa façon dans sa spirituelle légende, afin de les faire vivre tout à fait.

Son talent n'avait point eu d'aurore; il est arrivé tout armé, pourvu de ce don d'imaginer et d'exécuter qui fait les grands artistes. Il a même cela de remarquable que la première période de son talent est celle où ce talent est le plus magistral. Dans des sujets aussi simples et, ce qu'il y a de plus difficile, dans la représentation de scènes vulgaires dont les modèles sont sous nos yeux, Charlet a le secret d'unir la grandeur au naturel. En parcourant cette suite de magnifiques dessins qui ont marqué surtout la première époque de son talent, on cherche involontairement ce qu'on peut lui préférer chez les plus grands maîtres sous le rapport de la simplicité de la conception et de l'ampleur du dessin. L'illustre Gros, pour qui il professait tant d'admiration, avait déjà donné l'exemple de cette grandeur et de cet idéal dans les figures militaires de ses vastes tableaux. Charlet retrouve ces mérites dans de simples dessins, mais avec infiniment plus de naturel et de vérité. Dans le temps où il produisit ces merveilles, il n'avait pas encore éprouvé le besoin d'enchérir sur l'effet de sa composition par des explications adressées à cette partie du public à laquelle l'art ne parlerait pas suffisamment; il ne met qu'un titre : *l'Aumône*, *le Menuet*, *le Soldat musicien*, etc.; encore se dispense-t-il le plus souvent de cette simple indication.

Ces réflexions s'appliquent surtout, comme nous l'avons dit, aux ouvrages de son plus beau temps. Il prit assez tôt l'habitude d'une exécution plus preste et plus habile : habile ne devrait pas être le mot, car le comble de l'habileté, n'est-ce pas d'arriver à l'effet par la simplicité des moyens? Et c'est la qualité qui caractérise entre toutes les dessins de sa première manière, alors qu'il s'inquiétait peut-être moins de plaire que d'exprimer fortement ses idées. Un peu plus tard, l'adresse de la main, devenue plus remarquable, l'entraînait souvent dans une exécution dont la précision et la délicatesse ne sont pas exemptes d'une certaine coquetterie. Cette

adresse merveilleuse n'enlevait rien du reste à la franchise de ses inventions. La composition, plus spirituelle quelquefois par l'intention, n'en demeure pas moins profonde et incisive, sans rien de hâté ou de négligé. Il semblerait aussi qu'il fût plus soigneux, à mesure que ses dessins se répandaient davantage, de donner à sa pensée plus de clarté et plus de fini, pour la rendre plus accessible à la foule; mais cette pensée se retrouve toujours à travers les variations de son exécution.

Charlet travaillait continuellement, moins pour augmenter ses minces ressources que pour céder au besoin impérieux de produire. Sa merveilleuse aptitude à inventer le rendait aussi plus difficile pour ses ouvrages. Il se dégoûtait souvent d'une œuvre commencée et se trompait même quelquefois sur la valeur de ce qu'il avait jeté sur la pierre ou sur le papier. Il lui arrivait de déchirer brusquement des dessins que les amateurs trouvaient admirables; il les recommençait alors, mais sans se répéter. On a une foule de variantes de ses lithographies; il est curieux de les suivre dans ces aspects différens de la même pensée. Ces remaniemens nombreux le sont devenus bien davantage quand il s'est mis à faire de la peinture. La pratique de la lithographie, où les retouches sont presque impossibles et enlèvent toujours au dessin une partie de sa fraîcheur, le portait, quand il était mécontent, à recommencer son dessin sur une pierre différente. Dans le tableau au contraire, où la toile plus complaisante se prête facilement aux repentirs du maître, Charlet arrivait plus difficilement encore à se satisfaire. Un tableau demande des préparations, des essais nombreux; la nécessité de mettre d'accord l'ensemble de ses parties rend impossible tout ce qui paraît improvisation et premier jet. Dans le cadre restreint d'un dessin, la pensée de l'artiste, concentrée sur un petit nombre d'objets et par conséquent de difficultés, embrasse en quelque sorte le sujet et les moyens de le rendre avec plus de netteté. Il n'en est pas de même dans un tableau, où ces difficultés s'accroissent en raison de la dimension, où les exigences de l'effet et surtout de la couleur présentent à l'artiste une foule de problèmes nouveaux qui tiennent en échec la verve et la facilité de la main. Charlet ne s'était pas familiarisé de bonne heure avec ces difficultés toutes spéciales; elles étonnèrent son génie, et s'il s'opiniâtra à continuer de peindre, ce fut sans doute par une secrète indignation de voir tant de médiocres peintres se trouver à l'aise au milieu de difficultés qu'il ne croyait jamais avoir suffisamment surmontées. Plus exigeant encore pour lui-même dans ses tableaux et peu confiant dans son inspiration ordinaire, il lui arriva souvent d'effacer d'admirables morceaux qu'il ne remplaçait pas toujours avec plus de bonheur. Cette marche

contrainte ne laissait au reste aucune trace dans le résultat de ces remaniemens multipliés.

Qni ne se rappelle cette admirable *Retraite de Russie*, qui a été sa production la plus éclatante dans ce genre? La conception de ce tableau est vraiment effrayante; le cœur se serre devant cette immense solitude marquée çà et là par des formes humaines ensevelies sous la neige, sinistres jalons de cette marche désolée. Charlet l'intitule modestement *Épisode*. Ce n'est pas un épisode, c'est un poème tout entier; ce n'est ni la retraite de Ney, ni la Bérésina; ce n'est ni Murat, ni Eugène, ni Napoléon lui-même, déjà disparu de ce lugubre théâtre, emportant sa part de l'horrible désespoir qui précipite ces cent mille malheureux : c'est l'armée d'Austerlitz et d'Iéna, devenue une horde hideuse, sans lois, sans discipline, sans autre lien que le malheur commun. Dans cette toile semée de détails poignans, rien ne distrait l'esprit de la puissante unité de la conception, et l'exécution en est pleine de nerf et de vérité malgré ces tâtonnemens dont nous avons parlé. Ce qui conserve aux tableaux de Charlet autant de franchise qu'à ses autres œuvres, c'est qu'au lieu de retoucher des morceaux séparés ou de les compléter, il aimait mieux recommencer entièrement de grandes parties, et retrouvait ainsi pour finir tout l'entrain qu'il avait apporté en commençant.

Il ne faudrait pas confondre cet entrain et cette verve, sans laquelle il ne pouvait rien produire, avec ce qu'on a chez lui appelé son talent d'improvisation. Les grands génies ont rarement improvisé. Si l'on rencontre quelquefois dans de beaux ouvrages de ces parties dans lesquelles la conception, l'arrangement et l'exécution ont marché comme de concert, ces parties sont en petit nombre et se comptent facilement, même chez les hommes privilégiés. Eh quoi! improviser, c'est-à-dire ébaucher et finir dans le même temps, contenter l'imagination et la réflexion du même jet, de la même haleine, sans hésitation ni faiblesse, ce serait, pour un mortel, parler la langue des dieux comme sa langue de tous les jours! Connaît-on bien tout ce que le talent a de ressources, même pour cacher ses efforts, et qui pourra dire ce que tel passage admirable a coûté? La meilleure preuve de ce labeur persévérant dont les grands esprits gardent le secret, c'est la rareté des beaux ouvrages: elle n'est pas moins frappante dans le grand nombre de ceux qu'engendre facilement, il est vrai, une prétendue et déplorable improvisation. Tout au plus ce qu'on pourrait appeler improvisation chez le peintre serait-il la fougue de l'exécution sans retouches ni repentirs; mais sans l'ébauche, et sans l'ébauche savante et calculée en vue de l'achèvement définitif, ce tour de force serait impossible

même à un artiste comme Tintoret, qui passe pour le plus fougueux des peintres, et à Rubens lui-même. Chez ce dernier en particulier, ce travail suprême, ces dernières touches qui complètent la pensée de l'artiste ne sont pas, comme on pourrait le croire à leur force et à leur fermeté, le travail qui a excité au plus haut point la verve créatrice du peintre. C'est dans la conception de l'ensemble dès les premiers linéamens du tableau, c'est surtout dans l'arrangement des parties qui le composent que s'est exercée la plus puissante de ses facultés; c'est là qu'il a vraiment travaillé. Son exécution, si sûre d'ailleurs et si passionnée, n'était qu'un jeu pour un homme comme Rubens, quand il s'était rendu maître de son sujet, quand l'idée, en quête d'elle-même, si l'on peut parler ainsi, était devenue claire dans son esprit.

Ces réflexions peuvent s'appliquer à cette faculté d'improviser qu'on a attribuée à Charlet à cause de son extrême facilité. Devant cette pierre entièrement blanche, sur laquelle il traçait à peine quelques points pour se reconnaître, il lui arrivait souvent de commencer son dessin par une tête ou toute autre partie, qu'il finissait presque sans y revenir. Le caractère, le mouvement semblaient lui venir d'eux-mêmes, et il les accusait avec autant de sûreté que s'il eût rendu un modèle posé devant lui; mais était-ce bien là tout son travail et tout l'effort de sa pensée? Ses modèles avaient effectivement posé devant lui, il les avait cherchés et découverts : il s'était attablé avec eux, il avait surpris dans leurs confidences et sur leur visage tout ce qu'il lui fallait pour donner la vie à son dessin; il ne s'était séparé de son invalide, de son cuirassier ou de son hussard qu'après se l'être approprié en quelque sorte, et il venait résumer devant sa table ou à son chevalet tout ce qu'il avait voulu en conserver, c'est-à-dire un type plus comique et plus intéressant que l'original lui-même.

C'est le nombre vraiment extraordinaire de ses ouvrages qui a fait penser à tout le monde que Charlet improvisait. Sa vie n'a pas été bien longue, et il semble, à voir ce qu'il a laissé, qu'il ait vécu trois âges d'homme. Son pieux historien, dans un catalogue consciencieux et parfaitement raisonné, a noté le nombre de ses lithographies : un travail plus curieux peut-être eût été de compter le nombre de ses chefs-d'œuvre, qui est prodigieux. Il serait impossible de trouver la trace de ses innombrables aquarelles et de ses tableaux, qui se sont répandus dans toute l'Europe. Il y a peu d'années encore, la Bibliothèque ne contenait que de rares échantillons d'un maître si fécond et qui honore la France à si juste titre; nous apprenons que cette lacune a été comblée en partie à la suite de la vente récente d'une riche collection.

Charlet est de la lignée de ces immortels railleurs qui s'attaquent au ridicule ou au vice plus sûrement que les prédicateurs de vertu. Qui croirait que de simples dessins puissent arriver à un comique aussi profond et résumer dans une simple feuille tout un caractère et presque toute une action? Ses figures sont si frappantes et si vraies, le point où il saisit son personnage, l'entourage qu'il lui donne, figures ou accessoires, est tellement celui qui doit faire ressortir l'idée, que je n'hésite pas à le placer, pour la peinture des caractères, à côté de Molière et de La Fontaine. Le langage dans lequel il s'est exprimé n'est pas celui de ces hommes divins; mais son image est aussi pénétrante que leur prose ou que leurs vers. Il ne farde point, il *n'embellit point*. Il est impitoyable pour l'affectation et la fausse sensibilité. Il ne prend le mot d'aucune coterie humanitaire. Encore moins a-t-il été un homme de salon : la robuste complexion de son esprit ne pouvait s'accommoder de cette singulière société qui ne vit qu'aux bougies et qui ne voit la nature qu'à travers l'Opéra, qui méprise Rubens et trouve le beau dans les poses d'une danseuse. Méconnu de ce monde factice auquel ses ouvrages n'arrivaient même pas, on a vu qu'il n'avait pas trouvé chez ce qu'on appelle le public un accueil bien sympathique (1). Un bon nombre de belles planches sont restées chez l'éditeur sans trouver d'acheteurs. Il a cru souvent s'être trompé, et il lui arrivait de s'en prendre à lui-même autant qu'à la sottise qui l'avait dédaigné. Après la suite admirable de lithographies dans laquelle il a retracé les costumes de la garde impériale, il avait entrepris un travail analogue sur ceux de l'ancienne armée de ligne, et il avait intitulé ce recueil *la Vieille armée française*. Il en fit douze pour commencer, et au bout de trois mois il en avait vendu pour 24 francs. Déconcerté par ce mauvais succès, il s'était rendu chez l'éditeur et s'était fait apporter et ranger devant lui les pierres malencontreuses, pour les retoucher, disait-il. Au bout de quelques instans, les douze dessins étaient grattés sans pitié, et tout espoir de les conserver complétement anéanti. Les épreuves qui restent de cet essai sont d'une grande rareté, comme on peut croire, et recherchées avec empressement, ainsi que beaucoup d'autres planches effacées aussi ou abandonnées sans avoir été achevées.

Charlet n'a pas vu de discussions s'élever sur ses naïfs chefs-d'œuvre : le public ne se doutait pas de son mérite, qui n'a été apprécié que des seuls artistes. Il leur était impossible de méconnaître cette supériorité de main et d'intelligence. Plusieurs de ceux qui

(1) « Le bon sens des masses est admirable, disait Charlet, mais elles se trompent presque toujours. »

se croyaient placés dans une sphère plus élevée de l'art ont applaudi à son talent sans lui faire l'honneur d'en être jaloux, et son genre en apparence restreint, dans un temps où l'on admirait avant tout l'habileté dépensée sur des toiles gigantesques, l'a sauvé des critiques aveugles ou malveillantes. Sa gloire brillerait bien vite aujourd'hui de tout l'éclat qu'elle ne peut manquer d'obtenir tôt ou tard, si ses ouvrages étaient de la nature de ceux qu'on peut retrouver dans des galeries ou des monumens. Ceux-là parlent pour l'artiste après qu'il a disparu : il n'est pas besoin que des voix émues s'élèvent pour le rappeler à la mémoire des générations qui se succèdent. Les gravures, les dessins se perdent dans les cartons des amateurs, et ne voient plus guère la lumière comme au temps où ils ont été produits et où on les trouvait exposés partout. Celui qui écrit ces lignes sait, comme tous ceux qui aiment la peinture, combien sont insuffisans de froids panégyriques ou des descriptions pour donner seulement une idée de beaux ouvrages produits par le crayon ou par le pinceau. Il aurait désiré présenter une analyse de quelques-unes de ces merveilles du génie de Charlet dans lesquelles ce grand artiste a touché si souvent au sublime de l'émotion. Il a été effrayé de son impuissance et de la difficulté d'une tâche si ingrate, et enfin complétement détourné en pensant au nombre infini de belles pièces qu'il lui eût fallu citer. Quant à cette partie du public qui ne demande pas mieux que de s'instruire sur cette gloire encore voilée, c'est lui rendre un service véritable que de la renvoyer à l'ouvrage même de M. de La Combe; on y trouvera sur la personne de Charlet et sur ses ouvrages des informations qu'on ne peut trouver ailleurs, et qui sont le produit des recherches les plus consciencieuses. On y trouvera surtout les précieuses lettres qui donnent une idée si originale et si caractéristique de son esprit. Rabelais eût écrit ainsi, s'il eût vécu dans notre temps.

EUGÈNE DELACROIX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre 1861.

Nous voyons s'achever tristement une année qui certes n'aura pas place parmi les olympiades brillantes et heureuses de ce siècle. La fâcheuse originalité de cette date de 1861, c'est d'avoir étendu à la plus jeune des sociétés modernes, à la grande république américaine, le malaise, l'incertitude, le travail de dissolution, l'esprit d'incohérence et d'extravagance dont souffre la caduque Europe. Le spectacle de la crise des États-Unis ne semble pas fait pour nous rendre plus sages ou mieux assurés dans nos voies de ce côté-ci de l'Atlantique. Manquant à la fois de prudence et d'entrain, nous ne finissons point les questions commencées. Nous ne savons si nous devons nous préparer à de nouvelles luttes militaires, ou si nous devons aborder avec une confiante ardeur les œuvres de la paix. L'esprit de révolution est aussi hésitant, on dirait presque aussi fatigué, que l'esprit de conservation. La mort d'un homme dont la figure grandit à vue d'œil de l'autre côté de la tombe a troublé et paralysé la révolution italienne. Faute d'hommes, les nationalités militantes et souffrantes s'arrêtent et vacillent dans les luttes qu'elles ont entreprises. Faute d'hommes, les gouvernemens ne peuvent ni prévenir ni surmonter les embarras qui grossissent devant eux.

Un mal singulier a d'ailleurs atteint tous les gouvernemens à la fois, le mal des finances surmenées, gaspillées, dilapidées. Presque tous les états s'aperçoivent en même temps qu'ils ont fait une consommation ruineuse de capitaux, et cependant ils n'ont ni la sagesse ni la force de s'arrêter dans leurs dépenses. Si l'on part de la Turquie pour aller jusqu'aux États-Unis, dans tous les pays on voit la plaie financière béante. La Turquie est victime d'une misérable dette flottante de 2 ou 300 millions; mais ces pauvres Turcs, que l'on dit exaspérés, sont au fond devenus si dociles sous la cruelle discipline de la misère, qu'en vendant une portion des immenses biens du clergé musulman, en aliénant des *wakoufs,* il ne serait pas difficile, si l'on

s'y appliquait sérieusement, de tirer le trésor ottoman de la gêne et de rétablir un ordre quelconque dans l'empire. Après les finances de la Turquie, les plus mauvaises de l'Europe sont celles de la Russie. La Russie est un pays riche assurément; ses misères financières n'accusent que l'impéritie de son gouvernement, lequel, après avoir sollicité pour les voies ferrées le concours des capitaux étrangers, a cru habile de faire perdre soixante millions aux capitalistes qui avaient répondu à son appel. Les finances autrichiennes sont plus mal famées que celles de la Russie : c'est à tort; elles sont pitoyables sans doute, mais du moins on n'en dérobe pas les misères à la publicité. L'Autriche vient de faire sa confession financière devant le *Reichsrath;* c'est une récapitulation de déficit annuels considérables qui n'ont pas cessé depuis quatorze ans : le crédit faisant radicalement défaut, la confiance et la bonne harmonie manquant à la situation politique, on ne sait comment l'Autriche pourra conjurer ces désastres. L'Italie, pour deux exercices seulement, 1861 et 1862, annonce un déficit de 700 millions. Il est vrai qu'elle comble cette lacune avec des ressources provenant des emprunts négociés, qui s'élèvent à environ 550 millions, et qu'elle compte pourvoir au reste avec des impôts : situation très délicate, mais qui serait promptement sauvée, si la politique ne jouait pas de mauvais tours à l'Italie. Nous ne parlons pas de la France, qui a peu d'efforts à faire, des impôts nouveaux à créer, un emprunt à négocier, pour éviter le danger qu'elle a entrevu. Nous ne parlons pas de l'Angleterre, qui en un mois vient, dit-on, de dépenser de 3 à 4 millions sterling en armemens maritimes, et qui, lors même que son conflit avec les États-Unis n'irait pas jusqu'à la guerre, aura probablement de ce chef à ajouter quelques *pence* par livre à son *income-tax.* Nous ne parlons pas de l'Espagne, dont les finances dans ces derniers temps avaient paru s'améliorer, mais qui, malgré sa fierté proverbiale, ne craint pas de compromettre son crédit renaissant en manquant aux engagemens qu'elle avait pris envers les victimes de ses anciennes banqueroutes. Restent les États-Unis, qui cette année, en prodigalités financières comme en convulsions politiques, dépassent tout le monde. En moins de deux ans de guerre civile, les États-Unis auront dépensé plus de 3 milliards. D'un bond, ils seront arrivés à se donner une dette fédérale énorme. Profond désordre moral et manque de décision et d'énergie, vaste déperdition des forces économiques du monde constatée par l'épuisement de toutes les finances publiques, voilà, au point de vue politique, le fond de l'année 1861. En même temps disparaissent des hommes qui donnaient du ton aux pays auxquels ils appartenaient ou en maintenaient discrètement l'équilibre : il y a quelques mois, le comte de Cavour; il y a quelques jours, le prince Albert. Le drame, en se traînant, se complique, et quelques-uns des personnages qui avaient le plus d'influence sur la conduite de l'action ont disparu. 1861 transmet à 1862 un pénible héritage.

Le legs le plus redoutable de l'année qui expire est la querelle anglo-américaine provoquée par l'affaire du *Trent*. L'issue de ce conflit peut être si grave qu'il est impossible que l'attention ne se détourne point des affaires intérieures de l'Europe pour s'absorber sur les nouvelles d'Amérique jusqu'à ce que les choses aient pris enfin un tour décisif. La menace de ce terrible duel des deux fractions de la race anglo-saxonne tient le monde entier en suspens. Cette année se ferme sans que nous sachions encore si les États-Unis accorderont la réparation qui leur est demandée par l'Angleterre. Les dernières dépêches disent bien, d'après les journaux de New-York, que le gouvernement de M. Lincoln ne rendra pas la liberté à MM. Mason et Slidell; mais les affirmations de la presse de New-York n'ont aucun caractère officiel, et nous restons encore dans le doute. Il nous est cependant difficile d'espérer que le gouvernement américain enlève du premier coup tout prétexte à la guerre par la restitution des commissaires du sud. Les manifestations populaires si favorables au capitaine Wilkes, les approbations officielles données à cet officier, la promotion qui l'a récompensé, le caractère des prisonniers considérés par la masse des unionistes non comme des ambassadeurs ennemis, mais comme de coupables rebelles, la situation du gouvernement américain, qui a besoin de toute sa force morale et de l'adhésion passionnée du peuple pour faire face à une si vaste guerre civile, tout donne à croire que le président et ses ministres ne pourront pas céder à la première sommation d'un gouvernement étranger contre lequel le peuple américain nourrit de si vives préventions. Il nous paraît donc probable qu'il ne sera pas donné satisfaction à l'ultimatum du cabinet anglais, et que lord Lyons quittera l'Amérique. La rupture des relations diplomatiques est un fait bien grave assurément; mais ce n'est point encore la guerre. C'est après le départ de lord Lyons, après les contre-propositions que le cabinet de Washington ne manquera pas d'adresser au gouvernement anglais, qu'il importera que l'opinion publique, non-seulement en Angleterre, mais en Europe, prenne en sérieuse considération la situation des États-Unis et la perspective de cette guerre dont on sera menacé.

Le gouvernement anglais, nous le savons, a posé la question sur un terrain de droit strict où en effet sa cause paraît si invincible qu'il ne lui semble pas permis de l'affaiblir par des concessions. L'Angleterre ne discute point la question de savoir si MM. Mason et Slidell pouvaient être considérés comme contrebande de guerre et pouvaient à ce titre être saisis à bord d'un navire neutre : l'Angleterre se borne à nier qu'un officier pût s'ériger en juge dans une telle cause, dont la décision ne devait appartenir qu'à une cour d'amirauté. Le capitaine Wilkes se substituant arbitrairement à l'autorité judiciaire, seule compétente pour donner un caractère légal à sa prise, l'Angleterre ne peut voir dans l'acte qu'il a commis sur le *Trent* qu'un fait de violence, qu'un outrage accompli contre le pavillon britannique. Enfermée dans ces termes de légalité rigoureuse, la protestation

et la revendication anglaises sont d'une justice inflexible et absolue; mais l'équité et même la politique permettent-elles ou conseillent-elles toujours de placer ainsi les questions dans d'infranchissables limites? N'y a-t-il pas des argumens qui, sans avoir une valeur juridique absolue, possèdent cependant en politique une influence très grande et parlent aux consciences au nom de l'équité? Par exemple cette affaire du *Trent* ne fournit-elle pas elle-même des argumens de cette nature? Nous en connaissons deux de cette sorte, celui que le capitaine Wilkes a exposé dans son rapport et celui que le général Scott a présenté dans sa lettre au consul des États-Unis à Paris. Le capitaine Wilkes explique dans son rapport que c'est pour ménager les intérêts anglais, des intérêts innocens, qu'il n'a pas voulu opérer la capture du *Trent*. La raison, au point de vue du droit, n'est pas sérieuse; mais, au point de vue pratique, n'est-il pas étrange que, si le capitaine américain eût fait subir un plus grave dommage aux intérêts anglais engagés dans le *Trent*, il eût échappé à la logique judiciaire dans laquelle les juristes britanniques enserrent la culpabilité de son acte? Il y a là une de ces contradictions morales que la politique a justement pour devoir de concilier, au lieu de les abandonner au recours aveugle de la force brutale. Il en est de même de l'argument du général Scott. Le vieux général disait que les États-Unis ne feraient pas difficulté de rendre les prisonniers, si de son côté l'Angleterre consentait à reconnaître en termes généraux le principe du droit des neutres, qui serait consacré par le fait spécial de cette restitution. Évidemment, dans la logique du droit, la condition mise par le général Scott à la réparation d'une injure particulière n'a pas de force. Il n'y a pas de connexité entre un acte injuste, dont le redressement est poursuivi, et la proclamation d'un principe général imposé en réciprocité à la partie offensée. Cependant la transaction suggérée par le général Scott, en dépit des légistes de chancellerie, a grande prise sur la conscience humaine. C'est encore un de ces cas où la politique doit bien peser si le *summum jus* n'est pas la *summa injuria*, et où la pensée de l'homme d'état doit s'élever au-dessus de la limite que se pose l'esprit d'un attorney ou d'un procureur.

Il nous semble impossible que l'Angleterre, qui a eu pendant un mois le temps de réfléchir mûrement aux conséquences d'une rupture brusque et violente avec les États-Unis, veuille aujourd'hui emprisonner l'Amérique et s'emprisonner elle-même dans un cercle de Popilius. L'on a dans ces derniers temps beaucoup parlé des anciennes injures que l'Angleterre a eu à souffrir de la part des États-Unis et des concessions réitérées qu'elle a cru devoir faire à d'autres époques à l'intraitable impétuosité américaine. L'on a ajouté qu'autrefois c'est l'intérêt du coton qui rendait l'Angleterre si accommodante, qu'aujourd'hui au contraire, les États-Unis étant déchirés par la guerre civile et la sortie du coton empêchée par le blocus des ports du sud, l'Angleterre est sollicitée par l'occasion et poussée par l'intérêt

à tirer des anciennes insultes une vengeance suprême. Ceux qui parlent ainsi calomnient l'Angleterre dans le passé, et, nous en avons confiance, la calomnient dans le présent. Au temps où elle a réglé ses derniers litiges avec les États-Unis dans un esprit de modération qu'on a étourdiment taxé de faiblesse, les ministres de l'Angleterre étaient sir Robert Peel, lord Aberdeen. Ce fut sous le grand ministère de sir Robert Peel que furent terminées les questions de l'Oregon et des frontières du Maine. Sir Robert Peel avec ses grandes conceptions économiques, lord Aberdeen avec son esprit élevé de justice, de conciliation et de paix, étaient placés bien au-dessus des tentations de l'intérêt sordide et des conseils d'une lâche pusillanimité. Nous le demandons à l'Angleterre actuelle : quelle était à cette époque la conduite qui devait être la plus profitable à sa véritable grandeur? N'est-ce pas celle que lord Aberdeen et sir Robert Peel ont suivie? L'Angleterre serait-elle bien aise aujourd'hui d'avoir sacrifié à la satisfaction d'humilier la jactance américaine ces pacifiques réformes de 1842 et de 1846 auxquelles elle a dû sa paix intérieure et sa prospérité au milieu des agitations qui depuis ont bouleversé le reste de l'Europe? En dépit de leurs émotions présentes, les Anglais feront bien de ne point oublier l'enseignement de ces beaux souvenirs. Ils feraient bien aussi, lorsqu'on les exhorte à profiter de la détresse des États-Unis pour les accabler au nom d'anciennes injures, de se reporter encore vers le passé.

Quels sont en Amérique les hommes qui se sont toujours montrés les ennemis arrogans de l'Angleterre? Ce sont les hommes du sud, qui ont eu le monopole du pouvoir pendant près d'un demi-siècle. Ce sont les hommes du sud, qui ont préconisé cette politique d'annexion qui menaçait l'Angleterre, politique de flibustiers, comme les Anglais l'appelaient avec tant de raison. Ce sont les hommes du sud, du parti de l'esclavage, qui favorisaient la traite et cherchaient aux croiseurs anglais de si mauvaises et de si fréquentes querelles. Quels sont au contraire parmi les Américains ceux qui avaient le plus d'affinité avec les aspirations généreuses de l'Angleterre, ceux qui étaient ses alliés naturels? Ce sont les hommes du nord, les républicains. Or, aujourd'hui que les hommes du sud, le parti de l'esclavage, le parti de la politique flibustière, le parti qui s'était fait un moyen de popularité de son insolence envers l'Angleterre a perdu le pouvoir et veut briser l'union uniquement parce qu'il a perdu le pouvoir, c'est au profit de ce parti et de ces hommes, qui étaient hier ses antagonistes acharnés, que l'Angleterre voudrait venger les injures qu'elle a reçues d'eux autrefois, en accablant de ses réclamations inexorables et de tout le poids de sa puissance maritime, qui? le parti qui lui a toujours été le plus favorable, le parti qui se rapproche le plus de ses principes, le parti du travail libre, le parti républicain! Parmi les contradictions dont nous a fatigués la politique contemporaine, il n'y en aurait pas de plus choquante et, nous le croyons aussi, de plus imprévoyante.

Il faut en effet que les peuples de l'Europe dont l'influence s'étend au-delà des mers, il faut que la France aussi bien que l'Angleterre prennent en considération l'avenir des États-Unis. Les puissances européennes, la France à leur tête, se sont hâtées, dans l'affaire du *Trent*, de se prononcer pour la légitimité des réclamations anglaises. Cette intervention morale dans le différend anglo-américain a été de notre part toute gratuite. La France, comme M. Thouvenel le rappelle dans sa dépêche du 3 décembre, est liée par des traités avec les États-Unis aux mêmes principes de droit maritime; l'Angleterre n'ayant pas admis ces principes, on pourrait comprendre que les États-Unis fissent à l'Angleterre l'application des règles de droit maritime qu'elle professe, sans que nous fussions autorisés par de tels actes à douter de la fidélité de la république américaine à remplir les obligations qu'elle a contractées envers nous. Nous ne regrettons pas cependant que la France et l'Europe aient fait connaître à l'Amérique leur pensée unanime sur l'affaire du *Trent*. Cette manifestation d'opinion peut être d'un grand secours pour le gouvernement de Washington. Il sera plus facile à ce gouvernement, qui a besoin de popularité, de consentir à des réparations lorsqu'il aura l'air de céder non plus seulement à un ultimatum appuyé d'une menace de guerre, mais à l'opinion unanime des gouvernemens amis et désintéressés de l'Europe. Nous voyons donc dans la dépêche de M. Thouvenel une marque effective d'intérêt donnée aux États-Unis. La France, si par malheur la guerre ne peut pas être prévenue, doit sans doute demeurer neutre; mais si elle pouvait quelque chose pour prévenir la guerre, qui ne souhaiterait de lui voir consacrer à une telle œuvre ses plus sincères efforts?

Nous ne pouvons assister avec indifférence à cette crise, qui menace de dissolution la partie la plus vivace de l'Amérique. Le cynisme avec lequel le sud semble avoir voulu lier pour toujours sa cause à celle de l'esclavage, le grand principe du travail libre sur lequel repose la prospérité du nord, ne permettent pas aux sentimens généreux d'hésiter entre les deux partis. Les plus pressans intérêts doivent nous faire désirer la prompte fin de cette crise, à laquelle une guerre étrangère donnerait une durée et des proportions plus dangereuses en augmentant les souffrances que l'Angleterre, la France et toute l'Europe en ressentent indirectement. Or la crise américaine ne peut finir que par le rétablissement de l'union. La doctrine sécessioniste, si elle était consacrée par le succès, serait pour les états de l'Amérique septentrionale, pour ceux du nord comme pour ceux du sud, une cause permanente de dissolution. Elle se reproduirait partout et à tout propos. L'état se séparerait de l'état, le comté du comté, la commune de la commune. On tomberait, comme dans l'Amérique méridionale, en une anarchie qui n'aurait pour remède que de mobiles dictatures, suscitées et renversées par la violence. Si la guerre civile actuelle se prolonge, ou si la fatalité veut qu'elle soit compliquée d'une guerre étrangère, le nord sera

obligé de recourir à l'abolition immédiate et radicale de l'esclavage, à la guerre servile, moyens suprêmes qui ne répareront pas le mal, mais qui consommeront la ruine du sud. On voit déjà par le dernier message du président Lincoln, et surtout par les propositions présentées et débattues au congrès, combien il est difficile au nord de se défendre contre la tendance qui mène à ces extrémités désespérées. Pour le dire en passant, depuis le commencement de cette lutte, on n'a pas été assez juste en Europe envers M. Lincoln et ses amis. On n'a pas tenu assez de compte de la réserve consciencieuse qu'ils ont apportée dans cette question de l'esclavage. Autant que cela dépendait d'eux, ils n'ont pas voulu la résoudre sommairement, dans le feu d'une guerre civile, au prix de cruelles incertitudes et de maux incalculables. Ils ont cherché à enlever à la violence la solution d'un si redoutable problème; ils se sont efforcés de resserrer le débat entre eux et les sécessionistes sur un terrain exclusivement politique, sur la question de savoir si le plus respectable de tous les contrats, celui de qui dépend l'existence d'un état constitué, peut être rompu au bon plaisir de l'un des contractans. Leur modération échouera peut-être, mais il importe de la reconnaître pour dégager leur responsabilité des terribles conséquences que peuvent avoir pour l'humanité les nécessités qui seraient créées aux États-Unis par les complications de la politique étrangère.

L'incident d'une guerre avec l'Angleterre serait d'autant plus déplorable qu'à l'heure qu'il est un grand événement militaire qui serait favorable à la cause du nord pourrait conduire plus rapidement qu'on n'a l'air de le croire en Europe au rétablissement de l'union. Qu'on n'oublie pas que les États-Unis sont dans un de ces accès révolutionnaires où l'effet moral est tout-puissant, où il suffit d'un accident pour renverser le courant des idées et des faits. Si le nord obtenait une éclatante revanche de la défaite de Bull Run, si l'on ne donnait pas au gouvernement de la confédération du sud le temps de s'enraciner dans l'esprit des masses inoffensives, si, après avoir brisé la force matérielle sur laquelle il s'appuie, on l'ébranlait dans l'opinion des hommes d'ordre en offrant à leurs intérêts de sérieuses garanties, il ne serait pas impossible que l'édifice sécessioniste s'écroulât comme une de ces fragiles constructions que le génie américain se plaît à élever en un jour. C'est peut-être au moment où le coup décisif allait être porté que les Américains seront surpris par la funeste diversion d'une guerre étrangère.

On sait en effet que la capitale de l'Union n'est plus qu'un vaste camp, et que les préparatifs militaires sont devenus l'unique préoccupation des états du nord. Après les étourderies du début, les Américains ont compris qu'une grande guerre ne s'organise pas comme une élection présidentielle. Les Américains participent de ce caractère de la race anglaise, ordinairement si lente à se préparer. L'événement montrera s'ils ont hérité aussi de la persévérance britannique. D'ailleurs, par la manière dont elle est levée et organisée, par sa composition et son esprit, l'armée actuelle des États-Unis

ne ressemble à rien de ce que l'Europe connaît. L'esprit démocratique et mercantile, par un phénomène curieux, y a produit des combinaisons qui pour nous se rattachent aux temps de la féodalité et de l'ancien régime. On y voit, comme dans l'ancienne organisation militaire de la France, si bien exposée dans l'excellente *Histoire de Louvois* que vient de publier M. Camille Rousset, des compagnies formées à l'entreprise et des espèces de colonels propriétaires. Pour s'y introduire, la discipline a eu à lutter contre l'influence des mœurs civiles des États-Unis, contre le système d'élection des officiers par les volontaires, et contre l'autorité jalouse des gouverneurs d'états intervenant entre les troupes et le pouvoir central : curieuse armée, dont on ne saurait dire si elle est une armée de mercenaires, ou une armée nationale, ou une armée de volontaires. Ce sont des mercenaires, comme les appellent les gens du sud, puisqu'ils prennent la profession des armes pour vivre et spéculent sur la haute paie qu'ils reçoivent; mais comment les appeler des mercenaires, puisqu'ils ne sont pas des étrangers? Les soldats que l'Union a rassemblés par centaines de mille représentent tout aussi bien qu'une armée de conscrits toutes les classes qui composent la nation et en reflètent l'esprit. Ils comptent, il est vrai, dans leurs rangs cinquante ou soixante mille Européens; ce n'est qu'une juste proportion accordée à la population des émigrans, qui, établis depuis quelque temps aux États-Unis font déjà partie de la nation et commencent à jouer un rôle important dans toutes ses affaires. Le soldat américain a enfin du volontaire l'inexpérience et l'impatience de la discipline; mais il a moins d'enthousiasme que lui. On le dit en revanche intelligent et dur à la fatigue. Singuliers élémens avec lesquels le général Mac-Clellan, en s'aidant des officiers et des soldats des anciennes troupes régulières aguerries par la vie des prairies, compose une armée qui peut devenir formidable, et qui semble appelée à exercer sur les destinées des États-Unis reconstitués une sérieuse influence, quoique voilée encore par les incertitudes mystérieuses de l'avenir!

L'esprit public peut difficilement porter à la fois deux grandes préoccupations, et nous ne serions pas surpris que l'anxiété causée par les affaires d'Amérique eût fait tort à la grande question qui était, il y a quelques jours, soumise aux délibérations de notre sénat.

Nous l'avouerons sans détour, la discussion du sénatus-consulte qui doit introduire une plus étroite régularité dans la confection et le vote de nos budgets n'a point répondu à notre attente. Nous nous étions figuré que l'initiative prise à cet égard par le gouvernement, et dont l'empereur a laissé publiquement l'honneur à M. Fould, devait exciter dans nos assemblées politiques une généreuse émulation. Un grand objet leur était proposé : établir les finances de la France sur des bases puissantes et stables, contenir les dépenses dans les limites des ressources, rendre à notre politique financière sa liberté d'action, en l'affranchissant autant que possible de ces dettes exigibles à courte échéance qui mettent un pays à la merci de cir-

constances imprévues, et, par cette application à la réforme des finances publiques qui est le devoir et l'œuvre féconde des temps de paix, imprimer une impulsion plus saine à l'activité industrielle et commerciale de la nation. Il nous semblait que lorsqu'un tel appel était adressé par le gouvernement aux assemblées politiques, il n'était personne qui ne dût l'accueillir avec joie. Nous nous imaginions que chacun ferait preuve de zèle, d'abord pour bien comprendre la pensée du gouvernement, ensuite pour en seconder la réalisation.

Nous regrettons de le dire : le public n'a pas trouvé dans les discours qui ont été prononcés au sénat cette sorte d'électricité morale par laquelle un mouvement d'opinion s'associe à une heureuse entreprise politique. Il ne semble pas que la question principale ait été bien saisie par ceux des sénateurs qui ont pris part à la discussion. Chose bizarre, quoique les votes fussent acquis à la proposition du gouvernement, les discours trahissaient une sorte de mauvaise humeur ou une maussade hésitation de pensée. On avait l'air de se réveiller de mauvaise grâce, et de ne pas vouloir croire aux difficultés, aux dangers de la situation financière où les vieux erremens nous avaient conduits. On était visiblement mécontent d'apprendre que tout n'allait pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Il y a en France des courans bien contradictoires. Il est des temps où le dénigrement est universellement à l'ordre du jour, où nous mettons une émulation maladive à nous décrier nous-mêmes sous toutes les formes, à nous rabaisser sur tous les points. Il en est d'autres où nous nous épuisons en adulations sur notre propre compte, où nous nous admirons avec une infatigable complaisance, où toutes les bouches officielles, tous les organes de la publicité se croient tenus de célébrer à l'envi, et à tout propos, nos mérites, notre suprématie, notre gloire. Dans certaines régions de notre monde politique, on était évidemment dans une de ces veines de béatitude enchantée; l'on y a su mauvais gré à M. Fould d'avoir troublé un beau songe. Sans doute l'on n'a eu que de l'admiration pour les lettres adressées par l'empereur au ministre d'état et au ministre des finances; mais le terrible mémoire dont l'empereur a autorisé la publication semble n'avoir été pour certaines gens qu'une révélation malencontreuse.

C'est à ce conflit de sentimens froissés et d'illusions contrariées que nous attribuons le ton chagrin et la stérilité de certains discours prononcés au sénat. Au lieu d'attaquer de front la question principale et d'entrer de bon cœur dans la voie ouverte par le gouvernement, on s'est égaré dans des préoccupations rétrospectives, dans des apologies mesquines. La renonciation aux crédits supplémentaires et extraordinaires par décrets, le vote du budget par grandes sections ne seraient-ils pas un retour au régime parlementaire et au système de la responsabilité des ministres? Voilà par exemple une des questions dont on s'est le plus ému. Ce n'est point un retour au régime parlementaire, c'est au contraire l'abrogation d'une tradition de

ce régime, — a dit victorieusement M. Troplong dans son rapport sur le projet de sénatus-consulte, et cependant l'autorité du président du sénat n'a pu rassurer M. Brenier sur les périls que court la constitution! Puis, comme si l'on répondait à nous ne savons quels invisibles et muets adversaires, on s'est cru obligé de défendre la politique financière de l'empire depuis son origine; on a rappelé les 2 milliards empruntés sur rentes consolidées, et s'appropriant généreusement le mot célèbre d'une autre époque, la France est assez riche pour payer sa gloire, on s'est écrié : « Est-ce donc un argent mal placé que celui qui sert à payer tant de gloire, de grandeur et de générosité? » Argent bien placé assurément, s'écrie un honorable sénateur, M. Bonjean, car il a révélé la richesse de la France, il a utilisé les épargnes du pays, épargnes si considérables que nous avons pu, suivant cet économiste enthousiaste, prêter en outre 5 milliards aux gouvernemens ou aux entreprises industrielles des autres pays, et que nous sommes devenus les banquiers de l'Europe. Enfin il n'est pas jusqu'à la dette flottante qui n'ait fourni matière à de consolantes répliques. Comparant le chiffre actuel des découverts à celui qu'ils avaient atteint sous de précédens régimes, on a prétendu que pour la plus grande partie on n'avait fait qu'hériter des dettes de ces régimes, auxquelles on n'avait tout au plus ajouté que 300 millions. Passant ensuite aux moyens de trésorerie à l'aide desquels ces découverts se transforment en dette flottante, l'on a témoigné presque l'intention de soutenir que ces moyens de trésorerie sont en quelque sorte des prêts forcés que le gouvernement est contraint de subir. L'état, un emprunteur nécessiteux! Quelle erreur! Il est débiteur malgré lui.

A nos yeux, ce n'est point dans ces diversions qu'était le véritable intérêt du débat, la vraie question à laquelle on devait s'efforcer d'attacher l'opinion publique. Nous n'avons aucun goût à conjecturer quelles seront les conséquences constitutionnelles de la renonciation par laquelle la couronne abandonne le droit de décréter des crédits, et de l'accroissement d'attributions que le corps législatif vient de recevoir. C'est à la pratique que se font, à vrai dire, les institutions politiques, et nous attendons patiemment que l'expérience nous apprenne la vertu de développement que le sénatus-consulte récemment adopté peut inculquer à la constitution. De même nous ne voyons aucune utilité à ces récapitulations complaisantes des emprunts contractés depuis dix ans; une seule réflexion au sujet de ces emprunts eût été opportune : à quel taux ont-ils été négociés? En moyenne, on n'a guère emprunté depuis dix ans qu'aux environs de 60 francs, tandis que le dernier emprunt négocié avant 1848 avait été placé à 75. Il y a dans ce rapprochement une leçon de modestie pour le présent, dont il est bon de profiter pour s'appliquer plus résolûment à la réforme des finances. Nous ne saisissons pas davantage la justesse des distinctions que l'on fait sur les découverts et le motif de gloire ou d'excuse que l'on prétend tirer de ces

legs d'arriéré que l'on impute aux anciens régimes. Nous n'avons pas à défendre la politique financière antérieure à 1848; elle a été justifiée dans la *Revue* par deux de ses organes naturels, M. Vitet et M. Dumon, et tout le monde sait que le découvert de 1848 allait être ramené dans de rassurantes limites par un emprunt dont les versemens furent interrompus par la révolution de février. Quand on a soi-même emprunté deux milliards, il semble que l'on eût dû avoir des ressources suffisantes pour atténuer même les découverts légués par le passé. D'ailleurs on a consolidé plus de 200 millions sur les découverts de 1857 avec les 100 millions du nouveau capital de la Banque de France et les rentes fournies à la caisse de la dotation de l'armée, et si l'on trouve quelque intérêt à comparer la dette flottante d'un régime avec la dette flottante d'un autre, il serait certes équitable de rappeler pour mémoire cette consolidation récente. Enfin nous sommes loin d'admettre que le trésor soit en quelque sorte obligé, comme on a affecté de le dire, par les ressources qui s'imposent à lui, d'entretenir une énorme dette flottante. Ceux qui professent cette opinion apportent dans l'appréciation de ces questions l'optimisme routinier de l'esprit administratif, au lieu de s'inspirer de l'esprit sagace des affaires. D'abord il est connu de tous ceux qui sont mêlés aux mouvemens du marché financier que, bien loin de se contenter des ressources qui lui arrivent naturellement par les comptes-courans des receveurs-généraux, par les fonds des communes, par les caisses d'épargne, le trésor a sollicité d'autres ressources. Qu'est-ce par exemple que le compte-courant du crédit foncier, le compte-courant de certaines compagnies de chemins de fer? Ensuite il n'est nullement exact qu'une bonne politique financière ne conseille pas au gouvernement de restreindre certaines charges qui s'imposent à lui : sans parler des fonds de dépôt du crédit foncier, dont il pourrait fort bien se passer, pourquoi l'état s'astreindrait-il à maintenir à 1,000 francs le maximum des livrets de caisses d'épargne et ne réduirait-il pas même de moitié ce maximum? Dans un temps où l'on semble avoir renoncé à l'amortissement, il ne serait pas indifférent, par la même mesure, de décharger les responsabilités du trésor et de reporter vers les fonds publics un courant de petits capitaux qui jusqu'à un certain point y ferait la fonction de l'amortissement, aujourd'hui tombé en désuétude.

Le véritable intérêt de la discussion était dans l'équilibre financier que l'on se propose de rétablir. Il y avait jusqu'à présent deux budgets, le budget voté, le budget normal, et le budget décrété, le budget irrégulier. Il n'y avait de ressources régulières et prévues que pour le premier; le second était, pour les ressources, livré à la tentation et à l'imprévu des moyens de trésorerie. Ni les chambres ni le pays ne pouvaient chaque année balancer avec précision et les ressources du revenu public et les dépenses totales de l'année. De là pour le gouvernement et pour le pays une tendance maladive à dépenser plus que le revenu, si bien qu'un budget sur dix se soldant en équilibre pouvait passer pour un phénomène. De là

la triste nécessité pour le gouvernement de venir emprunter au-delà de toute mesure sur le marché des capitaux flottans, d'y faire concurrence au crédit commercial, auquel ces capitaux appartiennent essentiellement, et l'inconvénient de frapper le crédit public, surveillé sans relâche par le marché monétaire, d'une dépréciation lente et funeste. C'est à cet état de choses que M. Fould veut mettre un terme. Nous ne sommes pas surpris qu'il y ait parmi nous une sorte de vieux parti turc que cette réforme trouble et inquiète; mais nous sommes fâchés qu'un homme aussi spirituel que M. Brenier, et qui a pu voir naguère à Naples combien il est périlleux pour un gouvernement d'être trop lent à se réformer, ait dénoncé dans le système qu'on va inaugurer une innovation compromettante. M. Brenier aurait voulu que l'on gardât la prérogative des crédits décrétés. Comment pourvoir à ces crédits? Par les moyens de trésorerie? Mais il arrive toujours un moment où les moyens de trésorerie ne suffisent plus à porter les découverts existans. A ce moment-là, on rendrait l'élasticité aux moyens de trésorerie en consolidant une petite portion de la dette flottante. Voilà donc le cercle où des esprits conservateurs pensent que nos finances pourraient se mouvoir avec sécurité! On marcherait des crédits décrétés à la dette flottante, de la dette flottante à la consolidation! et ce serait toujours à recommencer! et on enflerait ainsi, en temps de paix, par des accroissemens périodiques, et la dette flottante, et l'impôt! Hélas! c'est le triste horoscope qu'au lendemain des actes du 14 novembre un journal anglais renommé, l'*Economist*, prévoyant les obstacles que rencontrerait l'entreprise de M. Fould, tirait de l'avenir financier de la France. Pourquoi des conservateurs du régime actuel donnent-ils raison d'avance aux fâcheuses prophéties des incurables parlementaires d'Angleterre?

Quant à nous qui, en toute circonstance, avons à cœur de placer les grands intérêts du pays au-dessus de dissidences secondaires, nous nous estimerons heureux du succès de l'œuvre commencée par M. Fould, et nous l'accompagnerons de nos encouragemens les plus sincères. Nous irons plus loin : nous croirons contribuer dans notre faible mesure au succès du ministre des finances en signalant les circonstances politiques qui nous paraîtraient de nature à entraver l'accomplissement de sa tâche. Nous avons déjà indiqué à ce propos le dissentiment qui nous sépare de M. le ministre de l'intérieur. M. le comte de Persigny n'a jamais montré plus de zèle à appliquer à la presse le système des avertissemens que depuis quelques semaines. Il y a peu de jours, un avertissement a été donné par lui au *Journal des Débats* dans la personne d'un de nos plus illustres amis, d'un écrivain aussi renommé par la modération de ses opinions que par la grâce et l'urbanité de son esprit. Nous n'avons point à discuter les motifs de cet avertissement; mais M. le comte de Persigny, en arrivant au pouvoir, nous a prévenus qu'il livrait à nos discussions ses actes administratifs. Il nous permettra donc d'user de cette licence pour lui exprimer le regret de le voir se montrer aussi sévère en ce moment envers la presse qu'eût pu l'être

un juge hanovrien au lendemain d'une entreprise de prétendant. Pourquoi muliplier les avertissemens dans un temps de réforme financière? C'est surtout par le concours confiant de l'opinion que des réformes de ce genre réussissent; or l'opinion a besoin de se croire libre pour s'ouvrir à la confiance. C'est par l'indulgence envers la presse qu'il serait sage en ce moment de préparer l'opinion aux mesures de M. Fould. M. Saint-Marc Girardin a pu se tromper, au gré de M. de Persigny, dans la fine tournure qu'il a donnée à un compliment; mais nous sommes sûrs qu'il ne figurera point parmi les adversaires du ministre des finances, et nous eussions aimé, sur ce point, à nous trouver d'accord avec celui des collègues de M. Fould qui tient dans ses mains le sort de la presse.

Nous avions, en commençant, négligé de compter la Hollande parmi les pays auxquels les questions financières donnent du souci. La Hollande ne court certes point les mêmes périls que des états plus grands et plus puissans qu'elle; mais elle veille attentivement à la bonne administration de ses ressources, et la discussion du budget vient d'être au sein de son parlement une chaude affaire. La seconde chambre n'a pas consacré moins d'un mois au débat et au vote du budget. Les ministres n'ont pas tous eu à se louer de cette épreuve. Le ministre de l'intérieur, M. van Heemstra, s'est vu refuser le chapitre de l'intérieur, comme qui dirait chez nous une grande section du budget, et pour l'expédition des affaires la chambre a voté à l'unanimité un simple crédit. Les chapitres des finances et de la guerre ont soulevé une opposition marquée; on a passé sur le ministère de la marine, dont le nouveau titulaire, le contre-amiral van Kattendyke, propose un nouveau système maritime dont l'examen a été renvoyé à une commission. On s'est ardemment disputé sur les projets de réforme coloniale de M. Laudon, qui ont motivé la sortie du cabinet de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. van Zuylen. Bref, après avoir ébréché le budget en plusieurs endroits, on a fini par rejeter le chapitre des dépenses imprévues, ce que l'on appellerait chez nous les dépenses extraordinaires. L'année politique finit donc pour la Hollande sur cette interrogation : le cabinet sera-t-il remanié? la chambre sera-t-elle dissoute?

E. FORCADE.

LES CONTES DE PERRAULT illustrés par GUSTAVE DORÉ.[1]

Les contes de Perrault ont eu depuis deux siècles une quantité de bonnes fortunes, qui auraient sans doute fort étonné, s'il avait pu les prévoir, l'auteur modeste et ingénieux auquel nous devons la très habile et cependant très naïve rédaction de ces charmans récits. Leur première et leur plus grande bonne fortune a été l'adoption qu'en a faite l'inventif écrivain qui leur a donné son nom. Orphelins de la tradition, enfans déclassés et sans asile de l'inspiration chevaleresque ou de la poésie populaire, ils ont été

(1) Paris, Didot et Hetzel, 1862.

recueillis au moment où ils couraient risque de se perdre pour toujours dans un monde qui devenait de moins en moins rêveur et naïf, et introduits dans le milieu de la bourgeoisie française. Admis au foyer de Perrault, choyés et caressés par lui, décemment revêtus de l'honnête et simple habit des classes moyennes de l'ancienne France, ils ont fait leur chemin dans le monde. Ils ont été adoptés à la suite du bon Perrault par toutes les classes et par tous les âges, car ce qui donne à ces contes leur rare mérite et leur confère le droit de cité dans le monde supérieur de l'art, c'est qu'ils ne s'adressent pas seulement à une classe de la société ou à un âge de la vie. Populaires ou chevaleresques par l'origine, ils sont bourgeois par le langage et la moralité. L'enfant s'amuse de ces contes et y laisse jouer son imagination qui s'essaie, le jeune homme y cherche un miroir pour ses rêveries, l'homme fait y vérifie ses expériences, le vieillard s'y souvient. Cependant, bien que ce livre s'adresse à tous les âges, nul n'aurait jamais songé à le donner en cadeau d'étrennes à d'autres personnes que des enfans ou quelques rares adolescens naïfs, s'il en reste encore. Les enfans sont maintenant si précoces! Il vient d'obtenir cette dernière bonne fortune. Les contes de Perrault, grâce à un éditeur intelligent et hardi, sont devenus aujourd'hui un très beau livre, qu'on peut offrir en cadeau à tout le monde, et que les parens peuvent envier à leurs enfans. Tout est excellent dans cette nouvelle édition, papier, impression et correction typographique. L'éditeur, par un raffinement de goût, a fait imprimer ce volume en caractères du XVIIe siècle, comme pour joindre le charme de l'archaïsme à la somptuosité moderne, et conserver à ces charmans récits le cachet de leur origine sous le magnifique accoutrement dont il les a revêtus. L'écrivain qui, sous le nom de Stahl, s'est chargé d'introduire ces vieux contes auprès du public moderne, l'a fait dans une préface qui est en heureuse harmonie avec le genre de littérature qu'il voulait recommander. M. Gustave Doré s'est chargé des illustrations. Nous avons dit ici même, à l'occasion de *l'Enfer* de Dante, tout le bien que nous pensions des dessins du jeune artiste, l'œuvre la plus parfaite à notre avis qui soit sortie de sa main. Il a restitué à chacun de ses héros son origine véritable et raconté par le crayon son histoire dans le style qui lui convient. Les dessins qui représentent l'histoire du petit Chaperon-Rouge ont toute la grâce rustique d'un récit villageois, et ceux qui racontent l'histoire de la Barbe-Bleue toute la dure magnificence de la vie féodale à l'aurore de la renaissance. Il est vraiment difficile de faire un choix parmi tant de poétiques compositions; arrêtez cependant vos yeux sur celles qui racontent les histoires du *Petit Poucet*, de *la Belle au bois dormant* et de *Peau d'Ane*. Tous les clairs de lune de la féerie brillent dans les dessins qui illustrent les aventures de la filleule de la fée des lilas; le château de la Belle au bois dormant pourrait servir de décor aux plus poétiques des contes allemands, et l'heureux Petit Poucet, à qui jusqu'aujourd'hui les modestes taillis de la France avaient suffi pour l'égarer, a obtenu l'insigne honneur d'errer avec ses frères dans des paysages grandioses et sauvages, tout comme s'il était Siegfried l'invincible et non pas le fils du pauvre bûcheron.

ÉMILE MONTÉGUT.

V. DE MARS.

